

LES
CONDITIONS D'ADMISSION
AU NOTARIAT

ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1933, à 14 heures

PAR

Louis FOURREY

JURY... { *Président* : M. André ROUAST, *professeur*
 { *Suffragants* { M. CASSIN { *professeurs.*
 M. SOLUS }

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

LES

CONDITIONS D'ADMISSION AU NOTARIAT

ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1933, à 14 heures

PAR

Louis FOURREY

JURY... { *Président* : M. André ROUAST, *professeur*
 { *Suffragants* { M. CASSIN } *professeurs.*
 { M. SOLUS }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON et Cie

160, RUE SAINT-JACQUES

1933



A MON PÈRE

En souvenir d'une profession qu'il honora
pendant près de vingt-cinq années.

L. F.

INTRODUCTION

La loi du 25 ventôse an XI, qui malgré les modifications qu'elle a subies, demeure encore la charte du notariat nous donne dans son article premier la définition suivante : « Les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions. »

Nous ne nous arrêterons point à cet article premier pour en discuter chaque terme, nous nous contenterons dans cette introduction de remarquer le caractère incomplet de la définition qu'il nous donne. C'est ainsi que s'il fallait en croire le législateur de l'an XI, le notaire ne serait qu'un simple scribe ou qu'un rédacteur chargé de dresser les conventions des particuliers et de leur conférer le caractère d'authenticité. Certes, son rôle serait déjà très grand puisqu'en donnant cette authenticité aux conventions, il leur procure une force égale à celle des jugements et arrêts, il leur donne la fixité et l'immutabilité de la loi sans laquelle il n'est point de sécurité pour les biens, point de paix pour les individus : « *Scripta publica probant se ipsa fidem faciunt inter quoscunque* », disait Dumoulin, et Fontanon : « Le nom et signet du notaire royal est de si grande

dignité, efficacité et vertu que tout ainsi qu'aux escrits des quatre évangélistes on croit. »

Mais le rôle du notaire ne s'arrête pas à celui de bailleur d'authenticité et il est permis de se demander comment le législateur de l'an XI a pu donner du notaire une définition aussi incomplète alors que déjà le conseiller Réal en exposant les motifs de la loi de ventôse définissait les attributions du notaire d'une façon si parfaite ! « Une quatrième institution est nécessaire, disait-il, et à côté des fonctionnaires qui concilient, qui jugent, la tranquillité appelle d'autres fonctionnaires, qui, conseils désintéressés des parties aussi bien que rédacteurs impartiaux de leur volonté, leur faisant connaître toute l'étendue des obligations qu'elles contractent, rédigeant ces obligations avec clarté, leur donnant le caractère d'acte authentique et la force d'un jugement en dernier ressort, perpétuant leur souvenir et conservant leur dépôt avec fidélité, empêchent les différends de naître entre les personnes de bonne foi et enlèvent aux hommes cupides l'espoir du succès, l'envie d'élever une injuste contestation. Ces conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, cette espèce de juges volontaires qui obligent irrévocablement les parties contractantes, sont les notaires; cette institution est le Notariat. »

Cette omission dans la charte du notariat du rôle si important de conseil n'est pas inexplicable. Bien au contraire, elle se comprend fort bien si l'on considère que les rédacteurs de la loi de ventôse n'ont fait que rassembler les règles éparses contenues dans les anciennes coutumes et les ordonnances royales alors qu'ils auraient dû faire œuvre nouvelle. Ils n'ont pas tenu compte de l'évolution, lente sans doute, mais certaine, que le notariat avait subie depuis le roi Saint-Louis. Cette évolution d'ailleurs, s'est continuée

après eux mais cette fois d'une façon très rapide au cours du XIX^e siècle avec le changement des conditions de la vie sociale (facilité des communications, augmentation de la fortune mobilière, développement de l'instruction, etc...) à tel point qu'une réforme fut jugée nécessaire. Elle s'est opérée en 1902, trop tard malheureusement, car une sérieuse atteinte avait été portée à la renommée et au prestige du notariat. Le notariat a donc subi une évolution considérable. Ses caractères fondamentaux ont été profondément modifiés et, pour reprendre les termes du rapport de M. Thévenet, garde des sceaux, précédant le décret du 30 janvier 1890, « le notaire d'aujourd'hui, dont la sphère d'action s'est démesurément agrandie, n'est plus seulement le fonctionnaire public chargé par la loi de donner l'authenticité aux conventions, il s'est fait le conseiller privé et incessant des parties, l'arbitre de leurs intérêts et souvent le dépositaire quotidien de leur fortune ».

Le rôle du notaire s'étant agrandi et les fonctions notariales étant par là même devenues d'un exercice plus difficile, il importait de rendre plus sérieuses les conditions d'admission à ces fonctions. C'est ce que le législateur a voulu faire par la loi du 12 août 1902.

Cette étude qui a pour objet les conditions d'admission à la profession de notaire sera divisée en deux parties :

La première partie sera consacrée à un historique du notariat qui nous montrera l'évolution de cette institution au cours des âges, évolution dont le législateur n'a pas tenu compte en l'an XI puisqu'il nous présente le notaire comme un simple rédacteur d'actes. Une si frappante contradiction entre la loi et la réalité devait donner naissance, nous le verrons, à une terrible crise du notariat. De là nécessité de ramener la confiance publique à l'institution du notariat en

exigeant des garanties plus sérieuses de capacité et de moralité pour relever le niveau intellectuel et moral de la corporation. Ce fut l'objet de la loi de 1902.

Dans la deuxième partie nous exposerons les dispositions de cette loi relatives à l'admission au notariat et nous nous demanderons si la réforme de 1902 a été suffisante et efficace et s'il n'y a pas lieu de la compléter.

Telle est en quelques mots la matière de notre sujet, sujet d'actualité et sujet d'importance. Sujet d'actualité puisque plusieurs propositions de loi, relatives les unes aux conditions de sexe, les autres aux conditions de capacité ont été déposées au Parlement. Sujet d'importance puisque c'est principalement de la manière dont s'opérera le recrutement des notaires que dépendront le renom et le prestige de l'institution du notariat.

PREMIÈRE PARTIE

Étude Historique

Histoire du notariat envisagée particulièrement quant aux conditions d'accession

*" C'est un devoir d'étudier les traditions
et de connaître l'origine d'une profession qui
doit nous honorer un jour "*

Le Chancelier d'Aguesseau

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DU NOTARIAT ENVISAGEE PARTICULIEREMENT QUANT AUX CONDITIONS D'ACCESSION

Il n'y a rien de plus complexe que le rôle du notaire actuel : bailleur d'authenticité, rédacteur de conventions, dépositaire d'archives, conseil des parties, mandataire, gérant d'affaires, banquier, le notaire d'aujourd'hui cumule toutes ces fonctions. Ces multiples attributions ne se sont pas réunies d'un seul coup sur sa tête, car le notariat n'est pas une création spontanée du législateur mais une institution dérivant d'un travail lent et fécond des mœurs et des coutumes. Dans cette première partie, nous retracerons les principales phases de cette évolution.

CHAPITRE PREMIER

LE NOTARIAT DANS L'ANTIQUITE EN DEHORS DE ROME

Le notariat est une des institutions les plus vieilles qui se soient organisées et développées. Son histoire est liée à l'histoire des preuves et plus particulièrement à celle de la preuve écrite. Or on sait que si l'écriture a existé de tout temps, du moins chez certains peuples de l'Antiquité, elle n'était pas jugée comme le meilleur mode de preuve, on admettait plus volontiers la preuve testimoniale.

Les actes se passaient verbalement, soit en présence de témoins, soit avec l'accomplissement de certaines pratiques ou cérémonies destinées à en fixer la mémoire. La preuve la plus ordinaire de l'existence des conventions résultait de la déclaration faite par les parties intéressées et leurs témoins en présence du peuple assemblé. Lorsque Abraham acheta d'Ephron une caverne pour enterrer Sarah, la vente eut lieu en présence du peuple. Pour constater les contrats courants comme les ventes, achats et emprunts, on employait des moyens moins solennels. On coupait en deux des morceaux de bois, le créancier en prenait une moitié, le débiteur retenait l'autre. Lorsque le contrat était exécuté, chacun remettait le morceau qu'il avait conservé. Pour perpétuer la mémoire des con-

ventions on avait recours à quelques formalités propres à frapper l'esprit des assistants, en rattachant à l'opération juridique dont on voulait conserver le souvenir un objet quelconque. Les exemples de cette pratique sont nombreux dans l'Écriture. Pour n'en citer qu'un : au chapitre XXXI de la Genèse on voit que lorsque Jacob se réconcilia avec Laban, il prit une pierre, la dressa pour servir de monument et ordonna aux assistants d'apporter d'autres pierres. Les ayant mises en tas, Laban dit à Jacob : « Ce monceau et ces pierres serviront de témoignage entre vous et moi. » Cet endroit s'appela Galaad, ce qui signifie le monceau du témoin ou du témoignage. Une autre pratique imaginée pour faire connaître au peuple les actes, lois et traités les intéressant et en conserver la mémoire consistait à composer en vers l'histoire de ces faits et à mettre ces vers en chants. Les Grecs chantaient leurs lois. A Rome les enfants chantaient la loi des XII Tables. Chez les Francs la même pratique était en honneur et elle subsista jusqu'à Charlemagne. Tel fut également le procédé perpétuel de l'Eglise, dont les « commandements » sont encore aujourd'hui terminés en assonances.

Mais de bonne heure on sentit la nécessité de constater les conventions d'une manière plus certaine et surtout plus durable que le témoignage des hommes. On s'apercevait, en effet, que la parole prononcée était vite oubliée ou dénaturée, c'est alors que l'on eut recours à des *signes symboliques*, à des *hiéroglyphes*, à l'*écriture*.

L'art d'écrire étant peu familier à la plupart des hommes, on recourait ordinairement au petit nombre de ceux qui y étaient habiles. C'est ainsi que se forma au milieu de la foule ignorante et inculte une classe d'hommes respectables qui devinrent les principaux dépositaires du savoir

et se virent honorés de la confiance publique. C'est de ces personnages, prêtres pour la plupart, ancêtres de nos notaires actuels, que nous allons nous occuper dans ce chapitre, mais nous n'en dirons que peu de mots, car ces vieilles institutions, si intéressantes qu'elles puissent être, seraient mieux à leur place dans une étude des antécédents du notariat que dans l'étude de ses origines.

§ 1. *Le notariat chez les Babyloniens et chez les Juifs.*

Les Babyloniens ont été considérés, dans l'Antiquité, comme étant les premiers à s'être servis de la preuve littéraire. Ils rédigeaient leurs contrats en deux exemplaires : l'un était entouré de cordelettes et scellé du sceau des parties contractantes, cette apposition de sceau remplaçait la signature inconnue dans l'Antiquité, l'autre exemplaire n'était point scellé et restait à découvert afin que l'on pût commodément le consulter. Le tout était déposé dans les temples sous la garde des prêtres.

Chez les Hébreux, l'usage de la preuve littéraire tendit à prédominer de plus en plus en toute matière. De nombreux passages de la Bible nous le montrent, notamment celui du mariage de Tobie avec Sarah : « Et ayant pris du papier, ils (Raguel, l'Ange et Anne) dressèrent le contrat de mariage » (de Tobie avec Sarah)¹, ainsi que le passage du testament de Raguel : « Et il (Raguel) donna à Tobie la moitié de tout ce qu'il possédait, et déclara par un écrit que l'autre moitié qui restait reviendrait à Tobie après sa mort². » Le ministère des scribes était même nécessaire

1. *Tobie*, chap. VII, verset 16.

2. *Tobie*, chap. VIII, verset 24. Voir encore : pour la vente, *Jérémie*, chap. XXXII, versets 7-14; pour le prêt, *Tobie*, chap. IV, versets 21-22.

pour rédiger les lettres de divorce¹. Certains auteurs sont allés jusqu'à prétendre que les lettres de divorce devaient être dressées en présence de plusieurs rabbins et de deux témoins dégagés de tout lien de parenté, en telle sorte que le *scribe*, les *rabbins* et les *témoins* fussent au moins au nombre de dix, non compris deux autres témoins de la date.

Au sujet des scribes, on possède peu de renseignements. On sait toutefois qu'ils cumulaient la fonction de secrétaire des chefs de la nation avec la charge de recevoir et de sceller les conventions qui devaient être revêtues du sceau public. Ils écrivaient le plus souvent à l'aide de signes sténographiques avec une grande rapidité comme il est dit dans le second verset du Psaume XLIV : « *Lingua mea calamus scribæ velociter scribentis.* » Une fois les conventions dressées par les contractants eux-mêmes ou par un des témoins, on devait en faire deux originaux ; les scribes gardaient le premier en y apposant le sceau public afin qu'il fit pleinement foi à l'occasion, l'autre était, par devant témoins, consigné entre les mains d'un tiers afin que chacun pût en prendre connaissance.

Ces scribes parmi lesquels la Bible nomme Sarea, Dobria, Salamia, Echano, etc., étaient revêtus du caractère sacerdotal ; il y avait les scribes de la loi, qui transcrivaient et interprétaient les livres de Moïse et l'Écriture, les scribes du peuple qui exerçaient une sorte de magistrature subalterne et qu'on pourrait comparer à nos juges de paix et enfin les scribes des assemblées, qui, à vrai dire, ne pouvaient être autre chose que les secrétaires des assemblées modernes et qui ne devaient, par conséquent, avoir aucun

1. *Deutéronome*, chap. XXIV, versets 1-3.

caractère légal. Saint Augustin nous représente les scribes comme des hommes érudits et conciliateurs : « Prudentes legibus interpretes et justos dissidii dissuasores. »

§ 2. *Chez les Egyptiens.*

En Egypte les preuves littérales devaient être employées plus fréquemment que dans la nation hébraïque. En effet, au rapport de Diodore de Sicile, tout débiteur de sommes prêtées commercialement, et non constatées par des syngraphes ou titres écrits, qui niait avoir reçu ces valeurs se déchargeait par un simple serment. Un autre trait qui démontre l'importance que devait posséder dans ce pays la preuve écrite, c'est que les lois d'Egypte ordonnaient de couper les deux mains, aux scribes qui auraient supposé ou falsifié les titres publics ou privés et cela de façon à rendre les écrits plus inviolables et aussi plus dignes de créance et de foi. Dès les temps les plus reculés les Egyptiens avaient compris que la preuve littérale était celle qui offrait le plus de garanties tant pour les actes publics que pour les contrats privés. M. Révillout a découvert des documents datant du ^{xxiii}e siècle avant Jésus-Christ, les Actes de Warka, qui nous prouvent qu'à cette époque c'étaient les prêtres qui recevaient les conventions des particuliers : « A partir du règne d'Hammourabi, ceux qui apposent leurs cachets sur les actes portent toujours le titre de serviteur d'un dieu : ils deviennent, par ces cachets, les certificateurs principaux du contrat et leur office sacerdotal en fait en quelque sorte des scribes privilégiés. » Et les actes se terminent par cette formule : « Ces conventions ont été rédigées par le *scribe* des hommes de... prêtre d'Ammon. » M. Révillout ajoute que les rédacteurs des

actes étaient déjà probablement alors des scribes de profession¹.

Bocchoris, roi et législateur de l'Égypte qui vécut environ huit cents ans avant Jésus-Christ maintint ces traditions, qui, cinq siècles plus tard, ne font que s'accroître davantage.

Sous le règne de Ptolémée III Evergète vers l'an 222 avant notre ère, le décret de Canope institue une cinquième classe de prêtres : « Qu'on établisse, dit le décret, une autre tribu parmi les prêtres qui sont dans les temples d'Égypte, en outre des quatre tribus qui existent déjà ; qu'on l'appelle cinquième tribu des *dieux Evergètes*. » Plus loin le décret spécifie comment cette tribu devra être recrutée parmi les autres. Comme il fallait donner une occupation particulière aux prêtres de cette cinquième classe on les chargea de diriger et peut-être de juger dans une certaine limite, tout ce qui concernait les affaires d'un caractère privé. Ce sont de véritables notaires, ils donnent l'authenticité aux actes qu'ils reçoivent, si ces actes mentionnent leur titre de serviteur du dieu patron du lieu et portent l'empreinte de leur sceau. Cependant à Thèbes, dans le temple d'Ammon-Ra-Souter, à Hermontis, au sanctuaire de Mout et dans les autres parties de la Thébaine, ces prêtres élisent un représentant qui rédige le contrat en leur nom. Cet agent spécial, que nous retrouverons à Rome sous le titre de *notarius* ou d'*actuarius* est une sorte de secrétaire, nommé en grec *monographe*, parce que sa copie est l'émanation directe de tous les prêtres de la tribu des dieux Evergètes, dont le monopole subsistera longtemps. Le monographe n'est pas tenu d'exercer lui-même ;

1. Révillout, *Les obligations du droit égyptien*, p. 28 et suiv., et 321 et suiv.

son clerc ou commis, le *ret*, peut remplir les fonctions s'il a soin de spécifier que celui qu'il représente a le privilège d'écrire au nom des cinq classes de prêtres du dieu Ammon. Il importe de faire ici un curieux rapprochement entre le prêtre notaire égyptien et le notaire français. Tous deux confèrent l'authenticité aux actes de leur ministère, ils ont en plus de la rédaction des contrats privés la garde des archives. Le notaire français, outre l'obligation qui lui incombe de tenir un répertoire de tous les actes qu'il reçoit, est obligé de déposer chaque année au greffe du tribunal civil de son arrondissement un double de ce répertoire; de même le monographe égyptien, se conformant en cela aux prescriptions de Philomator (145 av. J.-C.) doit faire inscrire dans les six mois de leur réception et cela à peine de nullité, tous les actes passés devant lui sur un registre confié à la garde du greffier. Mais il y a une différence de sanction dans l'inobservation de cette formalité : alors que le roi Philométor frappe de nullité tout acte non mentionné sur le registre du greffier, le législateur français de l'an IV (loi du 16 floréal) se contente d'édicter une simple peine d'amende contre le notaire négligent. On peut encore trouver d'autres points de similitude entre le notariat français et l'institution égyptienne correspondante. Une circulaire officielle contenue dans un papyrus grec du Louvre nous apprend que le monographe est tenu de faire transcrire littéralement en écriture *démotique* (c'est-à-dire l'écriture dont se servait le peuple par opposition à l'écriture ou graphie sacrée, comprise et employée par les seuls savants) sur les registres du *graphion*, ancêtre de nos conservateurs des hypothèques, tous les actes qui déplacent la propriété, ou constituent des droits réels, actes pour lesquels à la différence de notre législation son ministère est obligatoire. Notre législateur

n'a donc rien inventé en créant le système de la transcription. Les droits d'enregistrement eux-mêmes n'étaient point inconnus des Egyptiens : ainsi le graphion ne consentait à recevoir que les actes dont les droits y afférents avaient été préalablement acquittés.

§ 3. Chez les Grecs.

En Grèce comme en Egypte c'est aux prêtres que sont dévolues les fonctions notariales. « Il existe, dit Aristote au chapitre VI de sa Politique, une espèce de fonctionnaires près desquels il faut aller faire enregistrer les contrats des particuliers et les sentences des tribunaux : ce sont encore eux qui se chargent des accusations, des citations par-devant les juges. Quoique ces diverses attributions n'en comportent réellement qu'une seule, cependant on les partage quelquefois entre plusieurs officiers que l'on désigne sous les noms d'*hiéromnémons*, *épistates*, *mnémons* ou d'autres semblables. » Les *mnémons* (du verbe grec *μνᾶω*, faire souvenir) étaient des magistrats dont les fonctions moins nettement définies que celles des notaires égyptiens se rapprochaient de celles exercées de nos jours par les notaires, les avoués, les greffiers, les receveurs d'enregistrement. Ils étaient chargés de la réception ou de l'enregistrement des traités publics, de la conservation des archives publiques et aussi de la réception des contrats les plus importants touchant les intérêts particuliers des citoyens, mais ils n'en avaient pas le monopole et le dépôt de ces actes entre les mains d'autres personnes privées donnait naissance à d'innombrables contestations. Ces fonctions étaient en grand honneur, ainsi que le dit Cornelius Nepos dans la vie d'Eumène de Cardie : on voit en

effet dans ce chapitre que les Grecs n'admettaient à ces fonctions que les citoyens d'une bonne condition et dont l'intelligence et le talent étaient connus, condition nécessaire puisqu'ils devaient être mêlés à toutes les affaires : « *Nemo ad id officium admittitur, nisi honesto loco, et fide et industria cognita, quod necesse est, omnium consiliorum eum esse participem.* »

C'est une question quasi-insoluble que celle de savoir si les actes reçus par ces *mnémons* étaient authentiques. Les documents précis font défaut. Les anciens auteurs comme Loyseau, se basant sur le chapitre VI de la Politique d'Aristote, affirment l'authenticité des contrats reçus par les *mnémons*, mais il résulte des savantes recherches de M. Le Gentil¹ que ces actes devaient, s'ils étaient contestés, être reconnus par le *mnémon* et les témoins.

On ne sait pas, faute de renseignements, si cette pratique en usage à Athènes était connue dans les autres républiques. Elle ne l'était certainement pas à Sparte où les intérêts privés disparaissaient devant l'intérêt général. Les transactions particulières y étaient rares. « Lycurgue, dit Plutarque², croyait que rien n'a plus de pouvoir et de force pour rendre un peuple heureux et sage que les principes, qui sont gravés dans les mœurs et dans les esprits des citoyens. Il ne voulut pas qu'on écrivit aucune de ses lois : il le défendit même par une de ses ordonnances. Quant aux contrats moins importants et qui ne regardaient que les objets d'intérêt et changeaient souvent suivant le besoin, il crut plus utile *de ne pas les assujettir à des formalités écrites et à des coutumes invariables*, mais de laisser

1. Le Gentil, *Essai historique sur les preuves*,

2. Plutarque, *Vie de Lycurgue*, n° 18.

aux gens instruits le soin d'y ajouter ou retrancher ce que les circonstances leur feraient juger nécessaire. »

§ 4. Chez les Gaulois.

Sur les institutions de nos ancêtres les Gaulois, les documents sont fort restreints, ce qui nous réduit à faire des conjectures. Nous savons seulement que dans notre pays alors occupé par quatre peuplades différentes, toutes les matières importantes, qu'elles soient d'ordre politique ou bien d'ordre judiciaire ou religieux, étaient réservées aux *Druides*, aristocratie sacerdotale, classe supérieure de la société. Seuls ils connaissaient le droit, mais ont-ils comme les prêtres d'Égypte et d'Athènes cumulé avec leurs attributions déjà multiples les fonctions du notaire? Aucun document ne nous l'indique. D'ailleurs l'écriture presque inconnue alors n'était qu'un mode de preuve accessoire à la preuve testimoniale. Jules César nous apprend dans ses *Commentaires*, que, chez les Gaulois, les caractères grecs étaient employés dans les affaires publiques et privées¹. On conçoit facilement que cette langue ne pouvait être connue que d'un petit nombre de savants; les druides peut-être se servaient de cette langue pour communiquer entre eux et se comprendre, quelle que fût leur nationalité. Il n'existait pas, en effet, de langue gauloise proprement dite mais un grand nombre de patois et les patois ne sauraient s'écrire de manière à être généralement compris. Remarquons que la prédominance de la preuve testimoniale sur la preuve écrite persista en France jusqu'à l'Ordonnance de Moulins en 1566 qui fit disparaître l'ancienne règle du droit coutumier : *témoins passent lettres*.

1. *Commentaires*, VI, 14.

CHAPITRE II

LE NOTARIAT A ROME

Section I. — Le notariat sous la royauté et la république.

L'ancien droit et le droit classique.

Il ne faut pas rechercher dans l'ancien droit romain une institution qui de loin ou de près ressemblât à notre notariat. Cela n'est pas possible car de même que dans toutes civilisations antiques Rome ne connaît à ses débuts que la preuve testimoniale : La loi des XII Tables qui est le plus ancien monument du droit romain ne parle que d'elle. Tite-Live d'ailleurs le constate : « *Raræ per ea tempora litteræ erant.* » Au dire de cet auteur, c'était au moyen de clous fichés dans le temple de Jupiter Capitolin, que, vu la rareté des lettres, se comptait le nombre des années. Les conventions les plus importantes se prouvaient par témoins. La solennité des actes, la précision des formules et des gestes symboliques devaient fortement frapper l'esprit des assistants et venir en aide au souvenir des témoins, aussi ne devons-nous pas nous étonner que la preuve littérale soit restée si longtemps inappréciée chez les Romains. Dans la suite, en raison de l'austérité des mœurs, on n'éprouve pas le besoin de se donner des preuves écrites intangibles ; aussi s'en rapporte-t-on à la bonne foi des par-

ties et aux mentions écrites qu'après la diffusion des moyens graphiques elles ont portées sur leurs « *codices accepti et expensi* », livres journaliers de recettes et dépenses que le père de famille faisait tenir par ses esclaves. A l'époque de la République, le relâchement des mœurs fit apercevoir le danger d'accorder trop de crédit à ce genre de preuves, seule l'écriture pouvait permettre de constater les conventions d'une manière permanente et certaine. Mais les citoyens romains ne connaissaient que la guerre et l'agriculture. Toutes leurs études avaient pour objet l'art militaire, car seul il pouvait conduire aux premiers honneurs. Les sciences, les arts, tout ce qui ne se rapportait pas directement à la guerre était pour eux chose vile et abandonnée aux esclaves; une loi de Romulus¹ défendait l'exercice de tous les arts sédentaires qui contribueraient à introduire ou à entretenir le luxe et la mollesse. » Les citoyens romains, écrit Montesquieu² regardaient le commerce et les arts comme des occupations d'esclaves : ils ne les exerçaient point. S'il y eut quelques exceptions, ce ne fut que de la part de quelques affranchis qui continuaient leur première industrie; mais en général, ils ne connaissaient que l'art de la guerre, qui était la seule voie pour aller aux magistratures et aux honneurs³. »

De là l'habitude de charger des esclaves du soin de rédiger les conventions par écrit. On les appelait *scribae, tabularii, exceptores, notarii, cursores, logographi*, suivant leur spécialité dans l'art d'écrire. On sait que les citoyens ri-

1. Loi XX^e du Code Papyrien.

2. *Grandeur et Décadence des Romains*, chap. X, *in fine*.

3. Nous savons d'autre part, que Cicéron préconisait surtout, auprès de ses compatriotes, l'agriculture comme le seul moyen de parvenir à la richesse. *Omnium autem rerum ex quibus aliquid acquiritur, nihil est agricultura melius, nihil uberius, nihil dulcius, nihil homine libero dignius* (*De officiis*, I, 42).

ches avaient dans leur maison une quantité considérable d'esclaves¹ exerçant toutes sortes de métiers, et il était naturel qu'il y eut un *notarius* comme il y avait un *grammaticus*, un *mercalor*, un *medicus chirurgus*, un *philosophus*. « Mais ce luxe d'esclaves, écrit Michot, n'était pas permis à tous. Les Romains eurent donc des écrivains publics, *tabularii*, pris également parmi les esclaves, et auxquels tous les citoyens pouvaient s'adresser. » Il est extrêmement difficile de différencier, faute de précisions à leur sujet, toutes ces catégories d'écrivains particuliers ou publics. Laissant de côté toutes ces distinctions, nous allons retracer en quelques lignes la condition de deux seulement de ces classes d'esclaves : les *notarii* et les *tabularii*.

I. Les « *notarii* ». — Ils étaient ainsi nommés parce que, comme les scribes hébreux, ils avaient l'habitude d'écrire en notes (*notae*). Ces notes étaient des signes sténographiques consistant tantôt dans les initiales des mots, tantôt dans des abréviations. Cujas nous rapporte de nombreux exemples de ces deux manières de sténographier, dont les plus élégants sont ceux par lesquels se rendait la phrase « *Senatus Populusque Romanus* » et la clause « *Dolus malus abesto*² ». On ne sait à qui attribuer l'invention de ces signes. La tradition la fait remonter à l'an 5.000 de la création du monde. Plutarque prétend que cette invention est due à Cicéron à l'occasion de la conjuration de Catilina. L'orateur

1. Le tarif établi par Justinien distingue cinq catégories d'esclaves :

1° Ceux qui n'ont pas de profession; 2° Ceux qui en ont une quelconque; 3° Les *notarii*; 4° Les *medici*; 5° Les eunuques. Il fait une progression ascendante indiquée par l'ordre de cette énumération. Ainsi la plus haute valeur appartient aux eunuques; au-dessous d'eux viennent le médecin et le notaire.

2. L'inscription mise sur la croix de Jésus est elle-même une de ces formules abrégées : J. N. R. J., Jésus Názaréen, roi des Juifs.

dans une lettre à Atticus (livre XIII) écrit : « Tu n'auras peut-être pas compris ce passage parce qu'il est écrit δια σημνων, en signes. » Polydore Virgile dans son traité *De inventoribus rerum*, déclare que Tullius Tiro, affranchi de Cicéron en est auteur et qu'à cause de lui ces notes s'appellent *tironiennes*. Ces *notes tironiennes*, dont le secret perdu et recherché avec patience par les Bénédictins a été retrouvé seulement au milieu du siècle dernier par Jules Tardif, permettaient d'écrire aussi vite qu'on parlait, de là la qualification de *cursores*, *logographi*, donnée à ceux qui les employaient; de là également le distique si connu de Martial :

« *Currant verba licet, manus est velocior illis*

Nondum lingua, suum dextra peregit opus. »

Dans son épître 90, Sénèque parlait de cette manière d'écrire : « *celeritalem linguae manus sequitur* ». Et saint Jérôme (*ad Julianum*) disait : « *Ille, apposito notario, cogebat loqui quae velociter edita* ».

Malgré la similitude de leur nom avec la corporation actuelle, les *notarii* n'ont jamais rien eu de commun avec les notaires d'aujourd'hui : ils n'étaient en quelque sorte que les secrétaires de leur maître et ils rédigeaient les écrits de toutes espèces relatifs à l'administration de la maison. Secrétaires de leur maître dans la vie privée ils l'étaient aussi dans la vie publique. Ils étaient ses confidents et ses hommes d'affaires; dans les contrats qu'ils rédigeaient pour leur maître, ils pouvaient, en leur qualité d'esclaves, stipuler pour lui sans qu'il figurât lui-même à la passation de l'acte.

Le nom de *notarii* est également donné aux esclaves publics chargés de sténographier les harangues des consuls, des généraux et des orateurs. Plutarque, *in Calonem*, rapporte que ce qui mit les *notarii* en vogue, ce fut qu'ils re-

cueillirent un excellent discours prononcé par Caton dans le Sénat. Les magistrats avaient également recours à eux. De même les patriciens, pour rédiger en bref le bulletin quotidien des marchés et des tribunaux, des notices sur les naissances illustres, les morts, les mariages, les divorces, etc. Ce bulletin copié à plusieurs exemplaires était ensuite expédié et distribué comme un journal dans les provinces et dans l'armée.

II. Les « tabularii. » — Suivant l'opinion de Dalloz, c'étaient de véritables scribes qui, dans un temps où l'art de l'écriture était presque entièrement ignoré, servaient à mettre par écrit les conventions des parties. Au début ils étaient attachés comme esclaves à la personne des riches, mais nous l'avons vu, la charge d'entretenir ce personnel constituait un luxe¹ inaccessible à la majorité des citoyens romains, auprès de ceux-ci les *tabularii*, *servi publici populi romani*, remplissent cet office de rédaction des actes privés. Ils sont au besoin les mandataires légaux des citoyens. Ils sont employés par les particuliers illettrés à l'effet de souscrire à leur place leurs contrats, et pour rédiger même ceux des personnes instruites. Ils stipulent à la place et au profit de ceux qui ne le peuvent pas. Ce sont eux qui demandent au tuteur d'un pupille, infans ou absent, la promesse *rem pupilli salvam fore*, ce sont eux aussi qui reçoivent celle par laquelle l'adrogéant s'engage à restituer les biens de l'adrogé, celui-ci venant à mourir impubère, aux personnes qui les auraient recueillis si l'adrogation n'avait pas été faite. Ils assistent

1. *Pline le Jeune*, lib. IX ép. 36 dit :

« Ad latus notarius cum libro et pugillaribus. » C'était, on le voit, un objet de luxe de ne sortir qu'accompagné de son notaire.

à l'inventaire, condition du *jus deliberandi*; ils peuvent constater la remise du *libellus* interruptif de prescription; ils écrivent le testament de l'aveugle. Lorsqu'ils étaient chargés de la rédaction d'un testament, on les appelait *testamentarii*. Les actes des *tabularii* quoique passés en présence de témoins restaient toujours de simples écritures privées, ils n'avaient aucun caractère authentique, mais on s'adressait volontiers à ces officiers en raison de leur grande pratique des affaires.

Cujas, sur la loi 15, C. X. 31 nous enseigne que ces tabulaires, en tant qu'attachés à la cité, ajoutent des fonctions publiques à leurs attributions privées, ils sont de vrais *officiers municipaux* : ils tiennent les comptes des magistrats de la cité, ils dressent les rôles des impôts, ils gardent les archives de la cité. Cicéron déclare que leur ordre étant honorable, parce que les tablettes publiques leur étaient confiées et qu'ils partageaient la responsabilité des magistrats¹.

Section II. — Sous l'Empire

Sous l'Empire l'influence des *tabularii* alla toujours croissant, à mesure que les relations juridiques augmentaient, leur fonction prit chaque jour une importance plus grande. Leur caractère d'esclave était peu compatible avec la nécessité d'indépendance inhérente à leurs fonctions, aussi peu à peu leur condition s'améliore. A l'époque d'Ulpien, en leur qualité d'esclaves publics, on leur reconnaissait une situation à part dans la cité : ils pouvaient disposer par testament de la moitié de leurs biens. Sous Constantin, ils deviennent *fisco adscripti, conditionales*, c'est-à-

1. *In verr.* V.

dire « *huic conditioni addicti et mancipati adeo ut non possint ad aliam aspirare militiam vel dignitatem*¹. » Semblables au colon attaché à la terre, ils sont liés à leur condition sociale; leur charge, quoique non perpétuelle, est comme toute fonction municipale appelée *necessitas*. En 341 des constitutions leur défendent d'entreprendre aucune autre profession. Enfin en 401 ils s'élèvent dans l'échelle sociale jusqu'à la liberté, en effet une constitution d'Honorius et Arcadius décide qu'à l'avenir les *tabularii* ne pourront plus être choisis que parmi les hommes libres.

A une époque antérieure impossible à préciser, les fonctions des tabulaires furent dédoublées : les tabulaires continuèrent à exercer les fonctions d'officiers municipaux; quant à leurs fonctions privées, elles passèrent aux *tabellions*. Nous sommes ainsi amenés à parler du tabellionat romain, qui est l'institution ancienne se rapprochant le plus du notariat actuel.

Pour la première fois nous trouvons ce nom de tabellion au III^e siècle après J.-C. dans un texte d'Ulpien. Il deviendra fréquent sous les empereurs chrétiens. Il vient, nous dit Ulpien, des petites tablettes de bois recouvertes de cire sur lesquelles le tabellion écrivait les actes des citoyens. Cujas définit ces officiers de la façon suivante : « *tabelliones sunt publici contractuum scriptores vel testamentorum* »; et Godefroy les distingue des *tabularii* « *qui civilatum et provinciarum rationes tractabant* », des *scribae publicae* « *qui acta publica scribebant* », des *notarii* « *qui privatorum servi erant, scribandi operam dominis suis navantes*² ».

Sous le nom de *tabularii*, *notarii*, sont désignés les écrivains attachés, comme les greffiers ou les clercs de nos jours

1. Cujas sur la loi 7. C. liv. X, tit. 1.

2. Godefroy in L. 3., C. th. XII, 1.

aux magistrats et aux tabellions eux-mêmes. Vers la fin du iv^e siècle le titre de *notarii* est restreint aux secrétaires de l'empereur, référendaires en même temps pour certaines affaires. Dans le Code Théodosien 314-438 des *notarii* étaient également considérés comme écrivains et référendaires de l'empereur; ils forment alors une corporation importante, *militia*, avec chef, *primicerius*, qui a rang consulaire et appartient au deuxième ordre des dignitaires de l'Empire¹.

Sur les origines des tabellions, nous ne pouvons rien dire faute de documents. Certains auteurs prétendent qu'ils devaient exister à l'époque classique, d'autres pensent qu'ils n'apparurent que vers l'an 150 de notre ère, d'autres enfin ne font pas remonter leurs origines au delà du iv^e siècle de l'ère chrétienne, ce qui est peu vraisemblable étant donné que déjà au iii^e siècle Ulpien en fait mention. Leur mode de nomination et d'investiture est mieux connu : il est indiqué dans une Novelle de l'empereur Léon; et tout ce qui concerne cette fonction est réglementé par Justinien.

1. Ces scribes impériaux étaient classés hiérarchiquement. Après le *notarius primicerius* venaient les notaires tribuns, qui remplissaient les fonctions de premiers secrétaires des princes, dont ils expédiaient les édits et les ordres en matière de finances.

Il y avait ensuite : les *notarii decuniorum*, appelés aussi *censuales*, qui compilaient les livres du cens, d'après le recensement qui se faisait tous les lustres; les *notarii frumenti*, sous les ordres du préfet chargé de la distribution du grain; les *notarii militantes*, sorte de commissaires de guerre; les *notarii subadjuvae*, qui transcrivaient les actes auxquels on voulait donner la plus haute garantie; les *formularii*, gardiens des privilèges des scribes; les *scriptuarii*, qui connaissaient les noms de toutes les villes et de toutes les provinces; les *logographi* ou *epistolares* qui taxaient les honoraires des scribes; les *chartularii*, etc.

Les Empereurs honoraient beaucoup les notaires et le peuple de même : « Praecipua est nostrae pietatis intentia circa notarium nomen », écrivent à Eutrope, en 380, les Empereurs Gratien et Théodose, et l'Empereur Zénon commençait ainsi une constitution adressée au *Magister Officiorum* : « Praeclaram nobilemque militiam spectabilium tribunorum notariorum, qui gloriosis obsequiis non nihil Reipublicae commoditatis afferunt et decoris, diversis beneficiorum titulis muniendam credimus et augendam. »

Nous parlerons d'abord de la condition sociale du tabellion, ensuite après avoir consacré quelques lignes au mode de nomination, nous étudierons les formes et la force probante des actes qu'il dresse et en place de conclusion nous montrerons les différences entre le tabellionat et le notariat moderne.

L'office de tabellion était en grand honneur à Rome. Le titre du Digeste « *De muneribus et honoribus* » prouve que le *tabellionat* figurait parmi les charges publiques auxquelles ne pouvaient être nommés que des hommes libres. Dépositaires de la foi publique ils jouissaient de la même considération que les magistrats proprement dits. Le nombre de ces officiers devait être considérable au Bas-Empire et les actes qu'ils dressaient, les *instrumenta forensia*, devaient être fort usités car on préférait s'adresser à eux qui jouissaient d'une grande expérience plutôt qu'à des gens plus ou moins experts. D'autre part leur étude ou *statio* se trouvait sur la place publique (*forum*) et l'on y pouvait aisément se procurer des témoins. Aussi ne sommes-nous pas étonnés de voir le tabellion suivre une marche ascendante dans l'échelle sociale. Déjà un siècle avant la Constitution d'Honorius et Arcadius que nous avons mentionnée, le tabellion sorti de charge pouvait être élevé au *décursionat*¹. Or, l'entrée de la Curie accessible seulement aux hommes libres était encore recherchée. Les fonctions de tabellion étant temporaires et gratuites, bien qu'elles exigeassent du temps et des soins, beaucoup cherchaient à s'y soustraire en se faisant nommer à la Curie, Toutefois, à l'inverse, le *décursion* ne pouvait être tabellion. Godefroy nous en donne la raison : « *licet ascendere non descendere in honoribus capes-*

1. L. 21, C. IX, 22.

sendis ». On peut ajouter que la liberté des décurions était gênée à plusieurs points de vue et un citoyen ne saurait être proposé à deux ministères à la fois. Mais le commentateur du Code Théodosien proteste contre le motif tiré de la vileté de l'office du tabellion. Pourrait-elle être vile en effet « la profession de cet homme à qui il est permis d'aspirer au décurionat, lui dont la confiance des citoyens érige le témoignage pour ainsi dire public, lui que l'on assimile aux jurisconsultes, aux avocats, aux hommes de loi, lui chez qui l'on exige un souci extrême de la vérité et de la vertu ». Cependant ce n'est que sous Justinien que l'office de tabellion semble avoir le titre de fonction publique; auparavant aucun texte ne distingue les tabellions d'avec les autres écrivains dont nous avons parlé.

Dans le dernier état du droit romain, le tabellion a pris une importance considérable : *forensis vir, fide et virtute conspicuus, qui omnes civibus labulas conficiebat, sua manu unamquamque earum obsignans, quem tabellionem Romani vocant*¹. Les tabellions sont soumis à une discipline analogue à celle des avocats actuels : ils forment à Constantinople, et probablement aussi à Rome, un grand collège placé sous la direction d'un président appelé *primicerius*². Ce collège se recrute lui-même par l'élection. Une probité reconnue, une connaissance profonde du droit (le tabellion devait être jurisconsulte, *sacerdos juris*, comme disait Ulpien), une parole facile, un talent calligraphique rare, telles étaient les qualités requises et sur lesquelles portait l'examen du collège avant l'admission d'un candidat. Une fois sa capacité reconnue, la nomination du candidat de-

1. Godefroy, *in* L. 3, C. th. XII, 1, traduisant Suidas.

2. Cujas, sur L. 15, C. X, 31.

vait être *insinuée* par le préfet de la ville ou le président de la province. A l'audience de ce magistrat, l'élu était conduit, vêtu de l'*ephestris* et assisté des tabellions qui devaient jurer que ni la faveur, ni un intérêt privé n'avaient influencé l'élection et que la vertu seule du candidat avait déterminé leur choix. Une fois le serment prêté, le préfet ou le gouverneur remettait au nouveau tabellion un anneau avec l'empreinte qu'il devait apposer sur les actes, l'*annulus signatorius*. Puis accompagné du collège des tabellions vêtus comme lui de l'*ephestris*, il se rendait au temple. Là, le prêtre récitait une prière et lui remettait l'*album*, c'était probablement un petit camail blanc¹.

Ainsi *investi* des pouvoirs nécessaires, le tabellion prenait possession de sa *statio*. C'est là, dans la *statio*, que sur la réquisition des intéressés, « *ego forensis, pelilus et rogatus* », il rédige ces écritures appelées *instrumenta forensia*. Voici comment il procède : l'aide du tabellion appelé *discipulus*, *notarius* ou dans la législation de Justinien *tabularius*, écrit sur une minute appelée *scheda* les articles du contrat projeté par les parties. Ce brouillon n'a aucune force obligatoire, le tabellion doit le transcrire *in mundum*, au net. Cette copie doit être faite avec soin, il faut une ou plusieurs feuilles entières, *charla pura*, fournies par l'Etat, revêtues du *prolocole*, c'est-à-dire du nom du *comes largitionum*, ministre des finances, avec des mentions fiscales². Il est absolument nécessaire que l'acte se passe en présence des témoins et mention en est faite sur l'écrit³. Le projet d'acte relevé au net, interviennent deux opérations indispensables : la *completio tabellionis* et l'*absolutio partium*.

1. Voir pour ces détails Cujas sur L. 15, C. X, 31.

2. Nov. 44, chap. 2.

3. Nov. 73, chap. 5.

La *completio* est la formule finale par laquelle le tabellion constate que l'acte a été *publice confectum*. Voici un exemple de *completio*, emprunté à une donation du VI^e siècle, conservée dans les archives de Ravenne : « *Ego Theodosius, vir honestus, tabellio urbis Romae, habens stationem in portum de suborrâ reg —, quarlâ, scriplor hujus chartulae, a die præsenti donationis post testium subscriptiones, et traditione facta complevi et absolvi.* » Quant à l'*absolutio* c'est une déclaration par les parties au moment de la clôture de l'acte, par laquelle elles affirment persister dans leur commune intention et reconnaître dans la rédaction de l'acte, la traduction fidèle et exacte de leur volonté¹. Justinien nous dit² que cette déclaration peut être apposée par le *tabularius* ou un témoin pour le contractant illettré qui la fait alors précéder d'un signe.

Malgré l'opinion de quelques auteurs la transcription *in mundum* n'avait pas besoin d'être l'œuvre du tabellion. La novelle 73 lève à cet égard tous les doutes : « *si quidem, per se non scripserit, sed per alium ministrantem sibi* ». Par contre la *completio* qui donne à l'acte son caractère de *publice confectum* devait nécessairement être écrite par le tabellion lui-même.

La signature des parties n'était pas exigée car si la *subscriptio partium* est obligatoire pour la validité des *actes privés*, il n'en est plus de même pour les *actes forenses* pour lesquels la *completio tabellionis* est seule nécessaire, ce qui est bien compréhensible étant donné que le ministère des tabellions avait pour but de permettre aux personnes qui ne savaient pas écrire de se procurer une preuve de leurs contrats. Malgré tout on peut supposer que celles qui sa-

1. L. 17, C. de fide instr.

2. Nov. 73, chap. 8.

vaient écrire apposaient par surcroît leur signature, mais l'acte était parfaitement valable sans cela. Dans tous les cas le *cachel*, que tout Romain possédait, remplaçait la signature. Assurément le tabellion devait se servir de l'*annulus signatorius* dont nous avons parlé.

Les tabellions du droit romain ne faisaient, pour ainsi dire, que prêter leur plume et leur expérience à la rédaction des conventions privées. Leurs actes, *scripturae forenses*, n'avaient pas le privilège de l'authenticité et s'ils étaient contestés en justice, il fallait recourir à la preuve testimoniale. A cet effet, on appelait en témoignage le tabellion, le *notarius* qui l'avait assisté et le *numerator* qui avait compté les espèces; à défaut de ces personnages, le témoignage du tabellion seul, appuyé de son serment, suffisait. Dès lors, il est permis de se demander quelle supériorité présentent les actes *forenses* sur les simples actes privés puisque leur force probante n'est pas sensiblement différente. On peut répondre qu'en fait les actes *forenses* étaient plus avantageux parce que le tabellion, qui en était le premier témoin, jouissait d'un crédit supérieur et qu'il était toujours facile de le retrouver et d'avoir son témoignage, enfin que son écriture était facile à vérifier. Mais les actes *forenses* pouvaient acquérir l'authenticité au moyen de l'*insinuation apud acta*, c'était le dépôt d'un acte aux archives publiques. On les appelait alors *scripturae publicae* ou *monumenta publica*, actes publics. Les Romains avaient ainsi désormais, pour constater les actes juridiques, dans l'ordre des relations privées, des écrits authentiques, dont nous retrouvons les caractères et les effets dans nos actes notariés. Ils font pleine foi par eux-mêmes et à l'égard de tous, aussi n'était-il pas besoin de les vérifier, et la preuve testimoniale n'était pas admissible. « *Census et monumenta publica poliora testibus esse*

*senatus censuit*¹. » Les formes et le mécanisme de l'insinuation *apud acta* ont été décrits par Cujas, sur le § 1, titre 6, livre IV des *Sentences* de Paul, auquel nous nous permettons de renvoyer le lecteur. L'insinuation était en principe facultative, mais au début du iv^e siècle elle fut imposée à toute donation par l'empereur Constance Chlore mais par la suite un certain nombre de lois apportèrent des tempéraments à cette règle.

Nous terminerons cette étude sur les tabellions romains par une comparaison entre le tabellionat et le notariat moderne. Comme nos notaires actuels, les tabellions étaient assistés de *commis* (parmi lesquels figuraient principalement les *notarii*) qui prenaient note des conventions des parties. Comme eux également ils devaient prêter leur ministère à tous ceux qui les requéraient (loi du 25 ventôse. an XI, art. 3, nov. XLIV, c. 1). D'autre part, dans le collège des tabellions romains, on reconnaît l'origine de nos Chambres de Discipline actuelles, des présidents de ces Chambres, des examens imposés aux candidats, des certificats de capacité et de moralité, du scel qui consacre la signature du notaire, enfin de l'investiture qu'il reçoit du pouvoir. Les mêmes formes, les mêmes faits se sont perpétués pendant vingt siècles tant il y a de force de cohésion et de durée dans le vieux monument de notre institution. Mais ce sont là toutes les ressemblances que nous puissions relever entre les deux institutions; les différences au contraire sont bien grandes : d'abord, les conditions d'aptitude exigées des tabellions romains étaient plus rigoureuses que celles exigées des notaires actuels puisque, dit Cujas, « ils devaient être *jurisconsultes*, savants dans l'art d'écrire et de parler et d'une probité reconnue. » Grâce à ces garanties

1. L. 10, D., de *probat.*

leur science s'imposait à tous, c'est ce que constatait Cassiodore, quand il disait : « *cunclorum securitas, quoniam jus omnium sollicitudine custoditur* ». Aujourd'hui on n'exige pas d'aussi sérieuses garanties de capacité et pourtant les attributions des notaires actuels sont infiniment plus élevées et plus belles que celles des tabellions romains. Autres différences : les charges des tabellions n'étaient pas vénales, les clients n'étaient pas, dans aucun cas, forcés de recourir à leur ministère. Enfin les actes qu'ils dressaient n'avaient pas le caractère authentique. Savigny fait observer¹ que les tabellions étaient à peu près les notaires des temps modernes en Allemagne et en Angleterre où les actes notariés ne sont pas authentiques. En somme on pourrait dire que le notaire actuel cumule deux fonctions qui chez les Romains étaient confiées à des mains différentes : la fonction de conseil des parties et de rédacteur de leurs conventions, c'était celle du tabellion et la fonction de préposé aux *Acta*, bailleur d'authenticité. Il appartenait, nous le verrons dans le chapitre suivant, à notre ancienne jurisprudence de réunir ces deux fonctions entre les mains d'un titulaire unique. Le notariat de notre législation actuelle a ses racines dans la législation romaine impériale, mais il ne s'est épanoui que sur la terre de France.

1. *Histoire du Droit romain au moyen âge*, vol. I^{er}, p. 60.

CHAPITRE III

LE NOTARIAT DANS L'ANCIEN DROIT FRANCAIS

Section I. — Les antécédents du notariat français

§ 1. *Chez les Gallo-Romains.*

Lorsqu'après la conquête de César, la Gaule passa sous la domination romaine, les Empereurs cherchèrent à détruire les mœurs et les lois de ce pays et à lui imposer les leurs; mais dans le Nord de la Gaule les constitutions impériales étaient pour ainsi dire inconnues, la législation romaine ne s'était répandue que dans le Midi où les Romains, attirés par la douceur du climat, étaient en plus grand nombre. D'où l'existence certaine en Gaule du droit écrit, *jus scriptum*, et du droit non écrit ou coutumier, *jus non scriptum*. La législation romaine était représentée principalement par le Code Théodosien et non par la compilation de Justinien qui ne fut importée en France que vers le milieu du ^{xii}e siècle.

L'écriture étant peu répandue en Gaule, seul le latin était employé dans les affaires et s'il n'avait pas remplacé l'idiome populaire, du moins il constituait la langue écrite, la langue des classes supérieures. Avec les préfets, les gouverneurs, que l'Empire envoie dans les Gaules, avec le Sénat des villes, les magistrats municipaux, élus par les

propriétaires du sol et le *defensor civitatis*, choisi par l'ensemble des habitants, nous retrouvons la pratique des Romains quant à la confection des actes privés. Ces actes étaient écrits soit par les *actuarii* faisant partie des bureaux du gouverneur, soit par les greffiers du conseil des curiales. Les *actuarii* étaient installés dans des bureaux, *stationes*, où des scribes que l'on appelait *tabelliones*, *tabularii*, *notarii*, suivant les époques, écrivaient les conventions que les citoyens venaient faire en leur présence. L'acte était signé par eux, les parties et les témoins. Les conventions rédigées par les *actuarii* ou les greffiers du conseil des curiales n'avaient pas le caractère authentique. Pour l'acquérir, les parties devaient se présenter devant le *gouverneur*, ou devant des magistrats municipaux pour requérir l'*insinuation* du titre. Dans les villes où il n'y avait pas de magistrats les *defensores civitatum* avaient le droit d'enregistrer les actes. Avaient-ils besoin du concours des curiales? Les lois sont muettes sur ce point, mais la liaison intime des matières suffit pour l'établir, et les recueils de formules chez les Francs, nous montrent toujours, dans de semblables circonstances, le *defensor* à la tête de la curie. L'édit de Théodoric I^{er}, roi des Ostrogoths (500) exige pour l'insinuation des donations d'immeubles, la présence de trois curiales, ou bien des *duumvirs*. L'usage de passer les actes en présence des magistrats municipaux devint bientôt une obligation (C. Théodosien, liv. XII, titre I^{er}.)

§ 2. Chez les Francs.

Au ve siècle la Gaule est envahie par les Germains. Il ne faudrait pas croire que cette invasion amena l'abolition de l'organisation romaine. Les Barbares fondant uniquement leur puissance sur la force des armes, ne s'occupèrent

que de consolider leur domination, laissant les vaincus libres de conserver leurs lois et leurs institutions. C'est ainsi qu'avec le droit franc nous voyons subsister cette savante législation que le génie latin avait créée dans les plus beaux jours de son histoire, rester fortes et vigoureuses les institutions du peuple romain, et, entre autres, celle dont nous nous occupons. Un passage de Grégoire de Tours nous prouve que l'institution du tabellionat s'est maintenue en Gaule après l'établissement des Francs. Cet historien nous dit dans son histoire des Francs (liv. 9, ch. XXVI) que l'an 14 du règne de Childebert, roi d'Austrasie, la reine Ingoberge, veuve de Charibert, qui commença de régner en 564, le fit appeler pour la diriger dans ses actes de dernière volonté, et il ajoute qu'il appela un notaire (*notarium*) pour rédiger son testament. D'autre part nous trouvons dans les formules du moine Marculfe, des actes faits selon la loi romaine, entr'autres un testament rédigé par un notaire sous le règne de Clovis II, en 653 : « Testamentum nostrum condidimus quod illi *notario* scribendum commisimus. »

La législation franque était bien différente de la législation romaine. Chez les Francs, les transactions avaient lieu verbalement. La preuve testimoniale était admise sans restriction et l'écriture ne valait que comme simple renseignement. Les autres modes de preuve étaient l'aveu, les cojureurs, les épreuves. Les Francs connaissaient aussi les actes authentiques : les actes de l'autorité royale rédigés par les référendaires doivent être considérés comme authentiques et la même autorité doit être accordée aux actes de juridiction volontaire constatés par jugements rendus par le roi et aux jugements rendus par l'assemblée générale et par les tribunaux du *Comle* et du *Tunginus*.

L'influence de l'Eglise et celle du droit romain firent admettre l'écriture comme mode de preuve dans la loi des Francs Ripuaires. On distingue, dit le bénédictin Mabillon¹ deux sortes d'actes : les *notiliae privatae* et les *notiliae publicae*. Les premiers sont dressés devant témoins par des écrivains : tabellions, notaires, personnes privées. Les notaires d'alors étaient de simples greffiers qui assistaient les magistrats comme l'indique la loi Gombette dans son préambule. Ils n'étaient revêtus d'aucun caractère officiel et investis d'aucune mission publique : « c'étaient, dit Dupin dans son rapport sur la loi du 21 juin 1843, de simples écrivains un peu moins ignorants que leurs clients, qui se chargeaient de retracer grossièrement sur le papier les rares et minimes transactions d'une société à l'état d'enfance². » Les *notiliae privatae* ne jouissaient pas de l'authenticité et n'avaient pas la force exécutoire, il n'en est pas de même de la deuxième sorte d'actes que nous avons mentionnée : les *notiliae publicae*.

Les *notiliae publicae* sont les actes insinués aux archives ou bien dressés devant le juge ou l'évêque. Le corps municipal, qu'on l'appelle curie, ordre ou sénat, est resté chargé, comme sous les Gallo-Romains, de pratiquer l'insinuation. D'ailleurs la juridiction municipale des Romains pouvait fort bien s'adapter à la constitution germanique. Au sommet de la hiérarchie se trouve le *Mâl*, plaid général, assemblée de la nation. Vient ensuite le tribunal du roi, puis le duc ; après lui le comte, grafion ou graf, qui probablement plutôt que le duc, remplace le gouverneur de province dans la pratique de l'insinuation. Au-dessous du comte se rangent les magistrats des Romains : duumvirs et autres

1. Mabillon, *De re diplomatica*.

2. *Moniteur officiel* du 9 mars 1843.

préposés aux cités, lesquelles ont aussi leur sénat ou *curie* comme les villes de l'Empire romain, ainsi que leur *defensor*; et les magistrats des Germains parmi lesquels le centenier ou maire, *centenarius*. L'Edit de Clotaire et de Charlemagne et des capitulaires de Louis le Débonnaire font mention de l'insinuation des aliénations aux *acta, gesla municipalia*. Au ix^e siècle cette habitude se perdit.

§ 3. *L'œuvre de Charlemagne.*

Charlemagne qui scellait ses contrats du pommeau de son épée, en disant qu'il les ferait tenir avec la pointe, avait compris que la juridiction volontaire devait être indépendante de la juridiction contentieuse et que la mission de recevoir et constater les conventions devait être revêtue d'un caractère public. Aussi ne doit-on pas être étonné de le voir dans un capitulaire de 803, ordonner à ses *missi dominici* c'est-à-dire ses représentants dans les provinces, de choisir et instituer dans ses domaines des notaires dont ils devaient à leur retour de tournée lui faire connaître les noms : « Ut missi nostri... notarios per singula loca eligant » (capitul. III, cap. III, an 803). Par un autre capitulaire, en date celui-là de 805, le même empereur obligeait les évêques, abbés et comtes à avoir chacun leur notaire : « Ut unusquisque episcopus et abba et singuli comites suum notarium habeant. » *Judices cartularii* : tel fut le nom qu'il donna à ces magistrats ce qui nous prouve que l'empereur désirait assimiler le notaire au juge. Il voulait qu'il soit à la fois rédacteur et juge des actes passés devant lui et on peut voir là l'origine de la plus belle prérogative des notaires actuels : la possibilité de donner l'authenticité à leurs actes; mais à cette époque la notion est mal dégagée et le pouvoir du notaire émane complètement

de celui du juge, c'est ce que constatait Loyseau quand il écrivait : « Nous avons pris coutume d'expédier nos contrats hors la présence du juge. Mais, quoiqu'il en soit, c'est toujours le juge qui parle en iceux et y est intitulé ainsi qu'aux sentences. » Ainsi s'expliquent les formules qu'on lit dans les anciens actes notariés portant que les parties sont « comparues devant le notaire comme en droit et en jugement », et à la fin des actes, que les comparants « ont été de leur propre consentement jugés et condamnés à accomplir et à entretenir tout ce qui est contenu au contrat. »

Ces notaires devaient être laïcs. On exigeait d'eux certaines garanties : comme les tabellions romains ils devaient être *jurisconsultes* et de bonne réputation, « *similiter et notarii legibus eruditi, et bonae opinionis, constituantur* », dit un capitulaire de 828. Pour le temps où ils vivaient, ils faisaient preuve d'une érudition peu commune. Le plus souvent, parmi les hommes libres qui composaient la cour de justice, ils savaient seuls lire et écrire, ce qui n'était pas peu de chose à cette époque, et en général, ils avaient seuls des notions de droit civil et de procédure et savaient seuls quelles formalités devaient être remplies pour la validité des conventions privées. Leur responsabilité était considérable : ils pouvaient être appelés jusqu'à soutenir par les armes la véracité de ce qu'ils avaient écrit, suivant la procédure germanique des ordalies. Coupables de faux, ils étaient condamnés par la loi des Ripuaires, titre 59, à avoir le pouce coupé, avec faculté de se racheter moyennant une « composition » pécuniaire, le *vergheld* germanique. « *Notarium qui falsum causae brevem in consilio imperatoris retulisset,*

incisis digitorum nervis, ita ut nunquam posset scribere, deportavit¹. »

Les désordres qui suivirent la mort de Charlemagne ne permirent pas à ses successeurs de continuer son œuvre, aussi dans le long espace de temps qui s'écoula de l'année 805 à l'an 1270 l'histoire n'offre sur l'institution qui nous occupe aucun monument²; la France fut longtemps désolée par les guerres civiles qui la plongèrent dans l'ignorance et la barbarie ; toutes les parties du gouvernement furent pendant plusieurs siècles dans la plus complète anarchie. Les projets de réforme dus à l'initiative du grand empereur étaient oubliés.

Section II. — La naissance du notariat français. Le XIII^e siècle et l'œuvre de Saint Louis.

Étant donnée la différence de législation qui existe entre les pays du Midi de la France soumis au droit écrit et les pays du Nord (pays de droit coutumier), il importe d'établir une distinction entre ces deux régions.

§ 1. *Le notariat dans les pays de droit écrit au XIII^e siècle.*

Au XIII^e siècle, dans le Midi, existent trois sortes de notaires : 1^o les notaires greffiers des tribunaux; 2^o les

1. Lampride, *in* Alex. Sever.

2. On possède toutefois une minute de notaire du IX^e siècle, c'est une pièce rédigée à Metz sous l'épiscopat de Drogon vers 825, et une précieuse charte, émanée de Riculphe, archevêque de Rouen, qui occupait le siège de 872 à 876, laquelle contient donation au profit de l'abbaye de Saint-Ouen dont il se dit abbé, de deux petits héritages et de quatre serfs (*cum mancipiis denominatis*), pour entretenir les lampes qui brûlaient devant le tombeau de Saint Ouen. Cette charte porte en souscription vingt-cinq noms, au nombre desquels figurent en tête Riculphe et Siebar, évêque d'Evreux, puis des abbés, des moines et des laïcs, et se termine par le nom du notaire Flodegise.

notaires écrivains tenant les registres des comptables ; 3^o les notaires dressant les actes pour les particuliers et faisant, comme on disait, fonctions de *labellional*. Nous ne nous occuperons ici que des *notaires labellions*. Ces officiers n'agissent pas au nom du juge dont ils tiennent les pouvoirs et ils peuvent sans son intervention conférer aux actes passés devant eux un caractère public. Ces actes dressés par un notaire public font pleine foi en justice.

Dans les statuts ou lois municipales des différentes communes libres de Provence : Marseille, Arles, Aix, Salon, Apt, on trouve d'intéressants détails sur les notaires ; il est même curieux de constater que nombre de ces dispositions sont passées dans notre droit moderne. Ainsi d'après les statuts de Marseille (livre I^{er}, chap. 27 et 28, les actes doivent être écrits sans abréviations ni ratures, énoncer les noms, prénoms et profession des parties, être datés et signés du notaire. On recommande en même temps aux notaires d'écrire de leur propre main, *propria manu*, sur des registres spéciaux, appelés cartulaires, tous les actes par eux reçus. Des formalités spéciales sont prescrites pour la rédaction des testaments. Enfin on règle le tarif de tous les actes. Pour pouvoir être notaire, il fallait remplir certaines conditions énumérées dans le Statut de Charles II, comte de Provence, de 1296. Pour être agréé comme notaire à Marseille, on doit justifier qu'on appartient à la commune et qu'on y est domicilié depuis deux ans ; de plus, qu'on est de bonnes mœurs, bien famé dans son quartier, qu'on est libre de toute servitude, enfin qu'on a une connaissance suffisante de la grammaire et de la calligraphie. Un stage de trois mois est exigé. L'existence de ces conditions est vérifiée par le recteur et les juges des tribunaux de Marseille. Le candidat doit passer un examen

devant les hommes sachant le droit, tels que juges, avocats, greffiers, notaires, syndics, clavares et semainiers délégués par le recteur. Les clercs à partir du rang de sous-diacre ne peuvent pas être regus notaires. Nous trouvons encore divers détails dans les Statuts de Marseille; le candidat au notariat prêtait serment d'habiter la ville et de ne la quitter que pour entrer en religion; il jurait également fidélité à la commune, promettant de loyalement exercer son office. Le notaire-tabellion qui veut abandonner ses fonctions doit en prévenir le recteur et jurer qu'il ne fera plus d'actes. Dans un délai déterminé, il remet ses notes et ses cartulaires, soit à un autre notaire, soit au gardien des archives publiques. On mentionne sa retraite sur le registre qui contient la liste des notaires.

Les Statuts d'Aix¹ (1280), de Salon (1293) et surtout ceux d'Arles (1162-1202) s'occupent également des notaires; dans cette dernière ville il y avait cinq notaires attachés comme fonctionnaires publics, savoir: deux au juge, deux au consul et un à la prison. Ces notaires sont tenus de *facere chartas in forma publica*: l'acte doit être rédigé tout entier en présence des parties à moins que ces dernières ne consentent à ce qu'il en soit autrement (art. 65 des statuts). Dès que le notaire a les *notes*, il peut différer la rédaction de l'acte. Il doit conserver les notes (c'est là la minute) et délivrer des expéditions. Cette disposition qui impose au notaire de retenir la minute de l'acte n'existait

1. D'après les Statuts d'Aix, pour être admis à exercer les fonctions notariales il faut l'attestation de deux notaires publics ou de six personnes originaires du lieu où le notaire est à remplacer, que le candidat est loyal, honnête et respectueux des lois. Un examen lui est imposé: « *Providimus observandum quod quilibet notarius creandus... habeat instrumentum publicum vel testimoniales litteras duorum notariorum aut sex proborum virorum... De sufficientia vero in camera nostra per eum ad quem dignoscitur approbetur.* »

pas dans le droit romain et n'avait sans doute pas existé antérieurement dans le Midi. Dans le Languedoc nous trouvons des notaires à Montpellier¹, à Alais, à Carcassonne², à Toulouse. Les notaires de Toulouse avaient le droit d'instrumenter *ubique terrarum*, ce qui doit s'entendre non pas « de passer actes et contrats par tout le monde », comme le prétendirent longtemps les notaires de cette ville, mais *ubique terrarum comitalis Tolosae : terra*, dans la langue féodale signifiant le territoire d'une seigneurie³. Les Coutumes de Toulouse sous le titre *De fide instrumentorum*, s'occupent de la foi due aux actes publics. L'article premier de ce titre abrogeant la C. 24 *De non numerata pecunia* décide qu'un *instrumentum publicum*, constatant la numération des espèces fait pleine foi, même malgré la dénégation du débiteur. L'article 2 porte que les actes notariés sont valables, bien que la cause de l'obligation n'y soit pas énoncée, tandis que les actes sous seings privés ne font foi en justice, qu'autant que la cause y est exprimée. Enfin, l'article 3 nous dit que les copies faites par un notaire public d'un acte notarié font foi comme l'acte lui-même ainsi que les copies des copies certifiées par le notaire.

Le notariat était donc bien organisé dans le Midi de la France, nous allons voir maintenant s'il en était de même dans les pays du Nord et du Centre.

1. *Les Coutumes de Montpellier*, qui reproduisent en partie les dispositions du droit romain, nous montrent les notaires revêtus du même caractère que ceux de la ville d'Arles et ayant les mêmes attributions.

2. A Carcassonne, l'écrit était exigé pour tous les contrats; aussi l'article 102 des statuts de cette ville nous parle-t-il de la nécessité des notaires.

3. Voir Fons, « Du ressort des anciens notaires de Toulouse » (*Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, année 1865).

§ 2. *Le notariat dans les pays de coutumes.*

Nous ne retrouverons pas, à beaucoup près, le notariat aussi bien organisé dans les pays de droit coutumier que dans les pays de droit écrit; l'influence du droit romain à laquelle nous avons dû attribuer pour une grande part la création des notaires en Languedoc et en Provence n'eut pas dans le Nord de la France la même persistance que dans le Midi. Cherchons cependant dans les coutumiers du temps si nous n'y trouvons pas des traces de l'institution notariale.

Le Conseil à un ami de Pierre de Fontaines, bailli de Vermandois, et les Etablissements de Saint Louis sont muets sur cette question. Beaumanoir lui-même, le plus complet des auteurs coutumiers ne nous parle pas non plus du notariat, mais dans le chapitre 35 des *Coutumes du Beauvaisis*, chapitre consacré à la preuve littérale, il nous entretient d'une classe de fonctionnaires qui, à cette époque, remplissaient les fonctions notariales, les baillis, et dont les actes rédigés par leurs soins appelés *lettres de baillie* peuvent à bien des égards être comparés aux actes notariés. Elles en présentaient du moins tous les avantages puisque comme ces derniers les *lettres de baillie* avaient la force probante et la force exécutoire des actes publics. Après avoir montré la compétence des baillis pour la rédaction de toutes sortes de conventions, Beaumanoir nous donne la formule de leurs lettres. En sa qualité de bailli de Clermont il se met lui-même en scène : « A toz ceus qui ces présentes lettres verront ou orront, Phelippes de Biaumanoir, baillis de Clermont, salut. Sacent tuis, que en nostre présence, por ce establis, Pierres, de tel lieu, et Jehans, de tel lieu, reconnurent en droit que il, de lor

bone volenté et por lor profit, avoient fet tel escange,... et puis doit estre li escanges devisé et toutes les pièces spécifiées... et puis doit estre mise le date pour savoir le tans que ce fut fet¹. »

D'autres coutumiers s'occupent également des instruments publics et d'après eux le notariat aurait existé dans certaines provinces. Ainsi l'*Ancien Coutumier d'Artois*, chapitre 20, considère comme actes publics les actes écrits de la main d'un notaire ou tabellion, actes qui faisaient pleine foi en justice mais qui n'avaient pas la force exécutoire : cela prouve l'existence des notaires dans l'Artois ; mais on connaissait en même temps les « actes chirographes » par devant échevins appelés aussi « *lettres d'échevinal* », tout à fait semblables aux « lettres de baillie » de Beauvaisis. Ces deux modes de preuve existaient donc en concours.

S'il y avait des notaires dans la province d'Artois, il existait à Metz une institution semblable qui tirait son nom et son origine du droit romain ; c'étaient les *Amanuenses*, dénomination qui se transformera au XIV^e siècle en l'expression d'*Aman*. Les Amans étaient des officiers chargés de la garde de certains coffres, appelés *arcae*, emmurés dans chaque église paroissiale de la ville de Metz. Dans ces coffres étaient déposés tous les contrats écrits que les Amans avaient mission de rédiger pour les paroissiens et dont ils assuraient la foi. Cette institution subsista à Metz pendant plusieurs siècles et progressa, même après l'annexion de Metz à la France sous Henri II malgré l'établissement dans cette ville, des notaires français. Les Amans instrumentaient à côté des notaires impériaux

1. *Coutumes de Beauvoisis*, ch. XXXV. § 29.

envoyés d'Allemagne pour rédiger les conventions intervenues entre les étrangers.

Ainsi nous ne trouvons pas, sauf exceptions, dans les pays du Nord, de notaires ayant une juridiction propre et pouvant donner l'authenticité à leurs actes, tels que ceux des pays de droit romain. Dans ces pays, le droit de passer les actes était confondu avec celui de rendre la justice : la juridiction volontaire, celle des notaires, et la juridiction contentieuse, celle des juges, étaient également exercées par le magistrat et ses clercs lui servaient à la fois de greffier et de notaire. Il est toutefois une catégorie de notaires qu'on peut comparer à ceux des pays de droit écrit, c'est celle des *notaires apostoliques*¹ et *impériaux*. Dès les premiers temps de l'ère chrétienne (l'origine en remonte au pape saint Clément), l'Eglise déléguait des écrivains pour assister au martyre des fidèles et en rapporter le souvenir : les fonctions de ces notaires s'étendirent peu à peu, ils se répandirent dans toute la chrétienté. De là les notaires nommés par les évêques, les archidiacres et les abbés des monastères, les notaires apostoliques. Ces notaires peuvent exercer en tout lieu sans être obligés de rester auprès du juge pour passer les actes en son nom ; et le Pape et l'Empereur concédèrent ce titre avec facilité, de telle sorte qu'aux xiv^e et xv^e siècles, les notaires des cours ecclésiastiques joignirent le plus souvent à leur qualité celle de notaire apostolique ou impérial. Aussi, à l'imitation des juridictions ecclésiastiques, tous ceux qui avaient des juridictions voulurent avoir des notaires. Les seigneurs ecclésiastiques commencèrent par en créer. Le premier remonte à l'an 1197, et vers la fin du xiii^e siècle, il en exis-

1. Voir à ce sujet, *Tancredè de Bologna, Ordo judicarius*, Partie 3^e, titre 13, *De exhibitione instrumentorum et fide ipsorum*, § 2.

tait un grand nombre, car alors on ne se contentait plus de la preuve testimoniale. Tous les grands vassaux avaient leurs notaires et leurs tabellions qu'ils nommaient eux-mêmes. Des abus étaient inévitables. En effet « le droit de rendre justice, ainsi que le faisait remarquer le conseiller d'Etat Réal dans l'exposé des motifs de la loi de ventôse an XI, s'adjudgeait avec les autres parties du domaine, et le dernier enchérisseur demeurait en même temps receveur du domaine et juge. Il percevait, comme receveur, les amendes et les confiscations qu'il prononçait comme juge, et le greffe et le notariat faisaient partie de l'adjudication. Sous un pareil régime, toutes les idées de justice, de sûreté et de propriété étaient anéanties. »

Saint Louis fut le premier des rois qui sentit la nécessité de remédier à de pareils abus. A lui revient l'honneur d'avoir ouvert une ère nouvelle au notariat. Il reprend l'idée qu'avait eue Charlemagne de rendre la juridiction volontaire indépendante de la juridiction contentieuse, autrement dit de séparer le greffe du notariat. Laissons parler le conseiller Réal : « Pour arriver à un meilleur ordre, il fallait bien que le droit de juger cessât d'être mis aux enchères : il nomma le prévôt, ne lui laissa d'autres soins que celui de rendre la justice; un receveur fut chargé de l'administration du domaine; et pour compléter cette grande réforme, il créa soixante notaires chargés de recevoir les actes de la juridiction volontaire et de donner à ces actes le caractère de l'autorité publique. » Depuis l'année 1270, date où s'accomplit cette réforme nous trouvons des actes authentiqués par des fonctionnaires distincts des juges, signés par des notaires en qualité d'officiers publics (Mabillon, *De re diplomatica*). Il faut bien remarquer la différence d'origine entre le notaire des pays du Nord

créé par saint Louis et celui du Midi. Dans le Nord, au contraire de ce qui a eu lieu dans le Midi, ce n'est pas le magistrat que l'on a dédoublé mais son greffier et c'est le greffier chargé de la rédaction des actes de la juridiction volontaire qui est devenu le notaire; de telle sorte qu'au lieu d'avoir un notaire véritable magistrat, comme dans le Midi, qui donne l'authenticité par le seul fait de l'apposition de son seing, nous avons un notaire, au début du moins, véritable commis, greffier du juge, et c'est le juge seul qui confère l'authenticité à l'acte qui est rédigé en son nom et sur lequel il appose son sceau. Cette dépendance à l'égard du juge ira en diminuant mais il en restera toujours des traces.

Joinville nous dépeint comment le saint roi réforma la prévôté de Paris. On voit notamment chez cet auteur, ce qui confirme ce que nous venons de dire, que la séparation des juridictions n'est pas tout à fait complète, des liens de forme les rattachent. Ces soixante notaires institués par Saint Louis, investis de recevoir seuls les actes de la juridiction volontaire dans toute l'étendue de la prévôté et vicomté de Paris, intitulent leurs actes au nom du prévôt, c'est d'ailleurs ce dernier qui les nomme et il a la faculté d'en augmenter le nombre; ils ne peuvent instrumenter qu'au Châtelet, siège de la prévôté, des bancs, dont plusieurs étaient ornés de magnifiques sculptures leur étaient spécialement affectés dans la grande salle; ils doivent toujours être deux pour recevoir et attester un acte, et le porter ensemble au scelleur, qui avait son bureau proche de leur salle, pour y faire apposer le sceau de la juridiction du Châtelet.

Les soixante notaires royaux étaient tous *clercs*, tonsurés ou engagés dans les ordres, car seuls, à cette époque, des

ecclésiastiques pouvaient comprendre et remplir la mission nouvelle qui leur était confiée, seuls ils pouvaient suffisamment connaître et commenter les coutumes dont ils avaient à faire l'application. Ce n'est que plus tard sous Charles VIII que l'élément laïc vint remplacer exclusivement l'élément ecclésiastique. Ces notaires formaient entre eux une confrérie¹ dotée d'une organisation exclusivement religieuse². Très étendu sur le côté religieux, les amendes, les admissions honorifiques ou de bienfaisance dans la corporation, le règlement de la Confrérie parle à peine des devoirs confraternels et laisse dans le silence absolu le côté véritablement professionnel³.

Malheureusement, la réforme de Saint Louis ne fut que locale; seule la prévôté de Paris en ressentit les bienfaits. Ailleurs, le grand roi ne put l'exécuter, ses vassaux paralysant sa bonne volonté : les juges nommés par les seigneurs et leurs greffiers continuèrent comme par le passé à recevoir les actes de la juridiction volontaire. Mais comme le dit le conseiller Réal « cette grande expérience faite à Paris, ses résultats heureux, rapides, incontestables, firent bien plus que n'aurait pu faire une loi qui aurait étendu et généralisé la réforme. Louis IX fit dans cette circonstance ce qu'il a constamment pratiqué : ne pouvant commander la réforme par une loi, il la conseilla et la détermina par l'exemple. » Cet exemple porta de rapides et d'heureux fruits. Par toute la France, la situation des notaires fut

1. De là le terme de confrères qu'emploient encore les notaires à l'égard de leurs collègues.

2. Ces notaires ecclésiastiques étaient obligés de chanter la messe et les vêpres en commun et était puni d'une amende celui qui sans excuse valable venait à la messe après le premier *Kyrie* et aux vêpres après le *Gloria* du premier psaume.

3. Ce règlement a été donné à Château-Thierry en septembre 1330 par Philippe le Bel.

modélée sur les bases posées par Saint Louis. Ainsi par lettres patentes de 1302 Philippe le Bel établit dans tout son royaume des notaires à l'instar de ceux de Paris, il défend aux juges de se servir désormais de leurs clercs et greffiers pour notaires et d'instituer eux-mêmes des notaires, réservant ce droit à lui et à ses successeurs; de plus, la charge que ces notaires remplissent est érigée en *office*, c'est-à-dire en fonction publique. Les actes notariés faisant même foi que les actes revêtus d'un scel authentique, et que les lettres d'échevinat et de bailli dont nous avons parlé devaient à eux seuls remplacer toutes ces écritures. Le notariat français était définitivement créé, il n'avait plus qu'à progresser dans la voie qui lui était ouverte.

Section III. — Le notariat du XIV^e siècle

à la fin de l'ancien régime. Progrès et organisation définitive.

Au xiv^e siècle le notariat commence à prendre une grande importance. A cette époque où l'écriture est encore peu répandue, les actes sous seings privés sont assez rares: d'où nécessité de recourir à un notaire pour faire constater les conventions. Il n'y avait pas que le roi qui pouvait nommer des notaires, nous avons vu que tous les seigneurs ecclésiastiques et laïcs avaient aussi ce droit. De là une multiplicité de *notaires royaux*, *seigneuriaux* ou *apostoliques* sans compter les notaires *municipaux* que les villes devenues communes avaient le pouvoir de nommer, notamment dans le Midi. Nous avons déjà parlé de ces derniers dans la précédente section, leur organisation s'est maintenue jusqu'au règne de François I^{er} où commença leur

assimilation aux notaires royaux, assimilation qui devait se terminer vers la fin du règne de Louis XIV.

§ 1. *Les différentes classes de notaires.*

A) Les notaires royaux. — Les notaires royaux étaient les officiers créés par le roi dans les justices royales pour recevoir les actes de tous les particuliers. Ceux du Châtelet de Paris sont les plus anciens. Les notaires royaux ne pouvaient instrumenter que dans le ressort des bailliages et sénéchaussées auxquels ils étaient attachés. Exceptionnellement et par un privilège spécial qui leur fut reconnu par des lettres patentes de Louis XII (avril 1510 et août 1512) les notaires des Châtelets de Paris, d'Orléans et de Montpellier avaient le droit d'instrumenter dans toute la France.

Les notaires royaux ne se sont jamais montrés jusqu'à la Révolution complètement indépendants du juge auprès duquel ils exerçaient leurs fonctions, autrement dit la juridiction volontaire ne fut jamais complètement séparée de la juridiction contentieuse. C'est ainsi qu'à Paris : 1^o les notaires cumulaient avec leurs fonctions celles de greffier du prévôt, ils eurent même le monopole des écritures judiciaires jusqu'à la création de l'office de greffier au Châtelet de Paris par édit du 11 décembre 1538; 2^o ils étaient placés sous la surveillance du prévôt; 3^o la grosse fut d'abord intitulée au nom du prévôt, puis il y eut une formule aux termes de laquelle il était dit que le prévôt avait commis tel et tel clercs notaires jurés à l'effet d'entendre à sa place et lui rapporter fidèlement les conventions et aveux des parties. En 1697 les notaires au Châtelet scelleront eux-mêmes leurs actes et une formule dira que ce

sceau est apposé sur l'ordre du juge. Cette formule marquant nettement la dépendance du notaire à l'égard du juge subsistera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime; 4^o en ce qui concerne la rédaction de la grosse on trouve une trace de leur dépendance vis-à-vis du juge dans la formule qui suit les promesses des parties : « promettons... ès mains des dits notaires jurés, comme en la nostre » (celle du prévôt), de laquelle formule il résulte, en somme, que les promesses des parties n'étaient reçues par les notaires qu'au nom du prévôt.

Les offices de notaire royal ont pendant longtemps été conférés par le gouvernement aux particuliers moyennant le paiement par ceux-ci d'un prix de vente, mais dans les anciennes ordonnances la vente n'était qu'un simple bail à ferme au plus offrant et dernier enchérisseur. La vénalité des offices restée longtemps stationnaire se développa d'une façon exagérée au xvi^e siècle. A partir de Louis XII la royauté démunie de ressources, s'était vue contrainte de trafiquer, suivant l'expression de Sully, des choses les moins propres au commerce, à savoir : la justice et la considération de tous ceux qui, de près ou de loin, sont appelés par leurs fonctions à la préparer ou à la rendre. Profitant de la haute réputation du notariat, « de l'importance pratique de ces fonctions et du nombre considérable de ceux qui en briguaient les honneurs, on voit les gouvernements envisager le notariat comme une chose taillable et corvéable à merci, augmenter le nombre des notaires sans nécessité, retirer à ceux qui sont en exercice une partie de leurs attributions, créer des offices analogues, mais spéciaux, qui constituent un véritable monopole dans le sens mercantile du mot, conférer le titre de notaire moyennant

finance à des fonctionnaires d'ordre absolument étranger à la profession pour en forcer le rachat¹. »

Du fait que les offices des notaires royaux étaient *véniaux*, cela ne voulait pas dire qu'ils étaient *cessibles* et *héréditaires*. Ces qualités ne leur furent reconnues que peu à peu. La cessibilité, ou faculté de transmettre l'office entre vifs à une personne choisie par le titulaire actuel, qui s'en fait payer le prix, ne se pratiqua qu'à partir d'une ordonnance de Charles IX (1567) qui permit à tous les titulaires d'offices véniaux, de résigner ces offices à personnes capables, sous la condition de payer un droit de mutation dont le montant devait être versé au « Bureau des parties casuelles ». Quant à l'hérédité, c'est-à-dire le droit pour les héritiers d'un officier décédé de vendre l'office, elle ne fut organisée que par l'édit de Paulet (16 novembre 1604). Les offices étaient ainsi devenus patrimoniaux, leurs titulaires avaient un bien perpétuel transmissible par vente ou par succession; mais jamais on n'a considéré l'office en lui-même comme étant la propriété absolue de son titulaire. On distinguait entre la finance et le titre de l'office. La finance était la créance sur le roi représentative de deniers versés dans le trésor public par le premier acquéreur, elle seule pouvait être vendue ou transmise par succession. Le titre était l'investiture permettant d'exercer la fonction; il était conféré seulement à vie, il ne dépendait pas de l'officier ou de ses héritiers, il fallait en obtenir la provision du roi.

Les notaires royaux jouirent bientôt d'une haute considération et tout particulièrement ceux qui appartenaient à l'importante juridiction du Châtelet de Paris. « A dater

1. Baufine, *Etude sur le notariat dans l'arrondissement de Parthenay*.

du x^{ve} siècle, dit de Bast, les notaires joignent les lumières à la fortune et la science à leur modestie; leur délicatesse, leur probité deviennent en quelque sorte proverbiales, et on s'honore d'appartenir à la famille d'un notaire au Châtelet de Paris comme on se glorifie de compter parmi ses parents un brave soldat, un saint prêtre, un avocat illustre. » Au sujet de leur situation pécuniaire, disons simplement que de 1715 à 1730, six notaires à Paris étaient millionnaires, plus de trente avaient 60.000 livres de rente, sans compter le produit de leurs études. Ils « affichaient un luxe qu'on pouvait appeler asiatique; ils avaient des maisons splendides, des valets, des meutes, des logis de plaisance à la campagne, et rivalisaient de somptuosité avec les avocats les plus riches et les plus en renom¹. » Ils venaient aussitôt après les fermiers généraux dont le luxe était proverbial.

Les rois ayant deviné les services que devaient rendre les notaires et la place qui leur serait réservée dans la civilisation moderne les avaient comblé d'immunités, de privilèges et de prérogatives dont nous ne pouvons donner ici qu'une sèche et incomplète énumération. Tous les notaires royaux, qu'ils fussent de Paris ou des provinces, étaient exempts de logement de gens de guerre, de tutelle, curatelle, guet et garde ainsi qu'il résulte de plusieurs édits. Par lettres patentes d'avril 1411 Charles VI ordonnait au prévôt de Paris de faire placer à la porte des notaires de cette ville des panonceaux aux armes de France. Cette mesure qui avait pour but de placer les notaires sous la *sauvegarde du roi* était fort bienvenue, car pendant les désordres du règne les notaires n'étaient pas toujours res-

1. De Bast, *Origines judiciaires*, p. 215.

pectés. L'habitude des notaires du domaine d'arborer les couleurs du roi passa ensuite à tous les notaires royaux des provinces et même aux notaires des seigneurs qui placèrent sur leurs maisons les armes de leurs maîtres. De là cet usage parvenu jusqu'à nous, d'appliquer à la porte des études, des *panonceaux* aux armes de l'Etat. Les notaires royaux étaient donc placés sous la sauvegarde du roi, de plus ils avaient la *préséance* sur les procureurs dans les assemblées publiques et particulières ainsi que nous le prouvent de nombreux arrêts du Parlement de Paris¹ et lorsqu'ils s'étaient démis de leurs fonctions, des lettres de *notaire honoraire* leur étaient accordées par le roi ; jusqu'en 1772 le roi donnait ces lettres à tous ceux qui les demandaient mais à cette époque certaines communautés de notaires firent des observations, et il fut alors déclaré que ces lettres ne seraient accordées qu'après vingt ans d'exercice. Mais ce qu'il faut surtout souligner c'est que l'exercice de la profession de notaire royal ne dérogeait point à la noblesse. La *compatibilité de la noblesse avec les fonctions notariales* avait été reconnue en faveur des notaires royaux par un édit de Charles VI du mois de mai 1387. Cette mesure fut ratifiée par un édit de Louis XIV d'août 1673 et un édit de Louis XV d'avril 1736. En cela était maintenue la tradition des scabins dont les capitulaires exigeaient qu'ils fussent « nobiles, sapientes et Deum timentes². » Dans le *Dictionnaire Général de Biographie et d'Histoire* de Dézobry et Bachelet, au mot « notaire », il est dit que

1. Voir les arrêts du 16 juillet 1611, 18 septembre 1666, 6 mars 1709, 7 mai 1742, 12 août 1755, 26 août 1778.

2. Parmi les notaires appartenant à la noblesse, il y en eut un particulièrement célèbre : Mathieu Daumet, vicomte de Préaux, notaire et seigneur de Bon Repos, lequel en 1559 avait pris part à la rédaction de la *Coutume de Touraine*.

Charles VIII déclara les notaires royaux nobles et barons. Il ne faut voir là que le résultat d'une confusion. Il n'est pas douteux que l'auteur de l'article a confondu les notaires royaux avec les « notaires secrétaires du roi » qu'on appelait aussi et plus brièvement « notaires du roi » lesquels furent anoblis par un édit de février 1484.

Voilà quelles étaient les prérogatives dont jouissaient les notaires royaux en général, mais sans préjudice de celles-ci des privilèges particuliers étaient accordés aux notaires du Châtelet de Paris. C'est ainsi qu'ils jouissaient du *privilege de garde-gardienne* : leurs causes, soit en demandant, soit en défendant, étaient commises en première instance au Châtelet et par appel au Parlement, même des causes annuelles concernant leur ministère et les fonctions de leur office. Les douze plus anciens notaires par la date de leur réception avaient le *privilege de committimus*. Les provisions et deniers qu'ils tiraient de leurs fermes et métairies étaient *francs de droits* en entrant à Paris. Ils jouissaient également des *droits du pied fourchu*. Leurs enfants, clients et domestiques n'étaient soumis à aucune corvée urbaine. Les notaires en exercice et les notaires honoraires avaient droit à un minot de sel de *franc salé* en vertu de l'édit de 1673 et les veuves de ces notaires à un demi-minot. Enfin pour couronner le tout, Louis XIV par édit du mois d'août 1673 donnait aux notaires de Paris le titre de « *Conseillers du Roi* ».

B) Les tabellions. — Il existait en province, à côté des notaires, d'autres officiers, les *tabellions* dont le rôle était de délivrer les grosses et expéditions des actes rédigés par les premiers. Les tabellions avaient été créés par la royauté pour lutter contre la concurrence faite par les *notaires*

d'officialité aux notaires que Philippe le Bel avait institués dans les provinces par les lettres patentes de 1302. Si on recourait plus volontiers aux notaires d'officialité c'est que ceux-ci pouvaient se disséminer et s'établir auprès des particuliers qui avaient besoin de leur ministère; les notaires royaux, au contraire, devaient résider auprès du juge qui devait apposer son sceau sur leurs actes. La royauté pour concilier la nécessité de l'apposition du sceau avec celle d'être à proximité des particuliers, créa auprès de chaque juridiction royale un tabellionage. Le tabellion déléguait des « *clers substituts* » dans toute l'étendue du ressort, qui, sous sa responsabilité recevaient les actes en minutes. Là se bornait le rôle de ces commis. Seul le tabellion avait le droit de mettre la minute en forme exécutoire et d'apposer le sceau. Par l'ordonnance de 1542 François I^{er} créa des offices de notaire partout où il y avait des clercs substitués des tabellions et défense fut faite à ces derniers de députer des clercs après que ces notaires auront été nommés. Enfin par une ordonnance de 1566 Charles IX supprima les tabellions.

A Paris il n'y avait pas de tabellions, ces officiers eussent été inutiles dans cette ville où les notaires se trouvaient au siège même de la juridiction. Ceux-ci cumulaient alors les deux charges.

Le tabellion n'était pas toujours un fonctionnaire effacé et sans valeur. A Tournai un édit prescrivait l'examen pour être tabellion. Il était autorisé à avoir des copistes pour l'accomplissement de sa besogne. Il dressait des tables alphabétiques des actes qui lui étaient confiés, les expédiait et grossoyait avec ses auxiliaires. Il conservait non seulement les minutes des notaires mais encore celles des greffiers.

C. Les notaires seigneuriaux

On appelait ainsi les notaires commis par un seigneur pour instrumenter dans l'étendue de sa justice. On sait que déjà sous Charlemagne les seigneurs propriétaires de comtés avaient de ces notaires, plus tard les autres seigneurs à qui on inféoda et sous-inféoda de moindres terres s'arrogeaient aussi le droit d'en avoir. Philippe le Bel commença par réserver au roi seul le droit de nommer des notaires, mais peu de temps après il revint sur cette décision quelque peu prématurée et il l'accorda aux seigneurs grands feudataires ou déjà en possession du droit de tabellionage. D'après Loyseau, le droit de nommer des notaires « n'appartient qu'aux seigneurs châtelains et aux autres plus grands seigneurs et non aux simples hauts-justiciers, s'il n'y sont fondés par titre exprès, possession immémoriale ou coutume locale. Le Roy ne peut mettre de notaires chez les seigneurs châtelains, il le peut chez les hauts justiciers : les premiers tiennent leur droit de leur seigneurie même, les seconds, l'ont prescrit contre le Roy¹. »

La compétence territoriale de ces *notaires seigneuriaux* était assez limitée : conformément à l'ordonnance de 1539 ils ne pouvaient instrumenter que dans le ressort de la justice seigneuriale à laquelle ils étaient attachés, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient recevoir que les actes passés entre personnes domiciliées dans ce ressort et pour des biens qui y étaient situés, mais il s'introduisit une jurisprudence différente consacrée par plusieurs arrêts, en particulier celui du 8 juillet 1780, d'après laquelle il suffisait que l'acte fut passé dans le territoire de la justice du seigneur où rési-

1. Loyseau, *Traité des seigneuries*, p. 85.

dait le notaire, quoiqu'aucune des parties n'y fût résidante, et que les biens compris dans cet acte n'y fussent pas situés. Toutefois lorsqu'on voulait poursuivre l'exécution d'un acte hors du ressort de la justice du seigneur il fallait obtenir des lettres de chancellerie à cet effet. De même que les actes des notaires royaux, ceux des notaires seigneuriaux emportaient hypothèque sur tous les biens des personnes qui s'obligeaient par eux en quelque endroit du royaume que ces biens fussent situés. Les notaires seigneuriaux ne constituèrent jamais entre eux de ces communautés ou compagnies comme il en existait entre les notaires royaux de certaines villes.

Les notaires seigneuriaux jouissaient des mêmes droits et avaient les mêmes obligations que les notaires royaux, seulement ils n'étaient que fermiers de leurs notariats pendant la durée des baux qui leur avaient été consentis par les seigneurs. A l'expiration de ces baux et à défaut de renouvellement, ils devaient cesser leurs fonctions et leurs minutes, dont la propriété revenait au seigneur, étaient remises à celui auquel le notariat avait été affermé. Le prix des fermages des charges de notaires seigneuriaux n'était pas très élevé, même certains offices étaient baillés gratuitement, dans ces cas les charges étaient très peu importantes par suite de la concurrence des notaires royaux. En général ces notaires avaient une situation tout à fait précaire, les seigneurs ne se faisaient pas scrupule de les révoquer au cours du bail. Il en résultait de graves inconvénients et tout particulièrement au point de vue de la conservation des minutes, car la plupart du temps le prédécesseur ne transmettait pas ses minutes à son successeur.

D) Les notaires apostoliques. — Nous avons vu les ori-

gines de ces notaires (*supra* p. 45). Institués par les prélats pour recevoir les actes de la juridiction volontaire ecclésiastique, ils s'étaient arrogés le droit de faire toutes sortes d'actes même temporels. Beaucoup d'abus étaient résultés de cette concurrence faite aux notaires royaux et seigneuriaux. De là une série d'ordonnances et d'édits pour tenter de vaincre cette concurrence. En 1490, Charles VIII leur interdit de recevoir aucun contrat en matière temporelle « sur peine de n'être foi ajoutée auxdits instruments ». Louis XIII leur interdit à peine de faux de délivrer aux parties les minutes des actes qu'ils passaient en matière bénéficiale.

Leurs actes étaient imparfaits : ils n'emportaient pas hypothèque et n'étaient pas exécutoires sous le scel de la juridiction ecclésiastique.

Par un édit de décembre 1791, Louis XIV créait des offices héréditaires de *notaires royaux apostoliques* dans chaque archevêché et évêché du royaume. L'édit limitait leur compétence aux actes touchant les matières bénéficiales, quelles qu'elles fussent, les transactions et les sentences arbitrales sur les affaires ecclésiastiques, mais conjointement avec les autres notaires royaux ils pouvaient recevoir les titres sacerdotaux, les fondations de bénéfices, les donations entre vifs ou testamentaires au profit de l'Eglise, etc¹. La force de leurs actes était limitée aux juridictions ecclésiastiques. Ces charges de notaires royaux apostoliques furent réunies aux offices de notaires au Châtelet par un édit de février 1693.

1. Voir Louis d'Héricourt, *Des lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel et une analyse des livres du droit canonique conférés avec les usages de l'Eglise gallicane*, ch. XIII.

§ 2. *Etude sommaire de
quelques ordonnances et édits intéressant le notariat*

I. xiv^e et xv^e siècles. — Philippe le Bel qui avait compris toute l'importance du notariat porta le premier règlement organique de cette institution dans son Ordonnance d'Amiens du mois de juillet 1304. Cette ordonnance est d'autant plus intéressante que déjà on y trouve en germe la plupart des dispositions de notre loi de ventôse. La confection des actes notariés y est réglée dans tous ses détails : ils doivent être écrits sur du bon papier, être datés, et contenir le nom des témoins, des parties et du notaire, puis ils doivent être transcrits et mis au net sur des cartulaires conservés avec grand soin par le notaire : lorsque le notaire s'absente, les cartulaires doivent être transportés chez le sénéchal, le vicaire ou le juge du lieu. L'Ordonnance s'occupe ensuite des devoirs du notaire : il doit expliquer aux parties le sens et la portée de toutes les clauses insérées dans les actes, et notamment des principales clauses de style usitées dans les contrats, telles que la renonciation au *senatus-consulte velléien* et à la *loi Julia*, ainsi que de tous les termes de droit, afin d'éviter la surprise et l'erreur ; il ne doit également recevoir que des conventions licites et s'abstenir de prêter son ministère à des engagements condamnés par le droit ou la coutume. L'Ordonnance fixe la résidence des notaires (car ils n'instrumentent plus dans la grande salle du Châtelet) et leur circonscription territoriale, elle leur enjoint de n'instrumenter que dans leur résidence à moins d'une réquisition formelle des parties. Elle s'occupe enfin de la foi due aux actes : ceux des notaires royaux font pleine foi en justice, ceux des autres notaires ne font foi que dans l'étendue de la juridiction de celui qui les a nommés.

L'Ordonnance d'Amiens donna une grande impulsion au notariat et motiva un grand nombre de munuments législatifs qui vinrent la modifier ou la confirmer. En 1317 un édit de Philippe le Long, appelé la *Constitution philippine des notaires de Paris*, renouvelle la défense faite aux greffiers et aux juges de recevoir aucun contrat volontaire « pour obvier à plusieurs inconvénients, désordre et confusion souventes fois advenus, au grand détriment du roi et de la chose publique. »

En 1320 une ordonnance de Philippe le Long impose aux notaires du Châtelet l'obligation de verser chaque semaine, à titre de droits de sceau, un quart des produits de leur charge entre les mains du scelleur « personne publique et moult notable ». Une pareille mesure suscita de vives réclamations de la part des intéressés, cependant les offices de notaire étant alors gratuits, ce quart prélevé sur leurs bénéfices était en somme un impôt parfaitement justifié.

Par une étrange prérogative, alors que l'ordonnance de 1304 obligeait les notaires de province à conserver les minutes de leurs actes dans des cartulaires ou registres, les notaires de Paris avaient été dispensés de l'accomplissement de cette formalité ; les inconvénients d'un pareil état de choses amenèrent l'ordonnance du premier décembre 1437. Cette ordonnance prescrivit aux notaires du Châtelet de Paris de garder et retenir secrètement, c'est-à-dire de ne communiquer à personne sans ordre de justice, par devers eux registres et protocoles, sur lesquels ils devaient écrire et enregistrer tous leurs actes. Ces registres et protocoles devaient à la mort du titulaire de l'office être transmis à son successeur : le tout « sous peine de privation de leurs offices, d'amende arbitraire, et de dédommager les parties

qui par leurs fautes ne pourroient recouvrer leurs lettres nonobstant quelconque usage qu'ils ayent au contraire. »

En dehors des ordonnances de nos rois, presque tous les Coutumiers se sont occupés de notre institution. Ainsi, Jean Boutillier dans sa *Somme rural*, liv. I, t. 107 s'occupe des lettres, chartres, instrumens et autres munimens en preuve; parmi les lettres, il place au premier rang les « lettres faites par devant notaire ou tabellion publiques et signées de son seing manuel en présence de témoins à ce appelez »; dans le deuxième livre, un titre entier, le titre 10 est consacré aux tabellions et notaires. Le *Guidon des Praticiens* au titre « Des lettres notées et à noter¹ » parle de la force probante et de la force exécutoire des actes notariés. - Nous les trouvons aussi traitées au chapitre II du livre premier du *Grand Coulumier* de Charles VI qui s'occupe particulièrement des notaires du Châtelet de Paris : « Item, il y a encore audit Châtelet, soixante notaires lesquels et chascun d'eulx peuvent faire et escrire toutes manières de traités, promesses, convenances, obligations, quictances et toutes autres lettres et briefs² qui sont faicts et signés de leur propre main, pour icelles être scellées dudit seel. Et peuvent iceulx notaires recevoir tous contrats et est à eux pleine foy adjoustée, sans ce que les parties soyent tenues d'aller devant le seeleur, et tout ainsi comme ce faict avait esté en jugement. »

La *Practica forensis* de Jehan Masuer contient sur le notariat et les actes notariés au xve siècle plusieurs règles importantes. D'après cet ouvrage, trois conditions sont requi-

1. Titre 18, nos 8 et suiv.

2. On appelait brief ou cédula, la minute de l'acte; elle était double ou simple suivant qu'il s'agissait d'une obligation synallagmatique ou d'une obligation unilatérale.

ses pour qu'un acte soit authentique : 1^o Il doit être scellé en marge de la main d'un notaire public ou juré; 2^o Il doit être signé par deux témoins; 3^o Il doit être revêtu d'un sceau authentique et ayant des caractères apparents.

Le notariat est donc bien organisé en France, au xve siècle : les actes notariés sont des actes authentiques faisant pleine foi en justice et ayant force exécutoire. Mais jusqu'ici nous ne voyons pas encore la juridiction volontaire se séparer de la juridiction contentieuse. Les juges peuvent toujours recevoir les actes et leur conférer l'authenticité. Or, du fait même que les actes notariés produisent les mêmes effets, font même foi que les actes reçus par les juges, que les lettres d'échevinat ou de bailli, il est bien évident que ces dernières faisaient double emploi avec les actes notariés. Il appartenait à François I^{er} de faire cesser cet état de choses.

II. xvie, xvne et xviii^e siècles. — François I^{er} a rendu d'importantes ordonnances concernant le notariat. Si l'ordonnance de 1304 avait jeté les premières bases du notariat dans l'étendue des domaines royaux, l'Ordonnance de Villers-Cotterets rendue au mois d'août 1539, la consolida en prescrivant par son article 173 à tous notaires et tabelions y compris même ceux du Châtelet de Paris de faire fidèles registres et protocoles de tous testaments et contrats qu'ils recevraient, et de les garder diligemment, pour y avoir recours au besoin, obligation qui leur avait été d'ailleurs déjà imposée par Charles VI en 1437. Elle renferme diverses dispositions relatives les unes à la forme des registres, les autres à la défense de délivrer une seconde grosse sauf autorisation préalable de justice, parties ouïes,

comme cela se pratique encore de nos jours. On ne connaît pas, à proprement parler de loi précise plus ancienne qui ait imposé au notaire la nécessité de signer ses minutes. C'est à dater de 1539 que les minutes des actes recueillies sur des cahiers commencent assez régulièrement à être signées même des parties, ou bien sont revêtues des attributs symboliques de leur état ou d'autres signes quelconques, quand celles-ci ne savent pas écrire ni signer, ou qu'elles le négligent.

De l'Ordonnance de Villers-Cotterets date également l'abolition du droit qui avait été reconnu jusque là au notaire de stipuler pour les personnes absentes et notamment d'accepter une donation en leur nom.

Pour expliquer cette faculté qu'avaient les notaires de stipuler pour les absents on avait eu recours à la théorie de *l'esclave public*, si clairement exposée par Dumoulin : « *Quibus non obstantibus, contrarium dicendum est praeferam donationem validam esse: quia licet privatus non possit alteri stipulari directo, sed possit sibi stipulari nomine alterius, quo casu requiritur cessio et ratificatio tempore debito, ut per Bartol. et communiter Doctores in l. stipulatio ista, § alteri, ff. de verbor. obligat. Just. in l. hujusmodi in princ. col. 4, ff. de l. l. lamen illud fallit in Tabellione, quem notarium vocant qui ratione officii et quia est servus publicus ad hoc deputatus, potest alteri absenti et ignoranti stipulari et acquiritur jus et actio sine cessione¹... »*

On sait en effet que si en droit romain, où en principe la représentation parfaite n'existait pas, la stipulation pour autrui n'était pas valable, il y avait un correctif en ce sens qu'un esclave pouvait toujours rendre meilleure la condition

1. *Consilium* LX, § 9.

de son maître, et l'acte fait dans de telles conditions par l'esclave produisait ses effets directement en la personne du maître mandant. L'esclave public était censé avoir reçu mandat soit de la loi, soit de l'universalité à laquelle il appartenait et pouvait recevoir ou stipuler au profit de quiconque faisait partie de cette universalité : « *censetur habere mandatum a lege vel ab ipsa universitate acceptandum et stipulandum pro quolibet de universitate* », disait Dumoulin. Si on assimile le *tabellio* ou *notaire* à un *esclave public* attaché à recevoir les actes des particuliers, il est facile d'en déduire qu'il est en raison même de cet état « parfaitement capable de stipuler pour autrui, même pour une personne absente, même pour une personne l'ignorant, de telle façon que le droit se trouve acquis directement à cet absent, à cet ignorant¹ ».

Mais on s'aperçut que cette théorie confondait le *tabularius* et le *tabellio* romains, le premier, homme libre depuis la Constitution d'Honorius et Arcadius, exerçant des fonctions d'officier municipal² et le *tabellio*, sorte d'écrivain public dont les actes sans valeur officielle n'acquerraient pleine force probante qu'après l'accomplissement des formalités d'insinuation³. Cette confusion enlevait toute portée à la théorie du notaire esclave public, c'est pourquoi cette dernière fut condamnée par l'Ordonnance de Villers-Cotterets dont l'article 133 est ainsi conçu : « Et quant à celles (donations) qui seroient faictes en l'absence des donataires, les notaires stipulans pour eux, elles commenceront leur effet du temps qu'elles auront été acceptées par les dits

1. Regnault, *Les Ordonnances civiles du Chancelier d'Aguesseau*. Lire dans cet important ouvrage, « La théorie du notaire esclave public », p. 196 à 204.

2. Voir *supra*, p. 23 et 24.

3. Voir *supra*, p. 30 et 31.

donataires, en la présence des donateurs et des notaires et insinuées comme dessus, autrement elles seront réputées nulles, encore que par lettres et instrument d'icelles, y eut cause de rétion d'usufruit ou constitution de précaire, dont ne s'ensuit aucun effet, sinon que depuis que lesdites acceptations ou insinuations auront été faictes comme dessus. »

Le notariat dut acquérir une grande importance lorsqu'en 1566 l'ordonnance de Moulins vint abolir en quelque sorte la règle « Témoins passent lettres » et décider qu'au-dessus de 100 livres « seraient passés contrats par devant notaire et témoins », la preuve testimoniale n'étant plus admise au-dessus de ce chiffre.

Dans les provinces et à la différence de l'organisation parisienne, le notariat ne possédait aucune unité. En province les lettres de bailli et d'échevinat faisaient double emploi avec les actes notariés. C'est pour cette raison que malgré la résistance des pays de coutumes, François I^{er} décida que les juges ne pourraient plus désormais recevoir les contrats, que la rédaction des actes serait dévolue exclusivement aux notaires et que tout magistrat qui enfreindrait cette règle serait sévèrement puni. Tel fut l'objet de l'Ordonnance de 1542. De plus cette ordonnance consacrait la distinction entre le notaire et le tabellion : le notaire rédige la minute, le tabellion a la garde des archives et le droit exclusif de délivrer les grosses des actes. Il fut créé des offices de tabellion dans toutes les juridictions royales et en outre furent établis en titre de notaires, tous les anciens clercs de tabellion. Seuls comme par le passé, les notaires de Paris purent cumuler les deux charges de notaire et de tabellion. Comme le droit de sceau était depuis longtemps

royal, la même ordonnance créa des offices de *gardes-scel* pour apposer le scel de la juridiction.

Henri III vint compliquer encore cette organisation en créant par un édit du mois de mai 1575 des offices de *gardes-notes* pour recevoir tous les protocoles des notaires décédés ou démissionnaires, et pour délivrer les grosses et expéditions des actes inscrits sur les registres dont ils auraient le dépôt. Tous ces offices étaient chèrement payés. Les fonctions de nos notaires actuels étaient ainsi divisées entre plusieurs classes d'officiers, mais cette distinction, née des besoins du trésor, était une source d'embarras et de difficultés. Aussi l'édit de 1597 vint-il la faire disparaître en partie en réunissant les fonctions de notaire, tabellion, garde-notes pour les faire remplir par une seule classe de fonctionnaires qui regurent le nom de *notaires*, avec mission de rédiger les actes, les conserver et en délivrer des expéditions.

Louis XIV par l'édit de 1706 continua l'œuvre d'unification d'Henri IV en supprimant les offices de garde-scel, et en les réunissant à ceux des notaires qui, à partir de ce moment, eurent chacun un sceau aux armes du roi pour sceller eux-mêmes tous leurs actes.

Enfin, l'ordonnance de février 1761 joignit aux études de notaires la plupart des tabellionages existant encore.

§ 3. *Les conditions de recrutement des notaires sous l'ancien régime.*

A) Notaires royaux. — Différentes conditions d'âge, de capacité et de moralité étaient exigées des personnes qui postulaient aux offices de notaires royaux.

Pour être notaire royal, il fallait d'après l'article 82 de l'ordonnance rendue par Charles IX à la suite des Etats

Généraux d'Orléans de 1560, être *âgé de vingt-cinq ans* au moins. Auparavant il suffisait d'avoir vingt ans. Pour les fils de notaire, on accordait facilement les dispenses d'âge, et bien des titulaires étaient pourvus de leurs charges pendant leur minorité.

Dès le début du notariat on exigea de ces officiers des *conditions de capacité*. Philippe le Bel par son ordonnance de 1304 décide dans l'article 17 qu'il faut jouir d'une haute réputation et de plus avoir été jugé habile et capable à exercer cet emploi. Charles VII dans son édit de 1433 déclare n'admettre au notariat « que des personnes idoines de science et prudence suffisantes ». L'étendue des connaissances que doit avoir un notaire, ne peut être établie d'une manière absolue. C'est pourquoi s'est implanté depuis très longtemps l'usage de l'examen, devenu nécessaire, qui seul pouvait contrôler ces connaissances. Charles VIII relativement aux notaires du Languedoc ordonne qu'ils ne soient reçus qu'après avoir été « examinés et trouvés suffisants en mœurs, science, loyauté, par lesdits sénéchaux ou juges mages, lieutenants et autres officiers du siège appelés avec eux quatre des plus notables conseillers de ladite Cour » (Parlement de Toulouse¹). C'est donc un examen qui est institué pour les notaires du Languedoc. François I^{er} par ordonnance du mois d'octobre 1535 généralisa ce système : « Premièrement pource qu'il est bien convenable que lesdits notaires soient aucunement sçavans et experts, pour obvier aux inconveniens qui en adviennent tous les jours par l'ignorance de plusieurs notaires : Nous avons ordonné et ordonnons, que quand tels seront pourvus, avant qu'estre receus à prêter le serment en tel cas pertinent,

1. Ordonnance du 24 décembre 1490, art. 20.

soient interrogez et examinez par nostre cour de parlement, ou commis d'icelle : et avant qu'estre interrogez et examinez, sera faite sommaire inquisition *super vita et moribus* ». En 1610 on retrouve les mêmes exigences dans le Protocole des notaires, tabellions et autres praticiens de Cour laie, » document fort intéressant dont la propriété appartient aujourd'hui à Me Barthélemy, ancien notaire à Pompierre (Vosges). Voici ce qu'on trouve dans cet ouvrage relativement à la science que doit posséder le notaire et aux conditions d'admission à cette fonction : « L'art et science des notaires et tabellions est très utile, et signamment (notamment) aux jeunes et nouveaux notaires qui sont ès petites villes, châteaux et bourgades. Et ladite science et forme de composer toutes manières de contracts et instruments a esté amplement traictée en la somme rolandine, qui estoit de la ville de Bolongne, et depuis ledit Roland et plusieurs autres experts docteurs en ont fait de beaux traictez, par lesquels lesdits notaires et tabellions sont instrument et endoctrinez »... « Toute lascience et art de notariat ou tabellionage consiste en trois choses. C'est à sçavoir en la forme de faire les contracts et les bien minuter; en la forme de faire les testaments et dernières volontez; et en la forme de bien rédiger les procédures et actes judiciaires. Et encores, cela ne suffirait pas à un notaire, s'il n'étoit aucunement instruit ès-termes de droict, ainsi que récite amplement le spéculateur, au proeme de son miroüer judicial. Un notaire n'est autre chose qu'une personne publique, qui a esté ordonnée pour l'utilité de la chose publique, et pour l'autorité du Prince ou supérieur, et aucunes fois les subjects appellent un notaire ou tabellion serf public pourtant qu'il est subject, et tenu servir à tous ceux qui le requièrent; ou il est ainsi dit, pourtant que anciennement, il estoit salarié

du bien publique; ou il peut estre dit serf à servando, c'est-à-dire à garder les choses qui luy sont commises; et est aussi à considérer qu'un notaire est ainsi appelé pour la note qu'il fait, des choses qu'il rédige par escrit... »

« Quelles choses sont à considérer premier que créer un notaire? Faut aussi noter que ceux qui ont puissance de créer notaires et tabellions doyvent avoir regard à la qualité des personnages qui veulent être promeuz audit estat et office de notaire; c'est à sçavoir qu'ils soyent d'age légitime et compétant, et scientifiques compétemment; et qu'ils soyent procréez d'honnestes parens. 1^{ent}, celui qui désire estre notaire doit avoir à tout le moins XXV ans, car l'age puéril ne convient pas bien audit estat; pourtant que les jeunes gents sont plus menez et gouvernez par leurs passions qu'ils ne sont par raison. Secondement, telles gens doyvent avoir science compétente, afin qu'ils sçachent bien entendre les choses substantielles des contracts qu'il faut passer; et les varietez desdicts contracts et les différences, bien cognoistre et attribuer à chacun contract les clauses propres et formes ou parties qui sont requises ès-dits contracts; et à tout le moins, faut qu'ils soyent bons grammairiens, à fin qu'ès choses qu'il convient rédiger en latin ou en françois, ils puissent ordonner leur langage : de quoy sont à reprendre infinis notaires du jourd'huy qui ne sçavent pas les principes de grammaire et semblablement infinies gents d'Eglise; à cette cause, ceux qui promeuvent telles gents idiots auxdicts estats de notaire et prestrise font très mal, veu que ce sont si hauts et ardues estats et offices et de si grosse conséquence; car, comme dit le proverbe, il vaudroit mieux laisser vaquer les sièges, que y colloquer les chieures. Tiercement, telles gents doyvent estre de bonnes mœurs, et aussi procréez de

bons et honnestes parents, afin qu'un si excellent estat et office ne soit vilenné par la personne vile. Il faut aussi avoir regard à la condition de la personne qui désire estre promuë ausdit estat : c'est à sçavoir qu'elle soit de libre condition, et non pas servile, ou religieuse, et que telle personne n'ayt point esté déposée ou bannie ou notée de quelque vile condition ou infamie. »

Ces directives ne durent pas être suivies à la lettre ; quoi qu'il en soit au XVIII^e siècle, en général, pour être notaire royal il fallait justifier d'une certaine capacité en passant un examen¹ ; mais la composition des jurys différait avec les Parlements et avec les communautés de notaires.

Pour être reçu notaire au Châtelet de Paris, il fallait passer un examen de capacité sur des questions concernant la profession et devant une commission choisie parmi les divers ordres civils et judiciaires. Et c'est à cet usage, dit Denizart², et aux précautions dont on entoure l'examen, qu'on rattache la qualification de Maître donnée à ceux qui le subissent : car, ajoute-t-il, cette qualité n'existe ni pour les huissiers audienciers, ni pour les huissiers priseurs et d'autres officiers encore, reçus sans examen préalable. Les statuts des notaires de Paris nous apprennent que nul ne pouvait être admis à passer l'examen de capacité s'il n'avait rempli au moins pendant cinq ans les fonctions de maître clerc et ne se trouvait alors travaillant en cette qualité chez un notaire de Paris. Mais une exception était apportée à cette règle en faveur des fils et gendres de notaire auxquels il suffisait pour reprendre n'importe quelle charge de notaire d'avoir été clerc de quelque grade que ce fût pen-

1. Le candidat reçu avocat n'était pas astreint à subir l'examen.

2. Denizart, *Actes de notaires du Châtelet*, p. 59.

dant cinq ans, et en faveur aussi des frères et neveux de notaires, qui n'avaient pas plus de justifications de cléricat à fournir, mais qui, dans ces conditions, ne pouvaient succéder à leur frère ou oncle. Les mêmes statuts permettaient encore de recevoir comme notaires des personnes qui âgées de trente ans accomplis avaient travaillé dix ans consécutifs chez un notaire, dont deux années et demie comme premier clerc. De toute façon, pour reprendre une charge à Paris il fallait le consentement de la Communauté des notaires de cette ville.

Si les notaires au Châtelet de Paris n'étaient recrutés que parmi les clercs de notaire ainsi que nous venons de le voir, il n'en était pas de même en province où on n'imposait aucune condition de stage, l'examen seul décidait du mérite du sujet¹. Et la plupart du temps, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles étaient admises aux fonctions notariales des personnes ayant travaillé chez des juges royaux ou seigneuriaux, des procureurs ou des greffiers de justices royales.

Des *conditions de moralité* furent aussi de tous temps exigées des aspirants au notariat. Déjà dans l'Ordonnance de 1304, Philippe le Bel prescrivait de ne nommer aux fonctions notariales qu'après s'être assuré de la moralité du candidat et nous avons vu par le passage plus haut cité de l'ordonnance de 1490 de Charles VIII établissant un jury pour examiner la capacité des notaires du Languedoc, que ce jury devait les examiner aussi sur leurs « mœurs et loyauté ». Nous avons vu aussi que François I^{er} dans l'Ordonnance de

1. A Rennes pourtant les candidats devaient produire des certificats établissant qu'ils avaient travaillé chez un notaire, en le faisant attester par des membres de la compagnie, mais il n'y avait rien de fixé pour le temps de cléricature.

1535 exigeait de faire préalablement à l'examen une enquête *supervi aet moribus*. Enfin Charles IX dans l'article 82 de l'Ordonnance de 1560 disposait que toute personne qui voudrait être nommée à un office de notaire devrait fournir une attestation de ses bonne vie et mœurs. C'est là, sans doute, l'origine des certificats de bonne vie et mœurs qu'à l'heure actuelle encore doit fournir le candidat à une étude. Dans les villes importantes on ne devait certainement pas se contenter de cette attestation, on devait faire une enquête un peu plus sérieuse. A Paris, notamment, avant de subir son examen de capacité, l'aspirant notaire était soumis à une enquête par devant les juges; il faisait entendre le curé ou le vicaire de la paroisse et deux ou trois témoins pour attester ses bonnes vie et mœurs et l'orthodoxie de sa foi religieuse.

En plus de ces conditions d'âge, de capacité et de moralité, il fallait remplir pour être admis à exercer les fonctions de notaire royal d'autres conditions qui bien que moins intéressantes à étudier n'en étaient pas moins nécessaires et exigées.

Suivant un édit de juillet 1682 il fallait pour être reçu notaire, *professer la religion catholique, apostolique et romaine* et en administrer la preuve soit par un certificat, soit par témoins ainsi que nous venons de le voir pour les notaires du Châtelet. Cette mesure visait l'exclusion des juifs et des protestants, lesquels restèrent exilés du notariat jusqu'à la Révolution.

Pendant longtemps les religieux et les prêtres ont pu être notaires; mieux que cela, sous Saint-Louis le recrutement des notaires devait s'opérer uniquement dans le clergé; l'ordonnance du 22 décembre 1490 y a mis empêchement,

elle défendit « de recevoir des gens d'Eglise à être notaires royaux, ou de cour séculière ».

Aux termes de l'ordonnance de Philippe le Bel, de 1304, les fonctions de notaire étaient *incompatibles* avec l'exercice du métier de boucher (*carnifex*) ou de barbier (*barbilonzor*) ou de tout autre métier vil à peine par le notaire qui enfreindrait cette règle d'être privé de son titre. Cette ordonnance n'a pas dû être rigoureusement appliquée, car au XVIII^e siècle des notaires de villages étaient encore pris parmi de simples artisans, forgerons, maréchaux ferrants, barbiers, et M. Edmond Lecomte¹ nous dit qu'avant 1789, il se trouvait encore des vigneron, sabotiers, couvreurs en chaume, qui unissaient les fonctions de notaire à leur état manuel.

Enfin, il suffisait pour être exclu de l'office de notaire royal, d'être « entéché de la maladie de la lèpre² ».

Voilà quelles étaient les conditions requises pour être habilité à exercer les fonctions de notaire royal, nous allons maintenant décrire en deux mots le mode de nomination.

Pour obtenir un office de notaire, l'aspirant présentait au chancelier une *procuracion ad resignandum*, en sa faveur, de la part du notaire démissionnaire avec lequel il avait traité de ce qu'on appelait l'office et pratique³; sur la commission qu'il obtenait du roi, il se présentait devant les juges du lieu où il devait résider, et d'après l'examen, s'il était trouvé capable, il était reçu⁴. Ensuite le nouveau notaire prêtait serment d'obéir aux lois.

1. Edmond Lecomte, *Les Notaires. Etude historique et littéraire*.

2. Barabé, *Recherches historiques sur le tabellionage royal*.

3. Cette dernière était, d'après Pothier, toutes les dettes actives de l'étude c'est-à-dire les créances du notaire à raison des actes passés par lui, elle pouvait être vendue soit avec l'office, soit séparément par le titulaire, sa veuve et ses héritiers. L'office était considéré comme immeuble et la pratique comme meuble.

4. On a vu qu'à Paris il fallait en outre justifier d'un stage.

Nous rapportons ici en son entier à titre de documentation la formule de ce serment qu'on trouve dans l'édit du roi Philippe VI de Valois en date à Provins du 20 mai 1328. Voici la traduction de cet édit¹ :

« Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, (*Francorum rex*) à notre amé M^e Jean Vaischière, clerc du diocèse du Périgord, salut et dilection ;

Considérant qu'il est utile et même nécessaire à la chose publique que les actes et contrats légaux soient transcrits par la main d'un officier public, pour en assurer la sécurité dans le présent et la conservation dans l'avenir ;

A toi, dont la fidélité et l'habileté nous ont été attestées par des personnes dignes de foi, nous accordons par notre autorité royale et la teneur des présentes, le droit d'exercer l'office du tabellionage ou du notariat public, auquel tu es apte, comme nous l'avons appris de gens dignes de notre confiance, pour l'exercer par toi-même dans un pays régi par le droit écrit, après que nous aurons reçu ton serment dans la forme qui suit :

« Moi, Jean prénommé, jure que je serai fidèle à mon seigneur, le seigneur Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, et à son héritier, roi des Français ;

Que je garderai de tout mon pouvoir, soigneusement et fidèlement, en tout ce qui concerne mon office, sa personne, son honneur, son état, ses droits et ceux de son royaume.

Et si je savais, ou soupçonnais que l'on attentât ou que l'on machinât quelque chose au contraire, je l'empêcherais de tout mon pouvoir², soit par moi-même, soit autrement,

1. Dom d'Achery, *Spicilegium*, t. III.

2. Rebuffe dans ses *Edits* (1559), observe que le notaire qui reçoit sciemment des contrats sur choses réprouvées, comme s'il s'agissait de conjuration ou d'autres méfaits «doibt estre banni à perpétuité ou bien avoir le poing coppé ».

et si je ne puis l'empêcher, je le révélerai le plus promptement que je pourrai au Roi ou à autre par qui cela puisse venir à sa connaissance.

Tout avis qu'il m'aura donné par lui-même, par lettre ou par message, je ne le révélerai à personne à son dommage ou péril.

Les secrets de ses cours ou de ses conseils, auxquels j'aurai été convoqué, je ne les révélerai non plus à personne à qui je ne doive les révéler.

Pour les contrats légaux, les causes, les actes judiciaires et les autres actes que j'exercerai en vertu de mon ministère, je les rédigerai fidèlement en protocoles sans retard morosif (*sine morosa dilatione*). Et après qu'ils auront été rédigés, je ne différerai pas malicieusement d'en dresser les instruments (*instrumenta*); mais je les communiquerai, toute fraude, dol et malice cessant, pour un salaire juste et modéré, suivant les statuts royaux, aux parties et à tous les intéressés.

Pour aucun contrat dans lequel je sache que la violence ou la crainte soit intervenue ou que les droits du roi soient lésés ou diminués en quelque manière que ce soit je ne le recevrai pas ailleurs clandestinement, et je n'en dresserai pas les instruments.

Je conserverai avec une fidèle sollicitude les protocoles ou livres de notes et les registres, pour la garantie et la sécurité de la chose publique, et pour en transmettre la mémoire à futur. Et, sans l'autorisation du roi, du sénéchal ou du bailli, je ne les transporterai pas hors de la sénéchaussée et du bailliage où je fais ma résidence.

Mais, lorsque mes fonctions cesseront, ou que je les abandonnerai moi-même, je transmettrai ces registres par mon testament, ou l'acte de ma dernière volonté, au sénéchal,

bailli ou juge, ou je les leur ferai remettre, sauf mon droit ou celui de mon héritier pour les avantages qui doivent en résulter d'après les ordonnances royaux. Et d'ailleurs j'exercerai diligemment et fidèlement ledit office dans les lieux à moi attribués.

Qu'ainsi Dieu et les choses saintes¹ me soient en aide. »

En foi de quoi nous avons fait apposer à ces présentes le scel dont on usait avant que nous fussions arrivé au trône.

Donné à Provins le XX^e jour de mai mil trois cent vingt huit. »

Après cette prestation de serment et conformément aux prescriptions de l'ordonnance de 1535 le récipiendaire se faisait immatriculer, c'est-à-dire inscrire sur la matricule du lieu où il devait exercer ses fonctions. Cette matricule devait contenir le jour de sa réception, ses noms et prénoms et la signature dont il entendait se servir.

L'accès d'un clerc à une charge était-il plus difficile sous l'ancien droit qu'aujourd'hui ? La distance entre le notaire et le clerc était-elle plus grande que de nos jours ? Certainement non. Il ne faudrait pas s'en rapporter entièrement à Mercier, qui « toujours frondeur et sarcastique », apprécie ainsi leurs rapports : « Les notaires traitent leurs clercs avec un peu de morgue, oubliant que ceux-ci deviendront dans peu leurs confrères. On rapporte qu'un notaire de Paris disait qu'il faudrait que tous les clercs de Paris fussent bâtards, athées et eunuques : bâtards, ils n'auraient pas de parents ; athées, ils n'iraient pas à la messe ; eunuques, ils n'iraient pas voir les filles. Par conséquent, point de prétexte pour sortir et tout le temps, selon lui si mal employé au dehors, tournerait au profit de l'étude. »

1. Parce que le notaire prêtait serment sur les saintes reliques ou sur les évangiles.

B) Notaires seigneuriaux. — Nous avons vu (*supra*, p. 58) combien précaire était la situation de ceux d'entre les notaires seigneuriaux qui étaient munis de charges très peu importantes. Cette situation devait influencer sur le recrutement de ces notaires : une personne instruite et honorable ne pouvait se consacrer à une fonction aussi peu sûre et où il fallait obéir à tous les caprices du seigneur. D'après Bosquet, rapporté dans la remarquable thèse¹ de M. Nouel de Kérangué, « les notaires seigneuriaux savent à peine lire et écrire, toute leur fortune consiste dans les émoluments arbitraires-qu'ils se font payer pour les actes qu'ils font. Ces notaires sans fortune, sans état fixe, puisqu'ils peuvent être destitués à la volonté du seigneur, sont communément peu scrupuleux, s'ils sont poursuivis ils s'expatrient, ils détournent les minutes qui ne sont pas en règle et les autres restent à l'abandon, en sorte que ceux qui ont eu recours à leur ministère sont des victimes de l'ignorance et de l'irrégularité de ces notaires. » Un autre auteur nous dit que les notaires et procureurs seigneuriaux sont des « brigands et des ignorants pris dans la lie du peuple, chaudronniers, couturiers, bedeaux ». Pierre Lalou, procureur, sergent et notaire de la juridiction des régaires de Nantes, est en même temps tenancier d'un cabaret public. Loyseau dit aussi : « L'un des plus grands inconvénients des justices seigneuriales, c'est que chaque gentilhomme veut avoir son notaire à sa poste (puissance), qui refera trois fois, s'il est besoin, son contrat de mariage, ou lui fera tant d'obligations antidatées qu'il voudra si ses affaires se portent mal, ou s'il y a un coup à faire ; notaire qui, de longue main, se pourvoit de témoins aussi bons que lui, ou bien qui en sait

1. Nouel de Kérangué, Thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de droit de Rennes en, 1904.

choisir après leur mort de ceux qui ne savaient pas signer, et s'il a reçu quelques vrais contrats d'en mettre les minutes ès mains et à la merci de son gentilhomme s'il les demande, qui après les vend et en compose ainsi qu'il lui plaît. »

Ces griefs n'étaient heureusement pas applicables à tous les notaires seigneuriaux : les auteurs que nous venons de citer et bien d'autres encore se sont complus à noircir le tableau. Certes ces reproches devaient être justifiés dans les seigneuries où comme nous l'avons vu les fonctions des notaires ne dépendaient que de la durée d'un bail ou des fantaisies du seigneur, mais il n'en était pas de même partout. Il existait en effet d'autres seigneuries où les notaires jouissaient de la considération unanime : possédant sans doute leurs charges à titre héréditaire, ils remplissaient leurs fonctions sans être inquiétés et les transmettaient à leurs fils ou à une personne de leur choix ; certains offices de notaires seigneuriaux furent ainsi transmis de père en fils pendant plusieurs générations. De Bast, qui donne des notaires seigneuriaux une opinion différente de celle des auteurs que nous venons de citer, dit que si au point de vue de l'instruction ces notaires laissaient parfois à désirer, par contre les sujets auxquels les seigneurs accordaient ces fonctions étaient d'une honnêteté proverbiale, et il cite l'exemple suivant : un seigneur du pays chartrain avait pour tabellion un charron fort honnête et fort estimé dans le pays ; en 1716 le feu prend à la maison du tabellion, celui-ci ne songe qu'à sauver ses actes et les mettre en sureté chez son seigneur, qui pour le récompenser lui promet de le loger au château et de verser à chacun de ses sept enfants 1.000 écus pour remplacer le patrimoine qu'il venait de perdre. La promesse fut tenue, et le fils du charron ne quitta le château qu'en 1789 avec son seigneur qui allait, qua-

tre ans après, répondre de sa tyrannie devant le tribunal révolutionnaire.

M. Nouel de Kérangué dans sa thèse déjà citée nous donne d'intéressants détails sur le recrutement des notaires d'un grand feudataire, le duc de Bretagne. Les notaires ducaux de Bretagne, nous apprend-il, étaient recrutés dans la petite noblesse parmi les juveigneurs ou cadets de famille. Par une ordonnance du 25 mai 1451, le duc Pierre II avait réglementé l'admission au notariat : « Pour ce que, disait-il, la multitude des notaires est cause de grant oppression à plusieurs de nos sujets, ainsi que plusieurs y ont été receuz qui ne sont suffisanz dont se peut ensuivre involution de procès et perdition de plusieurs bonnes causes, à quoy désirant, pourveoir avons ordonné et ordonnons que généralement en toustes les barres et juridictions de nostre duché et seigneurie d'icelle, les sénéchaux de sur les lieux chacun en sa barre et auditoire se enquièrent es pletz généraulz de leur scavance, mœurs et bonne vie, o les advocatz et autres assistans à la cour secrettement affin que plus franchement ils en puissent parler et ceulx qui se trouveront par l'advis des dessus ditz estre suffisans en science, mœurs et bonne vie les pourront les dicts sénéchaux instituer et donner autorité de passer les actes de leurs dites cours et défendre à tous autres sur telles peines qu'ils adviseront de non s'avancer à passer lesdicts actes et se ils s'y avancent leurs escriptures et rapport ne fera pas foi de passeur¹. » Ces instructions ne furent sans doute pas exécutées avec le soin voulu, en effet dans une ordonnance du 22 mai 1455 le duc Pierre est obligé de les réitérer : « Nous est venu a cognaissance que combien que en notre parlement eussions ordonné que les notaires eussent esté

1. Cité par Planiol, *La très ancienne Coutume de Bretagne*, p. 410.

créer par les sénéchaux à grant examen de leur science et discrétion, ce néanmoins aucuns desdits sénéchaux par faveur désordonnées importunes requêtes ou autrement seront avancez à créer notaires par rapports et relations d'autres sanz avoir eu autre cognaissance de leur discrétion par forme d'examen de leur personne et de cognoistre réellement par expérience que ils ayent bon et suffisant entendement et qu'ils ayent pratique en la science par quoy ils sachent donner ordre et assiette aux procez dont ils auront la charge en manière que par leur défaut et ignorance les parties ne chéent en inconvénient de leurs causes¹. »

Aux garanties de bonnes mœurs exigées par l'ordonnance de 1451, celle de 1455 ajoutait un examen de pratique : « Les notaires paravant que ils soient receuz avons ordonné estre examinez par les sénéchaux de chacune des dites juridictions, o l'adviz et délibération de la Cour se l'expérience de leurs merches² de procès qui seront pledoyez respectivement en chacune desdites cours et desquelles merches ils feront le rapport selon l'expédition toute à part eux sans enseignement ne aide des autres; et icelles marches après l'expédition faite desdits procès additeront présentement incontinent l'expédition faite devant le juge et les assistans paravant que le juge ne divestisse à autre expédition afin que ils n'ayent le temps ni espace de se conseiller aux autres pour faire leurs dites merches. Et sera fait le dict examen en la forme dessus dite par plusieurs et réitérées fois. Et si par iceluy examen iceulx qui voudront prétendre à iceluy office de la cour continuent de faire bon et leal rapport des expéditions de la Cour et que le juge

1. Cité par Planiol, *op. cit.*, p. 425.

2. C'était une note écrite.

néanmoins tout ce soit bien informé de leurs bonnes mœurs et preud'homme ils seront receuz à estre notaire et autrement non¹. » L'ordonnance obligeait même les notaires pourvus d'une charge à passer l'examen et décrétrait contre eux défense d'exercer s'ils étaient reconnus ignorants. Les notaires ne pouvaient exercer que devant les cours où ils avaient passé l'examen, l'ordonnance de 1451 décide que : « Les queulx passeurs pourront passer les actes par toutes cours subjectes et barres esquelles ils auront esté croyez et ordonnez passeurs. »

En somme, ces détails nous montrent que dans les grands fiefs la situation des notaires seigneuriaux était équivalente à celle des notaires royaux.

C) Notaires apostoliques. — Il n'y avait pas de conditions spéciales pour le recrutement de ces officiers : c'étaient pour la plupart des personnes pauvres ou indigentes ou des serviteurs et domestiques des gens d'Eglise.

Conclusion sur les conditions d'admission au moyen âge et sous l'Ancien Régime. — On voit par ce qui précède, qu'une grande partie des règles suivies de nos jours par les notaires étaient déjà observées par leurs prédécesseurs de l'ancien droit. Si, en effet, l'on compare les conditions d'admission dans l'ancien droit avec les conditions actuelles on est tout d'abord frappé par l'identité de principe existant entre les deux systèmes : c'est le principe de l'examen professionnel subi après enquête sur la moralité et justification d'un certain temps de stage (tout au moins pour les notaires au Châtelet). Mais la loi du 25 ventôse an XI a changé l'autorité chargée d'apprécier la capacité : alors que sous l'Ancien Régime l'examen devait être subi devant

1. Cité par Planiol, *op. cit.*, p. 427.

les juges appelés à recevoir le serment, il se passe aujourd'hui devant la Chambre de Discipline et la loi de 1902 a changé le lieu où l'aspirant devait se présenter pour subir cet examen : il a lieu maintenant au chef-lieu du département dans lequel l'aspirant est au stage et non plus au chef-lieu du ressort dans lequel l'aspirant voulait être notaire.

Mais ce qu'il faut remarquer plus particulièrement c'est que outre la satisfaction à l'examen professionnel, aucune justification d'études théoriques n'était exigée; nos lois modernes, d'ailleurs, ne sont guère plus exigeantes et pourtant il n'y a pas d'officiers publics qui aient un plus grand besoin que les notaires d'être forts en droit. Alors que pour accéder à certains offices de judicature on exigeait du candidat qu'il fût *licencié es lois*, on n'exigeait même pas du notaire qu'il sache lire et écrire. Il n'en était pourtant pas de même dans les pays environnants. En Allemagne notamment, l'empereur Maximilien 1^{er}, par la loi du 8 octobre 1512 tout en déclarant incapables de remplir les fonctions notariales ceux qui n'étaient pas d'une haute probité décidait que les notaires étant officiers de l'Etat, il fallait qu'ils aient la qualité de *docteurs*.

Toutefois si la généralité de nos anciens notaires n'était pas, à l'instar du tabellion romain ou des notaires de l'Allemagne, versée dans le droit, il convient de signaler que dès 1100 sortent de l'Université de Bologne des *docteurs en notarial*. D'autre part, le savant jurisconsulte Pothier observe qu'au temps de Philippe le Bel certains notaires et ceux d'Orléans en particulier étaient des personnes lettrées¹. Les notaires d'Orléans avaient étudié

1. Témoin : Ferry Cassinel, qui mourut archevêque de Reims en 1390. Il avait été d'abord clerc et notaire du Roi, puis archidiacre du Vexin.

dans l'Ecole de Droit d'Orléans, alors l'une des plus fameuses de l'Europe, et qui fut peu après érigée en Université par le même roi. Et plus tard l'honneur attaché au grade de *Docteur en Droit*, dont plusieurs notaires étaient investis, fut tel que l'épouse du *Docteur Notaire*, à l'instar des femmes ou veuves de gentilshommes, pouvait prendre la qualité de *Damoiselle*.

Quelle que soit du reste la science notariale à cette époque il faut constater dans les actes notariés de l'ancien droit et pour le plus grand mérite de ceux qui les ont rédigés, ces renonciations, ces fictions, ces clauses de style, au moyen desquelles, d'accord avec la coutume, le notaire écartait l'application des règles du droit romain contraires à notre génie national et au moyen desquelles il concourait dans une large mesure à la formation du droit vraiment propre à la France.

dans l'Eglise de Rouen. Dans l'ordonnance du roi du 20 janvier 1370 pour le service des clercs, secrétaires et notaires il est nommé Ferrieus Casinelli, Charles VI l'honora de l'office de Conseiller d'Etat et le nomma à l'évêché de Lodève, en 1384. Comme docteur distingué ce fut lui qui prononça l'éloge funèbre de Bertrand du Guesclin, connétable de France en présence de toute la Cour.

CHAPITRE IV

LE NOTARIAT PENDANT LA PERIODE REVOLUTIONNAIRE

Il était à prévoir que pendant cette période troublée où toutes les institutions étaient bouleversées et remaniées, le notariat changerait de forme. Lui, qui se présentait avec des formes monarchiques ne devait pas être épargné par la Révolution qui dépouillait la royauté de ses prérogatives et détruisait tout ce qui se rattachait au système féodal. Le régime féodal étant aboli, la division des notaires royaux, notaires seigneuriaux et notaires apostoliques n'avait plus de raison d'être, aussi le décret des 29 septembre et 6 octobre 1791 commença-t-il par la supprimer dans la section première de son titre 1^{er}. Il supprime également la *vénalité et l'hérédité des offices*, système devenu odieux¹ et établit une seule classe de notaires : les *notaires publics* nommés à vie auxquels sont attribuées les mêmes fonctions que celles exercées par les notaires supprimés. Ce sont des fonctionnaires publics qui, sans le secours ni

1. Répondant à un besoin financier, la vénalité était un expédient de la Couronne et du Trésor, pour combler le vide des finances. En 1789 elle était tombée dans le discrédit le plus complet; des vœux constants des Etats-Généraux demandaient une réforme; mais l'idée de réforme utilitaire n'était qu'une apparence et cachait le véritable caractère de ces demandes, qui émanaient surtout des nobles agissant par envie. La vénalité des offices avait contribué au développement du Tiers état et créé une nouvelle noblesse rivale et plus vivace que la vieille noblesse de race.

l'intervention de qui que ce soit, donnent à tous les contrats qu'ils reçoivent « le caractère d'authenticité attaché aux actes publics. » Chacun d'eux eut le droit d'instrumenter dans tout le département de sa résidence et non au delà. Les notaires et surtout ceux de Paris jouissaient autrefois de privilèges étendus. L'égalité consacrée par les lois de la Révolution a mis fin à ces prérogatives exceptionnelles : ils ne jouissent plus, en cette qualité, que des droits inhérents à l'exercice des fonctions notariales.

Quoiqu'il en soit, on peut dire qu'à part ces modifications de détail qui sont dues au changement de régime politique, le notariat a traversé sans encombre la période révolutionnaire durant laquelle sombrèrent les principales institutions du passé, à tel point que le tribun Favart a pu dire le 23 germinal an VI au Conseil des Cinq-Cents : « Le notaire est encore ce qu'il était jadis à la vénalité près de son office ; il a conservé son activité et ses prérogatives... le notariat est debout au milieu des décombres de la Révolution. » C'est la preuve la plus convaincante de la vitalité d'une institution qui avait sollicité et retenu l'attention de nos plus grands rois.

La seule véritable innovation du législateur révolutionnaire relative à l'institution qui nous occupe consiste dans la création d'un nouveau mode de recrutement des notaires. Le décret des 29 septembre et 6 octobre 1791 avait détaché le notaire du pouvoir judiciaire pour en faire un fonctionnaire public indépendant, tenant ses pouvoirs directement du pouvoir exécutif, ce même texte devait déterminer pour ce nouveau fonctionnaire une forme d'admission en rapport avec l'importance de la profession. La vénalité et l'hérédité des offices étant supprimées, il ne pouvait plus être question d'une *procuracion ad resignandum* de la part du titulaire

ou de ses héritiers ni d'aucun traité; le décret alors établit un *concours public*. Ce concours avait lieu dans les chefs-lieux de département le premier septembre de chaque année. Le jury était composé de neuf juges, savoir : deux membres du tribunal établi dans le lieu où se faisait le concours, le commissaire du roi près le même tribunal, deux membres du directoire du département, le procureur général syndic et trois notaires publics pris parmi ceux de la ville à tour de rôle en suivant le rang d'ancienneté. Les conditions d'admission étaient au nombre de trois, il fallait : 1^o avoir satisfait à l'inscription civique en quelque lieu du royaume que ce fût (à partir de 1792 il fallut présenter un certificat de civisme et cette exigence devint la source de bien des abus); 2^o être âgé de vingt-cinq ans accomplis; 3^o avoir accompli un stage ininterrompu de huit années, savoir : pendant les quatre premières dans de études de procureurs, d'avoués ou de notaires dans n'importe quel endroit du royaume; et nécessairement pendant les quatre dernières, en qualité de clerc de notaire, dans l'étendue du département du concours. Le candidat devait encore être en fonctions au moment de ce concours.

Une exception à ces règles était faite en faveur des juges et hommes de lois : ils pouvaient se présenter à condition seulement de remplir les deux premières conditions et d'être en fonctions depuis cinq années, dont trois au moins dans l'étendue du département.

Dans le mois précédant le premier septembre, les candidats devaient déposer au commissaire du roi tous les certificats et pièces justificatives exigées pour être admis. Les clercs devaient apporter, en outre, des certificats de stage et de bonne vie et mœurs délivrés par les notaires chez lesquels ils avaient travaillé.

Après vérification des titres, les juges faisaient subir à chaque aspirant un interrogatoire particulier sur les lois constitutionnelles, les fonctions et les devoirs de la profession, puis on passait à la rédaction immédiate d'un acte notarié dont les éléments étaient fournis aux candidats *séance tenante*. Ensuite avait lieu le vote du jury : pour être déclaré apte à remplir les fonctions de notaire public il fallait obtenir la majorité absolue des voix. Les noms des candidats élus étaient inscrits immédiatement sur un tableau spécial, par ordre de mérite, c'est-à-dire en raison des notes obtenues au concours. A égalité de points on se basait sur la durée du stage et à stage égal sur l'âge.

Lorsqu'une étude devenait vacante, le candidat premier inscrit au tableau en était le titulaire désigné, à l'exclusion de tout autre.

Ce procédé si ingénieux qu'il puisse paraître en première analyse présentait cependant un défaut considérable en ce que le dernier classé au concours d'une année prenait rang avant le premier classé de l'année suivante, ce qui excluait le mérite dans certains cas. Pour obvier à cet inconvénient on prescrivit un second concours entre les seuls clercs inscrits et ayant déjà passé le premier examen ; celui qui, parmi eux, avait obtenu le plus de suffrages, était choisi nonobstant l'ordre de son inscription antérieure. Toutes ces tentatives échouèrent néanmoins et le résultat qu'on en attendait ne fut pas atteint¹.

1. Le régime du concours fut inauguré à Paris le 2 ventôse an II. Le jury était composé de la façon la plus inattendue. A côté d'un ancien clerc de procureur, La Chevardière, jeune homme de 27 ans, on vit siéger Lubin, autre jeune homme de deux ans plus âgé exerçant la profession d'artiste peintre et Monoro graveur et imprimeur. Comme compétence on ne pouvait être plus éclectique ! Ce qui n'empêcha pas vingt-cinq candidats de se présenter devant ce jury, parmi lesquels des jeunes gens de la bonne bourgeoisie parisienne et des clercs à qui la suppression de la vénalité des offices fournissait l'occasion de parvenir à une situation à laquelle jusqu'alors ils ne s'étaient pas permis de penser.

En province le concours public dut rendre plus de services, car les postes nouvellement créés étaient nombreux et l'examen s'imposait, à cause des changements apportés à l'institution par la suppression des notaires seigneuriaux et des notaires apostoliques.

Dans l'exposé des motifs de la loi de ventôse le conseiller Réal a prononcé contre le système du concours public un sévère réquisitoire : « Le concours, disait-il, était encore alors une de ces idées brillantes que l'on peut caresser lorsque l'on rêve une théorie, mais qui, réalisées, ont été reconnues injustes, inefficaces, et ne donnant, au lieu de l'évaluation exacte qu'elle promettait qu'une vague et très incertaine probabilité. En effet, c'est par les réponses plus ou moins satisfaisantes aux questions que l'on faisait au candidat; c'est par la réduction plus ou moins heureuse et faite sans désespérer, d'un seul acte dont le programme était dicté, que l'on était admis ou rejeté. L'inefficacité d'une pareille mesure et son injustice sont évidentes. Combien d'individus pleins d'instruction, mais aussi chez qui la timidité est égale à la modestie, donnent facilement, dans la solitude du cabinet, la solution des questions les plus difficiles, mais qui, transportés dans une assemblée publique et devant des juges ne répondent qu'avec peine aux questions les plus simples ! combien d'autres, au contraire, n'ayant que des connaissances superficielles, mais armés d'une audace qui en impose, se tirent heureusement de ces sortes d'exercice, parce qu'ils n'ont pas plus de timidité que de modestie ! — La rédaction faite *sans désespérer*, d'un acte présenté au candidat, ne fournira pas plus de lumières. Puisque cet acte doit être rédigé sans désespérer, il ne peut être ni long ni difficile. Les liquidations et partages, dont la confection exige du temps,

et qui pourraient prouver une instruction profonde, ne peuvent faire la matière de ces programmes. Le concours ne conduisait donc point au résultat cherché et ne donnait que de vagues présomptions. » D'autre part il dégénéra vite de son rôle primitif pour servir d'instrument aux politiciens qui réglaient arbitrairement l'admission sous prétexte que les candidats devaient présenter un certificat de civisme. Le jury du concours s'estimait compétent pour juger de la moralité et du civisme des candidats. Il refusait d'admettre les citoyens pour cause d'incivisme. Bref, c'était le régime de l'arbitraire.

Devant la faillite du concours, une loi du 7 pluviôse an III décida que les notaires pourraient être nommés provisoirement par les directoires de district sur présentation des Conseils généraux des communes. A la suite de cette loi il se glissa une infinité d'abus, en violant l'article 4, titre IV du décret de 1791 qui exigeait un stage de huit ans.

En outre des conditions d'aptitude que nous venons d'examiner, on exigeait du candidat notaire le versement d'un *cautionnement* pour répondre de ses erreurs et de ses prévarications. Dans l'ancien droit il n'était pas besoin de cautionnement, car dans le système de vénalité, la finance de l'office était affectée aux créanciers pour faits de charge par un privilège spécial. La vénalité étant abolie, on dut exiger le versement d'un fonds de responsabilité. « Les notaires, disait le rapporteur du décret de 1791, sont destinés à remplir des fonctions trop importantes pour que rien ne garantisse à la société la réparation de leurs erreurs; **donnés** aux citoyens comme instruments de leurs volontés, ils sont comptables envers tous de la vérité des actes qu'ils souscrivent; ils sont les conservateurs des traités les plus

précieux des familles et les dépositaires de tous leurs intérêts; sous ces aspects, l'immense responsabilité de ces officiers est sans doute peu facile à évaluer, ou plutôt elle est inappréciable, si l'on veut parcourir toutes les chances où elle peut être exercée et calculer sa masse sur la possibilité des malversations, des erreurs ou des négligences graves souvent aussi préjudiciables que la mauvaise foi elle-même. »

L'article 16 de la section 2 du titre I du décret des 29 septembre et 6 octobre 1791 est ainsi conçu : « Il sera déposé par chaque notaire public, à titre de garantie des faits de ses fonctions, un fonds de responsabilité en deniers, dont le versement se fera entre les mains des receveurs de district, qui en feront aussitôt la remise au trésor national. Les notaires n'en recevront aucun intérêt; mais ils seront exempts de tous droits de patentes. » Les comités de constitution et de judicature avaient hésité avant de s'arrêter à cette solution. On leur avait proposé le cautionnement en immeubles, mais ils l'avaient rejeté pour deux raisons : la première, c'est que ce système paraissait porter une trop grande atteinte à l'agriculture et immobiliser une trop grande quantité de terres ou même d'immeubles bâtis, l'immeuble donné en cautionnement étant invendable aussi longtemps que le motif du cautionnement subsistait; à ce propos on peut remarquer que le cautionnement en immeuble est encore plus désavantageux que l'hypothèque car l'immeuble hypothéqué peut être vendu facilement. La deuxième raison qui a fait rejeter ce système c'est que pour pouvoir exiger du notaire un cautionnement en immeubles, il fallait que celui-ci en possédât, il eût donc fallu obliger le candidat qui n'en avait pas à en ache-

ter. C'est pour ces motifs que l'on s'arrêta au fonds de responsabilité.

Nous nous permettons de ne pas insister plus longtemps sur le décret de 1791. Celui-ci en effet n'apporta qu'une satisfaction platonique, la plupart de ses dispositions restèrent inappliquées, la vénalité elle-même subsista déguisée sous la cession de clientèle. Des projets de lois nouvelles furent discutés en l'an IV, en l'an VI et en l'an VII. Une proposition de loi soumise aux commissions législatives en l'an VIII contient un article permettant les dispositions *in favorem*, ce qui montre combien ce mode de transmission des offices de notaires est conforme à leur nature. En effet ce mode de transmission permet au notaire démissionnaire de confier son étude à l'un de ses clerks et il le fera à celui qui par son travail, ses mérites et son assiduité lui semble le plus digne de lui succéder. Cette manière de procéder est équitable, et le rapporteur du décret de 1791 n'avait pu s'empêcher de le constater, « car, disait-il, indépendamment du moyen d'émulation qui s'y trouve à l'égard des élèves, on ne peut se dissimuler combien il importe aux familles, qui souvent ont une moindre connaissance de leurs propres affaires que l'officier auquel elles en ont confié la direction, combien il leur importe de retrouver dans son successeur un homme déjà instruit de tout ce qui les regarde, et initié dans tous leurs intérêts par l'habitude qu'il a eue depuis longtemps de les surveiller en sous-ordre. » Et le rapporteur ajoutait : « Si la proposition de conserver aux offices de notaires le sceau de la vénalité avait pu vous être faite, sans doute on l'aurait principalement appuyée sur ce que la valeur de ces offices présentait au public une garantie des faits de l'officier¹. »

1. Procès-verbal de la séance du 15 septembre 1791 à l'assemblée nationale (*Moniteur officiel* du 17 septembre 1791).

C'est ainsi que peu à peu on arriva à l'élaboration de la loi du 25 ventôse an XI qui est encore la base de l'organisation actuelle du notariat. Dans sa première rédaction, le système de recrutement par concours public était conservé en principe, mais on admettait d'autre part la désignation par le titulaire de son successeur : « Tout notaire pourra, en se démettant volontairement, désigner pour son successeur soit son fils, pourvu que celui-ci soit au nombre des candidats inscrits sur la liste fournie en exécution de l'article 39 (liste du concours d'examen), soit tout autre candidat admis sur la dite liste... La démission n'aura d'effet à l'égard du notaire qui l'aura donnée qu'après que le candidat par lui désigné aura obtenu l'admission du jury et la nomination du gouvernement¹. »

1. *Dictionnaire du notariat*, v^o office.

CHAPITRE V

LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI ET L'ORGANISATION ACTUELLE DU NOTARIAT

Nous avons vu comment le décret-loi des 29 septembre et 6 octobre 1791 avait rompu les derniers liens qui attachaient la juridiction volontaire à la juridiction contentieuse. C'est depuis la Révolution, en effet, que les notaires sont « les délégués directs et spéciaux du pouvoir exécutif, pour rendre exécutoires tous actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique. Leur autorité n'est plus comme on le pensait autrefois, une émanation de l'autorité judiciaire, mais une délégation immédiate de la puissance royale¹. »

La loi du 25 ventôse an XI qui abroge expressément le décret des 29 septembre et 6 octobre 1791 a embrassé les mêmes principes et organisé le notariat sur les bases où il est assis aujourd'hui. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de cette loi, des imperfections et surtout la transformation de l'état social ont nécessité des retouches nombreuses. Ces réformes ont été opérées par l'ordonnance de 1843, les décrets de 1890 et 1898 et surtout par la loi du 12 août 1902 qui a apporté d'importantes modifications aux conditions d'admission.

1. Toullier, t. VI, n° 211.

Nous diviserons ce chapitre en trois sections : dans la première nous étudierons l'économie générale de la loi de ventôse et nous consacrerons entièrement les deux autres sections à l'étude des conditions d'admission exigées par cette loi et à leur critique.

Section I. — Vue d'ensemble sur les dispositions de la loi de ventôse.

Le titre 1^{er} de la loi intitulé « Des notaires et des actes notariés » est divisé en deux sections. Dans la première nous trouvons la définition des notaires (art. 1^{er}) que nous avons rapportée dans l'introduction de cet ouvrage et quelques considérations sur les devoirs des notaires et sur leur compétence territoriale : ils sont nommés à vie (art. 2), tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis (art. 3), ils sont obligés de résider dans le lieu qui leur est fixé par le gouvernement (art. 4), il leur est défendu d'instrumenter hors de leur ressort (art. 6), lequel varie avec la classe à laquelle appartient le notaire : les notaires de première classe sont ceux des villes où est établi un tribunal d'appel, ils peuvent instrumenter dans tout le ressort de ce tribunal (aujourd'hui Cour d'appel); les notaires de deuxième classe sont ceux qui résident dans les villes où est établi un tribunal de première instance, ils ne peuvent instrumenter que dans l'étendue du ressort de ce tribunal et enfin les notaires de troisième classe sont ceux des autres communes, ils peuvent instrumenter dans le ressort du tribunal de paix (art. 5).

La section 2 du même titre s'occupe de la forme des actes, des minutes, grosses, expéditions et répertoires. Les règles de forme qu'elle impose sont destinées à empê-

cher la fraude et à assurer la conservation des actes. Parmi celles-ci, il faut citer celle qui exige que les actes soient reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux témoins (art. 9). Cette règle qui était empruntée aux anciennes ordonnances reçut d'importantes modifications en 1843 et en 1902. Depuis 1902 les actes notariés peuvent être reçus par un seul notaire à l'exception : 1^o des actes solennels et 2^o des actes où figurent des personnes ne sachant pas signer, qui doivent être reçus par deux notaires ou un notaire assisté de deux témoins.

Les actes des notaires font foi en justice jusqu'à inscription de faux, ils sont exécutoires dans toute l'étendue de la République (art. 19). La minute, c'est-à-dire l'original de l'acte, reste déposée à l'étude d'où elle ne doit jamais sortir (art. 22). Le notaire délivre aux parties des copies de cette minute appelées *expéditions*. Ces expéditions s'appellent *grosses* lorsqu'elles sont revêtues de la *formule exécutoire* (art. 21 et 25).

Les actes sont secrets en ce sens que le notaire ne peut en donner connaissance, ni en délivrer des expéditions qu'aux personnes intéressées en nom direct ou à leurs héritiers et ayants droit à peine de dommages-intérêts et d'une amende de 100 francs (art. 23).

Les notaires doivent tenir répertoire de tous les actes qu'ils reçoivent (art. 29). Ils sont tenus d'avoir un sceau particulier portant leurs noms, qualité et résidence d'après un modèle uniforme (art. 27).

Dans la première section du titre II intitulé « Régime du notariat », la loi détermine le nombre, le placement et le cautionnement des notaires. Le nombre et la résidence des notaires sont fixés par le gouvernement de manière que dans les villes dont la population égale ou dépasse le chiffre

de 100.000 habitants, il y ait un notaire au plus par 6.000 habitants et que dans les autres communes il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par chaque arrondissement de justice de paix (art. 31). La loi de 1902 a modifié cette dernière disposition : le nombre minimum des notaires pourra descendre jusqu'à un au lieu de deux comme dans l'ancienne loi, et ce, par canton, au lieu du ressort de la justice de paix. Les suppressions d'office ne peuvent être effectuées que par mort, démission ou destitution (art. 32). Les notaires sont assujettis à un cautionnement fixé par le gouvernement et qui est affecté à la garantie des condamnations prononcées contre eux, par suite de l'exercice de leurs fonctions (art. 33 et 34).

La section 2 du titre II est consacrée aux conditions d'admission et au mode de nomination. Nous laissons de côté le premier point puisque nous aurons l'occasion de l'étudier en détail dans le chapitre suivant. Quant au mode de nomination disons simplement que les notaires sont nommés par le premier consul (aujourd'hui par le président de la République) (art. 45). Dans les deux mois de sa nomination et à peine de déchéance le pourvu est tenu de prêter à l'audience du tribunal civil de sa résidence, le serment que la loi exige de tout fonctionnaire public ainsi que celui de remplir ses fonctions avec exactitude et probité (art. 47). Avant d'entrer en fonctions les notaires doivent déposer au greffe de chaque tribunal de première instance du département et au secrétariat de la mairie de leur résidence, leur signature et paraphe. Les notaires à la résidence des Cours d'appel doivent en outre effectuer ce dépôt au greffe des autres tribunaux de première instance de leur ressort (art. 49).

La section 3 du même titre prévoit des *Chambres de dis*

cipline qui doivent être organisées par des règlements. Les règlements annoncés se sont trouvés d'abord dans l'arrêté du 2 nivôse an XII, relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres de discipline. L'article 23 de cet arrêté porte qu'il sera pourvu, lors du règlement général à faire pour l'exécution de la loi du 25 ventôse an XI, à toutes autres dispositions qui pourraient concerner les chambres de discipline. Le règlement général dont cet article indiquait le besoin n'a jamais été fait. Cependant l'insuffisance des dispositions existantes était signalée de toutes parts; les abus de l'esprit de spéculation qui menaçaient d'envahir le notariat, et quelques scandales déplorables attestant le relâchement de la discipline, mettaient le gouvernement en demeure de faire quelque chose. Ainsi est née l'ordonnance des 4-12 janvier 1843 relative à l'organisation des chambres de notaires et à la discipline du notariat. Nous allons l'analyser rapidement. Près de chaque tribunal de première instance il y a une *Chambre des Notaires* chargée du maintien de la discipline parmi les notaires de l'arrondissement. Ces chambres ont la personnalité civile. Elles se réunissent en assemblées générales, comprenant tous les notaires de l'arrondissement, pour l'étude de tout ce qui intéresse la profession, pour les nominations des membres de la Chambre, pour l'établissement de la bourse commune et celui des règlements intérieurs de chaque compagnie. Sauf à Paris où il y a une organisation spéciale, chaque chambre est composée de neuf membres ou de sept suivant que le nombre des notaires de l'arrondissement est de 50 ou au-dessous. Ces membres élisent entre eux un président, un syndic, un rapporteur et un trésorier. Le syndic remplit les fonctions de ministère public, il a comme le président le droit de convoquer la Chambre. La Chambre

de discipline joue un quadruple rôle : 1^o un rôle de conciliation : les attributions de la Chambre à ce point de vue consistent : à prévenir ou concilier tous les différends entre notaires et en cas de non-conciliation à émettre son opinion par simple avis; à prévenir ou concilier également toutes plaintes ou réclamations de la part des tiers contre les notaires à raison de leurs fonctions, donner son avis sur les dommages intérêts qui peuvent être dus et réprimer par les dispositions de discipline les infractions qui en sont l'objet; 2^o un rôle de conseil : la Chambre est appelée à donner son avis sur les difficultés concernant le règlement des honoraires et vacations des notaires, ainsi que sur tous différends soumis à cet égard au tribunal civil. Elle a encore pour mission de délivrer ou refuser les certificats de bonnes mœurs et capacité demandés par les aspirants aux fonctions de notaire; 3^o un rôle de représentation des intérêts communs : il rentre dans les attributions de la Chambre des Notaires de représenter tous les notaires de l'arrondissement collectivement sous le rapport de leurs droits et intérêts communs; 4^o un rôle réglementaire : le pouvoir réglementaire de la Chambre se manifeste sous forme de règlements, statuts, avis ou délibérations concernant notamment les formations de la bourse commune ainsi que l'établissement des registres de stage, le mode d'instruction des clercs et l'organisation des examens professionnels, matières qui se rapportent à la discipline particulière des aspirants au notariat et que nous retrouverons en étudiant les conditions d'admission.

Les peines que la Chambre peut prononcer sont suivant la gravité des cas : 1^o le rappel à l'ordre; 2^o la censure simple; 3^o la censure avec réprimande; 4^o la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale; 5^o l'interdiction de

l'entrée à la Chambre pendant un temps qui ne peut excéder trois ans pour la première fois ni six ans en cas de récidive. Lorsqu'il y a lieu à suspension ou à destitution, la Chambre doit s'adjoindre d'autres notaires de l'arrondissement, elle donne seulement un avis dans ce cas, et c'est le tribunal qui prononce l'une ou l'autre de ces peines, aggravée, s'il y a lieu, par une disposition expresse, de la privation des droits politiques.

Les peines disciplinaires sont applicables notamment en cas d'infractions aux lois et décrets sur le notariat, aux dispositions spéciales des codes ou lois particulières, aux devoirs professionnels (actes illicites, actes entachés de fraude, fautes de négligence, pactes prohibés, contre-lettres, manquements au secret professionnel), à la dignité professionnelle, aux devoirs de déférence envers les magistrats, à la courtoisie dans les rapports avec la clientèle, aux devoirs de confraternité (concurrence déloyale, faits étrangers à l'exercice de la fonction, etc.).

Section II. — Les conditions exigées par la loi de ventôse pour l'admission au notariat.

Ces conditions, qui ont été complètement réformées par la loi du 12 août 1902, étaient posées par les articles 35 à 44 de la loi de ventôse dont voici la teneur :

« Art. 35. — Pour être admis aux fonctions de notaire, il faudra : 1^o Jouir de l'exercice des droits de citoyen; 2^o Avoir satisfait aux lois sur la conscription militaire; 3^o Etre âgé de 25 ans accomplis; 4^o Justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants.

« Art. 36. — Le temps de travail ou stage, sera, sauf les exceptions ci-après, de six années entières et non inter-

rompues, dont une des deux dernières au moins, en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

« Art. 37. — Le temps de travail pourra n'être que de quatre années, lorsqu'il en aura été employé trois dans l'étude d'un notaire d'une classe supérieure à la place qui devra être remplie, et lorsque, pendant la quatrième, l'aspirant aura travaillé, en qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe supérieure ou égale à celle où se trouvera la place pour laquelle il se présentera.

« Art. 38. — Le notaire déjà reçu, et exerçant depuis un an dans une classe inférieure, sera dispensé de toute justification de stage pour être admis à une place de notaire vacante dans une classe immédiatement supérieure.

« Art. 39. — L'aspirant qui aura travaillé pendant quatre ans, sans interruption, chez un notaire de première ou de seconde classe, et qui aura été, pendant deux ans au moins, défenseur ou avoué près d'un tribunal civil, pourra être admis dans une des classes où il aura fait son stage, pourvu que, pendant l'une des deux dernières années de son stage, il ait travaillé en qualité de premier clerc chez un notaire de classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

« Art. 40. — Le temps de travail exigé par les articles précédents devra être d'un tiers en sus toutes les fois que l'aspirant, ayant travaillé chez un notaire d'une classe inférieure, se présentera pour remplir une place d'une classe immédiatement supérieure.

« Art. 41. — Pour être admis à exercer dans la troisième classe de notaires, il suffira que l'aspirant ait travaillé, pendant trois années, chez un notaire de première ou de seconde classe, ou qu'il ait exercé comme défenseur ou

avoué, pendant l'espace de deux années, auprès du tribunal d'appel ou de première instance, et qu'en outre il ait travaillé, pendant un an, chez un notaire.

« Art. 42. — Le gouvernement pourra dispenser de la justification du temps d'étude les individus qui auront exercé des fonctions administratives ou judiciaires.

« Art. 43. — L'aspirant demandera, à la Chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer, un certificat de moralité et de capacité. Le certificat ne pourra être délivré qu'après que la Chambre aura fait parvenir au commissaire du gouvernement du tribunal de première instance l'expédition de la délibération qui l'aura accordé.

« Art. 44. — En cas de refus, la Chambre donnera un avis motivé, et le communiquera au commissaire du gouvernement, qui l'adressera au grand-juge, avec ses observations. »

Les trois premières conditions posées par l'article 35 : jouissance des droits de citoyen, satisfaction aux lois sur le recrutement, âge de 25 ans forment ce qu'on appelle les *conditions d'idonéité*, ces conditions n'ont pas été modifiées par la loi de 1902 et c'est avec cette loi que nous les étudierons. Nous nous bornerons ici à examiner les *conditions de capacité* posées par les articles 35, 4^o et 43 de la loi de ventôse, savoir le stage et le certificat de capacité et de moralité.

§ 1. *Le stage de la loi de ventôse*

Le stage est une condition essentielle dont le tribun Jaubert a fait sentir toute l'importance et la nécessité dans son discours prononcé au corps législatif sur le projet qui est devenu la loi de ventôse. Nous étudierons ici sa durée, les

exceptions à la règle générale du stage, l'admission au stage et sa constatation.

I. Sa durée (art. 36). — L'article 36 de la loi de ventôse fixait le temps de travail ou stage à une durée de six années entières et non interrompues, dont une des deux dernières au moins en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

Reprenons en détail chacune des propositions de cette phrase :

Six années : Nous avons vu que le décret des 29 septembre et 6 octobre 1791 avait fixé à cinq, huit et dix années la durée du stage. La loi de ventôse a pris une terme moyen mais la disposition n'a pas passé sans contestation. Un grand nombre d'esprits auraient voulu que le temps de travail demeurât fixé à une durée plus longue. Les six années voulues et les mois qui les composent doivent être comptées de quantième en quantième, par argument d'analogie de l'article 132 du Code de commerce sans distinction entre les mois plus longs que trente jours et ceux plus courts.

Entières : les six années devant être entières, l'aspirant ne peut être admis s'il lui manque une fraction de stage même insignifiante encore qu'il présente des garanties spéciales de capacité, par exemple une instruction juridique approfondie constatée par des diplômes ou bien des aptitudes exceptionnelles. Aussi devait-on critiquer la nomination d'une personne qui contrairement aux règles du stage n'avait justifié que d'un travail de cinq ans, neuf mois et quinze jours. « La loi, dit Dalloz, au *Répertoire de Législation*, tome XXXII, page 620, fixe un terme commun à tous, et, hors de sa prescription, il n'y aurait qu'arbitraire. Quel serait le degré de capacité auquel le candidat devrait atteindre

pour qu'on pût abréger, en sa faveur, la durée du stage? Et ce point établi quelle serait la mesure dans laquelle cette durée pourrait être abrégée? Serait-ce deux mois, trois mois, quinze jours? Il n'y aurait évidemment, sur ce point ni règles précises, ni limites raisonnables à poser. Le seul moyen d'éviter l'arbitraire, c'est de s'en tenir au texte de la loi, d'exiger indistinctement un stage de six années entières. »

Et non interrompues : le principe de la non-interruption du stage est essentiel. « Si, écrit Rutgeers¹, il pouvait y avoir des intervalles dans le stage, et si l'aspirant pouvait s'occuper entre temps d'une besogne étrangère au notariat, le but de la loi serait manqué; il lui serait impossible de bien se pénétrer de l'esprit de sa profession; il oublierait dans l'intervalle les connaissances acquises dans l'étude d'un notaire. » On peut considérer comme interrompant le stage le fait par l'aspirant de quitter l'étude d'un notaire pour se livrer à des occupations étrangères au notariat ou même de rester inoccupé. Ainsi il a été jugé que celui qui fait des expéditions chez un notaire, et dont l'occupation principale est de se livrer, au dehors, à des opérations de commerce, n'est pas clerc de notaire dans le sens de la loi (Grenoble, 7 avril 1827, affaire Faure). Mais cette règle de la non-interruption du stage comporte de nombreuses exceptions : ainsi la continuité du stage n'est pas censée interrompue par une maladie grave et dûment constatée (décis. min. just. 9 juillet 1847, D. 1847, III, 205), par le service militaire (décis. min. 19 décembre 1845, D. 1848, III, 14), par l'appel sous les drapeaux en temps de guerre (décis. min. 24 octobre 1871), par le temps passé à étudier le droit dans les

1. Rutgeers, *Commentaire de la loi de ventôse*, n° 929.

Facultés (déc. min. 10 décembre 1843) ou les écoles de notariat. Il en est de même dans le cas où l'aspirant exerce une fonction publique analogue à celle de notaire comme celle d'huissier (décis. min. 1825), de greffier de justice de paix (décis. min. 8 septembre 1830) ou de surnuméraire de l'administration de l'Enregistrement (décis. min. juillet 1836). Ajoutons et c'est là une remarque essentielle, que de toute façon l'on ne peut compter au candidat, dans les six ans que doit durer son stage, le temps pendant lequel il est forcé de l'interrompre.

Dont une des deux dernières au moins en qualité de premier clerc : c'est pendant l'une des deux dernières années du stage et non pendant la dernière seulement, que l'aspirant doit exercer la fonction de premier clerc. « Il eût été trop rigoureux, a dit le Tribunat, d'exiger que ce fût absolument la dernière, vu qu'il peut arriver qu'un clerc fort instruit se trouve premier clerc la cinquième année et que, la dernière, il l'ait passée dans une autre étude où il n'ait pu être reçu en cette qualité, la place étant déjà remplie par un autre. » Le projet de loi était encore plus large car il ne fixait pas l'époque à laquelle devait se placer cette année de première cléricature, elle aurait pu dès lors se placer aussi bien dans une des quatre premières années du stage que dans la cinquième ou la sixième. C'est le Tribunat qui fit remarquer que « faute de déterminer à quelle époque des six années il est nécessaire d'avoir eu cette qualité, il serait possible qu'un aspirant au notariat eût la qualité de premier clerc dès la première année de son stage, place qu'il était hors d'état de remplir et qu'il n'aura point conservée, mais qu'on lui aura donnée d'abord, afin que cette condition une fois accomplie, il n'eût plus à faire qu'un stage de forme. On préviendra cet inconvénient si l'on exige que l'aspirant ait eu

cette qualité de premier clerc au moins une des deux dernières années du stage. » Cette disposition de la loi de ventiontôse était rigoureuse. Aussi on ne pouvait admettre en compensation d'une année ou d'une fraction d'année de première cléricature, plusieurs années de travail en qualité de simple clerc en plus des six années réglementaires, même si ces années supplémentaires étaient faites à Paris. Aucune dispense du même genre n'aurait été admise non plus en faveur d'un licencié ou d'un docteur en droit. Il y a plus : le grade de premier clerc adjoint ne suffirait pas pour l'admissibilité de l'aspirant aux fonctions de notaire. Cette solution ne doit plus être discutée depuis l'ordonnance du 4 janvier 1843 qui décide par son article 35 que « le même grade ne pourra être conféré concurremment à deux ou plusieurs clercs dans la même étude ».

Chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir : une faute de rédaction ou plutôt de ponctuation avait fait interpréter ce texte de deux façons différentes : était-ce l'année de première cléricature seule qui devait être effectuée dans une étude de classe égale à celle à laquelle appartenait l'office dont le clerc voulait traiter ou bien était-ce le stage entier qui devait être effectué dans une semblable étude ? Deux décisions du ministre de la justice : l'une du 15 septembre 1840 et l'autre du 22 octobre 1859, d'accord toutes deux avec la jurisprudence s'étaient ralliées à la première interprétation qui n'était pas la bonne car il est hors de doute que c'est le stage entier qui devait être fait dans une étude de classe au moins égale à celle de l'office dont on veut traiter, cela résulte, en effet, non pas de l'article 36 seul, mais de son rapprochement avec l'article 40 décidant que le temps de travail « devra être d'un tiers en sus toutes les fois que l'aspirant, ayant tra-

vaillé chez un notaire d'une classe inférieure se présentera pour remplir une place d'une classe immédiatement supérieure », disposition qui n'aurait pas de sens si l'article 36 avait laissé la faculté à l'aspirant de faire presque tout son stage dans une classe inférieure. Pour que le texte de l'article 36 eût été correct il eût donc suffi de placer une virgule après « en qualité de premier clerc ».

II. Exceptions à la règle (art. 37 à 42). — Sila durée normale du stage d'après la loi de ventôse était de six années, la même loi avait apporté de nombreuses exceptions à cette règle. Cette règle, en effet, ne s'appliquait que dans le cas où le candidat avait fait son stage dans une étude de classe égale à celle de l'office qu'il voulait acquérir. Dans les autres hypothèses on devait augmenter ou diminuer la durée du temps de travail suivant que le candidat aspirait à une étude de classe supérieure ou inférieure à celle de l'étude où il avait été accompli. De là les dispositions complexes des articles 37 à 42, dispositions basées sur cette présomption peu conforme à la réalité des faits que « les moyens d'instruction sont d'autant plus grands pour l'aspirant que l'étude dans laquelle il travaille appartient à une classe plus élevée ». Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser de cette assertion. D'après le législateur de l'an XI la capacité du notaire croît avec l'importance de la ville où il exerce et le stage accompli dans des études de classe supérieure est plus fructueux. « Il faut reconnaître, disait le conseiller Réal, que si l'étude des lois, la lecture des bons auteurs sont des éléments nécessaires à l'instruction de l'homme qui se destine au notariat, la perfection de cette instruction, le seul moyen de l'utiliser par l'application dépend essentiellement, je dirai presque uniquement de l'expérience, et

par conséquent l'instruction sera incontestablement plus grande et le talent sera plus parfait là où les affaires seront plus avantageuses, plus variées, et où le commerce et une population forte compliquant les intérêts présenteront dans les transactions les questions plus délicates à traiter, plus difficiles à résoudre. Il faut reconnaître une seconde vérité qui n'est que le corollaire et la conséquence nécessaire de la première, c'est que le notaire d'une campagne où il ne se présente qu'un nombre très borné et, pour ainsi dire, qu'une seule espèce d'affaires, n'aura point les talents et l'expérience exigés pour les transactions difficiles et compliquées qui ont lieu habituellement entre les habitants des grandes communes. »

Examinons d'abord les hypothèses de réduction ou de dispense de stage, après quoi nous dirons quelques mots du cas de l'article 40 qui visait une augmentation du temps de travail.

L'article 37 de la loi de ventôse consacrait la première exception à la règle des six années : sera admis à justifier d'un stage de quatre années seulement le clerc qui aura travaillé pendant trois ans dans une étude de classe supérieure à celle dont il veut traiter et passé son année de première cléricature dans une étude de classe au moins égale. La loi voulait, dans le même intérêt que nous avons signalé, que l'année de première cléricature fût la quatrième. Notons en passant que l'article 37 était inapplicable aux candidats à une étude de première classe puisqu'il n'existait pas pour eux de classe supérieure et aux aspirants à une étude de troisième classe qui faisaient l'objet d'une faveur spéciale qu'ils trouvaient dans l'article 41. En somme l'article 37 aurait été tout aussi complet si on l'eût rédigé ainsi : le temps de travail ne sera que de quatre années pour le can-

didat à une étude de deuxième classe à condition que les trois premières années soient passées chez un notaire de première classe et que la quatrième soit effectuée en qualité de premier clerc chez un notaire de première ou de deuxième classe.

En second lieu l'article 28 dispensait de toute justification de stage le notaire qui déjà reçu et en exercice depuis un an voulait être nommé dans une classe *immédiatement* supérieure. Cette exemption ne visait que le notaire désirant passer dans une classe supérieure d'un degré et non de deux degrés. Ainsi il avait été jugé qu'un notaire de troisième classe, même après treize ans d'exercice, ne pouvait être nommé à un office de première classe, si son stage primitif était insuffisant (décis. min. just. 28 septembre 1845. D. P. 46, III, 48). La dispense n'était accordée qu'au notaire exerçant depuis un an : c'était le jour de la prestation de serment qui devait servir de point de départ au délai d'un an et non le jour de la nomination¹. La loi n'avait pris en considération que le notaire exerçant actuellement, la dispense de justification de stage était-elle applicable à l'ancien notaire ? Le gouvernement n'a fait aucune différence entre ces deux positions et a appliqué l'article 38 dans l'une et l'autre hypothèse.

En troisième lieu l'article 39 accordait une réduction de stage aux avocats et aux avoués, l'exercice de ces professions faisant présumer que le candidat possède des notions juridiques assez étendues. Les avocats ou avoués ayant exercé pendant deux ans n'étaient tenus de justifier que d'un stage ininterrompu de quatre années à condition : 1° que ces quatre années aient été passées chez un notaire

1. Cf. Rolland de Villargues, v° *Stage*, n° 58.

de première ou de deuxième classe et 2° qu'une des deux dernières années de ce stage ait été passée en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe égale à celle de l'office dont le candidat voulait traiter. Les quatre années de cléricature et les deux années d'exercice comme avocat ou avoué devaient être distinctes et successives et non pas simultanées. « En effet, disait une décision du Garde des Sceaux du 25 septembre 1843, l'article 39 de la loi du 25 ventôse an XI permet seulement d'ajouter deux ans d'exercice comme avocat à quatre années de travail comme clerc, pour compléter le temps de stage exigé par l'article 36 de la même loi; mais ni par sa lettre, ni par son esprit l'article 39 n'autorise l'admission aux fonctions de notaire lorsque les quatre années de cléricature et les deux années de profession d'avocat se sont accomplies simultanément; il faut toujours dans le cas prévu par cet article, qu'en somme on retrouve les six années d'étude exigées par l'article 36. »

De cet article 39 il faut rapprocher la disposition toute exceptionnelle de l'article 42 qui autorisait le Gouvernement à dispenser totalement du stage « les individus ayant exercé des fonctions administratives et judiciaires ». Parmi ces privilégiés citons : dans l'ordre administratif : les conseillers d'Etat, préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture, maires et adjoints, fonctionnaires des services financiers et dans l'ordre judiciaire : tous les magistrats y compris les membres de la Cour des Comptes et les greffiers et leurs commis assermentés mais non les avocats, les avoués et les huissiers sauf, en ce qui concerne les avocats et les avoués, l'application des articles 39 et 41. Lorsque nous ferons la critique de la loi de ventôse, nous verrons ce qu'il faut penser d'une telle faveur. Pour le moment consta-

tons que, pour si surprenante qu'elle paraisse, la dispense de stage accordée aux titulaires de fonctions administratives se justifiait, tout au moins en fait, à l'époque de la loi de ventôse : il était nécessaire de trouver immédiatement des personnes capables de remplir les fonctions notariales avant même que les candidats pussent justifier du stage réglementaire. D'ailleurs le caractère provisoire de la disposition de l'article 42 avait été mis en relief par le conseiller Réal dans l'exposé des motifs de la loi : « cette disposition, disait-il, est essentiellement transitoire et le Gouvernement désire voir arriver promptement le moment où il en proposera l'abrogation, mais il faudrait ignorer qu'il s'est fait une révolution en France pour constater la nécessité de cette mesure; il faudrait d'un autre côté méconnaître avec quelle précaution, avec quelle prudence le Gouvernement fait ses choix pour craindre que cette mesure fût dans sa main la source d'aucun abus. » C'est en vain que le Tribunat proposa la suppression du mot : administratives » dans l'article 42 : « on peut être un bon administrateur et ne pas connaître les premiers éléments de la science du notaire. Tant de citoyens ont été administrateurs depuis dix ans que presque tous les Français seraient dans le cas de la dispense; en sorte que ce qui serait l'exception deviendrait par le fait, règle générale... »

Restait un dernier cas de réduction de stage prévu par la loi de ventôse, il concernait les aspirants à une étude de troisième classe; l'article 41 décidait que pour ces candidats il suffisait d'avoir travaillé pendant trois ans chez un notaire de première ou deuxième classe ou bien, deuxième hypothèse, si le candidat avait déjà exercé pendant deux ans la profession d'avocat ou d'avoué de travailler pendant un an seulement chez un notaire. Dans ces deux hypothèses on re-

marque qu'il n'était pas nécessaire que le candidat ait été premier clerc puisque l'article ne le disait pas; il suffisait qu'il ait travaillé dans des études de première ou de deuxième classe pour la première hypothèse et quant à l'année de travail prescrite dans la deuxième hypothèse peu importe la classe du notaire chez lequel elle avait été effectuée. Seulement il fallait que cette année de travail et les deux années d'exercice comme avocat ou avoué fussent distinctes et non pas simultanées comme dans le cas de l'article 39. Mais il importait peu que l'aspirant eût successivement, pendant ces deux années d'exercice comme avocat ou comme avoué, rempli ces deux fonctions : rien n'indiquait dans la loi qu'il devait avoir exercé exclusivement l'une ou l'autre.

Nous venons de passer en revue les cas de réduction ou de dispense de stage prévus par la loi de l'an XI; il nous faut examiner maintenant le cas de l'article 40 qui visait une augmentation du temps de travail. Cet article s'occupait du candidat qui aspirait à devenir notaire dans une classe immédiatement supérieure à celle de l'office dans lequel il avait accompli son stage, il exigeait alors que le temps de travail fût augmenté d'un tiers par rapport à celui demandé pour traiter dans une classe égale. Cela s'appliquait aussi bien au stage réduit qu'au stage ordinaire. Ainsi un aspirant qui avait accompli dans une étude de troisième classe un stage ordinaire de six années dont une en qualité de premier clerc, devait, s'il voulait acquérir une étude de deuxième classe prolonger la durée de son stage en troisième classe, de deux ans ce qui portait cette durée à huit ans; mais l'année de première cléricature ne devait pas être prolongée, ainsi qu'il résultait d'une décision ministérielle en date du 24 septembre 1858. L'article 42 ne pré-

voyait que le passage d'une classe à une autre immédiatement supérieure et non le passage de la troisième à la première classe. Les auteurs et l'administration ne purent jamais se mettre d'accord sur la solution à adopter dans ce dernier cas. La doctrine prétendait qu'il résultait nettement des termes de l'article 40 que le clerc qui a fait son stage dans des études de troisième classe ne peut aspirer à une place de notaire de première classe, quel que soit le nombre d'années qu'il eût passées dans ces études, en sorte que le clerc d'une classe inférieure même avec un tiers de temps en plus ne pouvait aspirer qu'à une place d'une classe immédiatement supérieure. L'administration au contraire pensant que le vœu de la loi n'avait pu être tel décidait que pour être admis dans la première classe il suffisait de neuf années de stage dont sept dans la troisième et deux dans la seconde classe.

III. Admission et constatation du stage. — La loi de ventôse ne contenait aucune disposition relative à l'admission au stage et à sa constatation. C'était là une grave lacune car le stage ne peut être sérieux et efficace que s'il est officiellement contrôlé.

Il se prouvait d'ordinaire au moyen de certificats que les candidats obtenaient avec facilité des notaires chez lesquels ils avaient travaillé. Il convient de louer particulièrement l'heureuse initiative de certaines chambres de discipline qui avaient créé des registres de stage. Malheureusement l'extrait de ces registres n'avait pas de valeur légale et ne dispensait pas le candidat de produire le certificat du notaire qui l'avait employé (déc. min. du 23 juin 1833). Aussi fallut-il attendre jusqu'à l'ordonnance du 4 janvier 1843 pour trouver une réglementation du mode de constatation

du stage et de l'admission à celui-ci. L'Ordonnance de 1843 consacre l'institution des registres du stage, elle détermine l'âge d'admission au stage ainsi que l'avancement en grade, elle renseigne sur les pièces à produire pour obtenir l'inscription sur le registre.

Voici le texte des articles 31 à 37 de l'Ordonnance sur les Chambres de discipline du 4 janvier 1843 qui régissait ces matières. Leurs dispositions sont suffisamment claires pour se passer de commentaire.

« Art. 31. — Tout clerc qui aspirera aux fonctions de notaire se pourvoira d'un certificat du notaire chez lequel il travaillera. Ce certificat constatera le grade qu'il occupe dans l'étude du notaire.

« Art. 32. — L'inscription au stage prescrit par les articles 36 et suivants de la loi du 25 ventôse an XI, aura lieu sur la production faite par l'aspirant de son acte de naissance et du certificat mentionné en l'article précédent.

« Art. 33. — Il sera tenu, à cet effet, par le secrétaire, un registre qui sera coté et paraphé par le président.

« Les inscriptions audit registre seront signées tant par le secrétaire de la Chambre que par l'aspirant.

« Elles devront être faites dans les trois mois, de la date du certificat délivré, comme il est dit en l'article 31.

« Le certificat et l'acte de naissance de l'aspirant resteront déposés aux archives de la Chambre.

« Art. 34. — Aucun aspirant au notariat ne sera admis à l'inscription s'il n'est âgé de dix-sept ans accomplis.

« Art. 35. — Les inscriptions pour les grades inférieurs à celui de quatrième clerc ne seront admises que sur l'autorisation de la Chambre, qui pourra la refuser lorsque le nombre de clercs demandé sera évidemment hors de proportion avec l'importance de l'étude.

« Le même grade ne pourra être conféré concurremment à deux ou plusieurs clercs dans la même étude.

« Art. 36. — Toutes les fois qu'un aspirant passera d'un grade à un autre ou changera d'étude, il sera tenu d'en faire, dans les trois mois, la déclaration, qui sera reçue dans la forme prescrite par l'article 33 ci-dessus. Cette déclaration sera toujours accompagnée d'un certificat constatant son grade.

« Art. 37. — Les Chambres exerceront une surveillance générale sur la conduite de tous les aspirants de leur ressort, et pourront, suivant les circonstances, prononcer contre eux soit le rappel à l'ordre, soit la censure, soit enfin la suppression du stage pendant un temps déterminé qui ne pourra excéder une année.

« Il sera procédé contre les clercs dans les mêmes formes que celles prescrites par la présente ordonnance à l'égard des notaires. Néanmoins les dispositions des articles 15 et 16 (suspension et destitution) ne seront pas applicables.

« Dans tous les cas, le notaire, dans l'étude duquel travaillera le clerc inculpé, sera préalablement entendu ou appelé. »

§ 2. *Le certificat de capacité et de moralité.*

Le certificat exigé par l'article 43 de la loi de ventôse ne constituait pas un moyen nouveau inventé pour constater les bonnes mœurs et la capacité d'un candidat aux fonctions notariales, il était déjà requis, nous l'avons vu, par les anciennes ordonnances; mais, sous l'ancien droit, il était délivré à la suite d'un examen que le candidat devait subir devant les juges appelés à recevoir son serment (ordonnance du 28 décembre 1490, article 20; arrêt de règlement du 14

septembre 1685). Sous l'empire de la loi de ventôse l'autorité chargée d'apprécier la capacité du candidat avait été changée : d'après cette loi c'était à la Chambre de discipline du ressort dans lequel le candidat voulait exercer que celui-ci devait demander le certificat en question. La Chambre ne pouvait pas délivrer ce certificat sans s'être renseignée au préalable sur la capacité et la moralité de l'aspirant, mais la loi n'ayant rien prescrit à cet égard, elle avait toute latitude dans le choix des moyens à employer pour mener à bien ses investigations. Le moyen qui semblait le plus naturel et qui fut aussi le plus pratiqué pour constater la capacité de l'aspirant consistait comme sous l'ancien régime à lui faire passer un examen, il avait d'ailleurs été préconisé par une circulaire ministérielle en date du 6 vendémiaire an XIII aux termes de laquelle « les Chambres de notaires ont toujours le droit d'examiner les candidats qui se présentent et qui sont munis de certificats constatant le temps d'études exigé ». Mais, répétons-le, cet examen était seulement permis, il n'était nullement prescrit : Les Chambres de notaires pouvaient y renoncer si elles le jugeaient inutile, si elles s'étaient assurées d'une autre manière de la capacité ou de l'incapacité du candidat. Aussi une décision du ministre de la Justice avait-elle confirmé le 29 mai 1837, une délibération d'une Chambre de discipline qui avait refusé le certificat de capacité sans avoir voulu faire subir l'examen au candidat. Cette délibération était ainsi conçue : « Considérant que les moyens d'appréciation de la capacité de l'aspirant sont laissés par la loi à la conscience des Chambres de discipline, qui sont moralement responsables envers la Société, du choix du gouvernement qu'elles sont appelées à éclairer; que les Chambres de discipline sont autorisées à accorder ou refuser le certificat

sur la seule vérification des pièces produites, si ces pièces établissent d'une manière suffisante à leurs yeux la capacité ou l'incapacité de l'aspirant; qu'aucune loi ne leur impose l'obligation de faire subir un examen aux candidats, lorsqu'elles sont convaincues que le résultat de cet examen, quel qu'il puisse être, ne saurait assurer la preuve d'une capacité pratique et d'une expérience nécessaire pour accomplir dignement les fonctions du notaire; que, dans l'espèce, la conviction de la Chambre sur l'incapacité du candidat ne pouvait être détruite par un examen ».

Nous venons de voir comment la Chambre constatait la capacité. Mais là ne se bornait pas son rôle, car au préalable elle devait s'enquérir de la moralité du candidat. A cet effet, une circulaire était adressée à tous les notaires de l'arrondissement afin de provoquer des renseignements. La Chambre devait se montrer sévère sur la moralité et regarder comme un des éléments de cette enquête sur la moralité, l'examen des conditions du traité d'acquisition et en même temps des moyens financiers permettant au candidat de remplir ces conditions. Il avait même été décidé que les Chambres de discipline n'étaient pas consultées seulement sur la moralité et la capacité intellectuelle des aspirants mais qu'elles devaient donner leur avis sur l'ensemble des justifications, et notamment sur les questions de stage.

Le certificat de capacité et de moralité devait être péremptoirement accordé ou refusé, il s'ensuivait qu'une Chambre ne pouvait ajourner. L'ajournement n'aurait pu guère s'appliquer qu'à la capacité, car pour la moralité, la Chambre devait avoir recueilli ses renseignements avant de procéder à l'examen de capacité. Notons qu'une décision du ministre de la Justice du 20 mai 1837 avait déclaré que

le certificat de moralité et de capacité était indivisible dans ses deux objets, il n'était donc pas possible de le scinder.

Il importe de ne jamais perdre de vue que les Chambres de discipline n'avaient en règle générale qu'un simple avis motivé à donner sur la moralité et la capacité de l'aspirant, le gouvernement seul avait le droit de statuer en dernier ressort soit sur la capacité et la moralité des aspirants, soit d'autre part sur leur idoneité sous le rapport du stage et des autres conditions énoncées en l'article 35 de la loi, soit enfin sur l'opportunité de pourvoir à l'étude dont ils faisaient la demande. C'est pour cette raison que le certificat étant accordé, la délivrance de ce dernier n'avait pas lieu tout de suite mais seulement après avis du ministère public. A cet effet, copie de la délibération qui l'avait accordé devait être, conformément à l'article 43, communiquée au ministère public. Ce dernier faisait ensuite part de ses observations à la Chambre. Au cas où la Chambre refusait le certificat elle devait donner conformément à l'article 44 un avis motivé et le communiquer au ministère public lequel avait mission d'adresser cet avis au ministre de la Justice en y joignant ses observations.

Section III. — Critique des dispositions de la loi de ventôse relatives aux conditions d'admission au notariat.

Nous venons d'examiner les règles édictées par la loi de ventôse au sujet des garanties exigées pour l'admission aux fonctions notariales. Il nous faut maintenant dégager les critiques que les auteurs ont formulé contre elles au cours du XIX^e siècle, critiques qui ont abouti au vote de la loi du 12 août 1902 organisant l'admission au notariat sur

des bases nettement différentes. Nous diviserons cette section en deux paragraphes : dans le premier nous relèverons les défauts de la loi de ventôse en ce qui concerne le stage et dans le second nous verrons ce qu'on pouvait reprocher à cette même loi quant à ses dispositions relatives au certificat de capacité et de moralité.

§ 1. *Critique des dispositions relatives au stage.*

Il est certain que la première des garanties à fournir par un candidat-notaire, c'est celle qui résulte de l'accomplissement d'un stage. De tous les moyens mis à la disposition d'un clerc, le stage est sans conteste le meilleur. En effet le notaire est avant tout un praticien et c'est dans la rédaction journalière des actes qu'il peut tirer le meilleur profit et qu'il peut acquérir l'expérience nécessaire pour l'exercice de sa profession. L'importance et la nécessité du stage étaient indiscutables : « Quelle profession, plus que celle des notaires, disait le tribun Joubert à la séance de discussion de la loi de ventôse, exige une éducation analogue ? Ne sait-on pas que la plus savante théorie ne suffirait pas pour faire un bon notaire ; qu'il faut aussi une pratique assidue pour apprendre les formes, pour connaître les lois relatives, pour exprimer avec clarté les conventions qui se diversifient à l'infini, pour éviter des pièges qui, trop souvent, sont tendus à la candeur et à la bonne foi ? Pour cela, sans doute, il faut de la perspicacité naturelle, mais il faut aussi de l'habitude. Loin de nous de considérer le ministère des notaires comme l'ouvrage d'une routine vulgaire. Mais chaque profession a ses règles ; celle du notaire a de plus son style particulier. L'habitude seule peut donner ce genre d'instruction. »

Mais si le stage est une nécessité, encore faut-il qu'il soit bien organisé et c'est justement dans cette matière de l'organisation du stage que la loi de ventôse se trouvait en défaut. Voyons d'abord les critiques qui ont été faites relativement à sa durée. Il n'y aurait rien eu à dire si le législateur avait assujéti le stage à une durée fixe de six années, mais à cette durée normale de multiples exceptions étaient apportées, formant un système complexe de réductions de stage et ce qui est pis et même inadmissible de dispenses totales. On basait ces exceptions sur cette présomption qu'un clerc a des facilités de s'instruire d'autant plus grandes que l'étude dans laquelle il travaille appartient à une classe plus élevée. Plus la classe de l'étude où travaille l'aspirant est élevée plus celui-ci s'instruit vite, son travail est plus fructueux. Quelques auteurs ont soutenu cette opinion, et en particulier, nous l'avons vu, le conseiller Réal. Plus près de nous, lors de la discussion au Sénat de la loi du 12 août 1902, le sénateur Ratier reprenait les mêmes arguments : « Personne, disait-il, ne peut contester que dans les études de très minime importance, la besogne ne soit pas la même que dans les études de deuxième ou de première classe. Un clerc qui n'a travaillé que dans un modeste chef-lieu de canton, ne peut avoir ni l'expérience, ni l'acquit, ni la connaissance des hommes et des choses d'un clerc habitué à traiter les affaires souvent complexes et difficiles d'une étude de très grande ville. Dans ce cas, si la besogne est différente, pourquoi décider que le clerc d'une petite étude pourra devenir immédiatement apte à diriger les affaires d'une grande. Vous ne voudrez pas, dans un but de simplification et de nivellement, faire à des compétences différentes des situations égales¹. »

1. *Journal officiel* 1899, Débats parlementaires, Sénat, p. 271.

Cette opinion si âprement défendue était-elle exacte? Pour que le travail du clerc soit fructueux il faut qu'il soit varié, autrement dit le clerc doit rédiger les actes les plus divers. Or ce n'est pas toujours les notaires de première ou de deuxième classe qui reçoivent les actes les plus nombreux. Si même on admet que le notaire d'une grande ville traite des affaires plus variées que celui d'une petite ville, il faudra au premier un personnel plus nombreux et alors au sein de ce personnel la division du travail et la spécialisation des fonctions s'opéreront au grand préjudice des clercs stagiaires. Certes dans les grandes villes les affaires traitées seront plus importantes que dans les villages mais l'instruction du clerc dépend beaucoup moins de l'importance des actes reçus que de leur variété. C'est pour cette raison que nous pensons que la meilleure façon et la plus fructueuse d'accomplir son stage c'est de travailler en qualité de clerc unique dans une petite étude. Là, en effet, le notaire, à la différence de son confrère de la ville où la multiplicité des affaires ne lui laisse pas une minute de loisir, peut donner à son auxiliaire à l'occasion de chaque acte nouveau de précieux conseils, voire même de véritables leçons de droit dont ce clerc pourra tirer un profit d'autant plus grand que ces leçons auront été illustrées par la pratique. « Plus l'étude est importante, disait M. le notaire Estrangin dans un article publié dans la *Revue du Notariat*, et sa clientèle nombreuse et moins le patron et les clercs de grades supérieurs ont de loisir pour se faire les instructeurs des derniers venus¹. » De plus ce stagiaire étant seul sous la direction de son patron devra en plus de la rédaction des actes s'occuper de la réception des clients, de la correspon-

1. *Revue du notariat*, septembre 1902, n° 11041, p. 698.

dance, de la comptabilité et de l'accomplissement des formalités que les actes comportent. En conséquence il se rendra un compte exact de tout ce qui constitue la marche d'une étude alors que son camarade inscrit dans une étude de ville sera peut-être plus habile dans la rédaction de tel ou tel acte mais par contre sera inapte à la gestion d'une étude. Or pour un notaire il est bien préférable de savoir « faire marcher » une étude plutôt que d'être spécialisé dans un travail déterminé.

D'autre part la loi assimilant, sans doute, le notaire de troisième classe à l'antique tabellion le considérerait comme de qualité inférieure et n'exigeait de lui qu'un minimum de garanties. C'est ainsi qu'en faveur de ceux qui ne briguaient qu'un office de troisième classe, l'article 41 permettait une réduction de stage de trois années si ce stage avait été accompli dans un office de classe supérieure. Alors que pour faire un notaire de première classe il fallait huit années de travail dans une étude de deuxième classe, trois années de ce même travail suffisaient pour former un notaire de troisième classe. Et pourtant peut-on dire que le notaire de troisième classe a besoin de moins de connaissances et d'une instruction moins poussée que son confrère de deuxième ou de première classe. Nous croirions plutôt que l'inverse serait plus exact; en effet les notaires des classes supérieures peuvent lorsqu'une question les embarrasse recourir aux lumières des avocats ou des avoués établis près d'eux. Au contraire, le notaire de campagne appelé à diriger des affaires peut-être moins importantes mais souvent aussi complexes se sent bien plus isolé et la plupart du temps il ne devra compter que sur son savoir; en lui seul il devra réunir toutes les connaissances que son confrère de la ville peut puiser, outre sa science personnelle,

et dans sa bibliothèque, et chez les nombreux avocats ou magistrats qu'il a coutume de fréquenter. Dans sa thèse de doctorat, M. Guihaire¹ a exprimé ces idées en termes fort heureux; il a su montrer le rôle important que jouait le notaire de campagne et la nécessité pour lui de posséder une solide instruction : « La classe très nombreuse et très intéressante des paysans, des ouvriers et des petits propriétaires ont en lui un conseiller naturel, un confident attitré et il est indispensable que la confiance parfois touchante qu'ils lui témoignent ne puisse jamais être trompée. La distance qui sépare le chef-lieu de canton du chef-lieu d'arrondissement ou de département est souvent longue. Ces braves gens aiment peu d'ailleurs les figures nouvelles et craignent fréquemment de s'adresser aux messieurs de la ville : leur notaire est pour eux l'*alpha* et l'*omega* de toutes choses. Nous savons maintes personnes qui considèrent leur curé, leur médecin et leur notaire comme une trinité sacro-sainte en dehors de laquelle il semble que rien n'existe. Elles se reposent sur les uns et les autres avec une égale sécurité et si elles soupçonnaient que le troisième membre du groupe chargé de veiller sur leur âme, leur santé et leur argent est le seul dont on n'exige aucune préparation professionnelle sérieuse, des doutes pourraient germer dans leur esprit sur le degré de confiance qu'il mérite. Il est donc très important que le notaire de campagne réunisse aux qualités de sa fonction la science de l'avocat, aux lumières duquel il ne devra plus être contraint de faire constamment appel. »

C'est précisément de ce notaire qui, ne pouvant compter

1. *De l'organisation du notariat et des principales réformes qu'elle comporte* thèse, Rennes, 1901.

sur l'aide de personne, doit tout savoir, doit être juriconsulte dans toute l'acception du terme que la loi de ventôse exigeait le stage le moins long.

On objectera bien que les affaires délicates compliquées sont rarement portées chez les notaires de campagne, mais pour si rares qu'elles soient ces affaires n'en existent pas moins. En réalité la division des notaires en trois classes n'a pas de raison d'être d'autant plus qu'elle suppose un rapport direct entre l'importance administrative ou judiciaire d'une ville et son importance au point de vue des affaires, or ce rapport n'existe pas toujours. C'est ainsi que maints chefs-lieux de canton sont le centre d'une grande activité agricole, industrielle ou commerciale tandis que certains chefs-lieux d'arrondissement sont de petits bourgs sans fortune et sans vie. On ne peut, en vérité, comparer un chef-lieu de canton du Nord, département riche par excellence, avec tel ou tel chef-lieu d'arrondissement des départements des Basses-Alpes ou des Basses-Pyrénées. On rencontre des différences non moins grandes entre certaines villes sièges de cour d'appel et d'autres villes sièges d'un tribunal de première instance voire même d'un simple tribunal de paix. La division des notaires en trois classes ne peut donc pas correspondre à la nature des choses. Pour ne citer qu'un exemple, les notaires de Roubaix, grand centre industriel de 170.000 habitants appartiennent à la troisième classe tandis que les notaires de Riom (11.000 habitants), petite ville sans grandes ressources du Puy-de-Dôme sont rangés dans la première classe : il n'est pourtant point de comparaison possible entre les officiers de notaire de cette dernière ville avec ceux de Roubaix au point de vue du nombre, de la variété et de l'importance des affaires. Il résultait de l'article 41 qu'un clerc

qui avait travaillé pendant trois ans à Riom pouvait, usant du bénéfice que lui procurait cet article, aspirer à une étude de Roubaix alors qu'un clerc d'une grosse étude de cette dernière ville pour pouvoir acquérir l'une des modestes études de Riom, devait, conformément aux exigences de l'article 40, effectuer huit ans de stage. Il semble que la solution inverse eût été beaucoup plus logique. On pourrait faire la même réflexion sur l'article 38 et dire que sous l'empire de la loi de ventôse un notaire de Roubaix ne pouvait, après une année d'exercice, acquérir une étude de Riom avec dispense de toute justification de stage parce que les notaires de Riom n'appartiennent pas à une classe immédiatement supérieure à celle à laquelle appartiennent leurs confrères de Roubaix mais à une classe de deux degrés plus élevée.

Fort critiquable aussi était la disposition de l'article 42 qui permettait au Gouvernement d'investir des fonctions notariales un fonctionnaire quelconque sans que ce dernier justifiât de l'accomplissement d'aucun stage. Ce texte unanimement désapprouvé ne pouvait se justifier, ainsi que nous l'avons vu, que par son caractère transitoire. La qualité de fonctionnaire ne pouvait donner en elle-même aucune compétence, à celui qui en était revêtu, en matière de science notariale. Reconnaissons toutefois que le retour au système du droit de présentation consacré par la loi du 28 avril 1816 rendait la disposition de l'article 42 beaucoup moins dangereuse. Néanmoins, le Gouvernement jugeant en dernier ressort sur le point de savoir si les fonctions invoquées pour motiver la dispense, rentraient dans l'énumération de l'article 42, n'avait pas tardé à en étendre la portée. Ainsi durant le premier tiers du XIX^e siècle la Chancellerie avait refusé la dispense de stage à des secrétaires de

mairie (déc. min. 1838), des conseillers municipaux (déc. juin 1831, avril 1836), des surnuméraires de l'Enregistrement (déc. juin 1835); mais après cette période, on a dû malheureusement constater que les décisions ministérielles s'écartaient « de la prudence et de la sagesse » que conseillait Réal, en élevant à la dignité de notaire, sans la garantie si indispensable du stage, des conseillers municipaux (déc.-30 juin 1855), des secrétaires de mairie (déc. mars 1856, mars 1868), des membres de conseil de fabrique (déc.-mars 1869), des instituteurs primaires (déc. 13 mars 1845, 25 septembre 1878), des surnuméraires de l'Enregistrement (déc. janvier 1857), des membres de l'Assemblée Constituante (déc. 1852, affaire Rouillé), des receveurs des hospices (juillet 1832), des commissaires de la marine (déc. 7 mai 1868), des commis-greffiers (1848 et 1852, affaire Evère et Thulhier), des employés au ministère de la Justice (décision de 1843 affaire Salaman). On a donc largement abusé de la faveur que donnait une disposition qui ne devait être que transitoire, faveur injustifiable même à l'égard de ceux qui invoquaient l'exercice de fonctions judiciaires, car ces derniers malgré leur habitude à trancher les difficultés juridiques, malgré leur instruction, ne pouvaient prétendre connaître la pratique notariale à laquelle pour faire un bon notaire il est nécessaire d'être rompu. Quelles qu'aient été leurs fonctions antérieures, seul le stage pouvait leur faire acquérir la pratique consommée des affaires.

Nous venons de voir les défauts inhérents au système de réduction et de dispense de stage imaginé par le législateur de l'an XI. Examinons maintenant les reproches qu'on a pu faire contre son mode de constatation.

Ce n'était pas tout que de déterminer la durée du stage

comme l'a fait la loi de ventôse, il fallait de plus en établir des moyens de preuve de manière que le stage fût effectif et sérieux et non un « stage d'amateur », sur ce sujet la loi organique du notariat était muette. L'Ordonnance de 1843 qui vint la compléter établissait un registre du stage tenu par le secrétaire de la Chambre de discipline. Une inscription portée sur ce registre et prise seulement sur le vu de l'acte de naissance et d'un certificat délivré par le notaire dans l'étude duquel travaillait l'aspirant, faisait preuve du stage. Chaque fois que l'aspirant avançait en grade, le nouveau grade était constaté sur le registre. Il suffisait alors à l'aspirant de présenter au secrétaire une simple attestation du notaire. On procédait ainsi en cas d'avancement dans la même étude. Si l'aspirant changeait d'étude dans le même arrondissement, il devait produire deux certificats : l'un était délivré par le notaire qu'il quittait, l'autre par le notaire dans l'étude duquel il entraît; s'il allait travailler dans une étude d'un autre arrondissement il était alors procédé comme pour une première inscription : le candidat devait donc produire son acte de naissance et un certificat indiquant son grade émanant du nouveau patron.

Ces dispositions étaient sans conteste excellentes pour constater le rang qu'occupait le clerc dans l'étude et pour déterminer le nombre d'années pendant lesquelles il avait travaillé. Mais cette constatation ne prouvait en rien que le stage avait été sérieux et efficace. S'il est vrai que le stage a pour but d'apprendre à l'aspirant sa future profession, il n'est pas moins certain que le candidat peut avoir passé dans les études de notaire le temps requis par la loi sans qu'il résulte de cette seule circonstance qu'il en ait profité. Et le stage ne peut être profitable quand il se résu-

me en quelques rares apparitions à l'étude et quelques visites faites au notaire pour lui demander un certificat que les patrons souvent trop complaisants ne refusent pas de délivrer. C'est cette détestable pratique du *stage d'amateur* qui était en honneur au XIX^e siècle sans toutefois arriver au même point qu'en Belgique où le stage n'était devenu qu'une pure formalité ainsi que le constatait M. Raepset à la Chambre des Représentants (séance du 10 novembre 1889) : « Le temps est loin, disait-il, où le stage notarial avait de la valeur ; de l'aveu de tous, il est aujourd'hui devenu illusoire, et la confiance du législateur de l'an XI est singulièrement trompée. » En France à la même époque, le ministre de la justice, Thévenet, s'insurgeait contre le stage d'amateur et les certificats de complaisance dans une circulaire ministérielle en date du 1^{er} mars 1890 : « Mon département a pu constater plusieurs fois que des officiers publics ne craignaient pas de signer des certificats de pure complaisance. Je suis décidé à réprimer sévèrement de pareils abus qui ont pour conséquence, non seulement d'induire l'administration en erreur, mais aussi d'ouvrir à des candidats incapables l'accès de la corporation. »

Aussi certaines compagnies de notaires avaient-elles cherché à atténuer les inconvénients de ce stage non contrôlé en décidant que l'inscription de premier clerc ne pourrait être accordée qu'après un examen passé devant la Chambre de discipline. Dans son ouvrage *Du notariat et des offices*, publié en 1858, Jeannest Saint Hilaire à la suite d'une demande présentée au Garde des Sceaux par le comité central des notaires des départements, montrait les avantages de cet examen : « les clercs, trouveraient, dans cet examen, l'objet d'une vive émulation au travail ; le diplôme, ainsi obtenu, constituerait, au profit de l'hom-

me laborieux, un droit exclusif et précieux, les registres de stage seraient purgés des inscriptions fâcheuses que facilitent quelquefois de coupables complaisances ou même de honteux marchés entre clercs; les Chambres de discipline elles-mêmes puiseraient dans ce moyen un élément salubre d'activité. » Cette excellente mesure qui en quelque sorte apportait au stage la sanction qui lui manquait avait été introduite dans les règlements de plusieurs Chambres de notaires, parmi celles-ci nous mentionnerons les Chambres de Châteaudun, Chaumont, Dijon, Toul et Verdun. La Chancellerie avait encouragé vivement les autres Chambres à suivre cet exemple et dans la circulaire du 21 février 1891 le ministre de la Justice avait soumis aux Chambres de discipline un modèle de règlement qui entre autres recommandations, incitait à ne confier le grade et l'inscription de premier clerc qu'aux aspirants qui justifieraient « avoir subi un examen théorique et pratique constatant qu'ils sont aptes à remplir ces fonctions ».

Malheureusement la pratique de cet examen n'était que recommandée, elle n'était pas obligatoire et bien peu de Chambres en usaient. Le clerc qui ne voulait pas travailler avait donc la ressource de se faire inscrire chez un notaire complaisant dans un arrondissement où aucun examen n'était demandé pour l'inscription de premier clerc.

§ 2. *Critique des dispositions relatives au certificat de capacité et de moralité.*

Nous avons vu que ce certificat était délivré à la suite d'une double enquête (le mot enquête étant pris ici dans son sens large) : la première était faite sur la moralité du candidat, la seconde qui la plupart du temps consistait

en un examen devait renseigner sur la capacité du futur notaire.

L'enquête faite par la Chambre de discipline sur la moralité et dont la pratique est encore en vigueur de nos jours gagnerait beaucoup à être corroborée par une enquête parallèle faite par le parquet. Ces deux enquêtes puisant leurs données à des sources différentes donneraient sans doute des résultats fort précis. Néanmoins, malgré cette insuffisance, le système a, dans l'ensemble, donné des résultats satisfaisants et beaucoup de Chambres se sont montrées sévères sur les conditions de moralité, en se faisant un point d'honneur de refuser l'admission à quiconque n'avait point une conduite en rapport avec les nobles et honorables traditions du corps notarial.

Plus grave est la critique qu'on pouvait adresser au mode de constatation de la capacité. Certes le certificat serait une bonne mesure s'il apportait une preuve convaincante de la capacité du candidat. Nous savons que les compagnies étaient dans l'usage, au moment de délivrer le certificat, de faire subir au candidat une épreuve orale afin de s'assurer de son aptitude professionnelle. C'était en vérité le meilleur procédé d'investigation que la Chambre pouvait se mettre entre les mains. Malheureusement la plupart du temps cet examen se réduisait à une formalité peu sérieuse. D'ailleurs nous avons fait remarquer qu'il n'était pas obligatoire et la Chambre de discipline pouvait se dispenser de le faire subir si elle était assurée d'un autre côté de la capacité du candidat. Certaines Chambres, assez rares toutefois, se rapportant au discernement du notaire démissionnaire, intéressé plus que tout autre à se donner un successeur instruit, ne faisaient passer aucun examen et cette négligence donnait parfois accès aux fonctions notariales

à des individus qui n'étaient en réalité que de vulgaires agents d'affaires, « ordinaires et tristes héros des défaillances lamentables qui ont désolé la corporation ».

L'examen, dans les cas où il était subi, n'était, disions-nous, qu'une vaine forme. Il ne pouvait être sérieux pour deux raisons : c'est que d'abord il était subi après le traité dans l'arrondissement où se trouvait l'office à pourvoir et qu'en second lieu le jury était composé des futurs confrères du candidat. L'examen étant passé après le traité et devant les collègues du cédant, ceux-ci n'osaient point rompre ce traité pour une simple question de capacité car cette mesure eût été de nature à causer un grave préjudice au notaire démissionnaire. Qui plus est, un défaut de capacité du postulant ne pouvait que profiter aux examinateurs, ceux-ci devant être les futurs confrères de celui-là. Ils étaient ainsi poussés à l'indulgence et par le désir de ne pas nuire à un homme avec lequel ils avaient toujours entretenu sans doute les plus cordiales relations, et par leur propre intérêt. Et dans tout ceci il ne faudrait avoir garde d'oublier le rôle que jouaient les recommandations pressantes et d'autant plus fréquentes qu'elles se donnaient carrière dans un chef-lieu d'arrondissement, dans une petite ville où tous se connaissaient.

Admettons même que cet examen eût pu être sérieux. En résulte-t-il qu'il eût pu donner des résultats précis ? Nous ne le pensons pas car la pratique qui seule l'avait réglementé, se contentait d'une épreuve orale. Or en cette matière, seul l'examen écrit peut être efficace, le notaire est avant tout un rédacteur d'actes et ce n'est qu'en soumettant le postulant à la confection d'un acte qu'on peut se rendre compte de sa capacité professionnelle. De toute façon le système des interrogations orales est d'une valeur

très contestable. Il aboutit pratiquement à une injustice en favorisant le candidat de peu de mérite mais doué d'une belle assurance et souvent même d'un aplomb exagéré, par rapport à son camarade laborieux et savant mais plus modeste et bien souvent timide.

Nous venons de voir quelles garanties d'instruction pratique la loi de ventôse exigeait des futurs notaires : un stage plus ou moins effectif parce que mal constaté et un certificat de capacité et de moralité délivré à la suite d'un examen dérisoire. Sous l'Ancien Droit, il est vrai, on n'exigeait guère aussi des aspirants au notariat que des conditions de stage, mais comme on l'a dit : « Les charges, se transmettaient alors le plus souvent dans les familles de génération en génération¹, et les pères formaient les enfants qui devaient leur succéder tout à fait à leur image, par les exemples, les impressions de tous les jours, les traditions vivantes qu'ils leur transmettaient sans effort. Tout est changé maintenant et le fils succède trop rarement à son père. L'école du notaire n'est plus l'école pratique des aspirants au notariat, école vraiment paternelle où le professeur zélé, amical, enseignait à toute heure, à toute occasion. Il faut donc remplacer les garanties d'éducation dont on se contentait autrefois par des garanties de capacité et de science juridique². » Nous pourrions ajouter qu'au temps des Basoches, c'est-à-dire des corporations de clercs, le stage exigeait une instruction professionnelle donnée au sein même de la corporation, instruction double

1. En 1886, il a été vendu à Amboise une étude de notaire, qui présentait cette particularité sans doute unique, que depuis 396 ans, elle eut comme titulaire de père en fils une personne du même nom. Dans les archives de cette étude se trouvent comme pièces curieuses : le contrat de mariage de Charles VIII, le testament de Léonard de Vinci et la déclaration de cens du bailliage d'Amboise.

2. Douarche, *Revue politique et parlementaire*, n° d'avril 1895, p. 77.

en ce sens qu'elle avait les exercices de la Basoche comme démonstrations théoriques, et la besogne de l'étude, accompagnée d'autres exercices corporatifs, comme appoint pratique.

Sous l'empire de la loi de ventôse, le stage ne s'appuyait que sur un fait matériel : la présence du clerc à l'étude; cette loi était muette sur la question de l'enseignement théorique; ce n'est pas que ses rédacteurs n'en aient pas senti la nécessité, le conseiller Réal ne disait-il pas : « Sans doute qu'à la probabilité imposante que procure ce stage on ajoutera d'autres garanties d'instruction, lorsque les écoles de droit seront rétablies, et qu'on exigera surtout du candidat qui se destinera aux places de première classe quelques-unes des preuves d'études et de savoir qui seront demandées à ceux qui devront remplir les autres fonctions judiciaires ». Or les écoles de droit ont été réorganisées par la loi du 22 ventôse an XII. Cette loi tout en conférant le titre de *licencié*, sans formalité, à tous les magistrats en fonctions et à tous les hommes de loi ou défenseurs officiels exerçant leur profession depuis trois ans, déclare simplement qu'à dater du 1^{er} vendémiaire an XII nul ne pourrait être magistrat ou avocat, s'il ne représentait un diplôme de *licencié en droit*. En ce qui concerne les avoués on prescrivit un examen de droit spécial pour vérifier leur capacité. Quant aux notaires, il n'en fut même pas question : ils étaient oubliés.

Rien n'a donc été fait pour donner au candidat notaire l'instruction juridique qui lui était si nécessaire. Si dans beaucoup de professions on attribue aux diplômes une importance exagérée, il n'en est pas ainsi dans le notariat, même encore de nos jours. C'est à tel point qu'Amiaud a pu dire que « le plus modeste fonctionnaire des contributions

directes, un contrôleur, un receveur d'enregistrement et, dans d'autres conditions sociales, un avoué, un médecin un pharmacien, doivent justifier du diplôme de bachelier ou de grades scientifiques et subir en outre l'épreuve d'examens ou de concours professionnels, et le notaire, dont les fonctions ne sont pas moins importantes, puisqu'il tient entre ses mains les intérêts de tous les citoyens de l'Etat, qu'il est chargé de l'application des lois, n'a même pas besoin de produire un certificat de grammaire ». Etudes juridiques, études classiques : rien de tout cela n'était nécessaire pour accéder à une profession qui réclame en même temps qu'une science professionnelle sans limites une connaissance approfondie du droit et aussi un bon appoint de culture générale.

Le stage, fût-il accompli de la manière la plus consciencieuse, ne peut suffire au notaire pour lui permettre de se mouvoir à travers le labyrinthe des lois et des décisions de jurisprudence. Un fil conducteur doit le guider : ce fil conducteur c'est une instruction juridique de premier ordre. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que c'est l'instruction qui fait le plus défaut aux ouvriers et pour réclamer la création d'écoles officielles où se formeraient des apprentis : « Comment serait-il moins utile pour nous, disait jadis M. Duplessis, directeur de l'Ecole de Notariat de Rennes, de faire des études théoriques avant de manier les dossiers, d'organiser et de traiter les affaires si complexes et si difficiles qui nous sont confiées, chose qui demande un bagage scientifique plus volumineux et un esprit plus affiné que le travail des métaux et du bois ? »

Nous n'insisterons pas plus longtemps ici sur ces questions car nous serons obligé de revenir sur elles lorsque nous critiquerons la loi du 12 août 1902. Cette dernière loi, en effet, n'a pas comblé la lacune de la loi de ventôse.

CHAPITRE VI

LES RESULTATS DE LA LOI DE VENTOSE AN XI

Mauvaise organisation de l'enseignement pratique, manque total d'enseignement théorique : tels étaient, en résumé, les vices capitaux du système de recrutement adopté par la loi de ventôse. Comme il est permis de le penser, les résultats ne devaient pas être brillants. Par suite de l'insuffisance des garanties de capacité et de moralité la carrière notariale se trouvait ouverte à tous. De là l'intrusion de gens incapables et de moralité douteuse qui devait être l'une des causes de ce qu'on a appelé avec une certaine exagération la crise du notariat¹. Nous disons une des causes car ce n'était pas la seule et il fallait y ajouter en particulier des causes d'ordre économique (crise agricole, développement de la fortune mobilière, spéculation), des causes d'ordre social (développement de l'instruction, multiplicité des agents d'affaires et des actes sous seings privés) et d'autres causes spéciales au notariat (trop grand nombre d'études, prix exagéré de celles-ci, responsabilité excessive des notaires, défaut de comptabilité et de tarif).

Les fonctions de notaire étaient donc quelquefois exer-

1. En effet, pendant le dernier tiers du xix^e siècle sévissait une crise se manifestant par une diminution croissante des actes notariés, par une augmentation sensible des déconfitures des notaires et par une progression des procès en responsabilité.

cées par des gens incapables. Sans doute ce n'était là qu'une exception : la plupart du temps les aspirants à ces fonctions avaient à cœur de s'y bien préparer en accomplissant un stage sérieux ; d'un autre côté il faut constater que rares étaient les notaires qui consentaient à délivrer des certificats de complaisance, ils se rendaient fort bien compte que cette détestable pratique ne pouvait qu'abaisser le niveau moral de leur corporation et préparer la décadence d'une institution déjà fort discréditée. Mais en lisant le livre du notaire Jules Rouxel¹, on ne pouvait plus être porté à l'optimisme. Cet auteur en effet montrait par des exemples concrets l'insuffisance des garanties de capacité pour assurer un bon recrutement du notariat et ses déplorable résultats. Il faisait voir que le notariat souffrait réellement d'un mal qu'il fallait découvrir au grand jour pour lui appliquer les remèdes appropriés plutôt que de le laisser s'aggraver dans l'ombre sans remède possible. Et pour montrer à quelles personnes la carrière notariale se trouvait ouverte, Jules Rouxel, sans autre commentaire citait une lettre adressée par un notaire, titulaire d'un office de troisième classe, à un de ses clients. Voici ce document :

« A M. de la B., commandant d'artillerie.

Monsieur,

« Le sept février dernier, vous m'avez répondu au nom, de Mad. A... D...; vous m'adressez quelques reproches qui, s'ils n'avaient pas eu leur raison d'être, Monsieur, j'aurais adressé à une dame, jamais ! Je n'ai pas l'honneur de connaître Mad. D..., et je la verrai, je lui donnerai des raisons que je crois elle acceptera, les choses étant vrai, et l'opinion que Mad. D... peut avoir de moi en ce moment change-

1. J. Rouxel, *La crise notariale*.

rai et la meilleure preuve c'est que le notaire, n'ayant pas les affaires d'une famille et attendant près de deux ans pour se faire payer les déboursés et honoraires d'une acte est aussi convenable que l'on puisse être, surtout après avoir écrit plusieurs lettres d'invitation.

« Depuis ce temps, Madame est venue à... mon confrère lui a remis ma note et je n'ai plus entendu parler de rien, je serais content, Monsieur, de savoir ce que l'on désire faire.

« En attendant une réponse que j'espère recevoir dans la huitaine,

« Veuillez agréer, etc... »

Ce n'est pas là le seul exemple d'invraisemblable ignorance cité par Rouxel : un notaire aurait écrit *primo, deusio, troisio*; il mentionnait également le cas de ce notaire qui avait prononcé le divorce entre deux époux qui lui avaient fait part de l'impossibilité pour eux de continuer la vie commune par suite d'incompatibilité d'humeur, de cet autre qui refusait au mineur de 21 ans âgé de plus de 16 ans tout pouvoir de tester et de cet autre enfin qui réunissait en son étude un conseil de famille auquel il faisait prendre une délibération autorisant une vente de biens de mineurs et le commettant pour y procéder.

Dans son ouvrage *Origines judiciaires*, Amédée de Bast nous cite un autre exemple qui bien que plus ancien n'en est pas moins significatif : un jeune notaire du Hainaut qui, ayant repris l'étude de son père, sans succéder à sa capacité, se trouva fort embarrassé, à l'occasion du premier contrat de mariage qu'il eut à faire. Ayant vainement cherché un modèle dans les papiers de l'étude, il prit pour guide un bail, et fit le contrat de mariage pour trois, six ou neuf

années, au choix des parties. S'il stipula, ajoute malicieusement de Bast, que le preneur devait soigner l'objet loué en bon père de famille, il ne put évidemment lui imposer la charge de le rendre dans l'état où il le prenait.

Ces défaillances malgré leur caractère exceptionnel suffisaient à faire déconsidérer l'institution du notariat et à lui faire perdre son ancien prestige. L'accès du notariat était ouvert, disait Amiaud, « à toutes les médiocrités, à tous les fruits secs qui sont allés échouer au baccalauréat ». Sans vouloir dire que les notaires étaient tous aussi ignares que ceux dont Rouxel relatait les exploits, il est certain que beaucoup d'entre eux faute d'une instruction générale suffisante ne pouvaient être en mesure d'exercer des fonctions aussi délicates que les leurs. Rien d'étonnant alors à ce que ces notaires n'aient pu se mettre à l'abri des entraînements et des tentations qui pouvaient les assaillir à tout moment, l'instruction n'étant-elle pas en vérité la meilleure garantie de moralité.

De ce que la carrière du notariat était ouverte à tous venants sans distinction ni exception, on peut tirer une autre conséquence : c'est que les demandes d'offices ont pu augmenter hors de toutes proportions et que les prix se sont trouvés portés à un taux exagéré. De sorte que, comme le remarquait le baron Monnier, dès le début de l'exercice de leur profession, les malheureux notaires se trouvaient écrasés par les exigences de la dette qu'ils avaient contractée, et il était rare que ces derniers pussent tenir leurs engagements. « Souvent des charges de campagnes sont achetées par des individus qui ne peuvent les payer que sur les bénéfices des années subséquentes. Comme il est impossible que les actes qu'ils passent puissent les mettre à même de remplir leurs engagements, ils oublient les devoirs de cette

sorte de magistrature de confiance dont ils sont investis. Ils appellent à eux par l'appât de plus forts intérêts autant de fonds qu'ils peuvent... Il n'y a personne qui ne puisse citer des exemples aussi déplorables de notaires qui, après avoir ramassé les épargnes économisées auprès d'eux ont fini par une banqueroute frauduleuse qui a entraîné dans la misère des familles estimables qui n'avaient eu que le tort de se confier à eux¹. » « Les titulaires pour obtenir l'intérêt du capital qu'ils ont déboursé, disait Béranger dans un rapport à l'Académie des sciences morales et politiques², en empruntant le plus souvent, et tout à la fois pour avoir les moyens de faire subsister leur famille, se trouvent dans la nécessité ou d'élever les salaires outre mesure, ou, ce que font particulièrement certains notaires de province, de se livrer à diverses spéculations, telles que les opérations de commerce ou de banque, que la loi leur interdit expressément de faire, tant par eux-mêmes que par personnes interposées. » Mais en définitive pourquoi le prix d'achat était-il si élevé? Parce qu'il y avait trop d'acheteurs. Et pourquoi ceux-ci étaient-ils en si grand nombre? Parce que l'étude était une marchandise que n'importe qui pouvait acheter, même celui qui était incapable de la gérer.

Le résultat final de cette situation fut tel que peu à peu on en arriva à ne plus compter les officiers ministériels qui prenaient la fuite, se suicidaient, comparaissaient devant les tribunaux, laissant des déficits considérables et ruinant les malheureux clients qui leur avaient confié leurs fonds.

Certains chroniqueurs ont parlé de cette crise avec l'esprit gaulois, riant de tout, exemple l'entrefilet suivant

1. Baron Monnier, Discours à la Chambre des Pairs, *Moniteur officiel* du 27 février 1838.

2. Béranger, *De la répression pénale, de ses formes et de ses effets*, 1855, 2 vol.

d'Aurélien Scholl, paru dans le journal *Le Matin* (numéro du 28 juillet 1888) :

« *Sur la plage*;

« Les promeneurs observent un hardi nageur, dont la tête apparaît comme un point noir à l'horizon et qui continue à gagner le large.

« Quel est cet homme, se demande-t-on?

« Un Parisien flegmatique répond, en tournant la vis de ses jumelles : Cela ne peut être qu'un notaire qui passe à l'étranger. »

Dans un article de la *Revue des Deux Mondes*¹, M. Baude constatait avec amertume, que les dépositaires naturels, pour ne pas dire obligés, de la fortune et de l'honneur des familles, formaient la classe qui jetait proportionnellement le plus d'habitants aux maisons de réclusion et aux bagnes. Et Béranger que nous venons de citer, disait en commentant les statistiques annuelles de la justice criminelle : « Il est des professions également libérales qui, tenant de l'autorité le droit d'être exercées, devraient par cela même se montrer jalouses d'échapper au blâme et à la honte. Parmi elles, nous voudrions taire le nom de celle qui, dépositaire du secret des familles, est plus intéressée qu'une autre à se rendre digne par sa moralité et son désintéressement de la confiance publique : nous entendons parler du notariat... sur 9765 fonctionnaires de cet ordre 18 à 20 en moyenne sont, chaque année, traduits devant les Cours d'assises pour des faits de charge, ayant le caractère de crimes; il y en a eu 22 en 1852 et le même nombre en 1853. Un procès, dernièrement jugé par la Cour de cassation, a révélé ce fait qu'à la même époque, sur quatorze titulaires

1. Numéro du 15 septembre 1855.

qui composent le notariat de l'une de nos grandes villes, un avait été traduit devant la Cour d'assises, trois avaient pris la fuite et un cinquième avait été condamné à la destitution. Ainsi le notariat, chez lequel la plus rigoureuse moralité est une condition d'existence, compte un accusé sur environ 450 titulaires, tandis que la Ville de Paris, où tant d'éléments de désordre moral se trouvent réunis, n'en compte qu'un par 1.443 habitants. Mais ce n'est malheureusement pas tout; outre les 18, 20 et même 22 notaires traduits, chaque année, devant les Cours d'assises, des mesures disciplinaires sont encore annuellement exercées contre 125 à 130 de ces officiers ministériels, et un certain nombre d'autres se voient contraints de vendre leurs offices pour éviter les poursuites dont ils sont menacés. »

Béranger écrivait ces lignes en 1855, mais passé cette date le mal n'avait fait qu'empirer et pour protéger la fortune des particuliers trop souvent compromise, aussi bien que pour rendre au notariat la considération qu'il était menacé de perdre, la nécessité d'une réforme sérieuse s'imposait comme un devoir de plus en plus impérieux.

CHAPITRE VII

LES REFORMES RECLAMEES EN CE QUI CONCERNE LES CONDITIONS D'ACCESSION AUX FONCTIONS NOTARIALES.

De tous côtés des réformes étaient réclamées. En 1876, le Garde des Sceaux Dufaure, dans une circulaire célèbre, jetait le cri d'alarme et confirmait toutes les appréhensions que le public pouvait concevoir au sujet de la crise notariale : « Cette vieille et nécessaire institution, écrivait-il, si respectée et si digne de l'être dans la plupart de ses représentants, finirait par être menacée, non seulement dans sa réputation, mais encore dans l'exercice de ses privilèges, si nous ne nous efforcions, avec l'aide des Chambres de discipline, d'arrêter le mal partout où il se révèle. »

En ce qui concerne les Chambres de discipline, leur action semble ne s'être exercée ni avec assez de vigilance, ni avec assez d'énergie, pour cette raison nous n'en parlerons pas.

On ne pouvait adresser le même reproche aux publicistes et aux parlementaires : les uns et les autres se rendant compte que la situation du notariat était devenue intolérable avaient réclamé et proposé des réformes. Tous étaient d'accord pour demander une modification des articles 36 à 44 de la loi de ventôse.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections : la première sera consacrée à l'étude des réformes proposées par

les publicistes du notariat; dans la seconde nous étudierons les réformes proposées par l'initiative parlementaire.

Section I. — Les réformes proposées par les publicistes du notariat.

La question du notariat avait vivement préoccupé les publicistes, et surtout depuis 1884, ils lui avaient consacré de nombreux articles dans les journaux et les revues. Quant aux brochures et aux livres publiés sur la crise notariale, le nombre en était incalculable. Parmi les plus remarquables citons : les *Etudes sur le Notariat français* d'Albert Amiaud, chef de bureau des offices ministériels au ministère de la Justice, ouvrage paru en 1879, la *Réforme du Notariat*, par de Saint-Pol, notaire à Nice (1889), l'*Etude sur une réorganisation du Notariat en France*, par Hurson (1894), la *Crise Notariale* par Jules Rouxel (1894).

Ajoutons que la magistrature elle-même s'était émue également et que chaque année aux audiences de rentrée, la réforme du notariat et les remèdes à employer pour conjurer la crise qu'il traversait servaient de thèmes aux nouveaux discours. De ces discours le premier en date et aussi peut-être le premier en qualité est celui de M. Tappie prononcé à Chambéry en 1877.

Nous allons étudier ici les demandes de réforme des conditions d'admission dues à l'initiative des publicistes du notariat.

I. Réformes proposées pour l'organisation du stage. —

Peu importants étaient les vœux des innovateurs pour ce qui touchait à la durée du stage. En 1879 Amiaud dans ses *Etudes sur le Notariat français* préconisait un stage uni-

forme pour toutes les classes et réduit à quatre années. Il était d'accord avec tous les auteurs demandant une réduction de stage pour compenser cette réduction de travail par la justification d'études théoriques. De plus en établissant un stage uniforme pour toutes les classes il repoussait du même coup la présomption défendue par le Conseiller d'Etat Réal en vertu de laquelle le stage est d'autant plus fructueux qu'il a été accompli dans une étude d'une classe supérieure.

Avant Amiaud, Gourgeois en 1860 avait déjà réclamé une réduction du stage, il en avait fixé la durée à trois ans réductible à dix-huit mois en faveur des docteurs en droit.

Dans un projet de réforme élaboré par Hug, notaire à Vaubécourt (Meuse), à la suite des décrets de 1890 et adopté par l'assemblée générale des notaires de l'arrondissement de Bar-le-Duc on retrouvait la même idée d'uniformité, mais à la différence de ce que voulait Amiaud, le stage devait durer cinq ans, y compris un an de première cléricature. Ajoutons, à titre de curiosité, que pour M^e Hug la cause du mal dont souffrait le notariat résidait dans la vénalité des offices et l'insuffisance du cautionnement.

II. Réformes proposées pour la constatation de la capacité de l'aspirant. — Nous avons vu que le stage mal constaté et dénué de toute sanction était le plus souvent illusoire. Heureusement certaines Chambres de discipline comprenant la nécessité de remédier à cette situation faisaient subir un examen à tout candidat qui se présentait pour prendre son inscription de premier clerc. En 1885 le Comité des notaires des départements avait publié un règlement en 81 articles modifiant et complétant les prescriptions légales. Ce règlement s'occupait surtout des assem-

blées, des questions de discipline, des devoirs généraux des notaires. Il contenait en plus des dispositions relatives aux trafics d'argent, à la comptabilité, au recouvrement des frais, au stage et aux examens. A ce propos il défendait aux notaires de délivrer des certificats de stage de complaisance (art. 66). Voici ce qu'il prescrivait relativement à l'examen de premier clerc : avant d'obtenir l'inscription de premier clerc, tout aspirant devra subir un examen théorique et pratique devant la Chambre qui n'autorisera l'inscription qu'après enquête sur la moralité (art. 67). Ces sages prescriptions ont inspiré la loi de 1902. Si les notaires avaient compris leur intérêt, ils se seraient alliés à ces mesures et auraient ainsi empêché le législateur de les formuler comme des règles. Malheureusement ce travail n'avait reçu qu'un nombre limité d'adhésions. La grande majorité des Chambres avait fait la sourde oreille, aussi tout le monde était d'accord pour réclamer instamment qu'une loi vint apporter de l'ordre dans cette matière en rendant, en particulier, l'examen de premier clerc obligatoire : « Cette rigueur salutaire, écrivait Amiaud, forcera le clerc à un travail assidu et à des études théoriques qui élèveront le niveau intellectuel et pratique de la corporation. » Dans un projet de réforme présenté en 1899 par M^e de Saint-Pol, notaire à Nice, l'auteur créait au-dessus des Chambres de discipline une *Chambre supérieure de notaires* ayant même ressort que la Cour d'appel auprès de laquelle elle devait être établie et composée de sept membres pris parmi les anciens notaires ayant au moins dix ans d'exercice honorable. Cette Chambre supérieure dont le rôle principal était de prononcer en appel sur les jugements émis par les Chambres de première instance avait des attributions assez nombreuses et notamment elle devait fixer

le programme des différents examens dont le projet avait senti la nécessité pour l'obtention tant du grade de premier clerc que pour celui de notaire. Ce projet ne pouvait réussir car en créant une Chambre au-dessus des Chambres de discipline il ébranlait toute l'autorité de ces dernières et en faisait un rouage presque inutile, alors que le législateur de l'an XI les avait conçues comme une sorte de tribunal de famille destiné plutôt à aplanir qu'à juger les différends entre les notaires.

L'examen final qui devait sanctionner le stage était dérisoire, ce n'était qu'une vaine formalité et encore n'était-il que facultatif ! Quelles réformes avait-on proposées pour le rendre plus sérieux ?

Le règlement du Comité des notaires des départements de 1885 rendait cet examen obligatoire et même il y ajoutait une épreuve écrite ce qui ne pouvait être qu'une excellente mesure, nous avons vu en effet que l'examen écrit était en matière notariale le meilleur moyen de se rendre compte de la valeur d'un candidat. Tout aspirant à la fonction de notaire, disait l'article 76 du règlement, doit subir devant la Chambre deux examens, l'un écrit, l'autre oral.

Il ne suffisait pas de rendre l'examen obligatoire, il fallait encore en assurer la réglementation. A ce sujet tout le monde était d'accord pour en fixer la date à une époque antérieure au traité. Nous avons vu en effet quels étaient les défauts de la pratique d'alors qui plaçait l'examen après le traité. Comme conséquence nécessaire de ce que l'examen serait antérieur au traité, on demandait que le diplôme décerné au candidat fût valable dans toute la France.

Ce n'était pas encore assez que de déplacer l'époque de l'examen, il fallait réformer la composition du jury. Nous avons vu que ce dernier trop accessible aux recomman-

dations émanées des parents ou amis de l'aspirant était incapable de le juger en toute impartialité. Aussi avait-on demandé que ce jury fût élargi. Certains esprits avaient proposé l'adjonction à celui-ci d'un membre du tribunal. Cet élément étranger au notariat devait assurer par sa présence la régularité et la sévérité de l'examen. Il n'est pas douteux que cette immixtion du magistrat au sein de la Chambre qu'il eût présidée aurait eu pour avantage d'éloigner d'elle toute suspicion d'intérêt, de faiblesse ou de complaisance dans l'admission des candidats, et on peut regretter que la pratique n'ait pas accueilli ces suggestions. D'autres avaient pensé faire entrer dans le jury un professeur de droit, l'idée était séduisante car elle était propre à étendre la compétence de la commission : quoi, en effet, de plus naturel que de faire poser une question de droit par un professeur de Faculté plutôt que par un notaire.

En dernier lieu il fallait changer le lieu où devait siéger le jury et le placer dans un endroit où les juges seraient mieux à l'abri des sollicitations de toutes sortes dont ils étaient ordinairement assaillis. Certains auteurs comme Amiaud avaient pensé au chef-lieu de département, d'autres plus nombreux et parmi eux Hurson¹ désiraient voir siéger la commission d'examen dans les villes sièges de Faculté.

Voilà résumées en quelques lignes les prétentions des différents auteurs en ce qui concerne l'instruction pratique du candidat notaire. On peut constater que ces propositions de réforme n'avaient rien de révolutionnaire. Elles se contentaient de maintenir le *statu quo* et de rendre le système alors appliqué plus efficace en en modifiant les détails

1. V. Hurson, *Etude sur une réorganisation du notariat français*.

d'organisation. Bien peu nombreux étaient les auteurs qui avaient songé à bouleverser l'édifice édifié par la loi de ventôse : « La loi du 25 ventôse, an XI, disait Gourgeois, organise le notariat d'une manière admirable. Aucun des principes fondamentaux que cette loi consacre ne doit donc être détruit; ils peuvent seulement être développés d'une manière plus complète par une loi d'amélioration. » Il y avait cependant d'autres projets plus complets et plus radicaux et parmi eux nous en trouvons deux qui émanaient de notaires. C'étaient les projets déjà mentionnés de MM. les notaires de Saint-Pol et Hug. Le projet Hug abolissait la vénalité des offices et ce faisant l'auteur avait pensé qu'il élargissait considérablement le champ du notariat. Tout le monde dès lors pourrait remplir les fonctions de notaire alors qu'actuellement elles sont réservées à une minorité disposant de moyens suffisants pour cet exercice. Le recrutement se ferait donc au moyen d'un concours passé devant une commission nommée par le gouvernement, après études techniques et un stage de cinq ans. L'avancement se ferait au choix et à l'ancienneté. Certes le concours est un moyen beaucoup plus démocratique et peut-être plus juste que l'examen, mais en pure théorie. Nous n'en ferons pas ici la critique, il nous suffit en effet de rappeler les enseignements de l'histoire et les résultats du décret-loi de 1791. L'expérience fut telle que nous ne devons pas souhaiter d'en voir le rétablissement.

III. Réformes proposées en vue de développer l'instruction théorique du candidat notaire. — Nous savons qu'une science professionnelle douteuse pouvait constituer tout le bagage du notaire ; nulle nécessité pour lui d'avoir fait des études juridiques, nul besoin même d'avoir fait des études

classiques ! A ce sujet le notariat français se trouvait dans un état d'humiliante infériorité à l'égard des étrangers. En Belgique, en Hollande, en Italie, en Espagne, en Alsace-Lorraine, dans tous les Etats de l'Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Bulgarie, au Canada, on exigeait des candidats au notariat la justification d'études classiques ou juridiques très sérieuses; et on contrôlait par des examens le résultat de ces études théoriques.

En France tous les auteurs s'entendaient pour rompre avec cette facilité déplorable qui permettait l'accès du notariat à des incapables, porteurs de simples *attestavit de stage* délivrés par le vendeur de l'office ou par un ami complaisant. On aurait voulu que le notaire possédât une culture intellectuelle au moins égale à celle exigée des candidats aux fonctions de l'Etat. « Il est urgent dans une nation où l'instruction est répandue à flots, disait M. Douarche¹, de fortifier le rôle social du notaire, afin de l'opposer comme une barrière, contre les entreprises mal-faisantes des agents d'affaires et des faux savants qui exploitent les ouvriers, les paysans et les petits propriétaires. »

Mais si tout le monde était d'accord sur l'utilité d'une instruction théorique pour former le futur notaire, on s'entendait moins bien sur le degré à exiger de cette instruction. Les uns voulaient simplement que le notaire justifiât d'études classiques; les autres allaient plus loin et réclamaient de lui soit l'un des diplômes délivrés par les Facultés de droit, soit le certificat délivré par les Écoles de Notariat qui venaient de se fonder.

Les auteurs, et parmi eux Amiaud, qui se contentaient

1. Douarche, *Revue politique et parlementaire*, n° d'avril 1895.

de la justification d'études classiques savaient bien que ces études n'étaient pas utiles pour les connaissances qu'elles faisaient acquérir mais plutôt pour la possibilité qu'elles donnaient d'en acquérir. Ils reconnaissaient bien que « quelle qu'ait été l'ardeur au travail du jeune bachelier, quelle qu'ait été sa passion pour le latin, le grec ou la philosophie, il n'en retiendra que peu de chose; mais il aura été mis à même de connaître les principes du bien et du vrai, et les devoirs qui incombent à chacun. » « Il nous semble, disait Rouxel¹, que les humanités arment pour la vie, affinent et polissent l'homme, et que les milieux plus élevés, avec l'atmosphère et l'éducation qu'ils comportent, développent la délicatesse des sentiments et aiguïssent le point d'honneur de façon à préserver de certaines faiblesses et de certaines convoitises. »

D'autres auteurs plus exigeants ne se contentaient pas de la simple garantie de culture intellectuelle que pouvait fournir le baccalauréat, ils demandaient la justification d'études juridiques. Il est certain, en effet, qu'une pratique de six ans ne peut suffire pour montrer au futur notaire les cas infinis qu'il peut se trouver amené à résoudre, seule l'étude des principes peut permettre de résoudre la majorité des questions, et c'est si vrai que tout clerc laborieux pour combler les lacunes de son stage est obligé de consacrer ses moments de loisir à la lecture d'ouvrages de droit. D'autre part c'est rendre le stage plus sérieux et lui assurer une efficacité plus grande que de l'accomplir après s'être muni d'une solide instruction juridique. En effet celui-là qui a passé par le Lycée et l'Université sait travailler avec méthode, de plus il a appris à raisonner. Il est ainsi en

1. Rouxel, *op. cit.*

mesure de se tirer lui-même d'embarras dans les cas difficiles si fréquents dans une profession comme le notariat. Au contraire, celui qui, sans instruction préalable entre dans une étude de notaire semble complètement désespéré et ne sait comment prendre son travail; rarement il trouvera chez les clercs de grade supérieur des camarades complaisants susceptibles de lui fournir des explications, ceux-ci ayant déjà par ailleurs trop d'occupations : « Dans nos études, disait M^e Duplessix, ni le notaire, ni le principal clerc n'ont le temps, ni souvent le goût de se transformer en maîtres d'école et de faire de véritables cours à leurs clercs... C'est une grosse erreur de compter sur le stage pour donner aux praticiens dès leurs débuts, une instruction pratique, rapide, savante et complète¹. » Et M. le notaire Estrangin faisait des réflexions semblables : « Les derniers venus, disait-il, apprennent leur métier comme ils peuvent, sans suite et sans méthode, au hasard des affaires qui se présentent et des besoins de la clientèle. S'ils sont intelligents et travailleurs ils s'instruisent eux-mêmes; s'ils sont un peu mous, un peu distraits, ils se laissent vivre, butinant mais n'amassant pas, et ne conservant de ce qu'ils devraient apprendre que les notions qui veulent bien rester dans leur mémoire plutôt que dans leur intelligence². »

Mais quel était donc le diplôme que le candidat aurait pu fournir pour justifier qu'il avait reçu un enseignement juridique? On pouvait songer d'une part aux différents diplômes délivrés par les Facultés de droit et d'autre part aux diplômes de fin d'études délivrés par les Ecoles libres

1. Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1897 du Comité des notaires du ressort de la Cour de Rennes, Discours, p. 13-14.

2. *Revue du notariat*, année 1902, n° 11041, p. 698.

de notariat qui commençaient à fonctionner. Parmi les différents grades conférés par les Facultés de droit, lequel choisir? Certains auteurs, très rares il est vrai, se contentaient du certificat de capacité en droit, certificat exigé de tout candidat à une étude d'avoué. Cette opinion professée par M. Couturier avait été confirmée par un vote de l'Assemblée des notaires de l'arrondissement de Vienne, mais personne autre n'y avait adhéré. En effet le certificat de capacité à cette époque, c'est-à-dire avant sa réorganisation par le décret du 14 février 1905, ne pouvait nullement procurer au futur notaire les connaissances qui lui étaient nécessaires pour l'exercice de sa profession : étaient exclues en effet du programme de droit civil les matières les plus importantes pour le notariat et en particulier toute la partie du Code civil qui traite des régimes matrimoniaux.

Le baccalauréat en droit n'avait pas plus de partisans et cela pour une raison plus évidente encore, c'est qu'il ne comportait pas plus de droit civil que la capacité et que de plus il ne contenait aucune notion de procédure.

Donc aucun de ces deux grades ne pouvait présenter une utilité directe pour l'aspirant notaire. Restaient la *licence* et le *doctorat*. Disons tout de suite au sujet de ce dernier grade que personne n'a jamais pensé l'imposer aux candidats au notariat, il suppose un surcroît d'études incompatible avec la durée déjà longue des études notariales. Au reste ce diplôme n'est exigé pour l'exercice d'aucune carrière judiciaire et il n'y a pas lieu d'être plus exigeant pour celle dont nous nous occupons. C'est donc la *licence* qui comptait le plus de partisans. Exiger la licence de celui qui se destinait au notariat semblait le moyen le plus sûr pour rehausser le niveau intellectuel et moral de cette institution. « Sans doute, disait le président Douarche, ce

diplôme en lui-même n'a qu'une importance relative et n'est pas toujours le signe infaillible d'une science acquise mais il a l'avantage d'impliquer la culture classique et un ensemble de connaissances qui sont indispensables à l'homme public. Les notaires doivent connaître le droit civil tout entier, la procédure, le droit commercial et avoir des notions de droit pénal et de droit administratif. Tout au plus, pourrait-on les dispenser de l'étude du droit, romain, en le remplaçant par l'étude approfondie des lois spéciales au notariat et de la législation fiscale. Dira-t-on que c'est une charge trop lourde que trois années d'études près d'une Faculté de droit? Mais quel est le canton de France qui ne fournisse tous les ans un ou plusieurs étudiants en droit! Beaucoup s'inscrivent au barreau et attendent longtemps une clientèle lente à se former. Ils se feront notaires. Il ne faut pas oublier d'ailleurs, qu'en supprimant les diverses classes de notaires et en diminuant dans de fortes proportions les études rurales, on rend le recrutement plus facile¹. »

La même opinion était professée par Rouxel qui ne voyait point non plus d'autre moyen que l'exigence du diplôme de licencié pour « élever le niveau social et moral des notaires ». D'autres auteurs n'étaient pas si catégoriques et prétendaient concilier tout le monde, tant les partisans de la licence que les partisans de la capacité et du baccalauréat. Ils demandaient que l'on exigeât du notaire de première classe la *licence en droit*, du notaire de deuxième classe le *baccalauréat* et de celui de troisième classe le *certificat de capacité*. Ces auteurs ne furent guère écoutés car leur proposition si elle avait été admise, eut encore

1. *Revue politique et parlementaire*, année 1895.

accentué la distinction des notaires en trois classes devenue injustifiable à la fin du XIX^e siècle.

Mais les auteurs qui, dans le monde notarial, avaient le plus de succès étaient ceux, les plus nombreux d'ailleurs, qui reconnaissaient la nécessité d'un enseignement spécial adapté aux seuls besoins du notariat. Les notaires, par une initiative louable, avaient organisé eux-mêmes certaines écoles libres de notariat dans les grandes villes : Bordeaux, Toulouse, Marseille, Paris, Angers, Rennes et Rouen. On eût donc pu rendre obligatoire le diplôme délivré par ces écoles après que celles-ci auraient été reconnues par le Gouvernement. Il y avait d'ailleurs une autre façon de concevoir l'enseignement spécial au notariat sans instituer d'écoles spéciales, c'était de créer dans les Facultés de droit des chaires spéciales d'enseignement notarial, des cours de droit fiscal et de droit notarial que les aspirants au notariat auraient été tenus de suivre.

Nous n'insistons pas davantage sur ces questions étant donné que nous aurons l'occasion de les retrouver dans la partie critique de ce travail. C'est à cette place que nous nous proposons de traiter à fond le problème toujours actuel de l'enseignement notarial.

Section II. — Les réformes proposées par l'initiative parlementaire

L'analyse des diverses propositions toutes issues de l'initiative des députés est des plus instructives, elle nous montre en effet à quel point la crise du notariat s'imposait à l'attention publique. Nous savons que le législateur de l'an XI avait lui-même reconnu l'insuffisance du stage pour former un notaire et qu'il attendait la réorganisation

des Facultés de droit pour établir d'autres garanties de capacité. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que plus tard les parlementaires cherchassent à compléter l'œuvre de leurs prédécesseurs. En 1831 les Chambres recevaient une pétition reconnaissant l'opportunité d'études juridiques; en 1838, Tesnières déposait à la Chambre des députés un rapport, demandant la création de chaires de notariat dans les Facultés de droit, où il disait notamment après avoir critiqué les garanties de capacité : » Ce n'est point dans une étude de campagne ou même de ville que le jeune homme qui se destine au notariat pourra puiser les connaissances qui lui sont utiles à ce point de vue. Il y pourra devenir ce qu'on appelle un praticien, mais cette qualité ne saurait plus suffire. » En 1842 un nouveau rapport dans le même sens était déposé par le même auteur qui déclarait que c'était dans les études juridiques « qu'il fallait chercher les garanties réclamées par les familles et par la société toute entière ». Malheureusement ces pétitions et rapports n'étaient pas parvenus au delà de la prise en considération. Il devait en être de même des propositions de loi qui furent déposées plus tard.

C'est d'abord la proposition du député de la Berge présentée à la séance de la Chambre du 5 décembre 1888. Il demandait que pour parer aux dangers du mauvais recrutement du notariat, on imposât, outre la satisfaction à un examen professionnel passé devant une commission spéciale, le diplôme de *licencié en droit* à tout candidat à un office de première ou de deuxième classe et le diplôme de *gradué en droit* ou de *bachelier ès lettres* à tout candidat à un office de troisième classe. Nous avons déjà critiqué ce système qui consiste à donner au candidat-notaire une instruction d'autant plus élevée que la classe dans laquelle il désire exercer

est plus haute, pour cette raison nous ne pouvons approuver le projet de la Berge.

Une autre proposition avait été déposée à la séance de la Chambre des députés du 13 février 1890 par Messieurs Dumas et Gacon, députés, elle était relative à la nomination des notaires et à l'établissement d'un tarif légal des honoraires en matière de notariat. Son article premier qui seul s'occupait du recrutement ne faisait qu'apporter des modifications à l'article 43 de la loi de ventôse. Cette proposition était donc incomplète. Pour s'en convaincre il suffit de lire les dispositions de cet article premier :

« Article premier. — Modification à l'article 43 de la loi du 25 ventôse an XI :

« L'aspirant au notariat demandera à la Chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer un certificat de moralité et de capacité.

« Le certificat de moralité ne sera délivré par la Chambre qu'après que cette dernière aura fait parvenir à M. le procureur de la République près le tribunal de première instance l'expédition de la délibération qui l'aura accordé.

« Le certificat de capacité ne sera délivré qu'après un examen subi devant le Chambre de discipline, à laquelle seront adjoints : 1^o un juge au tribunal civil désigné annuellement par M. le président ; 2^o M. le procureur de la République ou son substitut ; 3^o un agent de l'administration de l'enregistrement délégué annuellement par M. le directeur du département.

« Lorsque M. le procureur assistera en personne à l'examen, il présidera aux opérations ; lorsqu'il n'y assistera pas lui-même, le comité formé des personnes ci-dessus et de tous les membres de la Chambre des notaires nommera son président.

« Les votes des membres du comité auront lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

« Les épreuves écrites porteront toujours sur des sujets professionnels et seront jointes au dossier du candidat. »

Bien plus intéressante était la proposition présentée par le député Soucaze, notaire honoraire des Hautes-Pyrénées dans la séance du 25 février 1889. Cette proposition très étudiée et qui dénotait chez son auteur une connaissance approfondie du sujet commençait par supprimer la troisième classe des notaires et donnait aux notaires de cette classe le titre et les droits des notaires de seconde classe. C'était un acheminement vers la suppression de la division des notaires en trois classes devenue inutile. Le but poursuivi par l'auteur était d'augmenter ainsi les ressources des notaires de troisième classe et de leur faire, disait-il, « une position telle que l'homme probe et instruit, qui veut se livrer aux longues études qu'exige le notariat, puisse le faire avec l'espoir d'y trouver une honnête existence ».

Dans l'exposé des motifs de sa proposition, M. Soucaze s'attachait avec beaucoup de force aux conditions de capacité à exiger des candidats notaires. Il montrait que, contrairement à l'opinion courante, les faillites qui ont désolé le notariat ne sont pas généralement dues à une pensée coupable de détournement. Dans la plupart des cas, si l'on veut rechercher les causes d'une catastrophe, on trouve le plus souvent un notaire incapable ayant commis une erreur qu'une jurisprudence impitoyable fait retomber sur lui et qu'il veut réparer avant toute poursuite, pour éviter l'éclat d'un procès. On utilise à cet effet les fonds de l'étude, et l'habitude est bientôt prise, sans mauvaise intention d'ailleurs, de faire donner cette suprême réserve dans les dures nécessités. Ce premier pas franchi, le procédé paraît

très pratique, les besoins augmentent, les déficits aussi : enfin arrive l'heure fatale où il faut essayer de trouver ce qu'on doit; on tente alors la fortune d'une spéculation dans laquelle on engloutit tout son patrimoine, tous les fonds en dépôt, et son honneur. Il fallait donc demander au postulant au notariat des garanties sérieuses de savoir et de capacité, qui seraient en même temps pour lui des titres de considération et d'autorité pour l'exercice de sa fonction de conseil des familles et d'arbitre de leurs différends. De plus il fallait que ces garanties de savoir fussent égales pour tous les notaires : « La loi, disait l'auteur, ne se borne pas à présumer une moindre instruction pour les notaires de troisième classe, elle autorise formellement leur infériorité scientifique. Le stage étant le seul critérium de la capacité des candidats, un stage réduit comporte une capacité réduite. Le stage, qui pour une fonction de première ou de deuxième classe doit être de six années dans une étude de même rang, pourra, fait dans la même étude, n'être que de trois ans pour une place de la troisième catégorie. C'est une réduction gratuite de la moitié du savoir professionnel que la loi accorde en ce cas. Et pendant que les notaires résidant au chef-lieu judiciaire ont, pour ainsi dire sous la main les jurisconsultes les plus autorisés dont ils peuvent prendre l'avis dans les circonstances délicates de leur ministère; leurs infortunés confrères, isolés au milieu des populations rurales, privés de tous secours extérieurs sont souvent appelés à résoudre avec leurs seules lumières, sous la pression de cas urgents, les questions les plus obscures du droit et à prendre des responsabilités de conseil et d'action effrayantes pour quiconque n'a pas une instruction approfondie toujours à la hauteur des difficultés. La nécessité d'une instruction égale pour tous n'est plus à démontrer, et

la conséquence de cette égalité de savoir doit être; selon la théorie de M. Réal, une parité de juridiction. »

La loi de ventôse se désintéressait complètement des connaissances théoriques des candidats; le certificat délivré par les Chambres de discipline, suivant la remarque de M. Soucaze, faisait résulter virtuellement la capacité des attestations du stage. Les examens que les Chambres avaient coutume de faire passer étaient trop souvent une simple formalité. On demandait bien la rédaction d'un acte, mais l'auteur faisait remarquer que le candidat s'en tirait toujours s'il avait appris la formule générale des différents actes. Dans la pratique, ces formules sont essentiellement variables selon les cas et le caprice des parties. Il faut que les conventions parfois originales et sans précédent, ne sortent pas des cadres de la loi que le notaire peut ignorer sans danger pour ses clients et pour lui-même. Il faut qu'il puisse se rendre compte de la portée légale des actes auxquels il donne l'authenticité et en expliquer les conséquences aux parties; pour cela, disait Soucaze, il faut que le notaire soit de bonne heure initié aux secrets du droit. L'auteur faisait remarquer que les législateurs étrangers avaient eu au contraire un très grand souci des connaissances théoriques des notaires; et il arrivait à proposer que le titre de notaire ne puisse être conféré qu'à des *licenciés en droit* sans préjudice du stage, lequel devait durer cinq années mais pouvait être réduit à quatre ans au profit de ceux qui avaient exercé pendant une année les fonctions de premier clerc.

Voici d'ailleurs le texte des dispositions relatives à notre sujet :

Proposition de loi de M. Soucaze.

« Article premier. — La loi organique du 25 ventôse an XI est modifiée de la manière suivante :

.....
« Art. 35. — Pour être admis aux fonctions de notaire il faudra :

- « 1^o Jouir de l'exercice des droits de citoyen ;
- « 2^o Avoir satisfait aux lois sur la conscription militaire ;
- « 3^o Etre âgé de 25 ans accomplis ;
- « 4^o Justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants ;

« 5^o Avoir obtenu le diplôme de licencié en droit.

« Art. 36. — Le temps de travail ou stage sera de cinq années entières et non interrompues. Il pourra n'être que de quatre années si, après la troisième, l'aspirant a obtenu et exercé durant une année les fonctions de premier clerc.

« Art. 37. — Le stage ne sera compté à l'aspirant que s'il est accompli dans les études où, dans les cinq années précédant son entrée, il aura été passé une moyenne de six cents actes.

« Les aspirants qui suivent les cours de l'Ecole de droit pourront commencer ou continuer leur stage durant cette période de leur instruction, en travaillant trois heures par jour chez le notaire.

« Art. 43. — L'aspirant demandera à la Chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer le certificat de moralité et de capacité. L'examen qu'il devra subir et qui portera sur l'ensemble des connaissances juridiques et pratiques que doit posséder un notaire, durera au moins une heure. Il sera public et annoncé à l'avance dans les journaux du lieu où il devra se passer.

« Le certificat ne pourra être délivré qu'après que la Chambre aura fait parvenir au commissaire du gouvernement du tribunal de première instance l'expédition de la délibération qui l'aura accordé.

.....
 « Art. 2. — Sont abrogées... les dispositions contraires des anciens articles 36 et 37 ainsi que les articles 38, 39, 40, 41, et 42 de la loi du 25 ventôse an XI précitée.

« Art. 3. — Il sera créé, dans chaque Faculté de droit, un cours de notariat obligatoire pour tous les candidats au grade de licencié. Ce cours comprendra les lois et règlements du notariat, les lois sur l'enregistrement, le timbre, les hypothèques, les mutations de biens, et autres lois financières qui s'y rattachent, la forme des actes, les questions de responsabilité et autres relatives à la profession. »

Malgré les grands mérites de cette proposition qui contenait la plupart des réformes demandées par les auteurs, elle n'était pas à l'abri de toute critique tout au moins quant au détail de ses dispositions.

D'abord en ce qui concerne le stage, le projet avait le mérite d'établir une règle uniforme pour la durée du temps de travail mais, premier défaut, pourquoi rendre facultative l'année de première cléricature qui est de beaucoup la plus utile pour l'instruction du candidat ? Deuxième défaut : pourquoi ne compter à l'aspirant que le temps de stage accompli dans les études faisant une moyenne de 600 actes par an ? Cette disposition en même temps qu'elle compliquait considérablement le mode de constatation du stage, arrivait à rendre le recrutement des clercs impossible dans les études de moindre importance. Au reste, les études où l'on passe annuellement une moyenne de six cents actes étaient et sont encore relativement rares. Troisième défaut :

le stage pouvait être accompli pendant la période où l'aspirant suivait les cours de la Faculté de droit et dans ce cas il n'était astreint qu'à trois heures de présence par jour à l'étude du notaire. A notre avis cette disposition ne pouvait conduire le candidat qu'à sacrifier le stage; pour que ce dernier soit efficace il faut que l'aspirant l'accomplisse en travaillant assidûment comme les autres clercs. De plus nous verrons que la théorie doit précéder la pratique et non lui être concomitante.

En ce qui concerne la constatation de la capacité du candidat, la proposition rendait l'examen professionnel obligatoire, elle en fixait le programme et la durée. Malheureusement il devait se passer après le traité et devant les futurs collègues du candidat et nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette manière de procéder.

Le plus grand mérite de la proposition Soucaze était d'avoir reconnu la nécessité d'une instruction juridique complète, puisqu'elle exigeait la *licence en droit*. D'autre part, en ajoutant aux matières du programme de la licence un cours de droit notarial, elle donnait satisfaction dans une certaine mesure aux partisans d'un enseignement spécial. Par contre elle rendait ce cours obligatoire pour tous les candidats au grade de licencié ce qui aurait obligé les futurs magistrats ou avocats et les futurs fonctionnaires à apprendre une science toute spéciale qui ne leur eût été d'aucune utilité. C'était en somme une mauvaise disposition et on se demande comment l'auteur du projet a pu y penser, il était si facile de faire de cet enseignement notarial un cours à option qui eût été suivi uniquement par les étudiants se destinant à la carrière notariale.

Malgré ses défauts, ce projet avait toutefois le mérite, d'avoir été le seul à peu près complet qui ait été présenté

pour déterminer sur des bases plus sérieuses les conditions de capacité exigées des candidats notaires. Nous ne pouvons adresser les mêmes éloges à une autre proposition déposée à la Chambre des députés un an après la proposition Soucaze, le 6 mai 1890, par M. Pontois, député des Deux-Sèvres. D'après cette proposition qui avait pour objet la transformation des officiers ministériels en fonctionnaires publics salariés par l'Etat le recrutement devait avoir lieu au *concours*. Il est inutile de recommencer ici la critique de ce système de recrutement. Les résultats du concours expérimenté en 1791 ont été si peu encourageants que nous ne devons pas souhaiter d'en voir le rétablissement.

Qu'est-il advenu de tous ces projets de réforme émanant tant des publicistes et des notaires que de l'initiative parlementaire ? Tous les vœux et propositions qui ont demandé l'exigence pour l'accès aux fonctions notariales soit d'un grade de droit, soit d'un diplôme d'école professionnelle sont restés lettre morte et le notariat a continué de vivre dans une douce somnolence semblant ignorer que les temps étaient changés et le que XIX^e siècle était surtout le siècle de l'instruction. Et ainsi que le constatait M. Moreau dans un article¹ paru au lendemain de la loi de 1902 : les notaires habitués à voir dans le seul stage la véritable formation professionnelle, « il leur était plus aisé de continuer à considérer les choses sous cet angle familial que d'en prendre, au commandement, une idée toute différente. Et il est bien vrai que la mobilité chaque jour plus grande des fortunes, la division rapide des intérêts, la multiplicité des lois, l'autorité croissante de la jurisprudence, tous ces chaînons d'une situation économique nouvelle, auraient dû

1. « Les écoles du notariat et la loi du 12 août 1902 », *Revue politique et parlementaire* 1903, p. 287.

ramener leurs esprits vers les hautes conceptions de l'an XI ; mais les Formulaires et les Traités pratiques ces trop utiles auxiliaires du praticien contribuèrent puissamment à voiler aux yeux des notaires l'accroissement des difficultés professionnelles, soulignant ainsi plus encore qu'ils n'y pouvaient remédier, la lacune de la loi de ventôse. Confiant à ces guides attentifs et renseignés le soin d'étudier pour lui les problèmes techniques et de lui fournir ainsi une besogne toute faite, le notaire se laissa doucement retomber dans le lit que lui avait dressé l'ancien régime ; il redevint, ou plutôt il resta, le praticien, secrétaire des parties, coulant les espèces dans les formules, et bornant son ambition à écrire avec clarté. C'était l'avortement de la réforme projetée, puisque sa pensée fondamentale demeurait méconnue. Les précautions même dont elle avait prétendu entourer le recrutement notarial en étaient venues à agir dans un sens directement contraire au but de leur institution : le contrôle des Chambres de discipline, parce que ce contrôle ne pouvait qu'insuffler aux générations nouvelles l'esprit ancien dont les Chambres étaient imprégnées ; le stage, parce que dépourvu de son support théorique, il se réduisait à une question de fait et à une éducation de routine. Ainsi le rôle, et, par là même les responsabilités du notaire s'étaient trouvées grandis sans que se fussent élargies proportionnellement sa mentalité ni sa science ; et il serait facile de déterminer la part vraiment prépondérante que cette insuffisance de préparation technique a dû avoir dans ce que l'on a appelé, d'un nom trop pessimiste peut-être, mais assurément expressif, la crise du notariat.»

Conclusion de la première partie.

Nous avons déploré dans un précédent chapitre la situation lamentable dans laquelle se débattait à la fin du XIX^e siècle la magnifique institution que les plus grandes gloires de l'humanité depuis Justinien jusqu'à Napoléon en passant par Charlemagne, Saint Louis, Philippe le Bel, François I^{er}, Henri IV et Louis XIV avaient comblé de leurs faveurs et honoré de leur sollicitude. Et nous avons vu que l'une des causes de ce désastre résidait dans un recrutement devenu défectueux par suite de l'insuffisance des garanties de capacité et de moralité exigées de ceux qui briguaient les fonctions notariales. Qu'étaient devenues les conditions de capacité exigées à Rome et même dans l'ancienne France ? Plus n'était besoin pour les notaires d'être jurisconsultes ; la science du notariat était considérée comme une science pratique ; la profession en était le seul professeur ; la routine était la seule maîtresse et quand, inconscients du péril, les notaires avaient le malheur de se laisser entraîner à des erreurs, à ces fautes lourdes qui pèsent si cruellement sur une carrière, ils ne pouvaient opposer que cette attristante excuse : « J'ai toujours vu opérer ainsi. » En admettant même que les conditions de capacité et de moralité n'eussent pas été moins sérieuses que sous l'Ancien Régime, par contre le rôle du notaire avait pris une extension considérable, les garanties de capacité n'étaient plus ainsi en rapport avec les nouvelles attributions combien plus difficiles à remplir et aussi combien plus belles du notaire moderne.

En place de conclusion de cette partie historique, qui nous a conduit jusqu'à la loi du 12 août 1902, nous établirons un parallèle entre le rôle dévolu au notaire de l'Ancien Régime et celui que remplit le notaire du XX^e siècle. Ce parallèle

aura pour but de nous montrer la considérable extension de ce rôle ainsi que l'utilité d'une réforme dans les conditions d'accession au notariat à l'effet de mettre ces dernières en harmonie avec le rôle agrandi, réforme attendue avec impatience à la fin du XIX^e siècle.

Dans un discours remarquable et remarqué, prononcé en 1899 à l'occasion de la distribution des prix de l'Ecole de Notariat de Rennes, M. Octave Martin, avocat général en cette même ville, s'exprimait ainsi : « La mission de vos devanciers était loin d'être compliquée : elle consistait à rédiger des conventions établies à l'avance par les parties. Ils n'avaient point à compter avec les difficultés de notre régime hypothécaire ; les ventes et les partages étaient rares, les obligations se bornaient à de simples reconnaissances de dettes, les inventaires, ces bases précieuses de toute liquidation se réduisaient à une prise des objets mobiliers... Les notaires les plus voisins de la loi de ventôse, tout comme les notaires du bon vieux temps, ne connurent ni angoisses, ni inquiétudes. Mollement bercés par la routine quotidienne, ils vécurent heureux. Tant que la fortune territoriale garda sa prépondérance, tant que la maxime : *Res mobilis, res vilis* demeura en vigueur, les transactions étaient relativement peu nombreuses, peu actives et un savoir modeste suffisait pour bien traiter les affaires. » A cette époque point n'était besoin pour le notaire d'être juriste, il n'intervenait aux actes que pour leur donner une consécration officielle, après que les parties avaient pris les conseils des avocats. En d'autres termes, les fonctions de notaire consistaient presque uniquement à enregistrer la volonté des parties, le notaire n'était que rarement l'initiateur des mesures à prendre dans l'intérêt de ses clients.

C'est une idée semblable que développait M. Moreau, le

distingué directeur de l'Ecole de Notariat de Paris, lorsque dans un discours analogue il dépeignait si finement le notaire de l'Ancien Régime : « Bien qu'il pose le doigt sur un pesant in-folio des coutumes, fort étonné de se trouver là, on devine de quel poids léger pèse à sa science un peu fruste comme à son étincelante loyauté, le poids d'affaires auxquelles suffisent, Dieu merci, ses deux qualités maîtresses, le bon sens robuste et l'indéfectible probité¹. »

Il suffit d'ouvrir le livre de Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*² pour se rendre compte de la vérité de ces propos. En accord avec l'idée que ce savant jurisconsulte se fait du caractère des notaires à la fin du xviii^e siècle il n'exige d'eux qu'un strict minimum de garanties, aussi ne soyons pas surpris s'il traite des notaires dans une section suivant immédiatement celle où il examine avec le même soin et une égale sollicitude les fonctions et devoirs des concierges : « Tout ce qui peut être du détail du fait de la charge des notaires les oblige à la capacité pour les exercer et à savoir distinguer dans les actes où l'on a besoin de leur ministère ceux dont ils savent assez les formes et ceux dont la conséquence peut demander plus de connaissances que n'en demande leur profession, surtout dans les lieux où les notaires sont moins habiles et dans les affaires où les difficultés demandent un conseil d'avocat... il est de la prudence des notaires de ne pas s'ingérer à ce qui peut passer leur capacité. »

Ce sont là sans doute des conseils tout remplis de sagesse mais qui seraient fort déplacés à notre époque après la considérable évolution du rôle de notaire. M. Martin dans un

1. Discours prononcé le 8 décembre 1900 à la distribution solennelle des prix de l'école de Notariat de Paris.

2. Livre II, titre V, section 6.

autre passage du discours que nous rapportions tout à l'heure nous explique cette transformation : « Vers le milieu de ce siècle, une révolution économique se produisit : la fortune mobilière prit un essor inattendu. Des intérêts infiniment plus considérables et plus complexes que par le passé furent confiés aux notaires, réclamant de leur part des connaissances étendues et variées et une capacité plus éprouvée. A l'heure actuelle, l'officier public doit être doublé d'un jurisconsulte surveillant d'un œil attentif les étapes de notre législation, apte à pressentir les conséquences les plus reculées de l'acte qu'il va rapporter. »

Aujourd'hui en effet le notaire n'est plus un simple rédacteur d'actes ni un simple bailleur d'authenticité. A côté de cette mission principale que lui confère la loi, il a su en acquérir d'autres infiniment plus considérables et plus délicates qui autrefois n'étaient qu'accessoires. « Quand on examine, dit M. le Corre¹, le rôle joué par le notaire dans notre société moderne, on voit qu'il s'étend à tout ce qui est commerce licite entre parties : c'est par son ministère que nos conventions s'établissent et se perpétuent ; c'est lui qui donne aux conventions matrimoniales ce caractère qui garantit l'accord des nouveaux époux et le sort des enfants qui seront le fruit de leur union ; c'est lui qui règle toutes nos relations de bons offices dans les donations, les dépôts, les mandats, préside à nos relations économiques dans la vente, l'échange, le louage, constate à qui doivent être dévolues les successions, opère le partage entre les héritiers, assure à chacun la portion qui lui revient, étouffe par d'heureuses transactions les difficultés sur le point de se dérouler devant la juridiction contentieuse, et donne au

1. Le Corre, *De la situation juridique du notaire comme fonctionnaire public*, thèse Rennes, 1920.

point de vue économie domestique et sociale des conseils aux parties. »

Cette nouvelle activité a des causes nombreuses que nous ne pouvons qu'énumérer ici : nouvelle législation consacrant l'égalité des partages et morcelant la propriété privée, développement des valeurs mobilières et augmentation de la quantité du numéraire en circulation, essor de l'industrie et du commerce favorisé par l'apparition des chemins de fer. Les notaires ne pouvaient rester étrangers à cette révolution économique. Ces fonctionnaires chargés par la loi de ventôse de donner l'authenticité aux conventions se sont transformés en intermédiaires officieux pour beaucoup d'actes (placements d'argent, ventes, etc...) et sont devenus mandataires, gérants d'affaires, dépositaires.

Balzac, le célèbre auteur de la *Comédie Humaine*, remarquable par sa puissance d'observation, a noté cette nouvelle conduite des notaires, il nous a laissé les portraits de deux notaires bien différents qu'il a certainement coudoyés. C'est par ces portraits que nous terminerons notre première partie :

« Maître Mathias était un noble et respectable débris de ces notaires, grands hommes obscurs, qui ne donnaient pas de reçu en acceptant des millions, mais qui les rendaient dans les mêmes sacs, ficelés de la même ficelle, qui exécutaient à la lettre les fidéicommiss, dressaient décemment les inventaires, s'intéressaient comme de seconds pères aux intérêts de leurs clients, barraient quelquefois le chemin devant les dissipateurs, et à qui les familles confiaient leurs secrets; enfin, l'un de ces notaires qui se croyaient responsables de leurs erreurs dans les actes et les méditaient longuement. Jamais, durant sa vie notariale, un de ses clients n'eut à se plaindre d'un placement perdu, d'une hypothèque

ou mal prise, ou mal assise. Sa fortune lentement mais loyalement acquise ne lui était venue qu'après trente années d'exercice et d'économie... Religieux et généreux incognito, Mathias se trouvait partout où le bien s'opérait sans salaire...

Solonet était ce jeune notaire qui arrive en fredonnant, affecte un air léger, prétend que les affaires se font aussi bien en riant qu'en gardant son sérieux ; le notaire... qui se fâche d'être pris pour un notaire,.. qui a sa voiture et laisse vérifier les pièces à ses clercs, le notaire qui va au bal, au spectacle, achète des tableaux et joue à l'écarté, qui a une caisse où se versent les dépôts et rend en billets de banque ce qu'il a reçu en or ; le notaire qui marche avec son époque et risque les capitaux en placements douteux, spéculé et veut se retirer riche de trente mille livres de rentes, après dix ans de notariat ; le notaire dont la science vient de sa duplicité, mais que beaucoup de gens craignent comme un complice qui possède leurs secrets, enfin, le notaire qui voit dans sa charge un moyen de se marier à quelque héritière en bas bleus. »

DEUXIÈME PARTIE

Étude critique des conditions exigées par la loi du 12 Août 1902 pour l'accession au notariat

*« Le jour où le notariat baisserait dans
l'estime et la confiance publiques, nous ver-
rions diminuer la fortune morale du pays. »*

TAPPÉ, Discours de rentrée à la Cour
de Chambéry, 3 novembre 1877.

PRELIMINAIRES

Les attributions du notaire moderne.

Nous avons terminé notre partie historique par un aperçu général du rôle dévolu au notaire moderne. Il nous faut maintenant, au début de cette seconde partie entrer quelque peu dans le détail des différentes attributions de cet officier.

On peut tout d'abord considérer le notaire comme assurant le fonctionnement d'un service public. Ce service public consiste de la part de l'Etat, par l'intermédiaire du notaire, à donner la *forme solennelle* à certains actes juridiques qui ne peuvent être passés qu'en la forme solennelle (contrats de mariage, donations, constitutions d'hypothèques, etc.,) et à établir la preuve pour les actes juridiques consensuels. Un agent d'affaires quelconque peut bien rédiger sous les seings des parties quelques conventions. Mais ce qu'il ne pourra pas faire, c'est donner l'*authenticité* à ses actes. Devant un acte sous seings privés la moindre dénégation suffit à arrêter la force probante de l'acte; l'effet de l'authenticité est tel que l'acte fait foi par lui-même, qu'il suffit de le représenter pour qu'on soit obligé de s'y déférer sans pouvoir en exiger la vérification préalable : « c'est, dit Toullier, le critère de vérité le plus certain que l'on connaisse dans la vie civile, un des fondements les plus solides de la paix dans la société ». Le seul moyen de le combattre est l'inscription de faux, que la loi a instituée pour éviter la fraude criminelle, mais qu'elle

a entourée en même temps de garanties pour rendre cette procédure périlleuse et rigoureuse pour celui qui tenterait à la légère une accusation aussi grave.

Et lorsqu'un tel acte est revêtu de la *formule exécutoire*, il est habile en lui-même à mettre en jeu la *force publique*; car le créancier muni de la copie en la forme exécutoire de l'acte originaire de sa créance pourra exiger, à l'échéance, l'acquit de ses dettes et faire saisir et exécuter son débiteur, tout comme s'il avait entre les mains la grosse d'un jugement. « Un pareil acte, disait un commentateur de la loi de ventôse en parlant de l'acte authentique, est, dans sa partie ce qu'est un acte émané de l'autorité souveraine : il commande à ceux qui s'y sont obligés la foi la plus entière; il requiert de la part de tous dépositaires de la loi et de la force publique l'appui de leur pouvoir pour en maintenir l'exécution. Aucun doute n'est permis sur son exécution : c'est une loi que les parties se sont faite, et elle est consignée sur un monument public : elle doit avoir la même autorité qu'une loi de l'Etat. » « *Quod notamus lex est* », telle est la fière réplique d'un notaire au roi Louis XIV; rien n'est plus juste que cette formule qui est devenue la devise des notaires de Paris.

Voilà ce qui est départi aux notaires et qui implique qu'ils détiennent une *fonction publique*. L'on conçoit l'importance et le prestige de cette fonction qui peut imprimer ainsi à une convention un tel caractère de publicité et de légalité.

Authentifier les conventions des parties dont le notaire a le devoir de vérifier l'identité et la capacité, donner force exécutoire à ces conventions telles sont les attributions légales essentielles du notaire. Les deux autres attributions légales apparaissent comme des corollaires immédiats des

deux premières. L'une d'elles consiste à *conserver les minutes* des actes que le notaire a reçus et de ceux de ses prédécesseurs. Ces archives constituent la sauvegarde des fortunes et des intérêts des clients qui pourront toujours se prévaloir de leurs droits à l'égard de tous et n'auront pas à craindre la perte de leurs titres. Les minutes sont ainsi conservées par les notaires qui se succèdent, d'une façon indéfinie, et on a pu dire que « dans ces poudreuses archives viennent aboutir et s'amasser lentement les titres et les souvenirs de chaque famille, les coutumes et les traditions de chaque contrée¹. » L'expérience a démontré par surcroît que la conservation des minutes n'intéressait pas que les particuliers, qu'au point de vue de l'intérêt général elle présentait une importance au moins égale. Elles facilitent dans les ventes l'établissement de l'origine de propriété; elles constituent désormais dans nos archives publiques un fonds presque inépuisable et d'un prix inestimable aux points de vue historique et documentaire.

La dernière des attributions légales découle des autres missions du notaire. Les actes ainsi établis et conservés doivent être mis à la disposition des intéressés. Le notaire s'acquitte de cette tâche en *délivrant des grosses et des expéditions*. De la sorte, les parties peuvent avoir entre leurs mains la représentation exacte des contrats qu'elles ont passés, tandis que la conservation de l'original est assurée d'une façon quasi-indéfinie. Elles peuvent ainsi prouver leurs conventions à toute époque et ce côté des attributions du notaire présente un grand intérêt, aucune institution existante, le cadastre ou les transcriptions hypothécaires, ne saurait les remplacer.

1. Tappie, Discours cité 1877.

Telles sont brièvement résumées les attributions légales du notaire. Dans leur exercice il nous apparaît comme une sorte de juge volontaire, un magistrat dont l'intervention préventive rendra inutile celle du juge. Le législateur l'investit d'une partie des pouvoirs du juge, le constitue *dépositaire d'une part de la puissance publique*. Comme le juge il pourra obliger les parties irrévocablement, les actes dressés par lui le seront « au nom du peuple français » ainsi qu'il est dit dans la formule exécutoire qu'il aura soin d'apposer et enjoindront à ceux qui détiennent la force publique de concourir à leur exécution.

Nous venons d'étudier la mission légale du notaire mais nous savons que dans la réalité des faits, il joue un rôle bien plus complexe, élargi sans cesse par les mœurs et des adaptations nouvelles, d'une importance si grande qu'à comparer l'un et l'autre on pourrait être tenté de considérer comme secondaire le rôle établi et réglementé par la loi de ventôse.

Le notaire n'est plus comme au Moyen-Age un simple scribe chargé d'écrire sous la dictée des juges, ce n'est plus un passif enregistreur de contrats, c'est un *conseiller précieux* dont la mission est de rédiger les conventions des parties après avoir éclairé ces dernières sur les conséquences et la portée de leurs projets; ce n'est plus un greffier confiné dans le tribunal, c'est un homme d'affaires qui a su se dégager de l'étroitesse de ses fonctions pour remplir un rôle d'intermédiaire et de négociateur utile à l'individu et à la nation. La mission de conseil des notaires est à coup sûr des plus importantes et cela se conçoit aisément lorsque ces officiers savent joindre à la science des affaires, une haute probité et la dignité d'une vie irréprochable, c'est tout naturellement qu'ils deviennent les conseillers et les confidents de leurs clients. Dans beaucoup de familles il

ne se passe pas un acte important sans que l'on ait eu soin de demander avis au notaire près duquel on est sûr de trouver un conseil désintéressé et éclairé : « On le consulte, dit Planiol, on suit son avis sur les questions de famille et d'argent, mariages, successions, partages, placements de fonds, achats et vente de maisons et de terre, etc... ».

Certes le rôle de conseil du notaire n'est pas nouveau; nous en avons trouvé la trace dans l'Ordonnance de Philippe le Bel de 1302, mais il a été considérablement étendu au XIX^e siècle par suite du changement radical et complet apporté à notre législation civile dont la refonte eut lieu à peu près à la même époque que la réorganisation du notariat. Par suite de cette réforme, les conseils des notaires durent être immédiatement indispensables à la presque totalité des citoyens et dans presque tous les cas on dut recourir à leurs lumières. En effet, à l'exception des professionnels, la masse des citoyens ne connaît des dispositions législatives que celles dont il lui a été fait antérieurement application ou qui lui ont été transmises par tradition. Or au début du XIX^e siècle ni l'un ni l'autre de ces modes d'information n'avait pu produire de résultats. La connaissance de la législation nouvelle, même pour les questions d'application courante et d'usage journalier dut être d'autant plus longue à se répandre qu'à cette époque l'instruction était encore peu développée. Cette habitude pour le notaire de donner des conseils à ses clients s'est maintenue et même renforcée de nos jours avec la complexité croissante et la multiplicité de nos dispositions législatives, les écueils innombrables de nos lois fiscales et de notre régime hypothécaire et elle est même devenue un véritable devoir sanctionné par la responsabilité de droit commun des articles 1382 et 1383.

Dans l'Ancien Droit les conseils donnés par les notaires ne pouvaient engager leur responsabilité. Il en fut de même pendant la période révolutionnaire. Les auteurs de la loi de ventôse et en particulier le Conseiller Réal qui à ce sujet comparait le rôle du notaire à celui du juge et du prêtre, voyaient dans la mission du notaire d'éclairer, de conseiller et de guider ses clients un simple devoir moral dépourvu de sanction. Cette opinion fut acceptée par la jurisprudence pendant les quarante premières années du XIX^e siècle : d'après elle la violation de ce devoir moral n'exposait pas le notaire à réparer le préjudice qu'il lui aurait été possible d'éviter en donnant à son client un conseil plus judicieux, toutefois le notaire ne pouvait être exonéré de son dol et de sa fraude. Plus tard la jurisprudence voulut rendre le notaire responsable des conseils qu'il donnait en se basant sur la théorie du mandat légal : par le seul fait de l'exercice de ses fonctions, le notaire devenait le mandataire de son client, chargé par conséquent de l'éclairer sur tout ce qui pourrait l'intéresser et de lui éviter tout événement préjudiciable. Enfin dans son dernier état la jurisprudence considère le devoir de conseil comme une obligation civile sanctionnée par les articles 1382 et 1383 du Code civil. On voit dès lors toute l'importance et aussi tous les dangers de l'obligation du notaire d'éclairer ses clients : les occasions d'encourir la responsabilité des articles 1382 et 1383 abondent. Les conseils ne sont pas toujours faciles à donner avec la complexité sans cesse croissante du droit, les difficultés pratiques des affaires, les variations des circonstances économiques. Tout acte, vente ou location, partage ou société, cession de créance ou prêt, si simple qu'il paraisse, peut être extrêmement périlleux et demande une sérieuse connais-

sance du droit et une profonde expérience de la vie économique et juridique¹.

Voilà comment le rôle de conseiller des parties qui avait été dévolu au notaire à titre plutôt accessoire, a pris un développement aussi imprévu qu'extraordinaire. Dans cet ordre d'idées, de conseiller il est devenu *mandataire*, au nom de ses clients il achète, vend, emprunte et prête. Sans doute ces opérations lui sont interdites par les règlements mais il est un moyen élégant qui permet de s'affranchir de cette prohibition gênante. Ce n'est pas le titulaire de l'étude qui est mandataire en nom, c'est l'un des clercs. Ces mandats sont très fréquents; n'est-il pas en effet naturel que quelqu'un qui a des intérêts dans une ville où il n'habite pas, donne à son notaire qui est peut-être la seule personne qu'il connaisse, et qui ait toute sa confiance, mandat de s'en occuper. On sait d'ailleurs si bien que derrière les clercs se tient le notaire, que la jurisprudence n'a pas hésité à faire peser la responsabilité sur lui et non pas sur les clercs, et cela en vertu des articles 1382 et 1992 du Code civil et non pas de l'article 1384.

Parfois il sera mandataire des deux contractants et représentera ainsi des intérêts opposés. C'est ce qui a lieu en matière de liquidation, de partage, de vente d'immeuble, de prêt hypothécaire.

Dans ces deux dernières opérations il joue très utilement le rôle d'*intermédiaire*, c'est lui qui met en présence l'un de l'autre le vendeur et l'acheteur, l'emprunteur à la recherche de capitaux et le capitaliste en quête d'un placement, il rend ainsi service aux deux parties qui sans lui

1. Pour plus de détails, voir sur cette intéressante question : H. Deneux, *La responsabilité civile des notaires comme conseils de leurs clients*, thèse Paris, 1932 et R. Chossegros, *Du rôle de conseil des notaires*, thèse Lyon, 1928.

auraient pu se chercher longtemps sans jamais se rencontrer.

Il est arrivé encore que les fonctions dont il est investi par la loi l'ont entraîné à devenir *dépositaire et gérant d'affaires*. Ainsi dans les moyennes et petites ventes, où l'on ne fait pas de quittance pour éviter des frais le notaire qui a rédigé le contrat est tout désigné pour être le dépositaire des fonds pendant l'accomplissement des formalités de transcription et de purge. Il en est de même en matière de prêt et en matière de succession. Dans ce dernier cas l'actif sera réalisé par lui et par lui aussi sera acquitté le passif, il sera donc dépositaire du reliquat jusqu'au partage qui sera également son œuvre.

Ajoutons que les tribunaux ne se font pas faute de reprocher aux notaires d'avoir commis une faute soit dans l'accomplissement d'un mandat soit dans une gestion d'affaires et pour établir l'existence de ces contrats ils ont essayé par tous les moyens de se libérer des règles fixées par la loi pour la preuve des contrats. Nous ne pouvons insister ici sur cette intéressante question qui est en dehors de notre sujet, si nous la mentionnons c'est uniquement dans le but de montrer combien la responsabilité du notaire est écrasante et facile à encourir, ce qui augmente encore la difficulté de la profession.

Tel est dans un aperçu sommaire et rapide, le rôle infiniment complexe et multiple du notaire. Certes on ne pourrait plus s'écrier, comme le personnage de Regnard :

*« Je prétends que l'hymen soit le but de l'affaire
Et ne donne mon cœur que par devant notaire¹. »*

Ce n'est qu'au théâtre qu'on se marie encore par devant

1. Regnard, *Le Joueur*, VI, 9.

notaire. Mais le champ ouvert de nos jours à l'activité notariale n'en est pas moins étendu et on ne saurait craindre de dire que le notaire est devenu la cheville ouvrière de notre société civile. « Les notaires, écrivait le conseiller Bonnesœur, sont mêlés à tout, aux joies comme aux douleurs des familles. Vous les trouvez aux fiançailles des époux pour régler les conditions de l'association conjugale, vous les trouvez encore au lit du mourant pour assurer l'exécution de ses dernières volontés. Dans les moindres comme dans les plus grandes affaires, ils vous précèdent, vous accompagnent ou vous suivent; ils cherchent et trouvent pour vous des ressources dans vos embarras; ils vérifient et redressent les calculs de vos spéculations. Ils aident et conseillent quand ils n'agissent pas; ils sont, en un mot, comme « une providence terrestre dans les affaires de ce monde »; on les trouve partout et toujours. Leur mission est immense et ils ont besoin de beaucoup de vertu et de dévouement pour être toujours à sa hauteur. »

Une mission aussi élevée et aussi étendue, des fonctions aussi délicates à remplir et qui donnent lieu à une responsabilité aussi lourde ne peuvent être dévolues qu'à des personnes d'une conscience et d'une science à toute épreuve et à ces qualités désirables nous pourrions ajouter la prescience, n'est-il pas vrai en effet que le notaire au lieu de se contenter de rédiger tant bien que mal les actes les plus divers doit savoir prévoir les conséquences les plus reculées des clauses qu'il y insère.

Dans cette deuxième partie nous verrons quelles garanties sont exigées par la loi de 1902, qui sur ce point a modifié la loi de ventôse, de ces hommes auxquels le législateur a confié, suivant l'expression d'Edouard Clerc « le repos des familles, la sécurité des engagements et la paix de la

société », et nous nous demanderons si cette loi de 1902 qui, à notre époque, réglemente l'accès à cette honorable carrière est suffisante pour empêcher que des candidats d'une probité et d'un savoir douteux ne briguent les fonctions notariales.

Mais au préalable il convient en quelques lignes de délimiter notre sujet. Nous n'avons pas l'intention de faire ici un traité complet de l'admission au notariat, ce qui dépasserait nos moyens. Nous avons choisi un cadre plus modeste et nous nous en tiendrons strictement à la matière des conditions d'aptitude personnelle aux fonctions notariales, conditions énoncées dans les articles 35 et suivants de la loi du 25 ventôse an XI modifiée par la loi du 12 août 1902. Nous laisserons de côté tout ce qui touche au mode de nomination, à la question si débattue de la vénalité des offices, à la prestation de serment, au cautionnement, matières qui s'apparentent à notre sujet sans toutefois en faire partie car elles constituent des formalités plutôt que de véritables conditions d'aptitude. Nous ne dirons rien non plus de l'importante question des fonctions incompatibles avec la fonction notariale ni de la question des sanctions des conditions envisagées et nous ne rechercherons pas quelle est la valeur des actes passés par un notaire qui, bien que régulièrement nommé, ne remplissait pas les conditions exigées par la loi pour exercer ses fonctions. Tous ces problèmes pourraient faire l'objet d'un travail spécial.

Nous avons vu dans la partie historique à quelles épreuves avait été soumise l'institution du notariat pendant tout le dernier quart du XIX^e siècle. Responsable à certains égards, grâce aux lacunes d'une organisation surannée, des abus, des fautes graves imputables à quelques-uns de

ses membres, cette corporation d'élite, ne répondant plus d'une manière évidente aux exigences de la situation du moment, était devenue l'objet de critiques générales et sous peine de perdre son ancien prestige et de tomber dans le plus complet discrédit, elle réclamait d'urgence de sérieuses réformes.

Aussi le 27 octobre 1896, le ministre de la Justice d'alors, M. Darlan, déposa-t-il sur le bureau du Sénat, un projet de loi « portant modification à la loi de ventôse an XI, sur la suppression des offices et sur le mode de recrutement des candidats-notaires ». D'après l'article 32 de ce projet les études dont le produit brut s'élevait à moins de 5000 francs pouvaient être supprimées du vivant du titulaire et même contre son gré, à la demande du procureur de la République. Cette disposition rencontra une si vive opposition de la part des notaires que ce premier projet dut être abandonné. La commission du Sénat qui avait été chargée de l'étudier fut saisie d'un nouveau projet présenté par M. Milliard, successeur de M. Darlan au ministère de la Justice, lequel projet ne permettait la suppression des offices que « par mort, démission ou destitution ou à la suite d'un accord intervenu entre les parties intéressées » ; il avait donc plus de chance d'aboutir et la Commission se remit à l'étude : un rapport dont M. Guérin était l'auteur fut déposé au Sénat le 16 décembre 1898. Six semaines plus tard, les 31 janvier et 7 février 1899 le projet était discuté et adopté en première lecture et le 14 mars 1899 il l'était en seconde lecture. Le projet fut alors renvoyé à la Chambre des députés et ce n'est que le 17 mars 1902 que M. Rose présenta le rapport de la commission spéciale, et le 26 mars que le projet fut adopté, urgence déclarée et sans discussion. La Chambre des dépu-

tés ayant introduit des modifications dans la rédaction, il fut renvoyé au Sénat qui, sur le rapport de M. Guérin l'adopta le 10 juillet 1902 sans aucune retouche. Cette loi publiée au *Journal officiel* le 12 août 1902 apporta diverses modifications à la loi du 25 ventôse an XI et à l'Ordonnance du 4 juin 1843. Ces modifications qui tendent toutes à relever le niveau du notariat peuvent se ranger sous trois chefs principaux : le premier se rapporte à l'affranchissement des actes notariés d'un formalisme inutile, le deuxième se rapporte à la réduction du nombre des notaires et à la réglementation de la procédure de suppression des offices, le troisième aux conditions d'admission au notariat. Seul ce dernier chef rentre dans notre sujet.

Nous diviserons cette étude des conditions d'admission d'après la loi de 1902 en deux titres d'importance inégale : dans le premier nous traiterons les conditions d'idonéité, le second, de beaucoup le plus long, sera consacré aux conditions de capacité.

TITRE PREMIER
LES CONDITIONS D'IDONEITE

CHAPITRE PREMIER

**COMMENTAIRE DE LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI
MODIFIEE PAR LA LOI DU 12 AOUT 1902**
(art. 35, 1^o, 2^o, 3^o)

Les conditions d'idonéité qu'exige la loi de 1902 reproduisant en cette matière les dispositions de la loi de ventôse sont les conditions généralement requises des fonctionnaires publics à savoir : 1^o la jouissance et l'exercice des droits de citoyen; 2^o la satisfaction aux lois sur le service militaire, 3^o l'âge de vingt-cinq ans. Ces questions ne présentant qu'un intérêt relatif, nous les étudierons brièvement.

§ 1. *La jouissance et l'exercice des droits de citoyen.*

Pour jouir de l'exercice des droits de citoyen il faut être Français ou naturalisé Français, car on ne peut être citoyen si l'on n'est pas Français naturel ou naturalisé. L'inverse n'est pas vrai, on peut être Français sans être citoyen. La qualité de citoyen implique à la fois la jouissance des droits civils et celle des droits civiques et politiques, or d'après

l'article 7 du Code civil la jouissance des premiers est indépendante de la jouissance des seconds. L'essentiel est qu'on ne soit pas privé de tout ou partie de ces droits par l'effet d'une condamnation. Une personne, par exemple, qui aurait encouru la dégradation civique, ne pourrait aspirer à la profession de notaire, comme ayant perdu tous les droits de citoyen (art. 34 et 42, C. pén.). Mais une personne privée d'une partie seulement de ses droits civiques tels ceux de voter ou d'être éligible ou d'être juré, droits différents de ceux qui consistent à exercer des fonctions publiques pourrait très certainement être nommée notaire, de même l'aspirant au notariat privé de certains droits civils, droits d'être nommé tuteur ou témoin par exemple. Toutefois dans ces deux dernières hypothèses l'Administration, soucieuse de la moralité des fonctionnaires publics, pourrait fort bien se réserver l'examen des motifs qui ont déterminé les juges à leur interdire l'exercice de tels droits.

Comment le candidat notaire peut-il établir la preuve qu'il jouit de ses droits civiques et civils? Le moyen est fort simple : le maire du domicile de l'aspirant lui délivre un certificat qui doit être ensuite légalisé par le sous-préfet ou le préfet. Si les faits que doit constater le certificat ne sont pas à la connaissance personnelle du maire, le certificat est établi par celui-ci sur la déclaration de deux témoins domiciliés dans la commune. Ce certificat remplace les extraits du registre civique dont la Constitution de l'an VIII prescrivait la tenue. D'après Rolland de Villargues le domicile de l'aspirant est celui de l'article 102 du Code civil et non le domicile spécial exigé par l'article 167 pour le mariage.

A côté de cette pièce, la Chancellerie exige en outre un certificat de bonne vie et mœurs délivré par le maire du

domicile de l'aspirant et légalisé par le préfet ou le sous-préfet de la même manière que le certificat de jouissance des droits civils et civiques.

§ 2. *La satisfaction aux obligations de la loi militaire.*

La loi du 31 mars 1928 s'exprime ainsi en son article 7 : « Nul ne peut être investi de fonctions publiques, même électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations imposées par la présente loi. » Or aux termes de l'article 2 du même texte, tout Français qui n'est pas déclaré inapte à tout service armé ou auxiliaire fait partie : 1° de l'armée active pendant un an; 2° de la disponibilité pendant trois ans; 3° de la première réserve pendant seize ans; 4° de la deuxième réserve pendant huit ans. Il est hors de doute que les jeunes gens après avoir passé sous les drapeaux leur année de service actif et quoique encore soumis aux obligations de service aux classes auxquelles ils appartiennent (périodes d'exercices, manœuvres, etc.) peuvent se présenter comme candidats à des offices ministériels, de même qu'ils peuvent exercer toute autre profession, et que, pour être admis ils n'ont qu'à justifier que de l'accomplissement des devoirs imposés pour la période de service actif. Cela résulte clairement des travaux préparatoires de la loi de 1902 : lors de la discussion devant le Sénat du nouvel article 35, à la séance du 14 mars 1899, M. de Sal proposa d'ajouter au 2° de cet article les mots « en ce qui concerne le service actif ». Le sénateur Guérin, rapporteur de la loi, se contenta de répondre : « Cela va de soi ! » et, l'amendement n'étant pas appuyé le projet de la Commission fut aussitôt adopté.

Les candidats feront cette justification au moyen d'un

certificat de libération délivré par le commandant de recrutement. Quant aux candidats qui, par suite d'incapacité physique ont été exemptés du service militaire, ils devront demander un certificat analogue, mais cette fois délivré par le préfet, président du Conseil de révision, devant lequel a été passée la visite médicale. Notons toutefois qu'aux termes d'une circulaire ministérielle en date du 16 août 1902 les anciens notaires qui demandent à être investis de nouveau de ces fonctions sont dispensés de produire un certificat de libération ou d'exemption.

§ 3. *L'âge.*

On ne peut être nommé notaire que si l'on est âgé de 25 ans accomplis au jour de la nomination. C'est l'âge qu'exigeait déjà l'article 82 de l'Ordonnance d'Orléans de 1360. La Coutume du Poitou contenait une disposition analogue et on la retrouve dans le décret-loi du 6 octobre 1791, titre IV, article 4. Cet âge était alors celui de la majorité civile et bien qu'on ait ramené celle-ci à 21 ans, la loi de ventôse décide que l'âge requis pour exercer les fonctions de notaire est fixé à 25 ans. La majorité judiciaire est aussi fixée, dans plusieurs cas, à cet âge. S'il arrivait qu'un notaire soit nommé avant l'âge de 25 ans, cette nomination ne pourrait être annulée de plein droit sans examiner au préalable la question de bonne foi. C'est ainsi qu'il a été jugé que la nomination devait être maintenue lorsque l'erreur était imputable non au notaire mais à l'officier de l'Etat-Civil. Mais le notaire doit être destitué si la preuve est rapportée que la fraude a été sciemment commise par lui.

Une autre question qui se pose encore au sujet de cette

condition est celle des dispenses d'âge. Le Gouvernement peut-il accorder une dispense d'âge aux candidats notaires qui n'auraient point 25 ans accomplis? Il faut répondre par la négative : une dispense d'âge ne peut être accordée; cette solution résulte clairement de nombreuses décisions ministérielles. Rappelons toutefois qu'anciennement de telles dispenses étaient accordées à ceux qui approchaient de l'âge requis, les bénéficiaires en étaient surtout des fils de notaire et comme alors la minorité durait jusqu'à 25 ans il était décidé que la qualité de notaire donnait au mineur pleine capacité pour tout ce qui concerne l'exercice de sa fonction mais non pour toute autre cause.

Si un aspirant aux fonctions de notaire ne peut être nommé avant d'avoir atteint l'âge de 25 ans, il peut cependant moyennant une autorisation spéciale de la Chancellerie passer l'examen d'aptitude aux fonctions notariales à condition qu'il ait presque achevé le stage prescrit par l'article 35 de la loi de ventôse. Mais en aucun cas le décret de nomination ne pourra intervenir que quand le postulant aura atteint l'âge requis et accompli intégralement son stage¹.

Du fait quela loi fixe un minimum et non un maximum l'âge plus ou moins avancé ne saurait être un motif d'exclusion. Favier de Coulomb prétendait au contraire qu'un candidat âgé de plus de 70 ans ne pouvait être pourvu d'un office de notaire parce qu'à cet âge il n'était plus passible de la contrainte par corps. Mais par suite de l'abolition de la contrainte par corps en matière civile opérée par la loi du 22 juillet 1867 cet argument a perdu la plus grande par-

1. Réponse de M. le ministre de la Justice à M. André Paisant, député. *Journal officiel* du 8 février 1926.

tie de sa valeur. En somme l'âge plus ou moins avancé ne saurait être un motif d'exclusion : mais il faudrait au Gouvernement de bien graves raisons pour admettre aux fonctions de notaire un candidat parvenu à un âge où l'affaiblissement de ses facultés pourrait normalement constituer un danger pour la bonne gestion de son office.

L'âge se prouve au moyen d'une expédition sur timbre dûment légalisée de l'acte de naissance auquel on joint une traduction légale s'il n'est pas écrit en français. Cependant les anciens notaires qui revendent une nouvelle charge sont dispensés de produire leur acte de naissance. Le tribunal devrait prononcer la peine de la destitution contre tout notaire qui aurait obtenu sa nomination sur la production d'un faux acte de naissance.

Il est suppléé à l'acte de naissance pour les enfants trouvés par un extrait de la déclaration qu'exige l'article 58 du Code civil; et dans les autres cas, soit par le résultat d'une procédure criminelle (art. 198, 199 et 327, C. civ.), l'inscription du jugement sur les registres de l'Etat-Civil tient lieu d'un acte de l'Etat-Civil; soit par un jugement rendu conformément à l'article 46 du Code civil (Décision ministérielle du 4 mars 1834). Mais une circulaire ministérielle du 6 juin 1840 défend de suppléer par un acte de notoriété dans les formes prescrites par les articles 70, 71 et 72 du Code civil à l'acte de naissance destiné à établir l'âge et la nationalité du candidat sauf exception résultant de la loi du 20 juin 1920 dans le cas où les originaux des actes de l'Etat-Civil ont été détruits ou sont disparus par suite des faits de guerre.

CHAPITRE II

LE PROBLEME DE LA FEMME NOTAIRE

Section I. — Les propositions de lois relatives à cette matière.

Aux conditions posées par l'article 35, 1^o, 2^o et 3^o de la loi de ventôse modifiée par la loi de 1902, il faudrait en ajouter une autre si elle ne se déduisait implicitement des termes de ce texte; nous voulons parler de la condition de sexe : le candidat aux fonctions de notaire doit appartenir au *sexe masculin*. Il est hors de doute, en effet, que la loi ait entendu exclure les femmes du notariat puisqu'elle exige la jouissance des droits politiques et l'accomplissement des obligations militaires, conditions que les femmes ne peuvent remplir.

Pour admettre les femmes au barreau, on aurait pu, à la rigueur, se dispenser de voter une loi puisque les seules conditions requises par l'article 13 du décret de 1810 pour être reçu avocat étaient « la présentation au procureur général du diplôme de licence et la remise du certificat des inscriptions aux écoles de droit », nous savons cependant comment Mlle Chauvin a vu repousser sa demande par l'arrêt de la Cour de Paris du 30 novembre 1897 (D. 98.2. 185). Au contraire pour la profession de notaire, il n'est pas permis de douter : les termes des articles 35 et suivants de la loi de ventôse modifiés par la loi du 12 août 1902 excluent implicitement les femmes de l'admission au stage

et aux fonctions notariales. Pour habiliter la femme à exercer de telles fonctions une loi nouvelle est nécessaire.

Deux propositions de loi relatives à ce sujet ont déjà été déposées : la première en 1920 sur le bureau de la Chambre des députés, la seconde en 1929 sur le bureau du Sénat. L'accueil qu'elles ont reçu n'a pas été favorable. Le notariat ne convient-il donc pas aux femmes ? Telle est la question que nous allons discuter dans ce chapitre. Auparavant nous devons donner le texte des deux propositions de loi que nous venons de mentionner :

I. « Proposition de loi tendant à rendre accessibles aux femmes les fonctions notariales, présentée par MM. Louis Proust, Camille Chautemps et Paul Bernier, députés (deuxième séance du 9 décembre 1920)¹ :

Article premier — Les conditions d'admission aux fonctions notariales formulées sous les numéros 1 et 2 de l'article 35 de la loi du 25 ventôse an XI, ne sont pas opposables aux femmes. Celles-ci pourront, à partir de la promulgation de la présente loi, être admises à exercer les fonctions de notaire, en se conformant aux autres dispositions des articles 35 à 49 inclus de la loi du 25 ventôse an XI modifiée par la loi du 12 août 1902.

Art. 2. — La femme mariée qui aura été nommée aux fonctions de notaire sera considérée comme ayant eu pleine capacité pour pouvoir, sans autorisation, passer tous actes et prendre tous engagements ayant pour objet direct l'admission à ces fonctions. Elle pourra, dans les mêmes conditions, passer tout contrat ayant pour objet la transmission de l'office dont elle aura été nommée titulaire. Elle n'aura besoin d'aucune autorisation pour accom-

1. Doc. parl. Chambre des députés, année 1920 t. III, annexe n° 1780, p. 409.

plir les actes qui se rattachent nécessairement ou normalement à l'exercice des fonctions auxquelles elle aura été nommée.

Art. 3. — La femme pourra, après sa nomination aux fonctions de notaire et avec l'autorisation de son mari, aliéner ses biens dotaux pour en affecter le prix au paiement de l'indemnité à verser au précédent titulaire de l'office auquel elle aura été nommée.

Art. 4. — Les dispositions de la loi du 13 juillet 1907 seront applicables aux produits de l'office notarial.

Art. 5. — Le temps pendant lequel antérieurement à la promulgation de la présente loi, une femme aura rempli, dans une étude de notaire, les fonctions de clerc, même sans inscription, entrera pour elle dans le décompte des six années de stage exigées par la loi du 12 août 1902. Il sera justifié de cet emploi et de sa durée par un simple certificat délivré par le notaire dans l'étude duquel elle aura travaillé en cette qualité ».

Cette proposition de loi a été renvoyée à la Commission de législation civile et criminelle.

II. « Proposition de loi tendant à permettre aux femmes l'accession aux professions de notaire, d'avoué et d'huissier présentée par M. Louis Martin, sénateur (séance du 18 juin 1929) et rapportée par M. Pol Chevallier¹ :

Article unique. — Pourront exercer les fonctions de notaire, d'avoué et d'huissier sauf la suppléance dans les fonctions de judicature prévues par la loi du 1^{er} décembre 1900, § 2, les femmes qui rempliront toutes les conditions imposées par les lois et règlements pour l'exercice de ces fonctions, à l'exception des conditions exprimées aux § 1^{er} et 2 de l'article 35 de la loi du 12 août 1902 ».

1. Doc. parl. Sénat, année 1931, annexe n° 928, p. 1287.

Cette dernière proposition a fait l'objet d'un ample débat au Sénat le 3 mars 1932 et sur la demande du rapporteur a été renvoyée à la Commission de législation civile et criminelle¹.

Section II. — Etude du problème aux points de vue physique, intellectuel, social, professionnel et juridique.

Le concept traditionnel d'après lequel la sphère d'activité de la femme serait limitée au domaine domestique et familial a prodigieusement évolué. Lorsqu'en 1849 Legouvé écrivait dans son *Histoire Morale des Femmes* : « Une femme médecin répugne, une femme notaire fait rire, une femme avocat effraie », il ne faisait que traduire l'opinion unanime de son temps. Que de chemin parcouru depuis cette époque jusqu'à la nôtre où se fait jour pour la femme une vie professionnelle juxtaposée à la vie de famille : « Je veux, écrit un célèbre auteur féministe², que la femme s'applique à être épouse et mère, mais je soutiens qu'il n'est pas vrai que la vie de famille suffise à l'activité physique, morale et intellectuelle de la femme. Le rôle de la poule couveuse est très respectable, sans doute, mais il ne convient pas à toutes, et n'est pas aussi absorbant qu'on veut bien le dire... Il faut donner aux femmes une éducation sérieuse et autant que possible une éducation professionnelle. Il faut qu'elle devienne productrice. Le travail seul a émancipé les hommes, le travail seul peut émanciper les femmes. »

Cela ne veut pas dire que le *féminisme* soit une doctrine

1. Déb. parl. Sénat, année 1932, p. 245-257.

2. Juliette Adam, *Idées antiproudhoniennes*.

nouvelle que nous a apporté le xix^e siècle. Bien au contraire, comme toutes les théories sociales le féminisme a ses précurseurs. Déjà au xvi^e siècle Cornélius Agrippa voulait que l'on permît aux femmes d'accéder librement à toutes les carrières masculines, spécialement à celles de procureur et d'avocat, à cause de leur grande facilité d'élocution. Pour ce féministe fougueux la femme était l'être par excellence et il en donnait les raisons d'ailleurs fort régulières dans son ouvrage *De nobilitate et praecellentia feminei sexus* : « Dieu a créé la femme, l'extrait, la quintessence de toutes les merveilles, afin qu'il n'y ait pas une seule créature qui, voyant cet ouvrage incomparable, ne soit frappée d'étonnement, d'amour et de vénération... La femme a reçu en partage la pudeur : c'est pour cela qu'elle a les cheveux longs et qu'elle présente sur l'homme l'avantage de ne pas devenir chauve. »

Et au siècle suivant, un autre féministe Poulain de la Barre, prêtre du diocèse de Laon, écrivait un livre *De l'égalité des sexes* où il prouvait « que les femmes ne sont pas moins capables que les hommes d'exercer des emplois dans la société ». — « L'éloquence, affirmait-il en particulier, est un talent qui leur est si naturel et si particulier qu'on ne peut le leur disputer. Elles persuadent tout ce qu'elles veulent. Elles savent accuser et défendre sans avoir étudié les lois et il n'y a guère de juges qui n'aient éprouvé qu'elles valent des avocats ».

Une discussion sur les bons et les mauvais côtés du féminisme sortirait du cadre plus modeste de notre exposé. Nous plaçant à un point de vue plus pratique, contentons-nous de dire que la plupart des carrières qui autrefois semblaient réservées aux hommes sont maintenant accessibles aux femmes. Les brillants plaidoyers de Cornélius Agrippa

et de Poulain de la Barre ne sont pas demeurés sans résultats. C'est là un fait accompli ! La cause première se trouve dans le droit à l'instruction que la femme a su acquérir, avec beaucoup de peine d'ailleurs¹. La femme étant munie comme les hommes de tous les grades et diplômes nécessaires pour exercer telle ou telle profession il était logique qu'elle en usât. Ce mouvement intellectuel ne se fit pas sans à coups. Commencé dans le dernier quart du XIX^e siècle il n'est pas encore achevé. Les barrières qui gardaient l'accès des diverses professions intellectuelles ne sont tombées qu'une à une. A l'heure actuelle les professions libérales qui sont accessibles aux femmes sont la médecine, la pharmacie, la chirurgie dentaire, le barreau, les beaux-arts, le journalisme, la littérature, l'enseignement libre et les institutions d'hygiène et d'aide sociales. Quant aux fonctions publiques, les carrières de l'enseignement à tous les degrés jouissent d'une grande faveur auprès de l'élite féminine. C'est dans cette branche que les femmes fonctionnaires sont les plus nombreuses. En dehors de l'enseignement elles peuvent remplir les fonctions de rédactrice dans les divers Ministères, les préfectures ou les sous-préfectures, d'inspectrice des services administratifs, d'inspectrice du travail, de bibliothécaire, d'archiviste, d'actuaire contrôleur, de statisticienne, etc... En ce qui concerne les fonctions internationales, le personnel féminin y est officiellement admis : l'article 7 du Traité de Versailles stipule que « tous les fonctionnaires de la Société des Nations ou des services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes », d'autre part aux termes de l'article 395 du même traité un

1. V. Edmée Charrier, *L'évolution intellectuelle féminine*, thèse Paris, 1931.

certain nombre de fonctionnaires du Bureau International du Travail devront « être des femmes ».

Il n'est point jusqu'aux carrières de l'agriculture, du commerce et de l'industrie qui n'aient tenté ces dernières. Elles peuvent, en effet, parvenir à la situation d'ingénieur-constructeur ou exploitant, ingénieur d'industrie ou de manufacture, ingénieur agronome ou agricole. Dans les banques elles peuvent également accéder à de nombreux emplois. Dans cette liste fort longue des professions qui s'offrent au choix d'une femme instruite et intelligente on ne voit pas figurer les carrières judiciaires à part le barreau que nous avons mentionné dans les professions libérales. C'est en effet sur ce terrain que l'activité de l'homme semble exercer son monopole. Ce monopole subit cependant quelque restriction du fait que les conseillers prud'hommes sont élus sans distinction de sexe et que les femmes commerçantes et anciennes commerçantes sont éligibles aux tribunaux de commerce dans les mêmes conditions que les hommes. Quant aux offices ministériels, seules les charges de commissaire-priseur peuvent avoir des titulaires féminins. Les femmes ne pourraient-elles pas être notaires ou avoués, ou greffiers comme elles peuvent être commissaires-priseurs ? Beaucoup d'entre elles ont fait leur droit, elles trouveraient dans le notariat une situation plus lucrative que celle d'avocat qui ne rapporte rien tout au moins au début. Quelles sont donc les raisons qui les empêchent ainsi d'entrer dans le corps notarial ? Pour examiner cette question avec toute la clarté désirable nous nous placerons aux points de vue suivants qui seront comme autant de problèmes différents à résoudre : points de vue physique, intellectuel, social, juridique et professionnel.

I

Commençons par le problème d'ordre *physique*, c'est le plus simple à résoudre. La femme possède-t-elle une force et une résistance physiques en rapport avec celles qu'exige le métier fatigant de notaire, surtout celui de notaire rural qui est très pénible à cause des déplacements qu'il occasionne ? Nous répondrons que bien souvent il arrive qu'on trouve des hommes moins résistants que bon nombre de femmes, d'ailleurs nous n'avons pas la prétention de dire que la profession de notaire soit à la portée de toutes les femmes. Celles qui seraient dépourvues de santé ne peuvent songer à l'exercer, du reste on peut tenir le même raisonnement en ce qui concerne les hommes. On dit encore que l'exercice du notariat « suppose une maîtrise de soi constante et un peu de l'impassibilité du juge », or la susceptibilité nerveuse des femmes les rend impropres à toute fonction régulière, elles sont mobiles et changeantes et incapables d'être maîtresses de leurs facultés. Si les femmes sont généralement plus nerveuses et plus émotives que les hommes, ce n'est pas une raison péremptoire d'exclusion : « les hommes d'un tempérament nerveux sont-ils donc censés impropres aux fonctions et aux occupations que les hommes remplissent d'ordinaire ? pourquoi les femmes du même tempérament le seraient-elles ? d'ailleurs l'exemple des femmes élevées à gagner leur vie, prouve suffisamment qu'elles sont aussi capables que les hommes de fournir un service régulier dans un emploi quelconque¹ ». Nous ajouterons que le métier de notaire ne suppose ni la vigueur physique et la maîtrise des nerfs

1. Jeanne Chauvin, *Des professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français. Evolution historique de la position de la femme dans la société*, thèse Paris, 1892.

que réclament la médecine et la chirurgie, ni le tempérament combatif qui convient à l'avocat. Or on n'a pas encore vu que dans l'exercice de ces professions les femmes se soient montrées inférieures aux hommes. Il n'y a donc point de raisons d'ordre physique qui puissent motiver leur exclusion de la carrière notariale.

II

Passons au côté *intellectuel* de la question. Si la femme est différente de l'homme *physiquement*, elle l'est aussi *intellectuellement* mais il ne faut pas en conclure qu'elle lui est inférieure. Si elle n'a pas la puissance créatrice de l'homme elle a sur lui l'avantage de se montrer plus prudente, d'être douée d'une compréhension plus prompte, d'une mémoire plus fidèle et de posséder une intuition qui la mène au même résultat que la grande capacité de raisonnement qui serait l'apanage de l'homme. Remarquons que dans les concours où les femmes se trouvent en concurrence avec les hommes elles tiennent ordinairement la tête à tel point qu'à la Préfecture de la Seine on a dû renoncer au concours commun des deux sexes pour le recrutement des rédacteurs. Sans cette initiative toutes les places disponibles auraient été occupées par des femmes.

Aux qualités que nous avons énumérées ajoutons un grand esprit d'ordre, du souci dans les détails et un sens pratique des intérêts pécuniaires qui rachètent largement leur infériorité sur l'homme qui soi-disant travaille plus vite et d'une façon plus régulière et moins compliquée. Au surplus, comme il est dit dans l'exposé des motifs de la proposition de loi de MM. Proust, Chauteemps et Bernier, « il est une constatation qui domine le débat et coupe court à toute discussion : c'est que, en cette matière comme en

tant d'autres, la pratique n'a pas attendu la théorie, les faits ont devancé la réglementation. Dans nombre d'études, à Paris comme en province, les femmes sont dès maintenant acceptées comme clercs; elles n'en ont pas le titre, mais elles en exercent la fonction; elles ne peuvent y être inscrites mais elles y sont employées¹ ». Cela prouve que les fonctions notariales ne leur sont nullement inaccessibles et si par hasard il arrive que certains qui emploient des clercs féminins prétendent qu'elles ont de la difficulté à élever leurs capacités professionnelles au-dessus d'un certain niveau, chose qu'on ne rencontre pas en général chez les hommes, ceci s'explique par ce fait que jusqu'à présent, le recrutement des clercs féminins se fait dans des catégories moins élevées que celui des clercs masculins. Bref du point de vue intellectuel comme du point de vue physique on ne voit aucun motif qui soit de nature à interdire aux femmes l'accès du notariat.

III

Du côté *social* l'objection semble plus forte. Certes aujourd'hui il ne viendrait plus à personne l'idée de dire comme le vieux proverbe « la femme ne doit quitter la demeure que trois fois dans sa vie, pour son baptême, pour son mariage, pour ses obsèques ! » On dit plus couramment : la place de la femme est au foyer familial. C'est là en effet qu'elle est le mieux à même de jouer son rôle humain, créer une famille et l'élever. Les soucis domestiques sont déjà pour elle d'un grand poids et il lui est impossible de mener de front les occupations du foyer et des occupations professionnelles sans sacrifier les unes aux autres.

1. Doc. parl., Chambre des députés, année 1920, t. III, p. 409.

Mais toute femme n'a pas une maison à diriger, toute femme n'a pas une famille. En France où après la sanglante hécatombe de la guerre le nombre des femmes dépasse de deux millions celui des hommes, beaucoup de jeunes filles sont condamnées à rester célibataires. D'un autre côté si elles trouvent un mari celui-ci manque souvent à ses devoirs, soit qu'il manque des ressources nécessaires pour bien remplir sa tâche, soit pour tout autre cause : paresse, indolence, incapacité. La femme doit alors se mettre sur la brèche et racheter par son travail les méfaits d'une situation désordonnée. Nous ne prétendons pas que cette hypothèse soit fréquente, malheureusement il faut la prévoir. Le travail des femmes est devenu pour plus d'une d'entre elles une nécessité et il n'est plus permis de discuter s'il est ou non compatible avec la nature féminine. Nécessité fait loi !

D'autres cas pratiques montrent combien au point de vue social, il serait juste de faire accéder au patronat des femmes qui ont déjà travaillé dans une étude en qualité de clerks. M. le sénateur Pol Chevallier s'exprime ainsi dans son rapport sur la proposition Martin : « Faut-il ajouter que dans le cas dont il ne manque pas d'exemple, lorsqu'un notaire ou un avoué est atteint d'une maladie longue et incurable il est arrivé que sa femme s'initiait progressivement à la gestion de son office et finissait par assurer entièrement cette gestion. Cette femme, lorsqu'entre temps elle a conquis les diplômes voulus, n'est-elle pas, à tous égards la titulaire désignée d'un office dont la transmission en d'autres mains constituerait à son préjudice un véritable dépouillement des droits acquis par son labeur et son énergie dans la science et dans la pratique de la profession de notaire, d'avoué ou d'huissier. »

Et voici maintenant, dans le même sens, un passage d'un rapport de Me Papillaud publié dans le *Bulletin de l'Association nationale des Notaires de France* : « Ne voyez-vous pas la satisfaction de ce vieux notaire à la pensée que sa fille qui a été sa collaboratrice depuis plusieurs années, pourra lui succéder dans son office : il n'aura plus d'angoisse pour elle, il n'aura plus la crainte qu'en raison des maigres ressources qu'il lui laissera, elle soit obligée de chercher au dehors un travail toujours pénible et souvent mal rétribué. Ne croyez-vous pas que cette jeune fille, au courant de l'étude et de la clientèle, n'ayant jamais eu sous les yeux que des exemples de loyauté, de probité et d'honneur, exercera sa fonction aussi bien que quelque jeune notaire, souvent arriviste, voulant surtout faire des actes et gagner de l'argent ? Et les veuves de notaires qui très souvent, dans les petites études surtout, collaborent avec leur mari, ne serait-il pas équitable, si elles remplissent les conditions voulues, qu'elles puissent succéder à leur époux ? Que de jeunes confrères sont morts pour la France ne laissant à leur veuve que leur étude et des enfants à élever. Si la loi avait permis à ces veuves de continuer la profession de leur mari, elles n'auraient pas été obligées de vendre l'étude pour un prix dérisoire ou de la laisser supprimer et peut-être la misère ne se serait-elle pas installée au foyer familial. »

Bref, si la femme a besoin de travailler pour vivre et faire vivre les siens, si la carrière notariale lui présente quelque attrait et si elle se reconnaît la capacité nécessaire pour l'exercer, pourquoi lui en interdire l'accès ?

IV

En examinant la question de la femme notaire sous les trois aspects physique, intellectuel et social nous n'avons pas rencontré d'objection sérieuse, il n'en est pas de même si nous discutons le problème sur le terrain juridique et professionnel. Réserveons pour la fin la discussion juridique, de beaucoup la plus importante et la plus intéressante pour nous, et auparavant consacrons quelques lignes à l'aspect *professionnel* de la question. Pour mener à bien sa tâche difficile, le notaire doit faire preuve d'une grande autorité. Cette autorité, la trouvera-t-on chez les femmes ? On ne pourra répondre à cette question que lorsqu'on les aura vues à l'œuvre. Pour le moment il faut reconnaître que beaucoup de femmes sont des femmes d'affaires remarquables et comme il est probable que c'est dans cette catégorie que seront recrutés les notaires féminins « elles auront donc *a priori* les qualités nécessaires » comme l'écrit M. Bernard Auger, mais cet auteur a soin d'ajouter que s'il n'y a pas de difficultés à craindre de ce chef, ce n'est que lorsqu'il n'y a que des clients : « Mais il y a aussi des clientes, et l'on sait du reste qu'il n'est pas toujours facile d'en faire ce qu'on veut... Le règlement des successions où des femmes sont intéressées, directement ou par leur mari, est le plus souvent ardu, les questions d'intérêt se doublant toujours de rivalités féminines. Ces rivalités, une femme pourra-t-elle les apaiser ? J'en doute. La femme cède quelquefois devant le notaire, parce qu'elle sent qu'il est son supérieur; elle ne cédera jamais devant une notairesse, en qui elle ne verra tout au plus qu'une égale ».

V

Mais c'est sur le plan *juridique* que les objections les plus

sérieuses ont été formulées contre l'admission des femmes au notariat. Certaines objections se rattachent au *droit public*, d'autres au *droit privé*.

Touchant aux règles du *droit public*, on a formulé trois objections :

En premier lieu on a prétendu que si la proposition de M. le sénateur Martin aboutissait, ce serait permettre aux femmes étrangères de venir exercer en France la profession de notaire, ce qui pour le moins causerait un grave préjudice au corps notarial français et qui d'autre part serait contraire à toutes les règles du droit public français d'après lesquelles les fonctions publiques sont réservées aux sujets français. En effet la proposition Martin *in fine* supprime pour la femme les deux conditions (jouissance des droits de citoyen, satisfaction aux obligations militaires) qui supposent la qualité de français. Cette objection n'est pas sérieuse, elle ne nous fait sentir qu'un défaut de rédaction dans la proposition de loi Martin qui devrait exiger expressément la qualité de française et être ainsi conçue : Pourront exercer. etc... les femmes *de nationalité française*. etc...

En second lieu on a trouvé qu'il était fort singulier qu'une femme qui ne jouit d'aucun droit politique puisse être appelée à une fonction publique aussi importante et puisse recevoir ainsi une partie de la puissance publique. Cet argument a été développé par M. le sénateur Duplantier lors de la discussion au Sénat de la proposition Martin à la séance du 3 mars 1932. Les notaires donnent l'authenticité aux actes qu'ils rédigent et un acte authentique, ce qui est chose grave, présente un caractère public, il ne peut être contesté qu'au moyen d'une procédure difficile et périlleuse, l'inscription de faux. Qui plus est, ces actes lorsqu'ils

sont revêtus d'une mention sacramentelle qu'on appelle formule exécutoire sont habiles en eux-mêmes à mettre en jeu la force publique, le créancier muni de la grosse qui est la première expédition de l'acte authentique revêtue de la formule exécutoire pourra exiger, à l'échéance, l'acquit de ses dettes et faire saisir et exécuter son débiteur tout comme s'il était muni d'un jugement. Ainsi donc, si elles étaient notaires, les femmes pourraient, suivant les termes solennels de la formule exécutoire, mander et ordonner à tous huissiers de mettre un acte « à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront requis ».

« Alors, s'exclame M. Duplantier, ce sont les femmes qui vont en signant et délivrant des grosses, mettre en mouvement les divers agents ou représentants de la force publique ! »

En ce qui concerne la collation de l'authenticité aux actes qu'il rédige il n'est pas certain que le notaire ait reçu pour l'exercice de cette attribution un démembrement de la puissance publique. Dans un arrêt du 7 mai 1858 (S. 58.1 689, D. 58.1.260) la Chambre criminelle de la Cour de cassation a déclaré que les notaires ne pouvaient être considérés comme dépositaires de l'autorité publique et qu'ils étaient « les instruments passifs des conventions particulières ». C'est la même idée que l'on retrouve dans la définition de l'officier ministériel donnée au Répertoire de Législation Dalloz : « On désigne sous le nom d'officiers ministériels ou d'officiers publics, certaines personnes instituées par la loi, avec mission de faire, dans l'intérêt des particuliers, certains actes qui exigent des connaissances spéciales et une moralité au-dessus de tout soupçon. Ils

sont bien revêtus d'un caractère public, mais ils n'exercent aucune portion de la puissance publique. »

Si nous passons maintenant à l'autre attribution légale du notaire qui consiste à donner force exécutoire aux conventions qu'il constate, le même raisonnement ne tient plus et c'est bien comme délégué de l'autorité publique dont il a reçu pour ainsi dire « une portion » qu'il a pouvoir d'apposer sur les actes la formule exécutoire et de requérir, si besoin est, les agents de la force publique pour en assurer l'exécution. C'est donc seulement dans ce sens que M. le sénateur Duplantier peut dire que les notaires ont reçu un démembrement de la puissance publique et on peut s'étonner avec lui qu'une femme qui ne possède même pas le droit de vote puisse recueillir une telle prérogative, qu'une femme qui ne pouvant choisir par l'élection un représentant de la puissance publique puisse recevoir une délégation de cette même puissance.

La réforme que propose M. Martin en appelle donc une autre qui devrait la précéder : la femme ne pourra être admise à exercer les fonctions notariales que du jour où à l'égal de l'homme elle jouira de tous ses droits politiques.

La troisième objection se réfère aux incompatibilités qui existent entre l'exercice de la profession de notaire et l'exercice d'un grand nombre d'autres professions. L'édit de 1765 interdit aux notaires de se livrer à des « travaux incompatibles avec leurs fonctions, et qui les font sortir des bornes de leur état », par exemple de se livrer à des opérations de commerce, de banque ou de finance ou d'exercer la profession de médecin. L'article 7 de la loi de ventôse an XI déclare les fonctions notariales incompatibles « avec celles de juges, commissaires du gouvernement près

les tribunaux, leurs substituts, greffiers, avoués, huissiers, préposés à la recette des contributions directes et indirectes, juges, greffiers et huissiers des justices de paix, commissaires de police et commissaires des ventes ». Depuis la loi de ventôse, un certain nombre de documents législatifs et réglementaires (ordonnances, décisions du ministre de la Justice, circulaires ministérielles, avis du Conseil d'Etat, etc...) ont multiplié les cas d'incompatibilité. Ne pouvant les énumérer ici nous nous bornerons à signaler que les fonctions de notaire sont incompatibles avec toutes les professions commerciales, toutes les fonctions et professions judiciaires excepté celle de suppléant de juge de paix et aussi celle de greffier de justice de paix, dans les cas où le greffe et l'office notarial sont jumelés, chose rare en France mais fréquente en Algérie, presque toutes les fonctions administratives.

Ces incompatibilités s'étendent à la femme du notaire. Ainsi l'exercice d'un commerce par la femme d'un notaire réalisant un manquement grave à la dignité notariale peut motiver contre celui-ci, de la part du ministre de la Justice, une injonction d'opter entre la conservation de ses fonctions et la continuation du commerce (Trib. Mende, 8 octobre 1845. D. 1847.3.111). De même il n'est pas admis que la femme du notaire soit avocate.

Mais à l'inverse si les femmes pouvaient être notaires, ces incapacités s'étendraient-elles à leur mari? Le bon sens le veut et c'est là que se trouve l'objection que nous voulions formuler. Le mari d'une femme notaire ne pourra exercer aucune profession incompatible avec la profession notariale, car s'il en était autrement on pourrait accuser la femme de se livrer indirectement à une occupation incompatible avec ses fonctions. Il en résulte que quel-

ques professions seulement seront laissées au choix du mari. Ne pouvant être magistrat, officier ministériel ou commerçant, ne pouvant être receveur d'enregistrement, conservateur des hypothèques, contrôleur ou inspecteur des contributions directes que pourra-t-il bien faire? Il pourra se consacrer à sa vocation d'homme de lettres, d'artiste, de professeur ou de pasteur protestant mais la plupart du temps il vivra aux crochets de sa femme. On voit ainsi que nous en arrivons à des solutions ridicules pour ne pas dire antisociales ou même immorales. De là la nécessité d'une loi pour lever toutes ces incompatibilités qui, pour la plupart n'ont pas de raison d'être.

Passons maintenant aux objections qui se rattachent au *droit civil*. Remarquons tout d'abord qu'il n'y a aucune difficulté à prévoir si la femme est célibataire, elle jouit alors d'une pleine et entière capacité. Il en est de même si elle est veuve, divorcée ou séparée de corps. Mais la situation est différente lorsqu'il s'agit d'une femme en puissance de mari. Sans dire comme M. le sénateur Morand que dans chaque article du Code civil se trouve un obstacle à l'exercice par la femme mariée des fonctions notariales et sans aller jusqu'à prétendre comme M. le sénateur Duplantier qu'avant de voter une proposition de loi comme celle de M. Martin il faudrait proposer un « bouleversement complet et profond du Code civil », il n'en est pas moins vrai que quelques-unes des dispositions de ce Code sont manifestement incompatibles avec la proposition Martin.

Première objection. — Pour être nommée notaire la femme devra obtenir l'autorisation de son mari. Cela n'est pas douteux car si la loi ne dit pas expressément que la femme ne peut entreprendre une profession sans l'autori-

sation de son mari, du moins convient-il de généraliser pour toute profession la disposition de l'article 4 du Code de commerce qui l'exige pour le commerce¹. En effet sous tous les régimes, la femme est soumise à l'autorité maritale à raison de quoi elle ne peut s'obliger sans autorisation au moins tacite du mari et embrasser une profession c'est nécessairement s'obliger.

Cette autorisation, le mari pourra la lui refuser tout au moins s'il a de justes motifs pour le faire et s'il lui accorde, elle est révocable de la même manière qu'elle peut être refusée. L'exercice de la profession de notaire serait donc subordonné pour la femme au bon vouloir du mari. Il pourra contraindre sa femme à vendre son office s'il la juge incapable de remplir ses fonctions ou s'il trouve cet office d'un rapport trop faible comparativement aux capitaux engagés. Et puis, comme le fait remarquer judicieusement M. Auger, en vertu du droit de contrôle qu'il conserve sur sa femme, « le mari pourra toujours lui interdire les actes incompatibles avec l'honneur de la famille. Le mari pourra donc empêcher sa femme notaire de se rendre, même à titre professionnel seulement, dans tels lieux fermés aux honnêtes femmes, tels que la maison de tolérance ou de rendez-vous. Or il peut y avoir un testament à recevoir dans ces lieux, et le notaire est tenu de prêter son ministère quand il en est requis... Comment étouffer cette contradiction ? » D'ailleurs d'autres questions se posent au sujet de l'autorisation maritale et qui ne sont pas résolues. D'abord au cas de refus non justifié du mari la justice aura-t-elle compétence pour autoriser la femme mariée à exercer les fonctions notariales ? Nous ne le pensons pas

¹ 1. V. Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil*, t. II, par A. Rouast, p. 307.

car l'autorisation de justice ne pouvant être que spéciale n'aura pas qualité pour suppléer à celle du mari. Ensuite donnera-t-on au mari le droit que lui confère l'article 2 de la loi du 13 juillet 1907 d'exercer, en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, contre sa femme devenue notaire le retrait des pouvoirs d'administration sur les produits de son travail personnel qu'elle tient de l'article premier de cette même loi ?

Deuxième objection. — L'article 214 du Code civil qui prescrit à la femme d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider est en contradiction avec les dispositions de la loi de ventôse qui oblige le notaire à résider au lieu où il doit exercer ses fonctions. Si par exemple une femme exerce à Brest et que son mari désire habiter Strasbourg, elle sera obligée de vendre son étude pour suivre son mari et obéir ainsi aux prescriptions de l'article 214.

On peut répondre que pratiquement ce cas ne se présentera jamais, le mari ne voudra jamais se déplacer pour faire perdre à sa femme une bonne clientèle. Juridiquement, on peut dire que le mari ayant autorisé sa femme à se faire nommer notaire à une résidence déterminée, il a par cela même accepté que le domicile de son épouse y reste attaché. Il ne pourra donc la contraindre à le suivre. Le même fait se produit d'ailleurs pour les femmes fonctionnaires des P. T. T., pour les femmes professeurs ou institutrices, ou même pour les ouvrières.

Troisième objection. — La lourde responsabilité incombant aux notaires est incompatible avec la situation de la femme mariée dans les divers régimes matrimoniaux. Une jurisprudence qui tend à se faire jour à la Chancellerie ne permet d'embrasser la profession de notaire qu'aux per-

sonnes qui par leur situation morale et pécuniaire présentent un certain crédit. Or, dit-on, en ce qui concerne sa responsabilité, la femme est frappée d'incapacité par tous les articles qui traitent du contrat de mariage. Cette objection est facilement réfutable : il suffit d'examiner quels sont les biens qui sous les différents régimes matrimoniaux sont laissés à la poursuite des créanciers et qui en conséquence pourront répondre des fautes professionnelles de la femme notaire et des obligations contractées par elle. Sous le régime de séparation de biens ou le régime exclusif de communauté il n'y a pas de difficultés, les créanciers de la femme auront pour garantie les biens personnels de celle-ci. Sous le régime dotal, il est évident qu'alors les tiers n'auront action que sur les paraphernaux qui devront se réduire à peu de choses, ils n'auront pas d'action sur le patrimoine dotal qui est indisponible : c'est cette objection qui, lors de la discussion de la proposition Martin, a fortement impressionné le Sénat. M. Chevallier y a répondu par cette simple remarque : de toute façon les femmes officiers ministériels seront une exception, celles qui seront mariées « seront encore moins nombreuses et plus rares encore celles mariées sous le régime dotal ». D'autre part sous les régimes de communauté, M. Martin déclare que les responsabilités qui seront encourues par la femme à raison des fautes commises dans l'exercice de sa profession incomberont à son mari, attendu que c'est ce dernier qui lui a donné l'autorisation, dans les mêmes conditions, « avec cette différence que, lorsque c'est le mari qui, par sa faute, a mis en jeu la responsabilité, la femme prime les créanciers. Les créanciers arrivent ensuite. » En effet sous tous les régimes matrimoniaux les biens du mari sont grevés de l'hypothèque légale de la femme, ce qui fait que les droits de la femme

du notaire en vertu de cette hypothèque passe avant les droits des créanciers du notaire. « L'indisponibilité résultant du fait des notaires masculins est donc plus grande que celle qui pourrait résulter par impossible de l'indisponibilité des biens d'une femme notaire. » Les tiers envers qui la femme se sera obligée comme notaire auront action non seulement sur les biens réservés de la femme et sur ses propres, mais encore par extension de l'article 1426 du Code civil sur les biens de la communauté et par suite sur ceux du mari (art. 1419, C. civ.). C'est une dérogation à la règle « Qui auctor est, se non obligat ». Somme toute, rien ne s'oppose à ce qu'on n'applique pas ici les règles de la *femme commerçante*. Remarquons comme conséquence de l'application de ces règles qu'il y a tout lieu de croire que de nombreux maris regarderont à deux fois avant d'autoriser leur femme à exercer une profession aussi lourde en responsabilités que le notariat.

De ces trois objections, seule la première nous semble impossible à combattre; c'est qu'elle touche à une pièce maîtresse de notre droit matrimonial, à savoir l'autorisation maritale assortie du droit de contrôle du chef de famille sur les actes de sa femme. « Alors que l'incapacité est d'une valeur législative très contestable, écrit M. Rouast au tome II du *Traité pratique de droit civil* de Planiol et Ripert, le droit du mari d'autoriser sa femme à prendre une profession nous paraît au contraire une prérogative de la puissance maritale indispensable à maintenir, car il s'agit souvent de l'avenir même du ménage, et en tous cas d'une détermination qui concerne la personne même de la femme. Il peut y avoir le plus grand intérêt pour le ménage à ce que la femme n'entre pas dans la carrière d'artiste lyrique ou dramatique, en raison des dangers moraux que cette

carrière comporte; il peut être désastreux que la femme entreprenne un commerce sans en avoir les capacités, et qu'elle entraîne par la faillite la ruine et le déshonneur de sa famille. » On pourrait en dire autant de la femme notaire. « Toute carrière un peu active, poursuit l'éminent professeur, risque de l'éloigner de son rôle d'épouse et de mère. Le contrôle du chef de famille s'impose donc en cette matière, indépendamment de toute question de capacité civile de la femme. L'autorisation du mari n'est pas le remède à une incapacité, mais l'exercice même de ce droit de contrôle. »

Malgré ce brillant plaidoyer en faveur de la puissance maritale, cette dernière, sinon en fait du moins en droit, est à l'heure actuelle gravement compromise par l'évolution actuelle de notre législation. M. René Renoult, Garde des Sceaux, a en effet déposé au mois de juin 1932 sur le bureau du Sénat un projet de loi qui se propose de mettre fin à la puissance maritale et de rendre à la femme mariée le plein exercice de sa capacité. Dès lors toutes les objections que nous avons faites à l'idée de la femme notaire deviendraient sans valeur, car d'après le projet la femme n'est plus sous la dépendance de son mari en ce qui concerne le gouvernement de sa personne; la suppression du devoir d'obéissance entraîne notamment pour elle la liberté d'exercer une profession sans le consentement de son mari; en outre elle peut se passer de l'autorisation maritale pour passer des actes juridiques. Une telle réforme devait fatalement entraîner des modifications dans les régimes matrimoniaux : un nouveau régime légal dit de la participation aux acquêts est dans le même projet substitué au régime de la communauté qui est lui-même assez profondément remanié.

Le nouveau régime légal combine les principes de la séparation de biens et ceux de la communauté : chacun des époux conserve la gestion et la disposition de ses biens propres, ce n'est qu'à la dissolution du mariage que les acquêts seront évalués et partagés.

En donnant cette analyse rapide, d'ailleurs fort incomplète, du nouveau projet de loi, nous ne pensons pas avoir fait une digression inutile. Elle nous a permis d'apercevoir du même coup les conséquences de son adoption : dès lors le problème de la femme officier ministériel devrait être résolu par l'affirmative.

Il en est ainsi dans la plupart des nations européennes, notamment l'Angleterre, les Pays-Scandinaves, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie chez lesquelles la femme a cessé d'être une incapable. Notons en passant, qu'il existe en Italie une femme notaire : c'est Mlle le Dr Elisa Resignani établie à Novare depuis l'année 1928. Au Portugal il existe une femme avocat et notaire : Mme Aurora de Castro, avocat et notaire à Porto; dans ce pays la femme mariée peut accomplir tous les actes relatifs à ces professions sans autorisation maritale. En Suisse également une femme, le Dr Ruth Speiser ouvrit en 1925, à Bâle un cabinet d'avocat et de notaire. Aux Etats-Unis d'Amérique, au cours d'un procès déjà ancien devant la City Court de New-York, la validité d'un acte reçu par Miss Jennie Turner, notaire public, ayant été contestée par le motif que les fonctions de notaire public ne pouvaient pas être exercées légalement par une personne du sexe féminin, le Chief Justice Mac-Adam a émis l'opinion que rien n'empêchait une femme d'être tabellion. Dans les Etats de l'Union : North Dakota, Alabama, Californie, Illinois, Ohio, Tennessee, Wyoming, le notariat est accessible au beau sexe.

De tous ces longs développements quelle conclusion tirer? Sans vouloir faire preuve d'antiféminisme, bien au contraire, nous reconnaissons que depuis le XIX^e siècle le rôle de la femme n'a cessé de grandir dans presque tous les domaines qui, autrefois, étaient exclusivement réservés à l'homme : par son instruction, par son travail, par son esprit d'entreprise, elle occupe de plus en plus dans la famille et dans la société une situation comparable à celle de l'homme. Mais est-ce bien là une raison pour lui ouvrir l'accès de toutes les carrières masculines. « A mon avis, disait un jour M. le Doyen Berthélemy à M. Octave Béliard venu pour l'interviewer, les carrières d'hommes ne réussissent pas aux femmes. Un homme peut être tout entier à sa fonction : *il n'en a qu'une*. La femme doit penser, en outre, à sa *profession de femme*. Au Palais, ou dans un bureau administratif, dans un service public, l'administration intérieure de la famille, qui lui incombe à elle seule lui donne des distractions légitimes. Il faut qu'elle songe au ménage, aux enfants. Décidera-t-on de n'employer que des célibataires? Ce serait détourner la femme par l'appât de professions lucratives, de sa vocation naturelle, la plus noble et la mieux faite pour elle. Les femmes nous valent, mais elles sont autres que nous. Leur intelligence et leur sensibilité les rendent éminemment aptes à la culture, à la spéculation désintéressée, à la curiosité des choses de l'esprit. Les étudiantes valent souvent mieux que les étudiants. Mais lorsqu'il s'agit de transformer le savoir en action, l'étudiant médiocre leur passe devant. »

En somme n'y aurait-il pas entre les professions une discrimination à faire et ne permettre à la femme d'exercer que les fonctions où ses qualités propres peuvent se donner carrière comme l'enseignement, la médecine, les œuvres

sociales et hospitalières? C'est là, en effet bien souvent, qu'elle montre plus d'intelligence, de sens pratique et d'énergie organisatrice que l'homme.

Dans les services publics si les femmes font preuve de connaissances plus complètes que les hommes, elles sont en revanche moins attentives qu'eux.

Quant aux carrières libérales, « des femmes exceptionnellement douées, dit M. Romier¹, y trouvent leur chance comme elles l'eussent trouvée ailleurs, mais trop d'autres femmes n'y sont que les imitatrices, bientôt découragées, d'un précédent masculin ». Prenons comme exemple la profession d'avocat. Une expérience de trente années a montré que pour nombre d'entre elles cette profession leur avait réservé bien des déceptions. Si les avocates ont su conquérir l'estime des magistrats et de leurs confrères il n'est pas sûr qu'elles aient acquis au même degré la confiance des plaideurs. Il n'y en a pas qui se soient fait des noms célèbres. La plupart sont trop peu occupées : lorsqu'un plaideur, homme ou femme, a un procès important et sérieux, ce n'est pas à une femme qu'il va le confier mais au contraire à un homme.

Et pour cette autre carrière libérale qu'est le notariat, nous avons vu qu'aucune considération d'ordre physique, intellectuel et social ne mettait obstacle à l'exercice de cette profession par une femme. Au point de vue juridique, nous avons vu qu'il n'en était pas de même tant du côté du droit public que du droit privé bien que les difficultés doivent s'aplanir après le vote des projets de loi accordant à la femme droit de suffrage et droit d'éligibilité ainsi qu'après l'adoption du nouveau projet de loi sur la capacité

1. Lucien Romier, *Promotion de la femme*, 1930.

de la femme mariée. Du point de vue strictement professionnel nous avons dit peu de choses : en cette matière, l'expérience seule doit parler. Parlera-t-elle ? Nous le croyons, mais il faudra attendre encore nombre d'années.

L'enquête faite auprès des compagnies judiciaires au sujet de la proposition Martin n'a pas donné les résultats attendus par l'auteur. A part la Cour de cassation qui ne s'est pas montrée hostile, les avis en très grande majorité ont été défavorables. L'Association générale des notaires de France dans son assemblée générale ordinaire des 15 et 16 mars a décidé de mettre la question de côté. Et dans sa réunion du 15 juin 1932 le XXXVIII^e Congrès des notaires de France, considérant que pour permettre l'accès des femmes au notariat, il faut une modification profonde de la législation tant au point de vue du statut familial qu'au point de vue du statut matrimonial a décidé qu'avant de prendre partie sur la question, il était nécessaire de procéder à une refonte de ces deux statuts.

Le corps notarial est des plus traditionalistes, il tient à ses vieux principes et l'histoire nous montre que dans cette noble corporation les réformes se font toujours longuement attendre.

TITRE II

LES CONDITIONS DE CAPACITE

CHAPITRE PREMIER

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 25 VENTOSE, AN XI, MODIFIEE PAR LA LOI DU 12 AOUT 1902

(art. 35, 4^o et 5^o à 44).

Les conditions de capacité exigées pour l'admission aux fonctions notariales sont énoncées dans les articles 35, 4^o et 5^o, 36 à 44 de la loi ainsi conçus :

« Art. 35. — Pour être admis aux fonctions de notaire il faudra... 4^o justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants; 5^o et avoir subi avec succès l'examen professionnel prescrit par les articles 42 et 43 ci-après .

« Art. 36. — Le temps de travail ou de stage sera, sauf les exceptions ci-après, de six années entières et non interrompues, dont deux au moins en qualité de premier clerc. Une de ces deux années devra être accomplie dans un office d'une classe au moins égale à celle de l'office dont le titulaire sera à remplacer.

« Le temps de stage ne sera que de quatre années, dont une au moins en qualité de premier clerc, si le candidat justifie du diplôme de docteur ou de licencié en droit, ou du

certificat d'élève diplômé d'une école de notariat reconnue par l'Etat.

Art. 37. — Les membres des tribunaux civils ou des Cours, ayant au moins deux ans de fonctions, les avoués et les avocats ayant au moins deux ans d'inscription au tableau, les receveurs et les agents supérieurs de l'administration de l'enregistrement, les greffiers en chef des cours et tribunaux civils, licenciés en droit, ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins, pourront être admis aux fonctions de notaire en vertu d'une dispense expresse du Garde des Sceaux, en justifiant d'une année de stage dans une étude de notaire d'une classe égale à celle à laquelle aspire le candidat, et après avoir subi avec succès l'examen prescrit par les articles 24 et 43 ci-après.

« Art. 38. — Le notaire en exercice n'aura besoin d'aucune nouvelle justification pour être admis à une place de notaire vacante, même dans une classe supérieure à celle à laquelle il appartient.

« Art. 39. — Nul ne sera admis à l'inscription de stage, s'il ne justifie qu'il est âgé de dix-sept ans accomplis et s'il ne produit un certificat de bonne vie et mœurs.

Art. 40. — L'aspirant au notariat n'obtiendra un avancement de grade que sur la production d'un certificat délivré par le notaire chez lequel il travaillera.

« Ce certificat renfermera des renseignements précis et détaillés sur les aptitudes, la capacité et la moralité de l'aspirant.

« Si la mutation de grade s'effectue dans un autre arrondissement que celui où l'aspirant était déjà inscrit, celui-ci devra joindre au certificat ci-dessus un certificat de capacité et de moralité délivré par la Chambre de discipline dans le ressort de laquelle il travaillait.

« Art. 41. — Aucun aspirant au notariat ne pourra être admis à prendre l'inscription de premier clerc s'il n'a préalablement subi avec succès, devant la Chambre dans le ressort de laquelle il travaille, un examen après lequel il sera déclaré apte à ces fonctions.

« L'examen comprendra une épreuve écrite et une épreuve orale. La délibération motivée qui sera prise par la Chambre visera la capacité et la moralité du candidat.

« Art. 42. — L'aspirant qui voudra être investi des fonctions de notaire produira, avec le diplôme d'aptitude, un avis de la Chambre de discipline du ressort dans lequel il se propose d'exercer, et un certificat de chaque Chambre dans le ressort de laquelle il aura travaillé, constatant la durée de son stage et sa moralité.

« Aucun aspirant ne sera admis aux fonctions de notaire s'il ne justifie avoir subi avec succès un examen professionnel.

« Cet examen comprendra deux épreuves : l'une écrite, dans laquelle l'aspirant rédigera au moins deux formules d'actes; l'autre orale qui portera sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à l'exercice du notariat.

« Les épreuves orales seront subies publiquement. L'examen sera passé au chef-lieu du département dans lequel l'aspirant sera inscrit au stage, devant une commission spéciale réunie sur la convocation du président de la Chambre des notaires du chef-lieu composée de cinq membres au moins et comprenant :

« Le président ou le syndic de la Chambre des notaires du chef-lieu du département, qui en aura le présidence et un ou plusieurs notaires délégués par chacune des Chambres du département.

« Et un agent supérieur de l'enregistrement désigné par la direction.

« Art. 43. — L'examen devra être passé avant tout traité de cession d'office; mais le diplôme d'aptitude ne sera délivré par le secrétariat de la Chambre dépositaire du rapport de la commission d'examen qu'au moment de la confection par le parquet du dossier de présentation du candidat.

« A Paris, la Chambre des notaires fera fonction de commission spéciale; il lui sera adjoint un agent supérieur de l'enregistrement désigné par le directeur.

« Il en sera de même dans les départements où il n'existerait qu'une seule Chambre des notaires.

« Tout candidat dont l'insuffisance aura été constatée dans l'une et l'autre des deux épreuves sera ajourné et ne pourra subir un nouvel examen avant le délai d'un an.

« Art. 44. — Il est établi au profit des bourses communes, des droits d'inscription et d'examen.

« Ces droits sont fixés ainsi qu'il suit :

« Pour chaque inscription sur le registre du stage : cinq francs;

« Pour l'examen de premier clerc : vingt francs;

« Pour l'examen d'aptitude aux fonctions de notaire : quarante francs. »

La loi du 12 août 1902, modifiant la loi de ventôse exige donc deux conditions de capacité : 1^o La justification d'un stage et 2^o la satisfaction à un examen professionnel. Cette dernière condition est une nouveauté par rapport à la loi de ventôse. Nous consacrerons une section à l'étude de chacune de ces conditions.

Section I. — Le stage de la loi de 1902

I. Sa durée (art. 36, § 1) — L'article 36 nouveau fixe pour le stage une durée *uniforme* pour tous quelle que soit la classe dans laquelle il a été accompli, quelle que soit la classe à laquelle appartient l'office à acquérir. Cette durée uniforme est de six années entières et non interrompues, c'est le principe autrefois admis par la loi de ventôse. L'ancien article 36 prescrivait que l'une des deux dernières années du stage fût faite en qualité de premier clerc dans une étude d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir. Le nouvel article 36 exige deux années en qualité de premier clerc, mais l'une seulement des deux années doit être faite dans *un office d'une classe au moins égale à celle de l'office dont le titulaire sera à remplacer*. Ces deux années de première cléricature, même l'année à passer dans une classe égale à celle de l'étude à remplir, ne doivent pas nécessairement être faites dans les deux dernières années du stage, la circulaire ministérielle du 16 août 1902 nous l'indique d'une manière catégorique; elles peuvent même être faites en plusieurs fois : c'est ce qui était admis pour l'année de première cléricature sous l'empire de l'ancien article 36. Il doit en être de même des deux années de première cléricature exigées par le nouvel article 36. Le stage une fois terminé confère à l'aspirant un droit acquis : il lui donne le droit de passer l'examen d'aptitude aux fonctions de notaire. Mais s'il ne subit pas de suite cet examen il n'est pas nécessaire qu'il continue à être inscrit sur les registres du stage, ni même qu'il reste dans une étude de notaire, pourvu que postérieurement il ne remplisse aucune occupation étrangère à la pratique du droit. Plusieurs décisions du ministre de la justice avaient reconnu antérieu-

rement à la promulgation de la loi que nous commentons, que, dans ces conditions, le stage acquis donnait à l'aspirant le droit de se faire nommer notaire. Il doit en être de même sous l'empire de la loi de 1902 à l'égard de l'examen d'aptitude.

Ajoutons, pour être complet, que la loi du 5 avril 1919 est venue réduire la durée du stage au profit des aspirants au notariat qui avaient été mobilisés durant la guerre pendant deux ans au moins ou retenus dans les territoires envahis ou en territoire ennemi. Le stage était alors réduit à quatre années dont une année au moins en qualité de premier clerc sans qu'elle ait besoin d'être accomplie dans une étude d'une classe égale à celle dont on veut devenir titulaire.

II. Exceptions (art. 36, § 2, art. 37, art. 38). — A la règle générale posée par l'article 36, § 1, la loi a apporté trois exceptions : 1^o une réduction de stage en faveur des candidats munis de diplômes d'écoles de droit ou de notariat (art. 36, § 2) ; 2^o une dispense de stage en faveur de certains fonctionnaires (art. 37) ; 3^o des conditions spéciales à l'égard des notaires en exercice (art. 38).

A) Réduction de stage. — La première catégorie des privilégiés comprend les *docteurs ou licenciés en droit* et les *élèves diplômés d'une école de notariat reconnue par l'Etat*. Ces personnes bénéficient d'une réduction de stage de deux années, et cette réduction a lieu sur la production de l'un des diplômes indiqués. Il ne s'agit pas là d'une faveur mais d'un véritable droit. Dans les quatre années de stage auxquelles restent soumis les candidats de cette catégorie, une année au moins s'applique à la première cléricature. La loi n'ajoute pas qu'elle devra figurer soit la dernière du stage,

soit, comme précédemment, se réclamer d'un office de classe égale à celui dont on traite, mais la Chancellerie a reconnu que l'aspirant pourvu du diplôme de docteur ou de licencié en droit¹, ou d'ancien élève d'une école de notariat était affranchi de cette double obligation. Récemment encore, en 1929, un député, M. Charlot, posait au ministre de la Justice au sujet de cet article 36 une double question. Il lui demandait : 1° Si, conformément aux décisions ministérielles des 16 mars 1903, 10 octobre 1903 et 3 décembre 1904, interprétant l'article 36 de la loi de ventôse modifiée par la loi du 12 août 1902, dans le sens de l'exemption en faveur des candidats licenciés en droit l'obligation du stage en première cléricature dans un office d'une classe égale à celle de l'office dont les candidats demandent à être investis, il n'y avait pas lieu pour les candidats *licenciés ou docteurs*, de tenir compte de la différence des classes des offices; 2° Si, en conséquence, un règlement de Chambre des notaires pouvait valablement ajouter aux prescriptions légales en leur imposant cette obligation. M. Charlot reçut la réponse suivante : le candidat-notaire, docteur, licencié ou diplômé d'une école de notariat, peut accomplir dans un office notarial de *n'importe quelle classe, et quelle que soit la classe de l'étude qu'il se propose d'acquérir*, la seule année de première cléricature à laquelle il est contraint. Le règlement intérieur qui imposerait à ce candidat l'obligation d'accomplir son stage de premier clerc dans une étude « de classe au moins égale à celle de l'office dont le titulaire sera à remplacer » ajouterait au texte du paragraphe 2 de l'article 36. Une semblable disposition ne pourrait donc être approuvée par la Chancellerie.

Notons qu'au moment de la promulgation de la loi de 1902 les écoles de notariat n'avaient pas encore reçu l'in-

vestiture de l'Etat. Les élèves diplômés des écoles de notariat ne bénéficient des dispositions du nouvel article 36 paragraphe 2 que depuis 1905. C'est en effet une série de décrets rendus le 3 août 1905 qui a reconnu officiellement les écoles de notariat qui existaient à cette époque.

La loi du 5 avril 1919 que nous avons déjà mentionnée accordait aux docteurs ou licenciés en droit ainsi qu'aux élèves diplômés d'une école de notariat une réduction de stage d'une année si par ailleurs ils remplissaient les conditions exigées par la loi, c'est-à-dire s'ils avaient été mobilisés pendant deux ans au moins ou retenus dans les régions envahies ou en territoire ennemi.

B. *Dispense de stage.* — Nous avons vu quels abus étaient résultés du droit donné au Gouvernement par la disposition trop générale de l'article 42 de la loi de ventôse de dispenser de la justification du temps de stage les aspirants qui avaient exercé des fonctions administratives ou judiciaires.

Plus rigoureux que son devancier le législateur de 1902 limite dans l'article 37 nouveau la liste de ces personnes ainsi privilégiées et fixe les conditions dans lesquelles la dispense qui n'est d'ailleurs qu'une *simple faveur gouvernementale* et non pas un droit, pourra intervenir. Par suite aucune dispense de stage ne peut être accordée aux fonctionnaires et agents qui ne sont pas compris dans l'énumération de l'article 37. Les principes posés par cet article doivent, dit la circulaire ministérielle du 16 août 1902 « être rigoureusement interprétés conformément au texte très précis de la loi ». La faveur accordée par l'article 37 puise sa raison d'être dans les présomptions de capacité résultant par analogie de travaux de l'exercice de certaines professions ou fonctions de l'ordre administratif ou judiciaire.

Quels sont les bénéficiaires de cette faveur? L'article 37 indique en premier lieu comme pouvant obtenir une dispense de stage les membres des tribunaux civils ou des cours. Cette disposition s'applique à tous les magistrats dépendant de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des tribunaux civils; mais elle ne comprend pas les membres de la Cour des Comptes, ni les juges de paix et les magistrats suppléants. Pour bénéficier de cette dispense, ils doivent avoir au moins deux ans de fonctions. En deuxième lieu l'article 37 appelle les avoués et les avocats. Pour les premiers il n'est pas exigé qu'ils aient rempli leurs fonctions depuis un certain temps. Quant aux avocats ils doivent être inscrits au tableau depuis deux ans au moins; les avocats stagiaires en raison de ce qu'ils ne peuvent être inscrits au tableau, ne sauraient bénéficier d'une dispense de stage. En troisième lieu l'article 37 accorde la même faveur aux receveurs et agents supérieurs de l'enregistrement, c'est-à-dire sous-inspecteurs, inspecteurs, directeurs, etc., elle ne s'applique donc pas aux surnuméraires ni aux employés. En quatrième lieu enfin, les greffiers des cours et des tribunaux peuvent être dispensés du stage mais à condition : 1° Qu'ils soient licenciés en droit; 2° Qu'ils aient exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins. Cette disposition a été ajoutée à l'article 37 à la suite d'un amendement présenté par M. Talon à la séance du Sénat du 7 février 1899; elle ne s'étend point aux greffiers de justice de paix ni à ceux des tribunaux de commerce.

Tous ces bénéficiaires ne peuvent être nommés qu'après avoir satisfait aux trois conditions suivantes : 1° Il leur faut tout d'abord demander une dispense de stage au ministre de la Justice; ce dernier d'après les renseignements qui lui sont fournis peut l'accorder ou la refuser, ce n'est

donc pas un droit, mais une faveur; 2° Ces aspirants doivent justifier d'une année de stage notarial dans une étude d'une classe égale à celle de l'office qu'ils veulent acquérir; aucun grade particulier n'est exigé. Il a paru au législateur que dans ce cas tout spécial un stage très réduit suffisait en raison des garanties que le candidat offrait déjà au point de vue de l'honorabilité et de la capacité; 3° Ils doivent subir l'examen professionnel prescrit par l'article 42 comme les autres candidats, il est en effet indispensable qu'ils justifient de leur capacité aux fonctions de notaire.

C) Conditions spéciales pour les notaires en exercice. —

Une dernière exception aux règles du stage est applicable aux notaires en exercice. Ceux-ci d'après l'article 38 peuvent être admis à une place de notaire vacante sans nouvelle justification de stage, même dans une classe supérieure de deux degrés à celle à laquelle ils appartiennent. C'est là une modification importante à la loi de ventôse, on se souvient, en effet, que d'après l'ancien article 38 le notaire en exercice n'était dispensé de toute justification de stage que pour être admis dans une classe immédiatement supérieure et que d'autre part pour bénéficier de cette faveur il lui fallait avoir exercé pendant un an. D'après les travaux préparatoires le nouvel article 38 paraissait s'appliquer aux anciens notaires comme aux notaires en exercice. Le rapport de M. Guérin au Sénat ne laissait aucun doute sur cette question. La circulaire du ministre de la Justice du 16 août 1902 n'a pas admis une interprétation aussi large : elle imposa à tous les candidats, même les anciens notaires l'obligation de fournir le diplôme d'aptitude et le certificat de moralité prescrits par l'article 42.

III. Admission et constatation du stage. — Les nouveaux articles 39 à 41 modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance de 1843 relatives à l'admission au stage et à sa constatation.

L'article 39 indique les formalités à remplir pour l'admission au stage. Tout en maintenant les prescriptions de l'Ordonnance de 1843 concernant l'âge, cet article exige en outre la production d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire du domicile du clerc; mais bien qu'il ne l'indique pas, il est nécessaire de produire un certificat du notaire constatant le grade occupé par le clerc, conformément aux prescriptions de l'article 31 de l'Ordonnance de 1843.

On sait comment d'après l'article 36 de cette même ordonnance s'opéraient les mutations de grade : il suffisait que le clerc fit la déclaration de son avancement à la Chambre en produisant à l'appui un certificat du notaire qui constatait seulement le grade qu'il occupait en son étude. Le nouvel article 40, modifie complètement l'ancienne disposition. S'occupant des mutations de grade jusqu'à celui de premier clerc exclusivement, il prévoit deux cas différents : ou bien l'aspirant veut changer de grade soit dans la même étude, soit dans une étude similaire du même arrondissement, le certificat délivré par le titulaire de l'étude où il travaille et contenant des renseignements précis et détaillés sur les aptitudes professionnelles, la moralité et la capacité de l'intéressé suffira pour justifier la mention de la mutation sur les registres de stage; ou bien l'aspirant se transporte dans un arrondissement différent soit pour avancer en grade, soit même avec parité de grade¹, dans ce cas il sera tenu d'obtenir outre le certificat

1. L'article 40 n'a prévu que le cas d'avancement en grade mais il y a lieu d'accomplir les mêmes formalités lorsque le clerc qui change d'étude

ci-dessus, une seconde attestation de capacité et de moralité, celle-ci émanant de la Chambre de discipline de l'arrondissement abandonné. Cette prescription, comme celle concernant le certificat du notaire a pour but, porte la circulaire ministérielle du 16 août 1902, de contribuer au relèvement de la capacité et de la moralité des candidats.

Jusqu'à la loi de 1902, l'absence de réglementation permettait, avec la bienveillante complicité d'un notaire, d'arriver, sans connaissances professionnelles suffisantes à la première cléricature, dernière étape du stage. Il n'en est plus ainsi de nos jours, car suivant l'article 41 l'aspirant qui veut obtenir son inscription de premier clerc est tenu, outre la satisfaction aux formalités qui viennent d'être indiquées, de subir l'*examen de premier clerc*. La loi de 1902 rend obligatoire cet examen qu'un grand nombre de Chambres avaient déjà coutume de faire passer. Il doit être subi devant la Chambre des notaires de l'arrondissement où l'aspirant a travaillé en qualité de deuxième clerc, mais le texte de l'article 41 n'indique pas d'une façon précise à quel moment; il porte seulement qu'il doit être subi préalablement à toute inscription en qualité de premier clerc. L'article 41 porte que l'examen de premier clerc comprend deux épreuves, l'une écrite, l'autre orale. Mais il ne contient aucune autre indication. Ce sont les Chambres de notaires qui ont dû fixer elles-mêmes par un règlement spécial les formes de cet examen ainsi que les matières sur lesquelles il porte. Il en a été de même pour tous les points qui n'ont pas été prévus par le législateur, comme l'époque à laquelle on doit subir l'examen, la fixation du quorum

occupe dans sa nouvelle place un grade identique. En effet, le but du législateur a été de permettre de suivre le clerc pas à pas pendant tout son stage au double point de vue de sa capacité et de sa moralité, et pour l'atteindre, il est nécessaire que les formalités prescrites soient remplies.

nécessaire pour délibérer, le délai dans lequel le candidat qui a échoué peut se représenter, etc.

Quoi qu'il en soit, l'examen subi avec succès confère un diplôme d'aptitude en vertu duquel le candidat peut obtenir, sans nouvelle épreuve, son inscription de premier clerc, même dans une étude d'ordre plus élevé ou placée dans un arrondissement différent. Il suffira, comme preuve, d'une communication du secrétaire de la Chambre dans le ressort de laquelle l'examen aura été passé au secrétaire de la compagnie dans l'arrondissement de laquelle l'aspirant voudra continuer son stage.

La décision affirmative ou négative de la Chambre sur la capacité et la moralité du candidat (l'art. 41 prescrit en effet que la Chambre doit aussi se prononcer sur la moralité) doit être motivée, sans toutefois que l'intéressé soit fondé à réclamer un extrait de la délibération. On a voulu « éviter, disait le sénateur Guérin en son rapport, qu'un clerc puisse se prévaloir de son aptitude aux fonctions de premier clerc pour créer une agence d'affaires, souvent à côté de l'étude dans laquelle il a travaillé. »

Section II. — L'examen professionnel.

Voici le terme de la cléricature. Un office se présente vacant à la convenance du candidat. Parmi les nombreuses formalités à remplir avant l'investiture de notaire, la plus importante sans contredit est celle de l'examen final. Cette heureuse innovation de la loi de 1902 constitue l'une des meilleures garanties du recrutement notarial. On se souvient en effet que sous l'empire de la loi de ventôse on avait coutume de ne délivrer le certificat de capacité et de moralité exigé par cette loi qu'après avoir fait subir un

examen au candidat, mais cet examen outre qu'il n'était pas obligatoire ne présentait pas des garanties suffisantes, en raison, d'une part, qu'il était passé postérieurement au traité de cession et, d'autre part, qu'il était subi devant les notaires qui devaient devenir les confrères du candidat.

L'examen professionnel réglementé par les articles 42 et 43 de la loi de ventôse, modifiée par la loi du 12 août 1902 est obligatoire. Nul ne peut s'y soustraire hormis les notaires en exercice et les anciens notaires qui, nommés sous l'empire de la loi de 1902, ont déjà subi cet examen. Les notaires en exercice nommés avant la promulgation de la loi de 1902 doivent, pour éviter d'être astreints à passer l'examen, postuler pour un autre office en même temps qu'ils donnent leur démission, afin que les deux nominations, celle de leur successeur et la leur, soient concomitantes. Si, au contraire, ils ne traitaient d'un autre office que postérieurement à la nomination de leur successeur, ils seraient considérés comme anciens notaires et en conséquence devraient subir l'examen.

Suivant l'article 42 l'examen comprend une épreuve écrite non éliminatoire avec la rédaction au minimum de deux formules d'actes et une épreuve orale portant sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à l'exercice du ministère notarial, la circulaire ministérielle du 16 août 1902 indique, comme matières de l'épreuve orale, le droit civil, le droit fiscal, la procédure, le droit commercial, l'organisation et la pratique notariales. Dans le but d'en rehausser l'importance, l'épreuve orale est subie en séance publique. La circulaire ministérielle du 16 août 1902 prescrit que l'annonce en soit faite au moins huit jours à l'avance par une affiche apposée à la porte extérieure du local de la Chambre et par une insertion

dans un des journaux chargés des annonces légales. L'examen se passe devant une commission réunie au chef-lieu de département. Elle est composée d'éléments empruntés aux Chambres de discipline des arrondissements du département, et complétée par l'adjonction d'un agent supérieur de l'enregistrement : le législateur a voulu éviter tout soupçon de faiblesse en choisissant ainsi des juges affranchis dans une large mesure, des influences locales et dégagées de toute préoccupation personnelle. Cette commission doit, aux termes de l'article 42 compter cinq membres au moins ; elle est ainsi constituée : le président ou le syndic de la Chambre de discipline du chef-lieu du département qui la préside, un ou plusieurs notaires délégués par chacune des Chambres du département et un agent supérieur de l'Enregistrement désigné par la Direction. La Commission doit se réunir toutes les fois qu'il est nécessaire et il doit être constitué des sessions ordinaires et trimestrielles aux mois de janvier, avril, juillet et octobre. Par disposition exceptionnelle, à Paris et dans le département de la Seine, la Chambre des notaires, à laquelle est adjoint un agent supérieur de l'enregistrement désigné par la direction, fait fonction de commission spéciale (art. 43). Dans les départements où il y a au moins quatre Chambres de notaires, la Chancellerie prétend qu'il ne doit être nommé qu'un délégué par Chambre. Cette limitation ne se comprend pas : elle ne résulte nullement du texte de l'article 42 qui, au contraire, donne aux Chambres le droit de nommer un ou plusieurs délégués. Si le département ne comprend que trois arrondissements ou même seulement deux, la circulaire ministérielle du 16 août 1902 prescrit qu'il sera nommé deux délégués par Chambre, sauf la Chambre du chef-lieu de département qui n'en

désignera qu'un seul, le président faisant partie de droit de la commission. Dans tous les cas, en outre des délégués titulaires, la Chambre doit nommer un ou plusieurs délégués suppléants qui ne feront partie de la commission qu'au cas d'absence ou d'empêchement du délégué titulaire. Bien que la circulaire ci-dessus ne contienne aucune indication sur ce point, c'est ainsi qu'il est généralement procédé par les Chambres et cette désignation de délégués suppléants est nécessaire afin d'assurer le service de la commission. La commission est compétente pour faire subir l'examen à tous les clercs qui sont inscrits au stage dans les limites du département; elle ne peut admettre que les candidats qui ont leur stage complet et qui par suite sont en état d'acquérir un office et de solliciter leur nomination (Circ. min. du 16 août 1902). Quant aux anciens notaires qui veulent reprendre un office et qui sont astreints à l'examen, ils doivent le subir soit au chef-lieu du département de leur domicile, soit au chef-lieu du département de leur ancienne résidence.

La seule justification que le candidat ait à fournir lorsqu'il se présente à l'examen est celle de l'accomplissement intégral du stage, il n'a pas à prouver qu'il réunit toutes les conditions nécessaires à sa nomination : âge de 25 ans, jouissance des droits de citoyen, satisfaction aux obligations militaires car, ainsi que le fait remarquer la circulaire ministérielle du 16 août 1902, c'est au Gouvernement seul qu'il appartient après examen du dossier, d'apprécier si le candidat réunit les conditions voulues pour obtenir sa nomination.

Aux termes de l'article 43, l'examen doit être passé avant tout traité de cession d'office. « Cette condition, dit l'exposé des motifs, est essentielle pour que le jury statue en pleine indépendance et sans préoccupation

étrangère. Il est, en effet, permis de craindre notamment que le préjudice éprouvé par le cédant, lorsque la candidature du cessionnaire est écartée, n'exerce une influence sur la décision de la commission d'examen. » Toutefois si l'examen était subi postérieurement au traité de cession, il n'en serait pas moins valable; en effet l'annulation ne saurait résulter que d'une disposition expresse de la loi et l'article 43 ne contient aucune prescription à cet égard. Mais s'il y avait de la part du candidat des agissements frauduleux afin d'induire la commission en erreur, il serait à craindre que la Chancellerie n'ordonnât contre lui des poursuites disciplinaires.

L'ajournement ne peut être prononcé que si le candidat n'a pas obtenu une note suffisante à l'épreuve écrite et que ses réponses à l'épreuve orale n'aient pas été jugées satisfaisantes par la commission : il ne suffirait pas que l'insuffisance de l'épreuve écrite soit constatée : c'est sur l'ensemble de l'examen que la commission doit se prononcer. L'ajournement comme l'admission est prononcée à la majorité des voix, celle du président en cas de partage étant prépondérante. La décision de la commission d'examen est souveraine; toutefois, l'ajournement du candidat pour cause d'insuffisance ne l'empêche pas de se représenter, mais il ne pourra subir le nouvel examen avant le délai d'un an.

Si au contraire le candidat est admis, le voilà reconnu d'une manière définitive apte aux fonctions de notaire. Quand viendra l'heure de la confection du dossier nécessaire pour la nomination, le parquet d'office, sur les indications de l'intéressé, ou ce dernier personnellement obtiendra du secrétaire de la Chambre près de laquelle l'examen a été passé, délivrance du diplôme d'aptitude, mais à ce moment seulement. On a voulu, par ce moyen, éviter

l'usage abusif de cette pièce entre les mains du candidat. Sous le bénéfice de l'observation qui précède, le droit pour l'intéressé d'obtenir lui-même délivrance du certificat paraît hors de doute, puisque, d'une part, le texte de l'article 43 ne suppose pas le contraire et que, d'un autre côté, l'article 42 place ce document au nombre de ceux que le candidat doit produire.

Mentionnons en dernier lieu les autres pièces appelées à figurer dans le dossier de présentation, c'est-à-dire l'*avis*, un simple avis, le mot est à remarquer, de la *Chambre de discipline* du ressort dans lequel l'aspirant se propose d'exercer, et le *certificat de stage et de moralité* émané de chacune des Chambres de notaires dans le ressort de laquelle l'aspirant aura travaillé (art. 42). Sous l'empire de la loi de ventôse, seule la Chambre de l'arrondissement où le postulant désirait exercer était appelée à apprécier si le candidat présentait des garanties suffisantes pour être admis au sein de la compagnie des notaires de l'arrondissement; c'est cette Chambre en effet qui devait délivrer le certificat de capacité et de moralité. Depuis la loi de 1902 il n'en est plus de même, cette Chambre se borne à donner un simple avis, avis qui ne constitue qu'une simple opinion dénuée de sanction; c'est au Gouvernement seul qu'il appartient d'apprécier après examen du dossier si l'aspirant réunit les conditions voulues pour obtenir sa nomination. Il en résulte certainement une augmentation des pouvoirs du Gouvernement à l'égard des nominations de notaires et une diminution de l'autorité des Chambres de discipline. Quant aux certificats de stage et de moralité, à eux seuls ils remplacent les extraits du registre d'inscriptions, délivrés par les secrétaires des Chambres de discipline dans lesquelles le candidat avait fait son stage, et les certificats des notaires,

CHAPITRE II

CRITIQUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1902 RELATIVES AUX CONDITIONS DE CAPACITE

Le législateur de 1902 mérite de grands éloges. En organisant le stage sur des bases plus solides, en rendant obligatoire et en réglementant l'examen professionnel, il a apporté au recrutement notarial une amélioration considérable dont nous devons reconnaître les bienfaits. Malheureusement on ne saurait considérer la réforme de 1902 comme définitive, il convient de l'envisager seulement comme un sérieux pas en avant dans la voie du progrès. C'est que nous reprochons tout particulièrement à la loi de 1902 de n'avoir osé imposer aux candidats notaires la justification d'études théoriques dont elle reconnaît implicitement, nous le verrons, l'évidente nécessité.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections : la première contiendra les quelques critiques de détail dont sont susceptibles les dispositions par ailleurs excellentes des nouveaux articles 35 à 43 ; dans la deuxième nous montrerons les regrettables lacunes de la loi de 1902 qui n'a pas été assez loin dans la voie de l'instruction théorique.

Section I. — Critiques de détail relatives au stage et à l'examen professionnel.

Une innovation particulièrement digne de louanges est l'unification et la simplification du stage que réalise la loi de 1902. Sauf de rares exceptions la même durée de stage devient une loi commune pour les aspirants aux études de toutes classes. Le législateur a enfin compris que s'il arrive que dans les grosses études se traitent des affaires plus difficiles que dans les petites, il est malgré tout hors de doute que tous les notaires ont des *attributions identiques*, des *responsabilités* et des *devoirs équivalents* et qu'en conséquence ils doivent recevoir la *même instruction*.

Nous n'avons pas à discuter ici le point de savoir si en général la division des notaires en trois classes doit être supprimée ou maintenue, constatons simplement avec satisfaction, au sujet de la question qui nous occupe, que la loi n'en a pas tenu compte pour baser ses exceptions à la règle générale du stage. Toutefois l'article 36 décide que, sur les six années de stage, deux doivent être passées en qualité de premier clerc et l'*une de ces deux années dans un office de classe au moins égale à celle de l'office dont le titulaire sera à remplacer*. Cette dernière disposition est regrettable et n'est pas en harmonie avec le commencement de l'article : puisqu'on abolissait toute distinction de classes au point de vue de la durée du stage, il ne fallait pas le rétablir pour l'une des deux années de premier clerc, c'est un manque de logique. D'ailleurs cette disposition n'existait pas dans les projets primitifs : ni dans celui de Darlan, ni dans celui de Milliard, c'est le Sénat qui l'a introduit, après un amendement de M. le sénateur Ratier basé sur l'argument déjà développé par le conseiller Réal. « Un clerc,

disait M. Ratier, qui n'a travaillé que dans un modeste chef-lieu de canton ne saurait avoir ni l'expérience, ni la connaissance aussi complète des hommes et des choses qu'un clerc habitué à traiter les affaires dans une grande ville. Dès lors, les besognes étant différentes, pourquoi décider qu'un clerc d'une petite étude pourra devenir immédiatement apte à diriger les affaires d'une grande? » Nous connaissons la fragilité d'un tel argument, exact peut-être au temps où la propriété mobilière était peu développée, mais dénué de fondement aujourd'hui, surtout après l'évolution que la guerre a hâtée.

Au reste cette disposition de l'article 36, § 1, dernier alinéa, est d'autant plus inutile qu'elle peut être aisément tournée. Ainsi aux termes de l'article 38 le notaire en exercice est dispensé d'une nouvelle justification de stage pour occuper une place de notaire vacante, même dans une classe supérieure à celle à laquelle il appartient. C'est cet article qui permet d'éluder les prescriptions qui nous occupent relatives à la première cléricature, puisqu'un notaire de troisième classe ancien clerc dans une étude seulement équivalente, peut, dès le lendemain de sa nomination, devenir titulaire, sans nouvelle justification, d'un office de première classe.

Deux propositions de loi toutes récentes ont été déposées à la Chambre des députés en vue de faire disparaître de l'article 36 l'exigence que nous critiquons. La première qui date de la session extraordinaire de l'année 1931 a pour auteurs MM. Gaumet et Queinnec. Ils se fondent sur ce que la classification des études de notaire ne correspond plus à leur importance actuelle, laquelle d'ailleurs est susceptible de varier par suite du déplacement des populations; en outre, au point de vue de la capacité profession-

nelle, l'examen est le même pour toutes les classes; enfin il résulte de la réglementation actuelle que les notaires ruraux ne peuvent conserver les collaborateurs qu'ils ont eu de la peine à former, car ceux-ci se voient dans la nécessité de les quitter pour accomplir un stage dans une étude de classe supérieure leur permettant de s'installer là où ils le jugeront à propos. Cette proposition fut suivie d'un rapport de M. Queinnec qui ne put venir en discussion sous la quatorzième législature. De là le dépôt sous la quinzième législature, à la séance du 16 juillet 1932 d'une nouvelle proposition tendant au même but que la précédente. L'auteur en est M. Victor Schleiter, notaire honoraire, député de la Meuse et maire de Verdun. Dans l'exposé des motifs M. Schleiter montre que le niveau des connaissances professionnelles est aujourd'hui sensiblement le même dans toutes les études. Il prouve, chiffres à l'appui, qu'étude de troisième classe n'est pas toujours synonyme de petite étude. Croit-on par exemple qu'un premier clerc d'une étude de troisième classe telle que Roubaix (117.000 habitants) serait plus incapable de devenir notaire dans un office de deuxième classe comme Saint-Julien (1.548 habitants) qu'un clerc de Riom (11.000 habitants) où les études sont de première classe? « Croit-on même, ajoute M. Schleiter, que le principal clerc d'une étude de Reims (2^e classe, 101.000 habitants) serait moins apte à devenir notaire à Agen (1^{re} classe, 23.580 habitants) qu'un jeune homme inscrit comme premier clerc dans une étude de Paris, lequel, pour compétent et intelligent qu'il soit, ne voit jamais qu'une partie spécialisée du travail de l'étude, celui-ci étant strictement compartimenté, sous la haute direction d'un principal clerc de carrière, entre : clercs liquidateurs, clercs aux sociétés, aux actes courants, etc... sans parler

de la comptabilité dont bien entendu, il ne peut connaître le premier mot, réservée qu'elle est, dans toutes les grandes études, à des techniciens et qu'un notaire pourtant doit connaître. » D'autre part, l'auteur fait observer que l'examen professionnel que doivent subir les candidats est le même pour toutes les classes. Rien par conséquent ne peut interdire à un premier clerc d'une étude de troisième ou de seconde classe l'accès aux fonctions de notaire dans une étude de classe supérieure.

Cette proposition de loi a été renvoyée à la commission de législation civile et criminelle.

Si nous avons trouvé inopportune la disposition portée par le deuxième alinéa de l'article 36 § 1, nous ne pouvons en dire autant de celle contenue dans l'alinéa premier *in fine* du même article qui impose à l'aspirant *deux années de première cléricature*, au lieu d'une seule comme autrefois. C'est là une disposition excellente. En effet le premier clerc joue dans l'étude un rôle de premier plan, il doit surveiller tout ce qu'on y fait. Les deux années passées en première cléricature constituent pour l'aspirant le meilleur mode de préparation à l'exercice de sa future profession. « La loi de ventôse, porte la circulaire ministérielle du 16 août 1902, n'exigeait des candidats qu'une seule année de première cléricature. Le législateur a pensé que le temps durant lequel l'aspirant remplit les fonctions importantes de premier clerc, alors surtout que ce grade ne pourra être obtenu, à l'avenir, qu'après un examen sérieux, est la meilleure préparation à l'exercice du notariat; il a donc augmenté cette période du stage. » De plus il n'est pas prescrit que les deux années de première cléricature soient les deux dernières, c'est un avantage par rapport au régime ancien

qui obligeait le futur notaire à se maintenir dans une charge qu'il ne remplissait pas toujours.

Pour ce qui est des cas de dispense et de réduction de stage, les articles 36 et 37 de la loi qui y sont relatifs présentent dans l'ensemble de bonnes dispositions et nous savons que si de tels cas sont prévus, ce n'est plus en considération de la classe dans laquelle a travaillé le candidat.

Le nouvel article 37 a sur l'ancien article 42 qu'il remplace le grand avantage d'énumérer *limitativement* les fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire dispensés de l'accomplissement du stage entier. Cette limitation a été faite dans le but de fermer la porte à tous les abus qui s'étaient produits par suite de l'imprécision des termes de l'ancien article 42. Ici, nous émettrons un regret, c'est que le Sénat n'ait pas cru devoir adopter un amendement de M. de Sal tendant à ajouter à la liste de l'article 37 les professeurs et les agrégés des Facultés de droit. Peut-être la Chambre Haute a-t-elle jugé inutile cette addition, pensant avec quelque vraisemblance, que ceux-là sont bien rares qui seraient tentés de délaisser la chaire des Facultés pour le cabinet du notaire. De ce que l'on ait peu d'exemples de cette éventualité flatteuse pour le notariat, il ne s'ensuit point qu'il ne doive, le cas échéant, tenir ses portes toutes grandes ouvertes à cette élite de l'intelligence française.

Nous observerons encore au sujet de cet article 37 que la faveur qu'il accorde, si elle a sa raison d'être lorsqu'il s'agit de personnes qui comme les agents de l'enregistrement ont exercé des fonctions présentant quelque analogie avec les fonctions notariales, est beaucoup moins justifiée pour d'autres. C'est ainsi que la loi reconnaît à un avoué nommé de la veille, à un jeune magistrat ayant

siégé, à un jeune avocat ayant plaidé en de rares circonstances des aptitudes exceptionnelles aux fonctions notariales. De semblables présomptions seront fausses dans la plupart des cas. Toutefois il convient de louer le législateur pour avoir indiqué nettement quant aux avocats la nécessité de deux années d'inscription au tableau, et non plus, simplement, deux années d'admission au stage, comme il résultait de la loi de ventôse qui ne spécifiait point. Si consciencieusement employé que soit le stage d'un jeune avocat, il faut bien reconnaître qu'il s'applique surtout à prendre l'habitude de la parole dans des affaires de minime importance où il est désigné d'office, plus souvent devant la juridiction correctionnelle que devant la juridiction civile. Les clients connaissent peu le chemin de son cabinet de consultations et il ne lui arrive pas, neuf fois sur dix, de plaider, à défaut d'autres, les affaires civiles d'assistance judiciaire. Cette situation inséparable de tout début, est celle de la majorité des stagiaires; l'expérience des affaires civiles, si indispensable aux futurs notaires, n'est guère leur fait et ce n'est point trop de deux années d'inscription au tableau pour l'acquérir.

En ce qui concerne l'article 38 visant le cas du notaire en exercice qui désire changer d'étude, on peut regretter qu'un amendement de M. de Sal qui tendait à assimiler l'ancien notaire non destitué au notaire en exercice et à le faire bénéficier de la disposition de l'article 38, n'ait pas été pris en considération par le Sénat. L'ancien notaire est donc obligé lorsqu'il veut rentrer en fonctions de subir l'examen professionnel.

Pour ce qui est de la constatation du stage, la loi de 1902 est aussi en grand progrès par rapport à la loi de l'an XI. Ainsi l'article 40 nouveau décide que par le certificat qu'il

délivre à son clerc lorsque celui-ci veut prendre une inscription, le notaire devra donner *toutes les indications susceptibles de renseigner sur les aptitudes, la capacité et la moralité de l'aspirant*. On pourra bien objecter qu'au moment de la première inscription le patron est dans l'impossibilité de donner de tels renseignements sur un clerc qu'il ne connaît pas encore, mais nous répondrons que suivant un usage reconnu par les articles 33 et 36 de l'Ordonnance du 4 janvier 1843, celui-là a trois mois pour s'inscrire à compter du jour où il est entré dans sa nouvelle place. Le patron alors ne délivrera le certificat que vers la fin de ce délai après avoir suffisamment jugé de l'étendue des connaissances de son clerc. Malheureusement les garanties que ce certificat avait pour but d'augmenter restent néanmoins à peu près illusoires car le notaire refuse rarement une attestation d'où peut dépendre l'avenir de son clerc. M. Bauby avait préconisé un système qui bien que différent dans son principe de celui de l'article 40, devait, selon l'auteur, concourir au même but. « On ne saurait mieux faire, disait-il, pour contrôler l'assiduité des stagiaires, que leur imposer comme dans les Universités, la nécessité d'inscriptions périodiques et payantes dont la moindre utilité serait de constater tout au moins que le clerc réside dans la ville où il est censé effectuer son stage¹ ». Pour si neuve et originale qu'elle soit, cette idée n'apporte qu'un bien inutile moyen pour contrôler le stage. L'inscription en effet ne prouverait qu'une chose : c'est que le clerc au moment précis où il la prend séjourne dans la ville qu'il doit habiter, mais il peut quitter immédiatement cette ville et n'y revenir que pour recommencer, à l'époque voulue, cette

1. Bauby, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile des notaires*, p. 653.

illusoire formalité. Mais quand bien même il y aurait continuité de résidence, quel bénéfice réel en retirerait le jeune homme qui ne s'occuperait de son stage que pour en consigner sur le papier les étapes successives. M. Bauby choisit bien mal son exemple quand il cite l'Université, celle-ci en effet ne compte-t-elle pas beaucoup d'étudiants dispensés de l'assiduité aux cours, qui ne gagnent la Faculté que pour les inscriptions et les examens !

Une des meilleures innovations de la loi de 1902 est sans contredit la création de l'*examen de premier clerc*. Sous l'empire de la loi de ventôse le stage pouvait être, quelque contrôle que pût exercer la Chambre de discipline, un stage fictif et de complaisance. Aux termes de l'article 41 modifié par la loi de 1902, nul ne peut prendre inscription de premier clerc s'il n'a préalablement subi avec succès un examen devant la Chambre du ressort où il désire s'inscrire. De là cet avantage : le stage s'il a été à son début peu sérieux, s'il a été contrôlé par des certificats de complaisance toujours possibles, se trouvera arrêté dans son exercice et sa durée par l'examen qui marque l'obtention du dernier grade de cléricature et en est comme la consécration.

L'examen de premier clerc est donc un moyen de s'assurer de l'instruction pratique du candidat bien supérieur aux certificats délivrés par les patrons. Toutefois, l'article 41, étant donné la façon dont il est conçu et appliqué n'échappe pas à toute critique : en premier lieu les garanties de compétence ne sont pas sauvegardées : le fait d'interroger et d'examiner étant un métier au même titre que celui de juger, il est à craindre que particulièrement dans les petits arrondissements, les Chambres n'aient pas toute la compétence voulue pour apprécier les connaissances

théoriques et pratiques des candidats. Voilà par exemple un vieux notaire que l'on a nommé président de sa compagnie parce qu'il exerce honorablement sa profession dans une petite étude où il fait toujours les mêmes actes, évitant d'appliquer les lois nouvelles qu'il connaît à peine; et c'est lui, qui n'a pas ouvert un livre de droit depuis qu'il est notaire, qui est appelé à interroger les candidats.

En second lieu l'article 41 étant rédigé en termes trop imprécis, la loi laisse sans réponse quantité de questions : A quelle époque doit-on subir l'examen ? L'épreuve écrite est-elle éliminatoire ? Quel est le quorum nécessaire pour délibérer ? Comment se forme la majorité au sein de la chambre convertie en commission d'examen ? En cas d'ajournement, dans quel délai le candidat peut-il se présenter à nouveau ? Et surtout quelles matières forment l'objet de chacune des épreuves écrite et orale prévues par l'article 41 ? C'est aux diverses Chambres de discipline qu'il a appartenu de donner les réponses à ces questions dans leur règlement intérieur. Il en résulte fatalement un défaut d'uniformité de jurisprudence regrettable. L'inconvénient se fait surtout sentir en ce qui concerne la diversité des solutions données à la dernière question. Pas plus que la loi, les circulaires ministérielles n'ont en effet fixé de programme de connaissances, laissant une liberté complète aux examinateurs à cet égard; par suite il n'y a pas d'égalité quant au niveau de l'examen entre les diverses Chambres : dans certains arrondissements, cette épreuve est restée une simple formalité, alors que dans des arrondissements voisins, elle comporte de sérieuses difficultés : certains membres de commission d'examen désireux de se ménager des collaborateurs très instruits, se montrent plus difficiles pour l'épreuve de premier clerc

que pour celle de notaire; semblant confondre le premier clerc avec le principal clerc, ils prétextent que celui-ci, étant à tout propos susceptible de remplacer son patron, doit avoir les mêmes connaissances que lui, et qu'ils veulent éviter que les agents d'affaires si redoutés actuellement par la concurrence qu'ils font au notaire puissent trop facilement revêtir le titre d'ancien premier clerc de notaire. Hâtons-nous de dire que ce ne sont là que de mauvais motifs qui prouvent une compréhension tout à fait illogique de la disposition de la loi. D'abord cette compréhension va au contresens de l'esprit du législateur qui a voulu organiser comme deux échelons progressifs dans l'instruction notariale; ensuite, elle n'est nullement justifiée par la façon dont on conçoit le stage actuellement, car en général le candidat aux fonctions notariales ne se trouvera aux prises avec les difficultés de la carrière que quand il sera premier clerc, auparavant il n'aura que très rarement l'occasion de les connaître quand son patron ou son principal, en lui confiant la préparation d'un acte particulier, ou en le chargeant d'une mission spéciale à un greffe, au bureau de l'enregistrement, à celui des hypothèques ou à la trésorerie générale, lui expliquera toute la suite de l'affaire qui aura occasionné la difficulté à solutionner.

Une autre modification considérable apportée par la loi de 1902 se rapporte à l'examen final prévu par les nouveaux articles 42 et suivants et à la suite duquel est délivré le *diplôme d'aplitude* remplaçant l'ancien certificat de capacité et de moralité. Cet examen constitue l'épreuve décisive où viennent échouer tous ceux qui n'ont pas acquis les connaissances jugées suffisantes pour pouvoir exercer la profession notariale. Il nous est bien difficile de lui faire

des critiques : l'impartialité nous y semble suffisamment assurée par suite de la publicité des épreuves, de l'époque à laquelle ces dernières sont subies (antérieurement au traité de cession d'office), de l'uniformité des questions posées au candidat dans la même session et de la diversité dans les membres composant le jury. On pourrait toutefois souhaiter y voir figurer un professeur de la faculté de droit la plus voisine. Il faut louer le législateur de ne pas avoir admis au sein de la commission d'examen les magistrats de la juridiction contentieuse ou du parquet. Le rôle du ministère public est assez prépondérant lors de la nomination du notaire; son contrôle, en matière de discipline, assez étendu sur les actes du notaire en exercice sans qu'il soit besoin de l'inviter à se prononcer sur la capacité professionnelle des candidats. Si le ministère public veut se rendre compte de la capacité du candidat conformément à la circulaire ministérielle du 1^{er} mars 1890¹, cela lui est loisible sans qu'il fasse nécessairement partie du jury d'examen. Le jury départemental, institué pour la satisfaction des détracteurs des Chambres de discipline d'arrondissement érigées en commissions d'examen, ne nous paraît pas atteindre complètement encore le but visé. Le jury ne pourra être absolument dégagé des influences locales, de considérations d'amitié ou autres, que s'il siège au chef-lieu de chaque Cour d'appel. Sa sentence n'en aura que plus de prestige et de crédit². Quant au programme de l'examen lui-même, la loi ne l'a guère mieux défini que

1. « Vos substituts, dit cette circulaire, ont le devoir de se rendre compte personnellement du mérite des aspirants... en interrogeant le candidat lui-même sur les devoirs essentiels de sa profession, sur les lois et règlements qui les définissent... »

2. En ce sens, Hurson, *Etude sur une réorganisation du notariat*, p. 22 et Bauby, *op. cit.*, p. 655.

celui de l'examen de premier clerc : « Ensemble des connaissances juridiques nécessaires à l'exercice du notariat ». Heureusement que la circulaire ministérielle du 16 août 1902 est venue apporter un peu de précision à ces termes vagues.

La loi ne dit rien non plus sur la manière dont le candidat doit être interrogé. Et pourtant cette question peut recevoir trois réponses différentes. Le candidat peut être interrogé par le président seul ou bien par l'agent supérieur de l'enregistrement sur sa spécialité et chacun des autres examinateurs sur une matière différente du programme. Cette dernière manière de procéder est sans conteste la meilleure : par la variété des questions posées et la diversité des façons d'interroger, elle permet au jury de porter sur la valeur du candidat une appréciation plus exacte et plus équitable, elle est d'ailleurs employée à l'heure actuelle par presque tous les jurys d'examen. Il paraît en effet contraire à l'esprit de la loi de confiner, comme le font les deux premiers systèmes, l'agent supérieur de l'enregistrement et les autres membres de la commission dans un rôle muet, se bornant tout au plus à signaler au président les questions qu'ils désireraient entendre poser au candidat.

La loi est muette aussi sur le mode d'opérer et de délibérer au sein de la commission d'examen. Nous adresserons encore un reproche au système de l'article 43 en ce qui concerne le délai d'ajournement : le délai d'un an imposé par l'article 43 en cas d'échec à l'examen de notaire nous paraît trop long, ce qui peut nuire au candidat en l'obligeant d'attendre une année entière, ou porter les examinateurs à être trop indulgents, eu égard au préjudice réel qu'un tel retard pourrait porter non seulement au cessionnaire mais

au cédant éventuel d'une charge. Un ajournement à trois mois ou au plus à six mois comme le proposait Hurson¹ nous paraît très raisonnable.

Nous venons de voir ce que la loi de 1902 avait fait pour augmenter les garanties de capacité nécessaires pour accéder à la carrière notariale. A part les quelques critiques de détail que nous avons formulées, on peut dire que cette loi réalise un progrès considérable par rapport à la loi de ventôse et il nous faut applaudir à son organisation très suffisante du stage et à la consécration des deux examens obligatoires de premier clerc et de notaire.

Ainsi que l'a écrit M. Dépinay, ancien notaire à Versailles, « la loi de 1902 par l'amélioration du recrutement du notariat honore cette profession en assurant au public des garanties sincères et efficaces de la capacité et de la moralité de ceux qu'elle investit de la noble mission de notaire² ». Mais nous n'hésitons pas à dire que cette réforme n'est pas complète et qu'il y a lieu d'exiger encore plus des postulants de la fonction notariale. La loi, en effet, présente des lacunes et l'une d'elles est d'une extrême gravité. L'étude de ces lacunes fera l'objet de notre deuxième section.

Section II. — Les lacunes de la loi de 1902.

Dans son *Traité élémentaire de Droit civil*, Planiol a consacré un paragraphe aux généralités sur le notariat et c'est par ces mots qu'il le clôture : « Même ainsi réduit, le ministère des notaires est encore une des plus importantes

1. Hurson, *op. cit.*, p. 23.

2. *Revue du notariat et de l'enregistrement*, n° de décembre 1902, p. 895.

fonctions de la société civile. Il exige, pour être bien rempli, *une probité et une délicatesse au-dessus de tout soupçon*, une grande expérience des affaires et *une connaissance parfaite du droit* ». On ne saurait mieux décrire le type du notaire modèle, ni ajouter une qualité à celle qu'exigeait le regretté professeur. Or, le Français est-il toujours sûr de trouver ces qualités réunies chez le notaire qu'il charge de ses intérêts; a-t-il chance tout au moins d'avoir affaire à un homme dont les pouvoirs publics ont apprécié le savoir et la probité ? Il nous est permis d'en douter car le législateur ne s'est pas montré assez exigeant en ce qui concerne la moralité et la capacité de ceux qui briguent les offices de notaire. C'est ce que nous allons essayer de démontrer dans la présente section en étudiant les lacunes de la loi de 1902.

La première de ces lacunes concerne les *conditions de moralité*. Les premières garanties devraient consister dans des preuves irrécusables de moralité, or il nous semble que la loi de 1902 ne s'est pas montrée assez rigoureuse à ce sujet, elle n'a pas pris toutes les précautions désirables pour s'assurer que les nouveaux venus réunissent toutes les conditions qu'on est en droit d'exiger d'eux pour la complète sécurité des parties. Comme le faisait déjà la loi de ventôse, celle de 1902 lie les garanties de moralité à celles de capacité, elle n'a pas fait pour les premières des dispositions spéciales. Nous pensons que c'est un tort. Le législateur, au lieu de ne s'en occuper qu'incidemment, aurait dû en un ou deux articles préciser de sévères garanties de moralité, au contraire il semble ne faire d'elles que des garanties accessoires à la capacité, elles n'ont pas la place à laquelle elles ont droit. Elles sont bien moins sérieuses que sous l'Ancien Droit où une *enquête super vita et moribus*

était prescrite. Quelle est en effet la pièce qui permet au Gouvernement d'apprécier la moralité des candidats qui réclament l'investiture ? Un simple avis de la Chambre qui n'a d'ailleurs pas pour mission exclusive de constater la moralité de l'aspirant mais aussi la durée de son stage. Cet avis est pris en général d'après les réponses données à une circulaire que la Chambre envoie à tous les notaires de l'arrondissement. Ces derniers connaissant peu ou point du tout le candidat et n'ayant d'ailleurs la plupart du temps nul souci des mœurs de leur futur confrère, on devine quels résultats peut donner cette enquête sommaire.

Or, sans demander le retour aux lunettes d'or du notaire de comédie, il n'est pas possible de nier la nécessité d'une enquête préalable sérieuse sur la moralité, le goût du travail, les idées d'ordre et d'économie à exiger de celui qui doit être le conseil et le guide des clients, souvent même l'administrateur de leur petite fortune. Toute irrégularité d'existence privée, faisant redouter des dépenses exagérées et la négligence des devoirs professionnels, devrait causer le refus impitoyable du candidat, quelles que fussent d'ailleurs les influences mises à sa disposition. La Chancellerie supprimerait par là un quantième élevé de défaillances. Que de fois n'entend-on pas prédire au moment de certaines nominations, les déconfitures qui vont suivre à plus ou moins brève échéance. Certes, bien souvent, la moralité n'est pas facile à constater, on ne sait même plus guère comment la définir, la moralité étant devenue l'un des objets les plus controversés de la philosophie contemporaine. Il reste toutefois une notion commune de l'honorabilité qui peut servir jusqu'à un certain point à écarter les candidats indignes. La mieux semble-t-il serait de laisser au parquet le soin de faire une enquête dans les

arrondissements où le clerc a accompli son stage, enquête analogue à celle à laquelle il est procédé lorsqu'un candidat s'inscrit au stage des avocats. L'aspirant notaire ne devrait être admis à subir l'examen professionnel qu'après avis favorable du parquet, avis donné d'après les renseignements de l'enquête.

Mais voici maintenant la lacune la plus grave de la loi de 1902 : si cette loi apporte toutes les garanties voulues au point de vue de l'exercice et la durée du stage ainsi que l'examen qui constitue le brevet définitif, en un mot tout ce qui concerne la capacité professionnelle, il faut avouer par contre qu'elle n'a rien fait pour donner au notaire l'*instruction théorique* qui lui est indispensable. On peut encore de nos jours être notaire et n'être même point bachelier. Le stage, en effet, bien qu'il mérite une place importante dans l'instruction du futur notaire ne doit pas occuper une place exclusive. Certes nous n'avons pas l'intention de renverser les rôles et de prétendre pour imiter nos voisins les Belges que la théorie est suffisante. « La plus savante théorie ne suffirait pas pour faire un bon notaire, disait Favard dans son rapport au Tribunat. Il faut une pratique assidue pour apprendre les formes, pour exprimer avec clarté les conventions qui se diversifient à l'infini... et pour se bien pénétrer de l'esprit de la profession ». — « Avez-vous déjà vu, disait récemment M. Moreau¹, un jeune docteur tout frais éclos de la Faculté essayer de libeller le plus innocent des contrats de vente ou de se retrouver dans la moins revêche des liquidations ? Je l'ai vu, moi, parce qu'il y avait un miroir en face de ma table de travail, et je vous affirme que c'est

1. Discours prononcé le 2 mars 1932 à la distribution des prix de l'Ecole de notariat de Paris.

pauvre chose. Mais avez-vous aussi vu un praticien pur aux prises avec un de ces problèmes juridiques que soulèvent trop souvent les complexités de la vie moderne ? Si oui, vous avouerez avec moi que ce n'est pas un spectacle rassurant pour les intérêts privés. » Le stage seul peut apprendre à rédiger les actes avec clarté et précision mais il est notoirement insuffisant pour former le jurisconsulte que doit être tout notaire sans exception, car nous avons vu dans les préliminaires de cette seconde partie en étudiant le rôle actuel du notaire que celui-ci était le guide des parties et le magistrat de la juridiction volontaire. La fréquentation plus ou moins longue d'une étude de notaire n'enseigne pas, par elle-même, à l'aspirant les principes généraux, les règles supérieures qui forment la théorie de notre droit. Sans aucun doute ces principes peuvent se dégager peu à peu de la pratique journalière, pour les esprits réfléchis et studieux ; mais c'est là une méthode longue et laborieuse et plus d'un n'en recueille les fruits que longtemps après la fin du stage et après plusieurs années d'exercice comme notaire.

Il faut donc au notaire dont le méditer consiste à appliquer les principes du droit une double préparation, l'une théorique, l'autre pratique, dès lors son instruction ne sera complète que par la combinaison du stage et des études de droit. Demolombe dans la préface de son *Cours de Code civil* a fort bien exprimé la nécessité de rapprocher et d'unir les deux méthodes : « J'ai toujours déploré, disait-il, cette espèce de divorce que l'on remarque parfois entre la théorie et la pratique, et ces dédains réciproques qu'elles se témoignent si mal à propos de part et d'autre. Comme si la théorie étrangère au progrès des temps et des mœurs, privée des enseignements de l'expérience, ne devait pas

dégénérer bientôt en vaine spéculation, comme si la pratique sans méthode et sans règle n'était pas autre chose à son tour qu'une pitoyable et dangereuse routine. Rien n'est donc plus nécessaire et désirable que leur alliance. » Et dans un discours prononcé à la distribution des prix de l'Ecole de notariat de Paris, le 9 décembre 1899, Fernand Faure exprimait la même opinion : « Le notaire qui n'aurait appris que par la pratique à exercer sa profession pourrait être renseigné à merveille sur tel ou tel fait particulier; il n'aurait aucune idée générale, aucune vue d'ensemble; il n'y aurait aucun lien entre ses idées et ses solutions, et je n'hésite pas à dire qu'il serait un médiocre praticien et un mauvais notaire. Il ne serait jamais, dans tous les cas, le notaire au sens élevé que nous voulons donner à ce mot. Le vieil adage *fit fabricando faber* est vrai pour les professions naturelles. Il ne l'est pas; il ne peut l'être que très partiellement pour les professions qui méritent le titre de savantes... » Et M. Moreau nous avertit des dangers d'une pratique non fortifiée par la théorie : « La pratique seule, dit-il, présente des dangers qui sont de plus d'une sorte. Le plus grave c'est que le praticien inconscient du péril soit entraîné à ces erreurs, à ces fautes lourdes qui pèsent si cruellement sur une carrière, mais le plus ordinaire c'est que l'exercice de la profession y perde cette souplesse, cette élasticité qui doit permettre à la science appliquée, non seulement de se plier à tous les intérêts, mais encore d'en apprécier toutes les nuances et de s'adapter avec une exactitude heureuse aux besoins spéciaux de chaque cas particulier. C'est l'absence de doute, qui, produisant la sécurité fait tomber trop de notaires sous le coup de responsabilités auxquelles ils n'opposent que l'attristante excuse : « J'ai toujours vu opérer ainsi »; mais c'est elle aussi, qui pro-

duisant l'incuriosité, tend à transformer une profession savante en un métier mécanique, crée le fétichisme de la formule, l'empirisme de ces modèles adoptés une fois pour toutes et appliqués inexorablement à telle ou telle catégorie de faits, comme un magasin de confections présente trois tailles de vêtements à toutes les statures et à toutes les corpulences. »

D'ailleurs pour se convaincre de la nécessité d'une instruction théorique préalable au stage il suffit de constater l'embarras du pauvre clerc alors qu'on lui demande pour la première fois d'appliquer des principes du droit qu'il ignore complètement. Ces principes, le stagiaire peut-il les acquérir au moyen de lectures appropriées? M. Leproust répond à notre question : « Il y a bien peu de clercs qui aient le courage de se livrer sans guide à l'étude d'ouvrages de droit où ils rencontrent à chaque instant des expressions qu'ils ne comprennent pas, ou du moins dont ils ne saisissent pas la véritable portée; puis ceux qui s'y livrent ne peuvent retenir ce qui fait l'objet de leur lecture, incapables qu'ils sont de pouvoir le rattacher à des principes généraux. Découragé, le jeune homme laisse de côté ses livres, il se borne alors à apprendre les formules des actes les plus usuels, remplaçant ainsi par la mémoire seule, ou pour mieux dire par la routine, ce qui devrait être l'œuvre de son jugement. La faute n'en est pas à lui, elle est tout entière au législateur, qui n'a pas pris les mesures suffisantes pour lui permettre d'arriver au but qu'il doit atteindre¹. » Le moindre inconvénient de cette situation est de faire perdre au stagiaire un temps précieux en

1. Leproust, *Modifications à apporter dans les conditions de capacité exigées pour parvenir aux fonctions notariales*, 1892.

tâtonnements inintelligents et en débuts interminables. Et ce n'est que par la routine que l'aspirant arrivera ainsi à passer ses examens de premier clerc d'abord, de notaire ensuite. Mais ainsi devenu patron, quels résultats pourra-t-il attendre de cette formation, à notre époque surtout où la rapidité des affaires ne doit laisser place à aucune indécision, où également des erreurs qui peuvent être ruineuses sont si faciles à commettre. Sans doute dans bien des cas les traités pratiques et les formulaires lui viendront en aide, mais le plus souvent le public désire obtenir des renseignements sur l'heure, dans ces circonstances il sera incapable de les fournir et perdra la confiance de ses clients. Nous ne voulons pas dire par là que le notariat n'est exercé que par des incapables, bien au contraire, nous nous empressons de rendre hommage au corps notarial tout entier qui, dans tous les temps et dans toutes les circonstances, a donné des preuves de son dévouement et de son savoir. Cet hommage, nous l'adressons aussi aux clercs laborieux et courageux qui, à leurs heures de loisir, et bien souvent après le rude labeur de l'étude puisent dans la lecture des ouvrages de droit l'instruction théorique que la loi n'a pas su leur imposer.

Au reste l'instruction théorique a été reconnue si utile qu'on ne compte plus aujourd'hui les candidats notaires qui sont licenciés en droit ou même docteurs ou bien encore diplômés d'une école de notariat. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la coutume a devancé la loi.

En réalité, la proportion des incapacités n'est pas plus forte dans le notariat qu'ailleurs, mais cette corporation ne doit pas compter d'incapacités, elle ne doit pas être le *refugium peccatorum*, nous voulons dire qu'elle ne doit pas servir de refuge à ces « ratés » qui faute de diplômes ne

peuvent entrer dans d'autres carrières et réciproquement on ne doit plus voir des gens chargés de diplômes hésiter à embrasser les fonctions notariales sous prétexte que leurs parchemins deviendraient alors inutiles pour eux. Avant de la connaître, ils se désaffectionnent d'une profession où, de par la loi, n'importe qui peut s'introduire sans présenter un critérium absolu d'habileté et d'intelligence. Ils ont bien tort, ils ne se rendent pas compte que les fonctions notariales exigent un mérite hors de pair.

Aussi sommes-nous convaincus que le temps est proche, où, législativement, les qualités théoriques développées à l'école ou à la faculté devront compléter les qualités d'ordre pratique dont maints vieux notaires, cependant trop exclusifs, se montrent avec juste raison si fiers. C'est alors que, un remède ayant été apporté à l'ignorance et à la routine, les consciencieux et les habiles seront l'unanimité.

Il est inutile d'insister davantage sur ce point, tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'il faut au notaire une culture juridique complète et cette culture, ce n'est pas un long stage même très sérieux qui pourra la lui faire acquérir. Il pourra connaître une foule de solutions particulières, mais les principes généraux du droit lui échapperont le plus souvent, et ses connaissances, si étendues soient-elles, resteront isolées, n'ayant pas de conception générale lui permettant de les grouper et de les coordonner. Voici d'ailleurs l'opinion de quelques-uns de ces auteurs. Nous citerons pour commencer les paroles que le directeur de l'Ecole de notariat de Paris, M. Moreau, prononçait il y a plus de trente ans¹ : « Que sera le notaire

1. Discours prononcé à la distribution des prix de l'Ecole de notariat de Paris le 8 décembre 1900.

de demain ? Naguère encore, il eût été sage de répondre : « C'est le secret de l'avenir. » Ne vous semble-t-il pas, Messieurs, que le voile de ce mystère commence à se soulever. Demain nous donnera le notaire savant. Demain ce qui n'est encore, ayons le courage de le dire, que l'exception, exception que je salue ici avec respect, sera devenue la règle. « Le notariat, disait M. Landry, devant la Cour de Bourges, le notariat ne doit plus être un refuge pour les incapables, sans instruction ni diplômes. » On ne doit plus voir de « novices » accomplissant leur stage sans en emporter autre chose qu'un bagages de formules difficilement acquises et qu'une suite de notions mal reliées entre elles ni de « notaires dont un long stage a fait des formulaires vivants. » Et si l'on peut malheureusement encore rééditer cette médiocre plaisanterie : « A quoi bon faire des études quand on peut en acheter une », il faut que ce triste jeu de mots devienne incompréhensible pour le siècle qui commence. » M. Dupond professait la même opinion : « Quand il faudra, écrit-il, pour être notaire avoir fait de sérieuses études de droit, avoir discipliné son esprit par le travail intellectuel, avoir grandi et haussé ses idées, on aura bien moins à craindre dans l'exercice de cette profession, les erreurs juridiques qui ruinent les intérêts légitimes d'un client et ruinent en même temps la considération dont le notariat doit être entouré¹. » Avant M. Dupond, Dalloz constatait déjà que la simple routine résultant d'une grande pratique des affaires ne pouvait suffire au notaire : « Les fonctions de notaire, écrivait-il, sont les plus importantes dans l'ordre civil; l'exercice de cette profession ne demande pas seulement une grande maturité d'esprit, une connaissance va-

1. Dupond, *Programme et plan d'un enseignement spécial au notariat*, p.16;

riée des affaires, une réputation sans tâche fondée sur la plus stricte probité, il veut de plus une étude approfondie du droit, car c'est de la rédaction des actes trop souvent incomplète, obscure ou fautive, que naissent la plupart des procès. »

M. le doyen Berthélemy dans un discours prononcé à la distribution des prix de l'Ecole de notariat de Paris, le 21 novembre 1903 s'exprimait dans le même sens : « Non certes, nos théories ne suffisent pas, qui l'a jamais prétendu ? Mais elles sont le flambeau qui éclaire la route et montre le but à atteindre. Elles sont le fil d'Ariane grâce auquel on se retrouvera sans peine dans le labyrinthe des affaires et dans l'enchevêtrement des complications juridiques. Elles seules permettent d'apercevoir derrière les formules arides, l'harmonie des institutions, le génie propre et le sens profond des règles du droit. »

Si maintenant nous faisons une comparaison entre l'accès au notariat et l'accès aux autres carrières réglementées, nous voyons que c'est pour le notariat que l'on est le moins exigeant. L'accès de toutes les carrières est soigneusement gardé, tous les aspirants doivent faire la preuve qui permette d'apprécier leur instruction, et l'on exige partout de sévères conditions d'aptitude. Le magistrat, l'avocat, l'avoué, le médecin, le pharmacien sont soumis à des épreuves longues et minutieuses. Avant d'autoriser l'avocat à plaider des procès, avant de laisser le médecin soigner des malades, avant de permettre au pharmacien de vendre des remèdes, on exige d'eux des diplômes qui ne prouvent pas toujours la science, mais qui tout au moins donnent une certaine garantie de savoir. La situation est la même soit du côté de l'armée, de la marine, ou du service des forêts, soit du côté des ponts et chaussées ou du service des douanes.

En un mot on retrouve à l'abord de toutes les professions, sous des formes différentes, cette idée d'une sélection s'opérant dans le personnel de chacune d'elles, pour constituer des cadres irréprochables. Seul le notaire, appelé à prendre chaque jour les résolutions les plus graves pour la prospérité et l'avenir de ses concitoyens, est autorisé par le législateur à accepter d'un cœur bien léger ces redoutables fonctions. Avant 1926 on aurait pu parler de la sorte, quoique avec moins de raison du juge de paix. Pour l'exercice de cette profession il suffisait, disait-on, d'avoir trente ans. Il n'en est plus de même aujourd'hui, depuis le décret du 5 novembre 1926 qui exige outre la justification d'un stage d'une durée minimum de deux ans près d'un barreau, dans une étude de notaire ou d'avoué ou dans un greffe et la satisfaction à un examen professionnel, la production du diplôme de licencié en droit. N'eut-il pas été sage d'exiger ce diplôme des notaires qui ont à remplir une mission encore plus délicate que celle du juge de paix et même peut-être que celle des juges d'un degré plus élevé. De tous temps les notaires ont été considérés comme remplissant un office de magistrature, ce sont les magistrats de l'ordre volontaire : en donnant l'authenticité aux conventions des parties, ils leur confèrent une force égale à celle des jugements et arrêts, et en ordonnent l'exécution dans une même forme et avec une pareille force. Allant plus loin encore nous pouvons dire avec M. Fernand Faure que « sans vouloir en aucune façon abaisser le rôle du magistrat et celui de ses auxiliaires indispensables, celui du notaire est peut-être plus grand encore. Pour que les premiers interviennent, il faut qu'un conflit éclate, or nous n'avons pas tous des procès tous les jours, mais nous avons tous les jours certains actes de la vie civile à accomplir, des actes qui concernent

la famille, des actes qui concernent le patrimoine. Tous ces actes doivent être accomplis suivant certaines règles du droit civil, et ils nous mettent presque tous en contact avec le fisc; c'est par le notaire que les particuliers sont éclairés sur la loi civile et sur la loi fiscale. » Le juge mis en face d'un procès déterminé n'a pour mission que de solutionner le conflit de la manière la plus conforme au droit et à l'équité, le notaire lui, doit dans les actes qu'il rédige et par l'introduction de clauses spéciales dont il prévoit les conséquences s'évertuer à empêcher les conflits de naître. En un mot le rôle du notaire est de prévoir, tandis que celui du juge est de réprimer, or il est bien plus difficile de prévoir que de réprimer, il semble donc illogique que la loi, qui a entouré le recrutement des magistrats de tant de garanties d'instruction n'en ait exigé que fort peu pour l'entrée dans la carrière notariale. Et cependant combien de procès, combien de ruines peut éviter un bon notaire. C'est ce qui faisait dire à un célèbre jurisconsulte : « Donnez-moi un bon notaire dans un canton, qu'il soit estimé, instruit ; qu'un sordide intérêt ne le dirige jamais et nous ne vous demandons pas de juge. Il produira sur les intérêts civils ce qu'un bon ministre de la religion produit sur les intérêts moraux. » M. Dupond faisait ces mêmes constatations quand il écrivait : « Le notariat, c'est l'évidence même, est une des institutions fondamentales de la société. Il peut être mis en parallèle avec la magistrature. Dans son rôle de protection sociale la magistrature ne statue que sur des accidents, des délits et des contestations d'intérêts; c'est pour ainsi dire d'une façon indirecte que s'établit son rôle de préservation sociale. Mais dans le domaine des intérêts privés, dans les questions de patrimoine, de propriété, de droits de toute sorte, c'est le notariat qui régleme directement la vie

sociale. Un notaire, dans son étude, fait chaque jour de plus nombreuses applications de droit civil qu'un magistrat sur son siège. Si la mission de celui-ci est de découvrir le juste de l'injuste, de dire le droit et de trancher les différends, celle du notaire digne de ses fonctions doit être de prévoir les difficultés qui pourraient naître, entre les contractants, et de les prévenir par ses conseils et la rédaction de ses actes. Aussi à notre avis, le notaire devrait-il être le jurisconsulte par excellence. » On pourrait ajouter que le notaire est l'homme de loi par excellence, tout autant et plus que le juge. Le juge statue sur des données toutes faites, il interprète et applique la loi : le notaire, que l'on a si justement appelé un législateur privé¹, la crée de toutes pièces entre les parties. Autant de gens, autant de combinaisons différentes, de situations variées : le notaire après une étude attentive, cimente et affermit le lien de droit que comporte chacune d'elles, et, contrairement au juge, il le fait en dernier ressort.

Si maintenant nous tournons nos regards vers la profession d'avoué, nous voyons que la loi exige pour donner l'investiture aux aspirants à cette profession, la production par eux d'un diplôme constatant qu'ils ont fait des études de droit. Ne pourrait-on pas dire comme pour les notaires que le stage qui est imposé aux avoués est suffisant pour leur donner des connaissances indispensables à l'exercice de leur profession. Quelle raison donner à cette différence?

En ce qui concerne les avocats, on exige d'eux pour leur permettre de plaider le diplôme de licencié en droit. N'est-il pas vraiment plus difficile dans la plupart des cas de

1. V. dans le *Mercure de France* du 20 novembre 1784, la superbe harangue prononcée devant le Parlement de Bordeaux par Dudon, procureur général près ce Parlement, le 21 septembre de la même année.

rédiger une convention, c'est-à-dire de prévoir toutes les difficultés qu'elle peut faire naître dans l'avenir et de les écarter par une formule claire et précise que de discuter un des points de cette convention. Et le savoir du notaire qui doit s'étendre sur les matières les plus difficiles du droit, les successions, les donations et testaments, les obligations, les régimes matrimoniaux, les privilèges et hypothèques « ne doit pas être comme l'est parfois celui de l'avocat, un savoir de surface et de parade. Il ne s'agit pas, pour lui, d'élaborer une thèse spécieuse, de faire figure devant un tribunal, de séduire les juges par un paradoxe brillant. Il faut, ce qui est la difficulté capitale, ne pas se tromper, disons mieux, ne jamais se tromper. Bien plus, et à la différence de l'avocat qui prend son temps, compulse les recueils d'arrêts, fait attendre sa réponse jusqu'à ce qu'il ait étudié la question sur laquelle on le consulte, c'est très souvent à l'improviste que le notaire se voit dans la nécessité de résoudre une question délicate : au cours même de la rédaction d'un acte, une observation soudaine, une révélation imprévue soulèvent une question sur laquelle, à la minute, il faut prendre parti. Si le notaire se trouble, tâtonne, la confiance du client est ébranlée, s'il commet une erreur les conséquences peuvent en être incalculables¹. »

Au notaire seul, pourrions-nous ajouter, il n'est pas permis de se tromper; la jurisprudence, elle-même si variable, si humainement faillible a la déplorable tendance d'être pour le notaire tombé dans l'erreur d'une sévérité trop rigoureuse.

En résumé n'est-il pas complètement illogique d'exiger une justification d'études de l'avocat, de l'avoué, du magistrat qui sont appelés à trancher des difficultés nées sou-

1. Evariste Lepage, *Revue du notariat*, 1902, p. 690.

vent d'un contrat, alors qu'il est permis à celui-là même qui a pour mission de rédiger ce contrat, de ne posséder aucune preuve d'une instruction théorique complète. « La science notariale envisagée dans ses applications multiples, écrit M. le notaire Coffinet¹, n'est pas sans frapper l'attention par son ampleur et par ses difficultés; elle comporte, en effet, un ensemble de connaissances générales plus étendues qu'en aucune autre profession en même temps qu'une spécialisation rigoureuse, d'une grande partie de ces connaissances. Pris journellement comme confidents, comme conseils, comme arbitres ou comme rédacteurs, dans les mille incidents de la vie privée ou de la vie d'affaires de leurs clients, les notaires ne sont-ils pas obligés d'ajouter bénévolement à la mission que leur trace la loi, un peu de celle de l'avocat, de l'avoué ou du juge dont ils devancent l'action officielle, ou dont ils préparent les dossiers et les causes, quand ils ne les solutionnent pas eux-mêmes? » Ceux qui se représentent le notariat comme une profession plus passive qu'active, où l'initiative de l'esprit ne joue qu'un rôle secondaire, ne l'ont jamais exercée.

Nous sommes ainsi convaincu qu'il est nécessaire d'exiger des aspirants au notariat non seulement la satisfaction à un examen professionnel, mais encore *la preuve d'une instruction juridique complète*. Or la législateur de 1902 a laissé au gré des candidats le soin de résoudre cette question d'intérêt général de pourvoir à leur éducation juridique. Ce n'est pas à dire qu'il ne se soit pas intéressé à cette question, au contraire, il a su encourager les personnes diplômées des Facultés de droit ou des Ecoles de notariat par quelques mesures de faveur. C'est ainsi que l'article 36,

1. *Le notariat en 1610 comparé avec le notariat actuel*, Paris, 1910.

paragraphe 2 accorde une réduction de stage de deux ans aux candidats qui justifient du diplôme de *docteur et de licencié en droit ou de certificat d'élève diplômé d'une Ecole de notariat reconnue par l'Etat*. Autre faveur : ces candidats peuvent traiter de n'importe quel office, quelle qu'en soit la classe, n'ayant pas à satisfaire à l'exigence du second alinéa de l'article 36 paragraphe 1 relativement à l'année de première cléricature. D'autre part la loi ne dénie pas toute valeur aux diplômes puisqu'elle dispense de la presque totalité du stage les personnes ayant exercé pendant un minimum de temps la carrière d'avocat, d'avoué ou de magistrat, c'est-à-dire en fin de compte celles qu'elle suppose nanties de certaines connaissances théoriques.

Mais ce ne sont là que des demi-mesures, le législateur n'a pas su imposer à tous l'obligation d'acquérir de sérieuses connaissances juridiques réclamées depuis si longtemps ainsi que nous l'avons vu dans la partie historique de ce travail. Le sénateur Guérin, rapporteur de la loi de 1902, explique lui-même les raisons de cette timidité : « Il aurait pu être dangereux, disait-il, d'assujettir, quant à présent, tous les candidats notaires à l'obligation de justifier des diplômes juridiques dont Réal laissait prévoir la nécessité. Le nombre des offices improductifs est trop considérable pour qu'on puisse imposer des conditions d'admission qui rendraient souvent impossible le recrutement du notariat dans les campagnes. La loi nouvelle se borne donc à améliorer les conditions d'admission établies par la loi de ventôse et à encourager le développement de l'instruction théorique. » Nous allons reprendre l'argument du sénateur Guérin et voir s'il est fondé.

Il consiste à dire qu'exiger du futur notaire des études juridiques c'est *nuire au recrutement des petites études*. Les

études de campagne seraient délaissées si une telle instruction était exigée. La réponse à cette objection est des plus faciles : il n'y aurait aucun mal à ce que les offices improductifs soient abandonnés, ce résultat prouverait simplement qu'ils doivent être supprimés. C'est du reste ce qui se produit en ce moment, on tend de plus en plus à faire disparaître les études de trop minime importance, qui actuellement par suite de la facilité et de la rapidité des communications n'ont plus de raison d'exister, et on peut affirmer que si la cadence de suppression ne se ralentit pas, d'ici quelques années il ne restera plus un seul office improductif.

A cette objection les quelques adversaires de l'opportunité des études juridiques en ont ajouté d'autres. Ils ont d'abord pensé que les *frais considérables d'études* détourneraient du notariat des jeunes gens peu fortunés. Cette crainte que l'on ferme la porte du notariat aux jeunes gens peu fortunés incapables de supporter les frais de leur instruction et que l'on fasse de cette profession une institution réservée à une sorte d'aristocratie de fortune avait déjà été exprimée par Pradines dans son *Traité de l'Admission au Notariat*. Elle fut reprise par le député Pontois qui disait dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi sur la transformation des officiers ministériels en fonctionnaires salariés par l'Etat : « La France républicaine doit ouvrir largement les carrières à tous les citoyens intelligents et laborieux et permettre au premier clerc de notaire venu, s'il est honorable et capable, d'arriver aux fonctions de notable à Paris, comme le soldat peut devenir général et le premier député ou sénateur venu, ministre et même président de la République¹. »

1. *Journal officiel* 1890, Chambre des députés, Doc. parl. annexe, n° 531.

Sans vouloir éloigner systématiquement de la carrière notariale les jeunes gens pauvres mais souvent très méritants, nous pensons que ce n'est pas un mal que ceux-ci ne puissent embrasser cette carrière dans laquelle la fortune est la meilleure garantie des clients. En effet, et nous nous permettons d'insister sur cette importante question, il est universellement reconnu par tous les gens d'expérience que la grosse majorité des sinistres notariaux provient de l'état de gêne qui étreint le jeune notaire dès son entrée en fonction. Sans patrimoine et par conséquent sans responsabilité effective mais poussé par des désirs ambitieux, il traite avec un cédant quelconque auquel il offre un prix dissimulé toujours considérable et parfois énorme, mais trop souvent le résultat d'un emprunt contracté par le candidat. Quant au prix ostensible, le cédant n'en reçoit rien, ou à peu près, mais le privilège du vendeur le garantit et il patientera. C'est dans ces conditions que le jeune notaire entre en fonctions. Qu'on lui suppose l'ardeur la plus infatigable, les soins les plus minutieux dans la gestion de son office, l'économie la plus serrée et l'honnêteté chevillée à l'âme, il n'en est pas moins appelé à sombrer sous le fardeau qui l'écrase : les charges insurmontables dont il a grevé son avenir le pousseront d'abord aux expédients et en fin de compte entraîneront fatalement sa perte et la ruine de ses clients. Il faudrait alors exiger du candidat une fortune personnelle lui permettant de payer son office comptant ou à peu près et surtout de le payer exclusivement de ses deniers personnels et sans emprunt. On nous objectera bien avec M. Pontois que cette mesure serait *anti-démocratique*. Mais il est facile de répliquer que la vraie démocratie ne demande pas qu'on favorise aux dépens de clients spoliés, un candidat insolvable qui dilapidera leurs

fonds. Il importe, au contraire, de fournir aux nombreux clients appelés souvent malgré eux chez le notaire, toutes les garanties qui sauvegarderont leurs petites économies péniblement amassées par le travail en vue de leurs vieux jours. Les débats des Cours d'assises révèlent que les travailleurs économes et modestes sont en fait les victimes les plus ordinaires des notaires prévaricateurs. Il convient donc de les protéger. L'Etat ne confie pas ses Trésoreries aux insolvables. Il exige des titulaires de ces emplois un gros cautionnement et une fortune personnelle. Pourquoi négligerait-il de prendre des mesures analogues vis-à-vis des notaires dont la fonction intéresse spécialement la fortune du public ? On n'est pas forcé d'entrer dans le notariat. Celui qui ne peut fournir les garanties pécuniaires utiles aux clients verra s'ouvrir devant lui d'autres situations honorables. Quand le notaire sera ainsi libéré de la gêne pécuniaire résultant de dettes de capitaux et d'intérêts, son honnêteté et sa responsabilité effective suffiront à protéger les clients. La corporation gagnera en dignité et en indépendance et la confiance renaîtra entière au grand profit de tous.

Une troisième objection a été faite contre le principe de l'enseignement juridique obligatoire. On a prétendu qu'une telle exigence nuirait au recrutement des clercs dans les *études non situées au siège de la Faculté ou de la Cour* où se trouve toujours organisé l'enseignement notarial. Nous répondrons à cette objection par deux considérations très simples : c'est que d'une part seul le recrutement des clercs stagiaires pourra être modifié, celui des clercs professionnels ne sera pas atteint et c'est là l'essentiel ; d'autre part l'argument est sans valeur si l'on admet, et c'est sans conteste la meilleure solution, que le stage ne doit être

commencé que lorsque l'aspirant a terminé ses études théoriques et obtenu son diplôme.

Enfin la quatrième objection formulée par les adversaires de l'enseignement théorique ne nous retiendra guère plus longtemps. Elle fait état d'une considération bien puérile, c'est que les diplômes ne prouvent rien quant à la valeur du candidat, *leur importance est toute relative* et n'est pas toujours le signe infaillible d'une science acquise. Qui plus est, M. le notaire de Saint-Pol allait jusqu'à dire qu'il ne fallait pas demander de grades universitaires « parce que la pratique a démontré que les sujets les plus capables du notariat en sont dépourvus pour la plupart¹. » Et dans une autre partie de son ouvrage de Saint-Pol explique que cette infériorité des docteurs et licenciés « provient de ce qu'ils croient trop souvent n'avoir plus rien à apprendre². » Certes nous convenons qu'il ne faut pas attacher aux diplômes quels qu'ils soient une importance absolue, leur importance est proportionnelle à la valeur intrinsèque du titulaire, mais il existera toujours en faveur de ceux qui en sont munis une présomption, *juris tantum* peut-être, mais une forte présomption cependant, de savoir et d'intelligence. Et y il a lieu d'être surpris d'une telle indifférence à une époque où l'instruction est répandue à profusion, où les grades sont exigés pour les moindres fonctions; c'est ainsi que si l'on feuillette les programmes d'admission à la plupart des emplois salariés par l'Etat, on y trouvera en première ligne les conditions d'admission, l'obtention d'un diplôme et en particulier du plus répandu de tous, celui de *licencié en droit*. Quant à la première réflexion de M.

1. De Saint Pol, *Réforme du notariat*, p. 24.

2. De Saint Pol, *op. cit.*, p. 91.

de Saint-Pol sur l'inutilité des grades universitaires, M. le notaire Rouxel lui a donné une vive réplique en disant que « si les gradués n'entrent pas dans le notariat, c'est précisément parce qu'ils ont des grades alors qu'on n'en exige pas et que, si d'autres y entrent au contraire, c'est parce qu'ils n'en ont pas et que la porte est toute grande ouverte¹. » Que penser maintenant de l'explication donnée par de Saint-Pol de l'infériorité des docteurs et des licenciés : « ils croient trop souvent n'avoir plus rien à apprendre ». C'est tout simplement faire injure à ces docteurs et licenciés que de leur attribuer une telle présomption qui est loin de leur esprit. Les études de ces jeunes gens tout en ornant leur intelligence d'une certaine somme de connaissances leur ont permis surtout, au fur et à mesure qu'ils les poussaient plus avant, de se rendre compte que le bagage scientifique acquis est bien plus léger que ce qui resterait à acquérir. Le grade universitaire, si élevé qu'il soit, n'est pas un but au delà duquel il n'y a rien mais un moyen, le moyen de s'initier, grâce à une gymnastique intellectuelle préalable, aux difficultés inhérentes à l'exercice de toute profession. C'est ce que le législateur de 1902 a compris en accordant aux docteurs et licenciés en droit une dispense de stage : leurs études leur valent des qualités de méthode et de discernement une facilité d'assimilation qui leur tiennent lieu de préparation directe à leur futur métier et leur permettent de s'acoutumer rapidement à ses particularités techniques.

Nous nous sommes efforcés de montrer dans cette longue section la gravité de la lacune de la loi de 1902 qui, malgré les revendications les plus pressantes tant du notariat lui-même que de la plupart des auteurs et publicistes

1. Rouxel, *La crise notariale*, p. 236.

n'a pas su imposer au candidat notaire l'obligation d'une instruction théorique. Il y aurait donc sur ce point une réforme importante à opérer. Mais il ne suffit pas de reconnaître la nécessité d'un enseignement théorique pour améliorer le recrutement notarial, il faut déterminer entre plusieurs enseignements du même ordre *lequel est le mieux approprié aux besoins du notariat*. Quel diplôme serait-il souhaitable d'exiger des futurs notaires? Tel est le problème dont nous nous réservons l'examen dans un chapitre prochain. Auparavant il nous faut jeter un rapide coup d'œil sur la législation étrangère. Peut-être à la lumière du droit comparé pourrons-nous trouver la solution du problème que nous nous sommes posé ?

CHAPITRE III

LEGISLATION COMPAREE

Le notariat étant une institution essentiellement française et sauf exceptions n'ayant point sa pareille dans les autres pays du monde ne se prête guère à une étude comparative. C'est qu'il est impossible de comparer des institutions absolument dissemblables. Dans la recherche d'un meilleur mode de recrutement, une étude de droit comparé ne peut donc pas nous être d'un grand secours, le notariat dans la plupart des Etats étrangers présentant une physionomie trop différente de celle du notariat français et les réformes applicables à l'un ne répondant pas aux besoins de l'autre. Seul le notariat belge qui, comme le notariat français est régi par la loi de ventôse, présente les mêmes caractères que ce dernier. C'est pourquoi nous nous promettons d'insister sur la loi belge du 10 avril 1890 qui réglemente l'accès aux fonctions notariales en Belgique. Il est intéressant aussi d'étudier la réglementation de l'accès au notariat dans les colonies françaises, nous choisirons l'Algérie et l'Indochine où l'organisation notariale vient d'être l'objet de récents décrets. Bien que l'Alsace-Lorraine soit rendue à la France, elle a conservé en partie la législation allemande et le notariat y est organisé d'une façon toute spéciale, c'est

pourquoi nous avons pensé qu'une étude sur l'accès au notariat en Alsace-Lorraine serait à sa place dans ce chapitre de droit comparé.

Section I. — Législations spéciales à l'Alsace-Lorraine à l'Algérie et aux colonies françaises.

§ 1. *Alsace-Lorraine.*

Lorsqu'à la suite du traité de Versailles les provinces d'Alsace et de Lorraine redevinrent françaises, il ne fut jamais question d'introduire brutalement la législation française dans les trois départements réannexés, on permit au contraire à ces populations de conserver leurs lois et coutumes locales en attendant le moment de les adapter aux principes fondamentaux de notre droit français. Cette adaptation se fit peu à peu et n'est pas encore terminée. Au contraire, du fait que en maintes occasions le fonctionnement des institutions locales d'Alsace-Lorraine a paru supérieur au fonctionnement des institutions correspondantes dans les autres départements français, on se demanda si l'avenir loin d'être comme on l'avait pensé jusque là dans une réintroduction progressive du droit français en Alsace et en Lorraine n'était pas plutôt au contraire dans une extension du droit actuel alsacien-lorrain au territoire français tout entier. Et particulièrement quant à la question spéciale qui nous intéresse du *recrutement notarial* ne serait-ce pas une bonne mesure que d'étendre à la France entière les conditions de capacité exigées pour l'exercice du notariat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle par la loi du 17 juillet 1925? Telle est la question que nous nous posons au début de ce paragraphe.

A) Le régime allemand. — Sous le régime allemand de 1871 à 1918, la vénalité des offices avait été supprimée et la compétence territoriale des notaires étendue à tout le territoire d'Alsace-Lorraine. Quant à leur compétence *ratione materiae* certaines institutions allemandes qui avaient été introduites avaient restreint les prérogatives des notaires d'Alsace-Lorraine : il en était ainsi du certificat d'héritier (*erbschein*), acte émanant de l'autorité judiciaire qui pour constater les qualités héréditaires avait remplacé soit l'acte de notoriété, soit l'intitulé d'inventaire qui sont l'un et l'autre en France des actes notariés et aussi des registres des régimes matrimoniaux et des registres des associations dont la création avait porté atteinte indirectement au notariat, en ce sens que les renseignements qu'ils contenaient et leur force probante dispensaient de se référer à des actes notariés. En matière de droit immobilier, au contraire, le domaine d'influence du notaire avait été étendu par suite de l'introduction en Alsace-Lorraine du système des livres fonciers : la forme notariée était devenue obligatoire pour de nombreux contrats concernant les immeubles, l'intervention du notaire était nécessaire non seulement pour la rédaction des actes et les formules de réquisition d'inscription, mais encore pour la présentation même de la requête. Le rôle du notaire n'était pas moins grand en matière d'exécution forcée et de partage judiciaire où il cumulait des fonctions qui, dans notre droit appartiennent à l'avoué, à l'huissier et au juge. Le notaire d'Alsace-Lorraine était devenu un véritable auxiliaire de la justice.

Quelles étaient alors les conditions d'aptitude exigées de ces fonctionnaires sous le régime allemand? Ces conditions étaient très dures. L'article 16 de la loi du 14 juillet

1871 décidait : « L'aptitude à remplir les fonctions de juge dans un tribunal d'arrondissement, de juge de paix, de membre du ministère public, d'avoué, de *notaire* ou l'admission à la libre pratique comme avocat, ne sera accordée, d'après les prescriptions d'un règlement qui sera édicté par le Chancelier de l'Empire, qu'après trois années d'études de droit passées dans une université, et deux examens juridiques. Entre ces examens, un temps d'épreuve devra être passé en préparation dans l'exercice de toutes les parties du service judiciaire. » Le règlement du 17 février 1872 indiquait les détails de la préparation à ces examens qui étaient communs à la magistrature et au notariat. Le premier examen devait être passé après trois années d'études de droit dans une université devant une Commission composée de magistrats, d'avocats et de professeurs siégeant au Tribunal d'appel de Colmar, il portait sur le droit public et privé, l'histoire du droit et les sciences politiques et comprenait la rédaction d'un mémoire et une épreuve orale. Quand le résultat était jugé satisfaisant, le candidat recevait un certificat par lequel il était nommé *référéndaire* et assermenté. Quant au deuxième examen, le *référéndaire* ne pouvait le subir qu'après trois ans et demi de préparation; il était attaché un an et demi au ministère public, aux tribunaux de première instance ou de paix, six mois à une Direction de Cercle (organe correspondant à la sous-préfecture), six mois à une Présidence de Circonscription, et un an chez un avocat, un avoué ou un notaire. Le second examen à la fois écrit et oral était subi devant une commission convoquée par le Chancelier et composée de membres du Tribunal d'appel, d'employés supérieurs administratifs et d'avocats. En cas d'ajournement il ne pouvait être recommencé qu'une fois. Ceux qui avaient

satisfait aux épreuves étaient à leur choix nommés par le Chancelier, assesseurs, attachés à un tribunal de première instance ou avocats. Tout candidat notaire devait donc avoir atteint l'assessorat, il n'y avait pas d'examen professionnel. Les études en tout duraient cinq années, mais donnaient aux candidats une culture très variée, très étendue et très complète. De plus tous les fonctionnaires (juges, auxiliaires de la justice, notaires, préfets, sous-préfets) avaient fait les mêmes études.

Devant la rigueur de ces conditions, le recrutement des notaires s'effectuait difficilement, aussi une loi du 24 mars 1882 y avait-elle apporté un adoucissement : elle imposait seulement la satisfaction à l'examen de référendaire, mais en outre elle instituait un examen professionnel spécial qui devait être passé au Tribunal supérieur devant une Commission composée de magistrats et de notaires. Un stage de trois ans au moins devait être effectué dans une étude de notaire entre le premier examen et l'examen notarial. Comme par le passé les personnes aptes à être nommées juges pouvaient entrer dans le notariat ; les candidats notaires avaient donc le choix entre le régime de l'assessorat et le nouveau régime de l'examen professionnel.

Ce dernier système ne dura que vingt-quatre ans, la mission du notaire grandissait avec la nouvelle législation allemande qui faisait de lui, ainsi que nous l'avons remarqué, un véritable auxiliaire de la justice. Pour mener sa tâche à bien, des connaissances juridiques approfondies lui étaient nécessaires. Aussi la loi du 3 avril 1906 devait-elle rétablir le système de la loi de 1871. Son article premier était ainsi conçu : « Ne peuvent être nommés notaires que ceux qui possèdent la capacité exigée pour exercer les fonctions de magistrat. » Ce système qui a donné les plus

brillants résultats était toujours en vigueur en novembre 1918, aussi les notaires de nos départements recouvrés formaient-ils un corps d'élite.

B) Le régime français. — De 1919 à 1924 le notariat conserva son caractère local, ce n'est qu'après cette date que l'organisation de cette profession fut réglementée à nouveau d'une façon spéciale, il s'est formé un droit alsacien-lorrain qui n'est ni français ni allemand. C'est la loi du 17 juillet 1925 qui réglemente l'organisation externe du notariat : le principe de la vénalité des offices ne fut pas rétabli; la compétence territoriale fut réduite au ressort de l'arrondissement. Quant à l'organisation interne elle a subi l'influence de la loi fondamentale du 1^{er} juin 1924 qui a maintenu plusieurs institutions locales de droit civil et de procédure. Ainsi les articles 73 à 77 de cette loi ont maintenu l'institution du certificat d'héritier, mais l'article 74 a soin d'ajouter qu' « il n'est point dérogé aux règles du droit français concernant l'étendue des pouvoirs des exécutions testamentaires ». Même dualité de législation en ce qui concerne la publicité du contrat de mariage : concurremment avec les règles du droit français relatives à cette publicité, les lois et règlements locaux sur le registre matrimonial sont applicables aux époux domiciliés en Alsace-Lorraine. La législation locale sur les associations ont été maintenues en vigueur sans aucune modification. Quant au régime foncier la loi de 1924 a conservé le système local de publicité des modes de transfert des droits réels qu'elle a placé dans le cadre du droit français. Il ne nous est pas permis d'entrer à ce propos dans des détails qui seraient en dehors de notre sujet; qu'il nous suffise de savoir que le maintien par le législateur français de ce système de publicité du Livre foncier

a confirmé le notaire dans le grand rôle qu'il doit jouer, malgré toutefois une légère résurrection de l'acte sous seings privés, résurrection qu'il conviendrait mieux d'appeler tolérance puisque l'acte doit être suivi dans les six mois de sa passation d'un acte notarié pour que le droit créé soit susceptible d'inscription. En matière d'exécution forcée si la loi de 1924 a introduit des règles nouvelles, règles inspirées d'anciennes lois locales qui avaient été abrogées pour faire place à des lois d'Empire, elle n'a pas pour cela diminué le rôle du notaire qui est resté aussi important dans ces matières qu'il l'était sous le régime allemand.

Comment s'effectue le recrutement des notaires dans la législation nouvelle applicable en Alsace-Lorraine ? Avant de répondre à cette question il nous faut exposer brièvement les dispositions provisoires de l'arrêté provisoire du Commissaire Général en date à Strasbourg du 10 mai 1919, dispositions qui restèrent en vigueur jusqu'à la loi du 17 juillet 1925. L'arrêté faisait une distinction entre les « candidats d'origine alsacienne-lorraine » et les « candidats d'origine française ou se présentant au titre français ». Les premiers étaient soumis aux conditions suivantes : « 1^o minimum d'âge de 25 ans ; 2^o obtention du diplôme de référendaire ; 3^o connaissance de la langue française ; 4^o stage de deux années tant dans une étude de notaire, d'avocat-avoué, que dans les services judiciaires, sans distinction entre les durées respectives de ces stages successifs ». Quant aux candidats au titre français, ils devaient pour être admis à entrer dans la carrière notariale : « 1^o justifier des conditions de stage et d'aptitude exigées par la loi française » ; 2^o subir les épreuves d'un examen professionnel, auxquelles on ajoutait des interrogations sur la

langue allemande et sur le droit local. Cet examen devait être subi devant une commission siégeant à Colmar et composée : d'un magistrat du Tribunal supérieur (Cour d'appel), d'un président ou d'un membre de la Chambre dans laquelle le candidat désirait être admis, et d'un fonctionnaire français de l'administration de l'enregistrement.

Cette dualité de régimes s'est prolongée jusqu'à la loi du 17 juillet 1925 sur l'organisation du notariat en Alsace-Lorraine. L'article 3 de cette loi décide que pour être admis aux fonctions notariales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle « il faudra : 1° jouir de l'exercice des droits de citoyen; 2° avoir satisfait aux lois sur le recrutement de l'armée; 3° être âgé de vingt-cinq ans accomplis; 3° être titulaire du diplôme de docteur ou de licencié en droit, le diplôme local de référendaire étant tenu pour équivalent au diplôme de licencié en droit; 5° justifier d'un stage dans une étude de notaire d'une durée de quatre années dont une au moins en qualité de premier clerc; 6° avoir subi avec succès l'examen professionnel prescrit par les articles 42 et 43 de la loi du 25 ventôse an XI. De ces conditions d'admission, seules les quatrième et cinquième sont spéciales à l'Alsace-Lorraine, les autres sont contenues dans l'article 35 de la loi de ventôse modifiée par la loi du 12 août 1902.

La quatrième condition exige dans tous les cas la *licence en droit* alors qu'en France ce diplôme n'est que facultatif, les candidats qui n'en sont pas munis devant seulement faire un stage un peu plus long, six ans au lieu de quatre. En Alsace-Lorraine, le diplôme de licencié est donc obligatoire. Le Gouvernement dans l'exposé des motifs de la

loi¹ donne les raisons de cette exigence : « Il ne faut pas oublier, en effet, que la vénalité des charges est malgré ses défauts, un moyen de sélection auquel on n'aura pas recours dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle. Le droit civil local qui, d'après le projet qui nous a été soumis², y sera maintenu en vigueur en matière immobilière, et les dispositions transitoires contenues dans ledit projet, donneront aux notaires une compétence particulièrement large et pleine de responsabilités. Dans ces conditions il y a lieu d'exiger de tous les notaires qui exerceront dans les départements recouvrés un minimum de formation théorique. » Dans son premier rapport³, M. Schumann exprimait la même idée : « L'existence du Livre Foncier, et d'une législation immobilière très complexe, nécessite chez les notaires une connaissance théorique approfondie. La gratuité des offices doit être d'autre part compensée par un renforcement des conditions d'aptitude professionnelle, si on veut éviter une exagération du nombre des candidatures. »

On pourrait ajouter que les notaires alsaciens-lorrains formaient un corps d'élite et que sans une culture que suppose le grade de docteur ou de licencié, le candidat d'origine française aurait fait piètre figure à côté de ses confrères d'Alsace-Lorraine. D'autre part exiger de lui un diplôme universitaire qui suppose à sa base des études classiques, des humanités, c'était lui faciliter l'étude du

1. *Journal officiel* du 5 mai 1923. Annexe 5579, p. 541.

2. Cet exposé des motifs date de 1923. Il fait ici allusion au projet de loi du 1^{er} juin 1924 qui a introduit en Alsace-Lorraine, les lois civiles françaises. Quant à la loi sur le notariat, elle ne fut promulguée que le 17 juillet 1925 soit plus de six mois après la mise en vigueur de la loi du 1^{er} juin 1924 applicable depuis le 1^{er} janvier 1925.

3. Séance de la Chambre des députés du 26 mars 1924, *Journal officiel* du 7 juin 1924, annexe n° 7411, p. 684.

droit local¹, de la langue allemande et du dialecte alsacien et lui permettre de comprendre mieux et plus vite les mœurs et la mentalité des habitants.

Quant à dire que la vénalité des offices constitue une garantie de capacité dont il faut tenir compte il ne faut voir là qu'une simple constatation et non une règle absolue. Elle est d'ailleurs bien souvent démentie par les faits. Un jeune homme peut avoir une fortune suffisante pour faire l'acquisition d'une grosse étude et n'être pas même bachelier : le dicton « A quoi bon faire des études quand on peut en acheter une » n'est que trop souvent mis en application. Il nous serait donc difficile de soutenir que la vénalité des offices qui par ailleurs présente de grandes qualités crée une présomption d'instruction générale et de compétence professionnelle en faveur des candidats.

Bien que le notaire d'Alsace-Lorraine ait besoin de connaissances générales plus nombreuses que son confrère des autres parties du territoire français, ne conviendrait-il pas cependant d'étendre l'obligation du diplôme universitaire à tous les notaires de France ? Ce serait un bon commencement d'unification et cela permettrait à un notaire d'un département quelconque de se faire nommer directement dans les départements recouvrés sans avoir à fournir d'autres justifications de capacité.

L'autre condition spéciale à l'Alsace-Lorraine, la cinquième, exige pour tous les candidats un *stage de quatre années dont une au moins en qualité de premier clerc*. En France nous le savons on fait une distinction suivant que le candidat est docteur ou licencié ou diplômé d'une école de notariat auquel cas le stage a la même durée qu'en Alsace-Lorraine ou qu'il ne possède aucun diplôme, auquel cas il doit accomplir un stage minimum de six ans dont deux

en qualité de premier clerc, une de ces deux années étant faite dans une étude d'une classe au moins égale à celle de l'étude que le candidat se propose d'acquérir. Cette dernière question ne peut avoir d'intérêt pour l'Alsace-Lorraine puisque toutes les études y sont de la même classe.

§ 2. *Algérie.*

Le notariat d'Algérie demeure encore régi actuellement par l'Arrêté du ministre de la Guerre du 30 novembre 1842; des modifications y ont été apportées par des décrets : les décrets du 28 novembre 1899 et du 15 juin 1920 ont fixé le tarif des honoraires, le décret très important du 27 juin 1901 a placé les officiers publics et ministériels sous l'autorité du Gouverneur général, le décret du 25 septembre 1906 a créé les commissions de discipline, les décrets de 1907, 1909 et 1911 ont réglementé la comptabilité des notaires. Enfin un Arrêté du Gouvernement Général de l'Algérie du 3 décembre 1925 a porté une nouvelle réglementation des conditions de recrutement, de nomination, d'avancement et de discipline des notaires.

Le notariat d'Algérie, tel qu'il ressort de ces textes, a été en quelque sorte calqué sur le notariat français tout au moins pour certains points. Ainsi la situation des notaires en Algérie est absolument la même que celle des notaires français en ce qui concerne les actes authentiques, les conditions de l'authenticité et leur mode de procéder. Les attributions des notaires en Algérie se rapprochent sensiblement de celles des notaires de la Métropole. Les études sont réparties en trois classes sauf celles d'Alger, d'Oran et de Constantine qui sont hors classe. Les différences résident surtout dans ce fait que les offices sont incessibles et

que le droit de présentation n'est pas reconnu. Au surplus les notaires d'Algérie sont placés sous la dépendance stricte du Parquet.

Il nous faut maintenant examiner quelles sont les conditions de recrutement qu'impose à ces fonctionnaires l'Arrêté du 3 décembre 1925. L'article 1^{er}, § 1 énonce les conditions d'idonéité, ce sont les mêmes qu'en France : 1^o qualité de Français; 2^o âge de vingt-cinq ans; 3; jouissance des droits civils, civiques et politiques; 4^o satisfaction aux obligations militaires. Les conditions de capacité sont les suivantes : 1^o la justification de l'accomplissement d'un stage, 2^o la production d'un certificat d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes délivré par une Faculté de Droit, 3^o la satisfaction au concours professionnel. La durée du stage est la même qu'en France (art. 2), toutefois il convient de remarquer qu'il n'y a pas de disposition analogue à la disposition de l'article 36, § 1^{er}, al. 2; les cas de réduction et de dispense de stage sont moins nombreux et plus simples que ceux qui sont énumérés dans l'article 37 de la loi du 25 ventôse an XI modifiée par la loi du 12 août 1902 : « La durée du stage, dit l'article 4 de l'arrêté, sera réduite à quatre années dont deux ans au moins en qualité de premier clerc pour les titulaires du diplôme de docteur ou de licencié en droit ou de l'un des diplômes d'une école de notariat agréée par l'Etat ». On voit ici que l'arrêté se montre plus exigeant que la loi française puisqu'il étend à deux années au lieu d'une le stage en qualité de premier clerc. Les autres cas de réduction de stage sont énoncés par le § 2 du même article : « Le stage ne sera que de deux ans pour les candidats ayant exercé pendant cinq ans au moins les fonctions ou professions : 1^o de magistrats des cours ou des tribunaux

civils, d'avoués; 2° de greffiers en chef des cours et tribunaux civils, à condition qu'ils soient pourvus du diplôme de docteur ou de licencié en droit; 3° de receveurs ou d'agents supérieurs du service de l'Enregistrement ». Enfin l'article 4 § 3 dispense de tout stage les anciens notaires ayant exercé en France ou en Algérie. Le stage se constate par une inscription sur un registre tenu au parquet du tribunal civil sur présentation d'un certificat délivré par le notaire employeur ou clerc intéressé (art. 3). L'inscription au stage ne peut être prise avant l'âge de seize ans (art. 5). A la Métropole on exige l'âge de dix-sept ans. Le grade de premier clerc ne peut être conféré qu'après un examen, à la fois écrit et oral, subi au chef-lieu de chaque département devant une Commission composée de trois membres : un magistrat du tribunal de première instance du chef-lieu, président; un fonctionnaire du service de l'Enregistrement et un notaire. L'arrêté est plus explicite que la loi française sur le programme de cet examen de premier clerc qu'il fixe ainsi : l'épreuve écrite portera sur des questions de pratique courante notariale et l'épreuve orale portera sur les sujets suivants : droit civil, commercial, procédure, droit fiscal et législation algérienne. Un certificat de capacité est délivré au candidat qui a obtenu les sept dixièmes au moins des points attribués pour l'ensemble des épreuves écrites et orales.

Lorsque le candidat a accompli le temps de stage prescrit et lorsqu'il a obtenu d'une Faculté le droit le certificat d'études de législation algérienne, de droit musulman et de coutumes indigènes, il peut prendre part au *concours*. Ce concours a lieu devant une Commission siégeant à Alger et composée de sept membres désignés par le Gouvernement Général : un conseiller de gouvernement

qui joue le rôle de président, un avocat général, un conseiller à la cour, un professeur à la Faculté de droit, un agent supérieur de l'Enregistrement et deux notaires en exercice (art. 6). Des épreuves écrites et des épreuves orales sont prévues. Les premières comportent trois compositions : première composition : une rédaction ou solution de question de pratique courante; deuxième composition : une rédaction ou solution de question nécessitant une connaissance théorique approfondie de la profession notariale; troisième composition : un sujet exigeant de la part des candidats des connaissances juridiques étendues se rattachant à l'exercice de la profession de notaire et leur permettant de faire preuve d'une instruction générale suffisante. Une durée de trois heures est accordée pour chaque composition. Lorsque le candidat a obtenu les sept dixièmes de l'ensemble des points attribués pour les compositions écrites il est déclaré admissible aux épreuves orales. Celles-ci portent sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à la pratique du notariat (art. 8).

Les candidats qui ont réuni les sept dixièmes des points attribués sont déclarés admis, ils sont alors classés par ordre de mérite jusqu'à concurrence du nombre de places mises au concours, ce nombre ne peut excéder une fois et demie le nombre des vacances constatées dans les trois dernières années. Les candidats reçus au concours qui n'ont pas été pourvus dans un délai de deux ans après celui-ci doivent subir un examen oral révisionnel d'une durée de quarante-cinq minutes portant sur l'ensemble des connaissances juridiques nécessaires à la pratique du notariat (art. 6 et 11).

Les nominations n'ont lieu que pour la troisième classe (art. 14), les promotions ne peuvent se faire qu'à la classe

immédiatement supérieure et seulement après cinq années de fonctions, elles sont faites au choix d'après un tableau d'avancement établi annuellement par le Gouverneur Général sur la proposition des chefs de service (art. 15). Les notaires ne peuvent rester en fonctions que jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans (art. 25).

En définitive les conditions de recrutement sont assez sérieuses, cette sévérité se comprend fort bien dans un pays où les offices sont cédés gratuitement, une sélection rigoureuse des candidats doit pouvoir s'opérer et c'est précisément dans ce but que le concours a été institué.

§ 3. *Les colonies françaises. L'Indochine.*

Il serait fastidieux et inutile d'énumérer en détail les conditions d'aptitude exigées par chaque colonie. Dans la plupart de celles-ci les garanties de capacité se réduisent à l'accomplissement d'un stage et la satisfaction à un examen professionnel. Le temps de stage et la composition du jury d'examen varient avec chaque pays. Dans certaines colonies un an de stage fait en qualité de premier ou de second clerc suffit. Notons que, sans vouloir énoncer là une règle générale et absolue on constate que dans les colonies où la vénalité des offices est admise (Ile de la Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Indochine), l'accès au notariat est plus facile que dans celles où les études sont incessibles (Saint-Pierre et Miquelon, Inde française, Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, Tahiti).

A titre d'exemple nous donnerons ici l'énumération des conditions d'admission au notariat en Indochine, lesquelles viennent de faire récemment l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le décret du 24 août 1931 s'est grandement inspiré de la réglementation métropolitaine. Les principales différences résident dans ce fait qu'en Indochine il n'y a qu'une seule classe de notaires, lesquels peuvent exercer dans tout le ressort de la Cour d'appel et qu'il n'existe pas de Chambres de discipline, les notaires étant placés comme en Algérie sous la dépendance du parquet.

Les notaires sont nommés par décret rendu sur la proposition du ministre des Colonies. Les offices sont cessibles comme à la Métropole, le droit de présentation y existe également mais avec certaines limites : c'est ainsi qu'il ne peut être exercé que par les notaires ayant rempli leur charge pendant dix ans au moins, sauf le cas de cessation de fonctions nécessitées par maladie ou force majeure constatées par une commission nommée par le Gouverneur général.

Les conditions d'admission sont d'après l'article 60 du décret au nombre de quatre : 1^o jouissance de l'exercice des droits de citoyen français; 2^o satisfaction aux lois sur le recrutement de l'armée; 3^o âge de vingt-cinq ans; 4^o accomplissement d'un stage d'une durée de six années dont deux au moins en qualité de premier clerc dans un office de notaire soit en France, soit en Indochine, soit dans un territoire relevant du ministère des Colonies, où le grade de premier clerc n'est conféré qu'à la suite d'un examen professionnel. Cette durée est réduite à quatre années au profit des *docteurs* ou *licenciés en droit* et des *élèves diplômés d'une Ecole de Notariat reconnue par l'Etat*. Ces conditions sont les mêmes que celles exigées par la loi française, il n'y manque que celle qui prescrit un examen professionnel. En Indochine en effet tous les candidats ne sont pas assujettis à subir ce^t examen, seuls y sont soumis

ainsi que l'indique l'article 62 du décret les membres des tribunaux ou des cours, les receveurs et les agents supérieurs de l'enregistrement, les greffiers en chef des cours et tribunaux civils munis du diplôme de licence en droit et les avocats. Outre l'examen, ces personnes pour être admises au notariat doivent en outre justifier de cinq ans au moins d'exercice effectif de leurs fonctions ou de leur profession en Indochine ainsi que d'un stage d'une durée de deux années dans une étude de notaire en Indochine. Pour ces divers candidats on se montre plus exigeant et c'est justice, étant donné la grande réduction de stage notarial qui leur est accordée. Car ceux-ci malgré leur compétence dans les professions qu'ils ont exercées et qui n'ont que des rapports lointains avec le notariat, peuvent très bien n'avoir pas la capacité désirable pour l'exercice des fonctions notariales, capacité qui ne peut s'acquérir que par une longue pratique. Ajoutons que lorsque ces candidats ont exercé leurs fonctions ou profession pendant dix années ils peuvent être admis à la carrière notariale sans justification de stage mais sans toutefois être dispensés de l'examen professionnel du notariat. Seuls ne sont pas astreints à le subir les aspirants de cette catégorie qui ont passé dans la Métropole soit l'examen d'aptitude au grade de premier clerc, soit l'examen d'aptitude aux fonctions notariales.

Les articles 64 et 65 réglementent les inscriptions sur le registre du stage. Ce registre est tenu par le greffier en chef de la Cour d'appel, il est coté et paraphé par le premier président de cette Cour. Les pièces à produire pour prendre la première inscription sont les mêmes qu'en France. *L'inscription de premier clerc* est réglementée d'une façon toute particulière. Ne peut la prendre que le clerc qui

réunit les trois conditions suivantes : 1^o être âgé de vingt et un ans ; 2^o avoir accompli un stage de trois années dans une étude de notaire en France, en Indochine ou dans un territoire relevant du Ministère des Colonies ; 3^o avoir subi un examen d'aptitude aux fonctions de premier clerc. Le titre de premier clerc, nous dit l'article 66, est attribué par arrêté du Gouverneur Général. Ce titre, comme en France, ne peut être conféré à plus de deux clercs dans la même étude. En somme aux colonies on s'est montré encore moins sévère qu'en France au point de vue de la capacité professionnelle puisqu'en principe le candidat-notaire n'a qu'un seul examen à subir, celui de premier clerc, d'ailleurs mieux réglementé qu'à la Métropole et certainement plus sérieux.

Section II. — Législations étrangères diverses.

L'emploi de la *preuve authentique* n'est pas universel : il est des peuples qui s'en sont tenus même pour la preuve préconstituée des conventions à l'*aveu* et au *témoignage écrit*. Aussi ne rencontrerons-nous pas dans tous les pays des fonctionnaires spéciaux chargés de conférer l'authenticité aux conventions des particuliers. C'est ce que nous constatons pour l'Angleterre et ses colonies, pour l'Union Américaine dans toutes les parties de son territoire où la législation anglaise est encore en vigueur, pour le Danemark et ses colonies, pour la Norvège, la Roumanie, etc... Nous laisserons volontairement de côté les législations notariales de ces pays où la séparation de la juridiction contentieuse et de la juridiction volontaire n'a pas encore été réalisée, et nous nous en tiendrons aux législations qui ont établi les fonctions notariales à peu près de la même façon qu'en France.

1^o **Pays-Bas.** — Le notariat des Pays-Bas a été régi jusqu'en 1842 par la loi du 25 ventôse an XI. La loi du 9 juillet 1842 l'a organisé sur de nouvelles bases tout en lui conservant de multiples analogies avec l'institution française correspondante. Depuis lors cette loi fondamentale a été retouchée à maintes reprises.

Les notaires sont des fonctionnaires publics, nommés à vie. Il n'y a qu'une seule classe de notaires, leur compétence s'étend à tout le ressort de l'arrondissement de leur résidence. Les attributions légales des notaires hollandais sont sensiblement analogues à celles des notaires français. Ils sont exclusivement chargés de passer les actes relatifs aux opérations, contrats ou dispositions pour lesquels la loi ordonne ou les intéressés désirent que l'authenticité soit conférée, d'en assurer la date, de conserver les originaux des actes et d'en délivrer des grosses, expéditions ou extraits. Il n'existe aux Pays-Bas ni Chambres de discipline, ni assemblées de notaires, la surveillance disciplinaire est exercée par le pouvoir judiciaire.

Les lois du 6 mai 1878, du 30 décembre 1904 et du 21 avril 1922 réglementent l'accès de la profession. Outre la nationalité néerlandaise, l'âge de vingt-cinq ans et la justification d'une moralité parfaite, la nomination aux fonctions notariales nécessite un examen passé devant une Commission d'Etat et un stage de deux années dans une ou plusieurs études, qui doit être accompli seulement après l'admission à l'examen d'aptitude. De cette manière le but du stage est mieux atteint. Cet examen comprend une épreuve écrite et une épreuve orale et porte sur le droit civil, les lois et décrets concernant le notariat, les parties du droit commercial, de la procédure civile, de la législation relative aux droits de timbre, d'enregistrement et de succes-

sion, au cadastre et aux hypothèques, qui ont rapport au notariat, ainsi que les notions pratiques de l'application du droit et de la rédaction des actes. Seuls les docteurs en droit sont dispensés de l'examen théorique de droit civil, de droit commercial et de procédure civile¹.

Le projet primitif de la loi de 1878 exigeait le grade de docteur en droit et un examen sur le droit notarial. Il rejetait le stage, déjà supprimé par la loi antérieure, pour ce motif surtout que le témoignage du notaire dans l'étude duquel le candidat a travaillé n'offrait pas de garantie suffisante, et que la preuve de la connaissance pratique du métier pouvait être suffisamment acquise par l'examen. Nous avons tenu à signaler ce fait exceptionnel dans les annales du notariat.

Le stage de deux ans qu'exige la loi hollandaise peut sembler court, mais c'est l'efficacité du stage qu'il faut considérer et non sa longueur et nous savons qu'elle n'y admet que les aspirants qui, dans un examen rigoureux, ont prouvé qu'ils avaient les connaissances théoriques et pratiques suffisantes pour profiter utilement de leur court travail.

Les notaires une fois nommés ne peuvent exercer qu'après avoir prêté serment devant le tribunal d'arrondissement de leur résidence. Ils ne sont pas assujettis à un cautionnement.

2º Portugal. — L'institution du notariat fut longtemps régie dans ce pays par des règlements nombreux et très anciens, les premiers datant des 12 et 13 janvier 1305. Une réorganisation nouvelle de l'institution fut opérée

1. *Ann. lég. étrang.*, 1878, p. 511, 512 et 513.

Cf. aussi Dr Pappafava, avocat à Zara, *Notariat en Hollande*, 1900.

par les décrets du 23 décembre 1899¹ et du 14 septembre 1900.

Les notaires (*tabellios*) ont le titre d'officiers publics. La vénalité des offices n'existe pas. Leurs fonctions sont à peu près identiques à celles de leurs confrères français ou espagnols; comme ces derniers ils ont à reconnaître et à vérifier souvent la signature des actes sous seings privés. Ils sont soumis à la surveillance du ministre de la Justice et du Conseil supérieur du notariat dont les fonctions sont honorifiques.

La nomination a lieu au concours et pour trois ans seulement par le ministre de la Justice. Ce délai constitue pour les récipiendaires un temps d'épreuve passé lequel la nomination doit être annulée ou confirmée par décision du Gouvernement sur avis du Conseil supérieur du notariat.

Pour être admis à concourir, les candidats doivent avoir fait des études préparatoires classiques, de plus ils doivent être bacheliers en droit ou avoir suivi un cours spécial de notariat.

3^e Espagne. — Les fonctions des notaires espagnols consistent à donner l'authenticité aux conventions des parties, à en délivrer des expéditions, à certifier la conformité d'une copie à un acte qui leur est représenté, à légaliser la signature des personnes qu'ils connaissent et à recevoir en dépôt tous titres et valeurs. Les actes notariés font preuve jusqu'à inscription de faux, ils ont force exécutoire devant les tribunaux. La forme authentique est nécessaire pour la validité de certains actes dont voici l'énumération : les actes et contrats qui ont pour objet

1. Cf. *Ann. lég. étrang.*, année 1899, p. 412 et suiv.

la création, la transmission, la modification ou l'extinction des droits réels sur les immeubles, les baux de six ans au moins concernant les immeubles pour être opposables aux tiers, les conventions matrimoniales, les constitutions ou augmentations de dot lorsqu'elles doivent être opposables aux tiers, les actes de renonciation à succession ou à communauté ou de cession de droits successifs, la procuration pour contracter mariage, la procuration générale ou spéciale pour plaider, la procuration pour administrer les biens ainsi que toute autre procuration ayant pour objet un acte rédigé ou à rédiger en la forme authentique ou devant être opposé à des tiers et tous les actes soumis à inscription sur le Livre foncier.

Au point de vue de la compétence territoriale il n'y a qu'une seule classe de notaires : ceux-ci exercent dans toute l'étendue du district notarial où ils ont été nommés, ils ne peuvent changer leur résidence.

Le pouvoir disciplinaire appartient dans chaque district à une Chambre de discipline (*junta directiva*) nommée par l'assemblée générale des notaires du district (*colegio de notarios*). Les juges peuvent faire des inspections.

La loi du 28 mai 1862¹ a aboli la vénalité des offices. Les notaires sont nommés à vie par le chef de l'Etat sur une liste de trois candidats remplissant les conditions d'âge, d'honorabilité et d'aptitude ordinairement requises et présentés par une commission du ressort de l'office vacant, à la suite d'un *concours* entre tous les postulants.

Pour être admis à concourir, le candidat doit d'abord être bachelier ès lettres, puis en outre du certificat de stage dans une étude, il faut qu'il ait suivi dans une Université du pays les cours de droit civil, commercial et pénal,

1. Cf. Pigelet, *Notariat en Espagne* 1889, Traduction de la loi de 1862.

qu'il connaisse une partie du droit administratif et du droit international privé, la procédure civile, l'histoire et l'organisation du notariat espagnol (Loi du 28 mai 1862 et décret du 2 septembre 1874).

La commission de concours est composée d'un magistrat, de deux professeurs de la Faculté de droit ou de l'Ecole de notariat (ou à leur défaut de deux avocats), enfin du doyen et du secrétaire du collège notarial. L'examen est subi publiquement; chaque candidat tire au sort douze questions auxquelles il doit répondre sans que la commission puisse l'interroger. Puis il tire au sort une feuille relative à un sujet de rédaction qu'il développe oralement. Les candidats sont classés d'après le nombre des points qu'ils ont obtenus. L'article 13 du décret du 20 janvier 1881 donne la liste des matières faisant l'objet du concours : droit romain, droit civil, droit commercial, droit pénal, législation notariale, législation fiscale, notions de droit administratif et de droit international privé.

Il est facile de se rendre compte combien sont sérieuses les garanties de capacité exigées par le législateur espagnol. La France se trouve incontestablement en retard à ce sujet. C'est ce qui faisait dire en 1872 à un notaire espagnol, don F. Morcillo : « La pratique, la routine, l'empirisme, tels sont les éléments d'instruction, telle est la science que la loi exige en ce fortuné pays (la France); en Espagne, la loi du 28 mai 1862 exige plus de garanties de capacité et veille avec un soin plus scrupuleux à l'instruction scientifique du notaire¹. »

Bien que formulée il y a soixante ans, cette appréciation est encore exacte malgré l'avènement de la réforme de 1902

1. Don Morcillo. Discours prononcé à l'ouverture des Conférences de l'Académie notariale.

qui n'a pas cru devoir astreindre les aspirants au notariat à une instruction théorique.

4^o Autriche. — Le notariat est régi en Autriche par les lois des 25 juillet 1871 et 25 décembre 1876 qui ont été réunies pour former le « Code notarial » autrichien. Les notaires sont des fonctionnaires nommés par l'Etat et habilités à donner l'authenticité aux actes qu'ils reçoivent et aux écritures qu'ils donnent, pour recevoir selon les dispositions de la loi tous les actes et contrats ainsi que des attestations sur des faits résultant des droits, leur donner la force des actes de l'autorité publique, en délivrer des grosses, conserver en dépôt des sommes d'argent et des valeurs ainsi que les documents qui leur sont confiés par les parties pour être restitués à des tiers ou remis aux juges. Ils peuvent recevoir des actes sous seings privés. Ils sont commissaires judiciaires aux liquidations de successions, obligatoirement dans les villes où siège un tribunal civil, facultativement ailleurs. Ils ont en outre qualité pour légaliser les actes en vertu desquels des droits réels immobiliers doivent être inscrits sur les registres de la propriété foncière appelés « livres tabulaires ». Certains contrats doivent pour leur validité être reçus en la forme notariée. Parmi eux citons : les conventions matrimoniales, les contrats de vente entre époux, ainsi que les contrats d'échange, de constitution de rente, prêts et reconnaissances de dettes lorsqu'ils ont lieu entre époux, les actes entre vifs concernant les aveugles ou les sourds qui ne savent pas lire ou des muets qui ne savent pas écrire, etc.

Il n'y a qu'une seule classe de notaires : ceux-ci exercent dans tout le ressort du tribunal de première instance. A la différence des Chambres de discipline françaises les Cham-

bres de notaires d'Autriche n'ont qu'un rôle administratif : elles contrôlent les études des notaires. Le pouvoir disciplinaire est exercé par des « Sénats », formés de trois juges de tribunaux d'appel et de deux notaires élus par l'assemblée générale des notaires du ressort de la Chambre.

Les notaires sont nommés à vie par le ministre de la Justice qui règle leur nombre, leur répartition, leur résidence et peut supprimer des offices. Depuis 1929 on n'exige plus de cautionnement. Les places sont données au concours. Pour pouvoir y être admis il faut : 1^o avoir son domicile de droit en Autriche; 2^o être âgé de 24 ans; 3^o pouvoir justifier de bonnes vie et mœurs; 4^o avoir la libre disposition de sa fortune; 5^o avoir suivi les études de droit d'une Université; 6^o justifier d'un stage de deux ans chez un notaire; 7^o n'avoir pas subi de condamnation privant des droits civils; 8^o connaître la langue du pays où l'on veut exercer.

5^o Hongrie. — L'organisation notariale de ce pays ressemble par bien des côtés à celle de l'Autriche. Elle est résumée dans la loi du 12 décembre 1874¹, lequel texte a été modifié par la loi du 23 mars 1886.

L'activité professionnelle du notaire hongrois consiste à : recevoir des actes authentiques, recevoir des testaments, constater par écrit certains faits, conserver des documents et valeurs, liquider les successions (le recours au notaire est obligatoire dans tous les cas), exécuter les commissions des tribunaux et des magistrats pupillaires. Il ne peut faire d'actes sous seings privés.

Certains actes sont soumis obligatoirement à la forme notariée, ce sont les actes translatifs de droits réels, dona-

1. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1883, p. 525.

tions, contrats de mariage, reconnaissances de dettes, reconnaissances de dot, à peu près comme en Autriche.

Comme en Autriche aussi il y a des Chambres de notaires, leur mission est identique dans les deux pays.

Les notaires hongrois sont nommés à vie par le ministre de la Justice, à la suite d'un concours intervenu entre tous les postulants; la vénalité des offices n'existe pas. Outre les conditions ordinaires d'admission, parmi lesquelles l'âge légal de majorité, il faut être *docteur en droit* — ce qui suppose trois examens rigoureux —, avoir fait quatre ans de stage chez un notaire, un avocat ou dans un tribunal, avoir subi avec succès l'examen commun de juge et d'avocat.

Les conditions d'admission sont donc beaucoup plus sérieuses qu'en Autriche.

6° Turquie. — Le notariat est une institution relativement récente créée par la loi du 22 juillet 1879 que la loi du 22 février 1887 a partiellement modifiée.

Le notaire turc a dans la sphère de ses attributions : la rédaction des actes en forme authentique, la délivrance des expéditions ou copies de ces actes, la législation des signatures ou des marques de croix sur les actes non dressés par lui dans le but de leur donner le caractère authentique, la rédaction des protêts, celle des inventaires sur l'ordre des magistrats, l'apposition du sceau. Il a de plus le pouvoir de certifier l'exactitude des traductions turques de documents rédigés en langue étrangère¹. Les notaires turcs n'ont pas le monopole pour la rédaction des actes authentiques, ils ont à lutter contre la concurrence que leur font les autres autorités, en particulier les juges, appelées

1. Cf. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, année 1924, p. 84 *Le notariat en Turquie*, par le Dr Wladimir Pappafava.

ou autorisées à rédiger les actes publics. Aussi les parties ont-elles rarement recours aux soins du notaire.

Les conditions exigées pour remplir les fonctions notariales sont les suivantes : il faut l'âge de 25 ans, une conduite sans reproche, avoir subi avec succès un examen devant une commission désignée par l'Ecole de droit de Constantinople. Il est curieux de constater qu'aucune condition de stage n'est demandée.

Les notaires sont nommés par le ministre de la Justice, après dépôt préalable d'un cautionnement. Les fonctions sont à vie. Elles prennent fin par la destitution si le titulaire se rend coupable de délits ou par la démission.

7° Allemagne. — Il n'existe aucune loi d'Empire sur le notariat : l'organisation en est réglée par des lois particulières pour chaque Etat. Nous allons donner un aperçu de quelques-unes des législations qui ressemblent le plus à la nôtre.

a) *Législation prussienne.* — En Prusse le notariat est régi par les lois des 11 juillet 1845, 3 mars 1880, 15 juillet 1890¹ et 25 juin 1895.

Le notaire est un fonctionnaire public nommé par le ministre de la Justice. Sa compétence territoriale s'étend au ressort du Tribunal régional supérieur. Le rôle du notaire prussien n'est pas très grand : ce n'est pas lui qui est le conseil des parties, mais l'avocat ; les affaires touchant les placements ou la gestion d'argent et de valeurs lui échappent à peu près et sont remises à des courtiers ; même la rédaction des actes et contrats ne lui appartient pas entièrement, les tribunaux concurremment avec lui peuvent recevoir et constater officiellement les conven-

1. *Ann. lég. étrang.*, 1890, p. 265 à 271.

tions des parties. Il y a donc en Prusse une survivance partielle de la confusion entre la juridiction contentieuse et la juridiction volontaire. Le mode de procéder des notaires prussiens est réglé par la loi du 11 juillet 1845 qui, pour les détails, reproduit sur presque tous les points notre loi de ventôse an XI. C'est ainsi que ces fonctionnaires doivent garder minute de leurs actes, que leur ministère est obligatoire et qu'ils devaient, avant la loi de 1890 qui a supprimé cette formalité, instrumenter en présence d'un autre notaire ou de deux témoins.

Les conditions d'admission à ces fonctions sont les mêmes que celles exigées pour être *juge* (loi du 15 juillet 1890, article 1^{er}).

b) *Législation badoise*. — Dans le pays de Bade les notaires ont à peu près les attributions habituelles, ils dressent les actes authentiques et les inventaires, procèdent aux partages et attributions de biens et délivrent des extraits de leurs actes (loi de 1879, art. 26). Mais une loi du 19 juin 1899¹ leur a donné une mission spéciale : cette loi qui prescrit la formation pour chaque commune d'un bureau de registres fonciers (*Grundbuchamt*), rend le notaire compétent pour la tenue de ces registres, il est aidé par le greffier de la ville.

Les notaires sont nommés à vie par le ministre de la Justice et ne peuvent être choisis que parmi les *personnes aptes aux fonctions judiciaires*. Aux termes d'une ordonnance grand-ducale du 17 novembre 1899, les conditions d'aptitudes aux fonctions judiciaires sont les suivantes :

Des études dans une Université pendant sept semestres dont trois dans une Université allemande ;

Deux examens subis à un intervalle de trois années ;

1. *Ann. lég. étrang.*, 1899, p. 310.

le temps qui s'écoule entre les deux examens est consacré à un stage de douze mois près du Tribunal de première instance (*Amtsgerichte*), un stage de huit mois près une Cour d'appel ou un tribunal régional ou près un membre du ministère public, un stage de douze mois près un magistrat de l'administration d'Etat et un de quatre mois près un avocat-avoué.

c) *Législation bavaroise*. — Notre loi de ventôse a servi de modèle à la loi du 11 novembre 1861 qui est le texte fondamental sur le notariat en Bavière. Dans ce pays les notaires seuls ont concurremment avec les tribunaux, la mission de faire des actes publics et pour certains ils exercent un monopole, tels sont, par exemple, les contrats intéressant la propriété foncière comme les ventes immobilières et les droits réels immobiliers, les inventaires ordonnés par la loi ou par jugement, les contrats de mariage que la loi permet de faire soit avant, soit pendant le mariage, les cautions des femmes, les protêts de change, les emprunts hypothécaires, etc. Tout comme les jugements, les actes notariés jouissent de la force exécutoire si l'acte contient une obligation et que l'obligé ait consenti à l'adjonction de la clause d'exécution (*Wollziebarkeits clausel*).

Peut être nommé notaire celui qui a passé les *examens de droit nécessaires pour l'admission dans la magistrature*, l'article 9 de la loi de 1899¹ modifiant la loi fondamentale de 1861 veut en plus un stage pratique d'une durée minima de deux ans chez un notaire. Les examens à subir et qui sont communs à la magistrature, au notariat et à l'administration sont réglementés par l'ordonnance royale du

1. Cf. *Ann. lég. étrang.*, 1899, p. 293 à 296.

4 juillet 1899. Ils sont au nombre de deux. Nul ne peut se présenter au premier examen s'il n'a subi avec succès l'examen intermédiaire portant sur l'histoire du droit romain, sur le système du droit privé des Romains, sur l'histoire du droit allemand et sur les bases du droit privé allemand. Les matières du premier examen comprennent : 1^o le droit civil allemand; 2^o le droit commercial et le droit cambial; 3^o le développement du droit en Bavière; 4^o la procédure civile; 5^o le droit pénal; 6^o la procédure pénale; 7^o le droit public et les principes du droit des gens; 8^o le droit ecclésiastique catholique et protestant; 9^o le droit administratif; 10^o l'économie sociale et l'économie politique; 11^o la science des finances. L'examen comporte des épreuves écrites et des épreuves orales. Les candidats admis à ce premier examen sont astreints à l'accomplissement d'un stage de trois années, avant de pouvoir se présenter au second examen. Ce dernier consiste uniquement en épreuves écrites; il se divise en deux parties: la première porte sur le droit civil, le droit pénal et la procédure civile et pénale; la seconde, sur le droit public allemand et bavaïois, sur le droit ecclésiastique catholique et protestant, sur le droit relatif à la police, sur la science économique et la législation sociale, sur l'administration financière de l'Etat. Les épreuves, pour chacune des parties du programme, durent cinq jours.

En somme dans tous ces Etats de l'Allemagne au point de vue de l'admission à la fonction, les notaires sont assimilés aux magistrats, nous avons vu le même fait se produire en Alsace-Lorraine pendant l'occupation allemande.

8^o Italie. — Le notariat a été réorganisé en Italie par une loi du 17 décembre 1875¹, elle-même modifiée et com-

1. *Ann. lég. étrang.*, 1875, p. 571 à 603.

plétée par celle du 6 avril 1879¹. Un arrêté royal refondant ces deux lois en un texte unique a été rendu le 25 mai 1879. Enfin ces textes ont inspiré une loi nouvelle, la loi du 16 février 1913² relative à l'organisation du notariat et des archives notariales qui forme le dernier état du droit en la matière.

L'article premier de la loi de 1913 reproduisant en cela la loi de 1875 définit ainsi le notariat italien : Les notaires sont des officiers publics, institués pour recevoir les actes entre vifs et ceux de dernière volonté, leur donner le caractère d'authenticité publique en conserver le dépôt, en délivrer les copies, les certificats et les extraits. » On voit combien cette définition se rapproche de celle donnée par l'article premier de la loi de ventôse.

M. Pierantoni, professeur de droit international et constitutionnel à l'Université de Modène, disait en commentant le projet de la loi notariale de 1875 : « Le notariat est à présent en Italie une espèce de magistrature populaire qui représente l'intervention de la société dans la formation des actes en la personne d'un officier, pourvu d'un caractère public, ayant le pouvoir de constater la vérité des conventions et la date de leur rédaction. Dépositaire des grands intérêts des familles, le notaire a dans sa main les traditions de la civilisation, parce que, sous l'égide de la foi publique, il assure les droits des vivants, et il les transmet aux descendants avec les mœurs la langue, l'esprit, et la foi, et enfin tout ce qui constitue la vie d'un peuple³. »

Après avoir donné la définition que nous avons repro-

1. *Ann. lég. étrang.*, 1879, p. 384 et suiv.

2. *Ann. lég. étrang.*, 1913, p. 200 et suiv.

3. Aug. Pierantoni, « Examen comparé de la nouvelle loi italienne et de la législation française sur le notariat », dans *Revue de droit international et de législation comparée*, année 1870.

duite, l'article premier de la loi de 1913 énumère les diverses fonctions des notaires, précaution que n'avait pas prise la loi fondamentale de 1875 : « Est de même attribuée aux notaires la faculté de :

1^o Signer et présenter des recours relatifs aux affaires de juridiction gracieuse, concernant les stipulations confiées à chacun d'eux par les parties;

2^o Recevoir sous serment des actes de notoriété en matière civile et commerciale;

3^o Recevoir les déclarations d'acceptation de succession sous bénéfice d'inventaire, visées par l'article 955 du Code civil, ainsi que les actes autorisant les mineurs à entreprendre un commerce, aux termes de l'article 9 du Code de commerce;

Ces déclarations et ces actes n'auront d'efficacité qu'à partir du jour où ils seront transcrits sur les registres spéciaux, tenus à cet effet dans les greffes judiciaires;

4^o Procéder à la suite d'une délégation de l'autorité judiciaire :

a) A l'approbation et à l'enlèvement des scellés dans les cas prévus par les lois civiles et commerciales;

b) Aux inventaires en matière civile et commerciale, aux termes de l'article 866 du Code de procédure civile, à moins que le prêteur sur l'instance et dans l'intérêt de la partie en cause, ne juge convenable de déléguer le greffier.

c) Aux ventes aux enchères et aux partages judiciaires et à toutes les opérations nécessaires à cet effet;

5^o Délivrer des certificats de vie aux personnes jouissant de pensions et aux autres bénéficiaires d'allocations de l'Etat, conformément à l'article 402 du règlement sur la comptabilité de l'Etat du 4 mai 1885, n^o 3074. »

Mais vu que le rôle du notaire n'est pas limité à l'exécu-

tion et à la réception purement matérielle de la volonté des parties, mais qu'il doit avoir de plus vis-à-vis d'elles une mission de conseiller et de juge électif, le dernier paragraphe de l'article premier porte : « Les notaires exercent en outre les autres fonctions qui leur sont attribuées par les lois. »

Il n'y a qu'une seule classe de notaires, leur ressort comprend toute l'étendue du collège près duquel ils sont inscrits. Ils sont nommés à vie par le Roi à la suite d'un concours entre tous les postulants. Le notaire en exercice n'a aucun droit de présentation et il ne peut céder sa charge.

Un assez grand nombre de conditions sont exigées pour être nommé notaire en Italie. Il faut, d'après l'article 5 de la loi de 1913 : 1^o être citoyen du royaume et avoir atteint l'âge de 21 ans révolus; 2^o être de moralité et de conduite irréprochables sous tous les rapports; 3^o ne se trouver dans aucun des cas pour lesquels l'on est exclu des fonctions de juré, ou pour lesquels l'on ne peut être chargé ou l'on est incapable de remplir ces fonctions aux termes des articles 5, 6, 7 et 8 de la loi du 8 juin 1874; 4^o être pourvu du *doctorat en droit* (laurea in giurisprudenza); 5^o avoir obtenu après le doctorat l'inscription au nombre des stagiaires (praticanti) auprès d'une Chambre des notaires et avoir accompli un stage pendant deux années consécutives, après l'inscription, chez un notaire du district, ces deux années sont réduites à une année pour les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les avocats et les avoués comptant au moins deux ans d'exercice dans leurs fonctions ou professions; 6^o avoir passé avec succès un examen d'aptitude, après accomplissement du stage prescrit.

L'examen d'aptitude est subi au siège de la Cour d'appel du district, devant une commission composée d'un conseil-

ler de la Cour d'appel, délégué par le président de cette Cour, d'un membre du ministère public près la Cour d'appel désigné par le procureur général, d'un juge délégué par le président du tribunal civil du siège de la Cour d'appel et de deux membres de la Chambre des notaires du lieu. Le conseiller de la Cour d'appel est président de la commission. L'examen est oral et écrit. L'examen oral porte sur le droit civil et commercial et spécialement sur les contrats et testaments et les actes de juridiction gracieuse, sur les formes substantielles des uns et des autres, sur les lois et règlements relatifs au notariat et aux taxes sur les actes notariés. L'examen écrit consiste en la rédaction d'un acte entre vifs, d'un testament et d'un acte de juridiction gracieuse sur des sujets choisis par la commission. Le diplôme d'aptitude est délivré à la majorité des voix des examinateurs. En cas d'échec, le candidat ne peut être admis à un nouvel examen qu'au bout d'un an.

En cas de vacance d'une étude de notaire, le président de la Chambre des notaires du district où cette étude est située doit en avertir le public dans le mois et inviter les aspirants à concourir. Ce concours est plutôt un simple classement des candidats par la Chambre des notaires. Ceux-ci sont classés d'après l'ancienneté de leur examen, à moins que leur conduite ne justifie de décision contraire. En cas d'égalité d'ancienneté il est tenu compte de la manière dont l'examen a été subi. Les propositions de la Chambre sont soumises avec les pièces jointes à la Cour d'appel qui, le ministère public entendu, donne en Chambre du conseil un avis motivé. Le président de la Cour transmet le dossier au ministère de la Justice.

Avant d'être investi, le notaire doit verser un cautionnement dont le montant varie suivant l'importance de la rési-

dence. Il doit également prêter serment devant le tribunal civil « d'être fidèle au Roi, d'observer loyalement le statut et toutes les lois du royaume, et de remplir en homme d'honneur et de conscience les fonctions qui lui sont confiées ». Il doit enfin faire enregistrer au dépôt des archives le décret de nomination, le récépissé du cautionnement, l'acte de prestation de serment, recevoir le sceau officiel qui lui a été remis par les Archives, apposer sur un registre spécial sa signature et l'empreinte du sceau, recevoir des Archives tous les registres nécessaires.

Nous voyons que la loi italienne a adopté un système mixte pour le recrutement, c'est un compromis entre le concours public du décret-loi de 1791 et l'investiture du certificat de capacité et de moralité délivré par la Chambre des notaires aux termes de la loi de ventôse.

On peut constater en outre combien l'influence de la magistrature est prépondérante dans la composition du jury d'examen et la nomination des notaires, elle a exclu presque entièrement l'élément notarial. A ce dernier point de vue la composition du jury d'examen de notaire telle qu'elle est prévue par la loi du 12 août 1902 et celle du jury de l'examen de sortie des Ecoles de notariat organisé par le décret du 1^{er} mai 1905 nous semblent mieux comprises.



Section III. — Législation belge.

Pour en bien souligner l'importance, nous plaçons notre étude du notariat belge dans une section spéciale. C'est que la législation notariale de nos voisins, par suite de son analogie avec la nôtre, est celle qui se prête le mieux à une étude comparative. Sur bien des points, les deux législations se confondent et on s'explique facilement cette parenté intime

lorsqu'on se souvient que la Belgique était réunie à la France au moment de la promulgation de nos Codes, lesquels sont restés en grande partie applicables chez nos voisins, après les événements de 1814 et 1815. La loi du 25 ventôse an XI est en Belgique comme en France, la charte organique du notariat. Toutefois les lois, règlements, circulaires ou simplement la pratique ont engendré peu à peu des différences assez notables entre le notariat belge et le notariat français et particulièrement dans la matière des conditions d'admission que nous avons à traiter.

Il n'y a pas non plus identité complète entre les fonctions des notaires en Belgique et celles des notaires français en ce sens que les actes soumis d'une façon obligatoire à la forme authentique sont un peu plus nombreux en Belgique qu'en France; c'est ainsi que l'intervention du notaire est pratiquement nécessaire pour les actes translatifs et déclaratifs de la propriété immobilière, car ils ne sont admis à la transcription que s'ils ont été passés ou reconnus devant notaire. Les ventes judiciaires d'immeubles se font toujours en Belgique devant le notaire¹.

Les notaires belges sont nommés à vie par arrêté royal. La loi de 1816 qui a rétabli en France la vénalité des offices n'est pas applicable en Belgique. Les principes de la loi de ventôse sont restés en vigueur et ni l'existence du droit de présentation ni la validité des traités de cession ne sont admises. Le Gouvernement choisit directement et en pleine indépendance parmi les postulants remplissant les conditions légales celui qui lui plaît sans aucune participation

1. V. à ce sujet, loi du 12 juin 1816 pour les ventes des biens de mineurs d'émancipés, d'interdits; loi du 18 avril 1851 pour les ventes de biens de faillis; loi du 15 août 1854 pour les ventes sur saisie immobilière et les reventes sur surenchère ou folle enchère, que le tribunal n'a pas comme en France la faculté de retenir à sa barre.

ni ingérence du prédécesseur ou de sa famille. Pour mieux tenir en mains ce corps de fonctionnaires, il songea même à s'affranchir de l'obligation de consulter la Chambre de discipline sur le mérite des candidats et obtint gain de cause par le vote de la loi du 15 juillet 1849 qui retire à ces Chambres la délivrance aux candidats du certificat de capacité et de moralité prévu par la loi de ventôse¹. Mais dans la pratique actuelle, l'avis des Chambres de discipline continue à être pris officieusement. Malgré tout, le plus grave inconvénient de cette façon de recruter la corporation n'en subsiste pas moins : la liberté du choix du Gouvernement, enclin au favoritisme et au népotisme, reste entière et il se laisse trop souvent guider par des considérations purement politiques et ne récompense par là que des services électoraux².

Nous arrivons maintenant à l'étude des conditions d'admission qui va nous retenir assez longuement. Ces conditions sont prescrites par les articles 35 et suivants de la loi de ventôse, elles ont été modifiées par la loi du 15 juillet 1849 qui, par son article 65, a abrogé les articles 43 et 44 sur le certificat de capacité et de moralité et par l'arrêté royal du 10 août suivant. Ces textes exigeaient du postulant le grade de candidat-notaire qui s'obtenait à la suite d'un examen devant un jury spécial portant sur les matières suivantes : Code civil, lois organiques du notariat, lois financières qui s'y rattachent et rédaction des actes. Depuis lors le stage avait perdu toute son efficacité. Une loi du 1^{er} mai 1857 avait exigé pour l'admission de l'examen de candidat-notaire la production d'un certificat d'humanités

1. Campana, *Des garanties de capacité exigées en Belgique pour l'admission aux fonctions notariales et le mode de nomination*, p. 6.

2. Cf. F. de Potter, *Le notariat belge et l'intérêt public*, p. 38 et 39 et A. Maton, *Dictionnaire de la pratique notariale*.

complètes et une loi du 27 mars 1861 avait requis un diplôme analogue à celui de gradué en lettres. Une loi du 20 mai 1876 vint supprimer l'un et l'autre et il fallut attendre la loi du 10 avril 1890 pour trouver une réglementation nouvelle et meilleure de l'examen de candidat notaire.

En résumé, et en laissant ici de côté les conditions d'idoneité qui sont posées par l'article 35, 1^o, 2^o et 3^o de la loi du 25 ventôse an XI, et que nous connaissons, les conditions d'admission aux fonctions notariales (conditions de capacité) sont les suivantes :

1^o Accomplissement du *stage* prévu par l'article 35, 4^o de la loi de ventôse et réglementé par les articles 36 à 42 de cette même loi.

2^o Obtention du *diplôme de candidat-notaire* réglementé par la loi du 10 avril 1890 sur la collation des grades académiques et les examens universitaires.

Notre étude sera divisée en trois paragraphes. Le premier sera consacré au stage, le second au grade de candidat-notaire et à la loi de 1890, le troisième à l'organisation de l'enseignement notarial dans les Universités belges.

§ 1. *Le stage*

Le stage étant réglementé par les articles 36 à 42 de la loi de ventôse et ces articles ayant déjà fait l'objet d'un commentaire dans la première partie de ce travail, nous nous permettons de renvoyer le lecteur aux développements qu nous y avons consacrés.

On ne trouve dans la loi de ventôse aucune disposition relative à la preuve du stage. Deux circulaires ministérielles du 22 décembre 1846 et du 3 février 1847 ont essayé de combler cette lacune. Les notaires doivent adresser dans la première quinzaine de janvier à la Chambre de discipline

de leur arrondissement, un tableau des clerks attachés à leur étude, ils doivent également lui faire connaître aussitôt les mutations qui se produisent dans leur personnel. Ces tableaux sont envoyés par la Chambre au procureur du roi, qui en transmet à son tour le relevé au ministre de la Justice avec ses observations s'il y a lieu.

Nous savons qu'en France la réglementation du stage telle qu'elle résultait de la loi de ventôse avait donné avant l'ordonnance de 1843 et la réforme de 1902 de bien mauvais résultats. En Belgique elle engendra les pires conséquences. Si en France on ne s'est pas préoccupé suffisamment de l'instruction théorique à exiger des aspirants au notariat, chez nos voisins, c'est au contraire l'instruction pratique qui a été délaissée. Et pourtant en Belgique les garanties de capacité résultant d'un stage sérieux et efficace seraient encore plus nécessaires qu'en France car dans ce dernier pays la nécessité de payer pour une étude un prix parfois élevé recule l'âge auquel les candidats sont en mesure de traiter et accroît l'intérêt qu'ils ont à acquérir de l'expérience. C'est principalement depuis la promulgation de la loi du 15 juillet 1849 instituant le diplôme de candidat-notaire et retirant aux Chambres de discipline le pouvoir de délivrer les certificats de capacité que le stage est devenu fictif et a perdu toute efficacité, les candidats sont nommés sur le vu de certificats de complaisance. « Quelques aspirants au notariat, dit M. Campana, se rendent bien de temps en temps à l'étude, notamment à Bruxelles, mais ce n'est généralement qu'à des intervalles irréguliers qu'ils y font apparition. Comme il est impossible de compter sur eux, on ne leur donne le plus souvent que des copies à faire, besogne rebutante et infructueuse dont ils ne tardent pas à être las.

« Aussi, la plupart s'abstiennent-ils de venir à l'étude et, comme le travail doit cependant être fait, comme le notaire ne peut pas se passer de collaborateurs, il a à son service, notamment dans les Flandres, des employés salariés désignés sous le nom de commis, qui, non seulement font les courses et les expéditions, mais encore rédigent les minutes des actes courants, de telle sorte que le vrai stage est accompli par le commis, c'est-à-dire par ceux qui jamais ne seront notaires, puisqu'ils n'ont point fait et ne feront jamais les études nécessaires pour l'obtention du grade de candidat-notaire.

« Quant aux stagiaires, ils se contentent trop souvent de paraître deux fois à l'étude : une fois pour demander d'être inscrits sur le tableau des clercs, et une autre fois pour retirer le certificat constatant que leur inscription a été maintenue pendant la durée prescrite par la loi de ventôse pour l'accomplissement du stage.

« L'étude n'étant point encombrée par la présence des stagiaires, le notaire admet à l'inscription sans difficulté tous ceux qui se présentent. Aussi, dans certaines études le nombre des stagiaires atteint-il des chiffres fantastiques.

« On comprend maintenant que, dans la séance du 19 novembre 1889, M. Raepsaet ait pu dire à la Chambre des représentants, sans trouver de contradicteur : « De l'aveu de tous, le stage est aujourd'hui devenu illusoire et la confiance du législateur de l'an XI est singulièrement trompée¹. »

Le régime belge du stage se trouve donc très inférieur au système français de la loi de 1902. Nombreux sont les

1. Campana, *Des garanties de capacité exigées en Belgique pour l'admission aux fonctions notariales et du mode de nomination*, 1894.

V. aussi, Vermersch, *La réforme du notariat*.

auteurs qui ont demandé des réformes. D'après M. Van Iseghem le stage devrait commencer seulement après la délivrance du diplôme de candidat-notaire. Sa durée serait de quatre années, avec réduction possible à deux années en faveur des docteurs en droit. Un contrôle serait organisé pour rendre le stage effectif et éviter les certificats de complaisance. Un examen professionnel serait subi à la fin du stage. Des restrictions seraient apportées à la dispense de stage prévue par l'article 42 de la loi de ventôse en faveur des fonctionnaires administratifs et judiciaires. Enfin disparaîtraient les distinctions de classes entre les études, la direction d'une étude de campagne n'étant pas nécessairement moins difficile que celle d'une étude de grande ville et parfois même l'étant davantage à raison de l'ignorance de la clientèle. M. Campana demande, lui aussi, que le stage soit commencé par l'étudiant seulement après sa sortie de l'Université, après l'obtention du titre de *docteur en notariat*. D'après le même auteur la durée du stage serait réduite à quatre années mais l'assiduité serait rigoureusement contrôlée. Les dispenses prévues par l'article 42 de la loi de ventôse au profit des fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire seraient supprimées. Pour combler les lacunes du stage, des cours de pratique notariale organisés gratuitement par les Chambres de discipline seraient faits une fois par semaine pendant ces quatre années de cléricature. A la fin de chaque année le clerc passerait un examen de difficulté croissante, exclusivement pratique, écrit et oral, au chef-lieu de la Cour d'appel, devant un jury composé de magistrats de la Cour, de fonctionnaires de l'enregistrement et de trois notaires délégués par les Chambres de discipline du ressort. Le notaire dans l'étude duquel travaillerait le stagiaire serait tenu d'en-

voyer à ce jury, avec des notes d'assiduité, son appréciation personnelle sur les aptitudes de son clerc. Lorsque le clerc aurait passé avec succès les quatre examens il recevrait le titre de candidat-notaire et serait apte aux fonctions notariales.

§ 2. *Le grade de candidat-notaire et la loi du 10 avril 1890*

Le titre de candidat-notaire est un grade académique, il a été institué par la loi du 15 juillet 1849, modifié successivement par les lois des 1^{er} mai 1857, 27 mars 1861, 20 mai 1876 et 10 avril 1890.

Voici les dispositions adoptées par cette dernière loi. D'après les articles 5 et suivants :

« Nul n'est admis à l'examen de candidat-notaire s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités de six années, au moins, y compris la rhétorique...

« Ce certificat devra constater en outre que l'élève est jugé apte à suivre avec fruit les cours de l'enseignement supérieur...

« Les certificats sont examinés par un jury institué par arrêté royal.

« A défaut de certificat admis par le jury, le récipiendaire doit justifier qu'il a subi une épreuve préparatoire qui comprend :

« 1^o Les principes de la rhétorique;

« 2^o La traduction en français ou en flamand d'un auteur latin emprunté au programme de la rhétorique;

« 3^o La traduction d'un auteur flamand, allemand ou anglais, au choix du récipiendaire;

« 4^o Une composition française, allemande ou flamande au choix du récipiendaire;

« 5^o L'arithmétique;

« 6° L'algèbre élémentaire y compris la théorie des progressions et des logarithmes;

« 7° La géométrie plane et les éléments de la géométrie des trois dimensions;

« 8° La géographie;

« 9° L'histoire de la Belgique;

« 10° Les faits principaux de l'histoire ancienne, de l'histoire du moyen age et de l'histoire moderne.

«... Le Gouvernement aura également le droit de décider que l'épreuve comprendra une traduction du grec en français ou en flamand. »

Les conditions préalables d'admissibilité étant ainsi réglées, l'article 17 fixe de la manière suivante le programme de l'examen de candidat-notaire :

« 1° Les notions de la philosophie morale et le droit naturel.

« 2° L'encyclopédie du droit;

« 3° L'introduction historique au droit civil;

« 4° Les éléments du droit international privé;

« 5° Les lois particulières qui régissent la capacité et les biens des établissements publics, la législation sur les aliénés, les dispositions des règlements sur la Dette publique, les règlements sur la Caisse des Dépôts et Consignations;

« 6° Les lois de procédure civile relatives à l'ouverture des successions, à l'exécution forcée des jugements et des actes, aux saisies-arrêt, aux saisies-exécution, à la saisie des fruits pendants par racines, à la distribution par contribution, à la saisie immobilière, à l'ordre et à la saisie des rentes.

« 7° Le Droit civil (Code civil en entier);

« 8° Les éléments du droit commercial;

« 9° Les lois organiques du notariat et les lois fiscales qui

s'y rattachent (droits d'enregistrement, de succession, de timbre et d'hypothèque);

« 10^e L'application des matières comprises sous les numéros 4 à 9 du présent article et la rédaction d'actes sur ces matières.

« Chaque épreuve de l'examen de candidat-notaire comprendra la solution de cas d'application et la rédaction d'actes notariés.

« Les actes seront rédigés au choix des récipiendaires en langue française ou flamande ou dans les deux langues. Les récipiendaires seront en outre admis à justifier de leur aptitude à rédiger les actes en langue allemande. Il sera fait mention au certificat et au diplôme de la langue ou des langues dont le récipiendaire s'est servi pour cette épreuve pratique.

« Les matières énumérées ci-dessus feront l'objet de trois épreuves et de trois années d'études au moins. »

Un examen est subi à la fin de chaque année d'études : le diplôme de candidat notaire n'est délivré qu'à la suite du dernier examen.

Pour les docteurs en droit l'article 16 fait une situation moins exigeante sous forme d'un examen supplémentaire qu'ils peuvent subir six mois après leur admission au doctorat. La réussite à cet examen supplémentaire leur vaut le grade de candidat-notaire.

En résumé, la loi de 1890 exige de l'aspirant au notariat des études classiques qui dans l'esprit du législateur représentent une sérieuse garantie de moralité et un diplôme spécial, garantie plus sérieuse encore de capacité juridique et professionnelle.

Que nous sommes loin ici des conditions de capacité exigées par notre loi de 1902. Certes les examens prévus par

la loi française permettent d'écarter les candidats par trop dépourvus de culture intellectuelle, mais le caractère purement professionnel de ces examens en fait une garantie bien insuffisante. De plus la loi de 1902 encourage les licenciés et docteurs en droit à entrer dans le notariat en leur accordant certaines faveurs mais elle n'impose pas ces diplômes. Aussi la législation française pourrait-elle avec avantage s'inspirer de l'exemple de la Belgique. Certains auteurs et en particulier M. Campana ont trouvé que le législateur belge de 1890 n'avait pas encore été assez exigeant en ce sens qu'il n'a pas assimilé complètement les étudiants en notariat aux étudiants en droit. Les uns et les autres doivent fournir les mêmes justifications pour accéder à l'Université mais tandis que les premiers peuvent commencer immédiatement leurs études notariales, les seconds doivent avant de commencer leur droit, obtenir le grade de candidat en philosophie et lettres, lequel nécessite deux années d'études. Le grade de *candidat-notaire* peut ainsi être obtenu en trois ans alors que celui de *docteur* ne peut l'être qu'au bout de cinq années d'études. Il existe donc au point de vue des conditions d'admission aux études juridiques une inégalité entre les deux sortes d'étudiants, inégalité que, pour relever le niveau des candidats-notaires, nombre de bons esprits voudraient faire disparaître.

A notre sens il y a dans cette critique une grande part d'exagération. N'est-il pas de toute évidence qu'en se montrant trop exigeant pour les études théoriques, alors que l'accomplissement d'un stage sérieux est indispensable on risque de trop retarder l'époque à laquelle l'aspirant sera en mesure de remplir ses fonctions ou bien de fermer la carrière à des jeunes gens méritants et sans fortune.

Quant au programme des études notariales il présente

cet avantage d'être très complet, il est sensiblement élargi par rapport à celui qu'avaient fixé les lois de 1857, de 1861 et de 1876, lequel comprenait seulement : l'encyclopédie du droit, le droit civil, l'organisation du notariat et les lois fiscales s'y rattachant. Les études juridiques de la loi belge de 1890 équivaldraient à peu près à nos études de licence en droit si l'on ajoutait au programme de ces dernières les matières spéciales au notariat. Il est vrai que l'on ne trouve pas dans le programme de l'examen de candidat-notaire des matières comme le droit romain, le droit constitutionnel, l'économie politique, le droit criminel qui font partie du programme de notre licence, mais le législateur belge a remplacé ces matières qui n'ont d'autre utilité pour le futur notaire que celle d'accroître sa culture générale et de lui faciliter l'acquisition de notions plus spéciales, par d'autres matières à cet égard au moins aussi avantageuses telles que la philosophie morale, l'encyclopédie du droit et le droit naturel.

Ces études juridiques sont assez sérieuses pour qu'il soit inutile d'exiger le diplôme belge de docteur en droit qui demande cinq années d'études. Avec les quatre années de stage réglementaire, la préparation aux fonctions notariales demanderait à l'aspirant neuf à dix années d'études après sa sortie de l'athénée ou du collège, ce qui serait trop long pour certains.

Pour suppléer à l'insuffisance du stage, le législateur de 1890 a été amené à organiser un enseignement pratique. D'après l'article 17, 10° cet enseignement est réparti sur trois années d'études et comprend l'application des matières inscrites au programme et la rédaction d'actes sur ces matières. Lors de la discussion de la loi tous les auteurs ne voyaient pas dans les cours d'application professés à

l'Université le moyen de suppléer entièrement à l'insuffisance reconnue du stage tel qu'il était effectué. D'autres esprits soutenaient avec raison que le stage demeurerait toujours indispensable. M. Adolphe Maton, l'un des meilleurs défenseurs de la première opinion la faisait valoir en ces termes : « La pratique notariale, disait-il, peut s'acquérir dès l'Université... Et le cours pratique a sur le stage cette importante supériorité qu'il initie l'aspirant à l'application non pas seulement de quelques cas qu'il aurait eu l'occasion de rencontrer dans l'étude, mais de tous les cas qui résultent des lois et de la jurisprudence; en effet, le cours de pratique prend le Code civil et les autres lois corps à corps depuis les premiers articles jusqu'aux derniers, en rapprochant chaque article des dispositions fiscales qui le gouvernent et en approfondissant le tout jusqu'à ce que la lumière soit faite sur la difficulté. Cet ordre scientifique offre encore sur le stage dont les études sont accidentelles, hachées par conséquent, l'avantage de l'harmoniser avec le système suivi par le professeur lors de l'enseignement des principes : chaos d'un côté, méthode de l'autre¹. »

Un excellent auteur, M. le notaire Rémy, de Liège, se ralliait à l'opinion contraire, d'ailleurs plus généralement suivie : « Les cours de pratique, disait-il, sont au notariat ce que la clinique enseignée et pratiquée au chevet du malade est à la médecine. Tout en trouvant cette comparaison ingénieuse, je me permettrai de faire observer qu'elle n'est pas absolument exacte. Dans le cours de pratique, de deux choses l'une : ou bien le maître étudie avec ses élèves une espèce dont il a forgé l'ensemble et les détails; ou bien il leur explique une affaire qui s'est passée dans la vie

1. A. Maton, *De l'enseignement du notariat en Belgique*.

réelle, qui est terminée et dont il dépouille le dossier. Dans le premier cas c'est une pièce anatomique qu'il démonte devant eux. Dans le second cas c'est une dissection qu'il opère en leur présence. Les cours de pratique ne peuvent être au notariat que ce que l'enseignement de l'amphithéâtre est à la médecine. La clinique notariale ne peut être enseignée qu'en face d'une réalité vivante, c'est-à-dire pendant le stage et par le contact avec les clients. »

Nous mettrons d'accord ces auteurs en faisant une distinction entre l'application et la pratique. Cette dernière doit être réservée au stage. Seule l'application, qui consiste à adapter des principes juridiques à des hypothèses concrètes, peut être enseignée à l'Université. Le cours d'application suivant l'expression de M le recteur Galopin « constitue une sorte de répétition collective des matières enseignées dans les cours théoriques et remplace les conférences que les agrégés font en France dans les Facultés de droit ».

§ 3. *L'organisation de l'enseignement notarial dans les Universités belges.*

Nous devons examiner maintenant comment l'enseignement notarial réglementé par la loi de 1890 est organisé pratiquement.

Il existe en Belgique deux Universités de l'Etat, celle de Gand et celle de Liège, et deux Universités libres, l'Université libérale de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain. La méthode d'enseignement varie avec chacune d'elles. Il y a lieu d'envisager successivement l'enseignement théorique et l'enseignement pratique.

I. L'enseignement théorique. — Dans les Universités de Liège, de Bruxelles et de Louvain, les professeurs em-

ploient le procédé du « *cours* » : ils exposent dans un ordre logique les principes de la matière et leurs applications sans faire appel directement à la collaboration de l'auteur. C'est la méthode en usage dans l'Enseignement supérieur français.

A Gand au contraire, on a adopté le procédé du « *manuel commenté* ». Le professeur se borne à donner les éclaircissements nécessaires, quelques commentaires du manuel que les élèves doivent étudier chez eux, il lui reste alors du temps pour procéder à des interrogations orales et à la correction des devoirs qu'il a donnés. Cette méthode est utilisée en France dans l'Enseignement Secondaire, dans la plupart des Ecoles de Notariat et dans les Conférences des Facultés de droit.

La première méthode, la méthode didactique, nous semble préférable, pour l'enseignement théorique tout au moins. « Quoi qu'on en dise, le manuel si bien fait qu'il soit, écrit M. Thomassin¹, ne vaut pas la parole vivante du professeur, et il n'est pas indifférent de voir ce dernier parcourir dans un ordre logique le cycle entier des matières figurant au programme. Sans doute, il importe de stimuler le zèle de l'étudiant et de provoquer de sa part un effort personnel, mais l'organisation de l'enseignement pratique permet suffisamment d'atteindre ce résultat, sans qu'il soit nécessaire de bouleverser par ailleurs une méthode séculaire qui a fait ses preuves. »

Nous ne dirons rien du programme d'études adopté dans les quatre Universités belges, cette question est sans intérêt. Toutes les matières prescrites par l'article 17 de la loi de 1890 y sont enseignées dans chacune d'elles. 11

1. *Le notariat belge*, thèse Paris, 1909.

n'y a de différence entre les Universités que relativement à l'ordre et à la répartition de ces matières entre les trois années d'études.

II. L'enseignement pratique. — Cet enseignement doit tenir lieu du stage, puisque ce dernier, bien que moyen légal d'instruction est tombé en désuétude. Dans les quatre Universités il existe pour chacune des trois années un cours d'application et de rédaction d'actes correspondant aux matières traitées pendant l'année. En outre, à Gand, les étudiants peuvent suivre deux cours facultatifs, l'un d'exercices pratiques sur le Code civil, l'autre de comptabilité industrielle et commerciale. L'organisation de ces cours diffère suivant les Universités. A Bruxelles on utilise la même méthode d'édaction que pour l'enseignement théorique. Le professeur n'interroge pas les élèves, il ne les oblige à faire aucun devoir écrit, il se borne, après un rappel des principes, à fournir quelques explications pratiques, il indique les pouvoirs et les obligations des notaires, les moyens d'éviter les responsabilités éventuelles, il donne une formule-type de chaque acte avec le montant des droits d'enregistrement.

A Gand et à Liège, au contraire, le professeur donne à ses élèves des actes à rédiger et des problèmes juridiques à résoudre; ces devoirs, faits à domicile, sont corrigés publiquement à l'un des cours suivants.

C'est à Louvain que l'enseignement pratique est distribué avec le plus d'ampleur et organisé depuis le plus longtemps. D'après M. Schicks¹, professeur à l'Université de cette ville, cet enseignement comporte les deux objets suivants :

1. *Revue pratique du notariat belge*, n° du 20 décembre 1908.

« A) La rédaction des actes courants et usuels, ce qui comprend pour chaque espèce d'acte « un thème » d'acte à faire, puis des observations pratiques indiquant les clauses à ajouter et les modifications à faire dans telle ou telle situation spéciale. B) Les exercices de liquidation ». Mais M. Schicks pense qu'on ne doit pas s'en tenir à ce programme, et il ajoute : « Je crois toujours à la possibilité d'un enseignement pratique plus complet, mais cet enseignement devrait suivre l'enseignement théorique au lieu de l'accompagner. Car la pratique est complexe, elle suppose la connaissance préalablement acquise des parties les plus diverses de la législation civile et fiscale. Il devrait donc se donner après l'achèvement des études théoriques, tandis que dans notre programme, la pratique est divisée comme le sont les cours théoriques : vente, donation, hypothèques, etc... Je crois que dans ces conditions on ne peut viser à donner un enseignement pratique complet et que ce serait de la prétention de « remplacer » le stage, il faut seulement viser à le préparer ».

De ces diverses méthodes, nous pensons qu'il y a lieu d'écarter celle suivie à Bruxelles qui n'exige de l'étudiant aucun effort personnel. Pour l'enseignement théorique ce défaut est compensé par l'avantage que présente la méthode didactique de permettre un exposé logique, complet, bien ordonné et par-dessus tout vivant des matières du programme. Mais si l'on prétend donner un enseignement pratique, il faut, sous peine de n'obtenir aucun résultat, mettre l'élève en contact direct avec le professeur et assurer un contrôle permanent du travail effectué.

En définitive nous pensons que cet enseignement pratique, si bien organisé soit-il *n'est qu'un pis-aller*, il ne gardera son utilité que tant que le stage conservera en Belgi-

que un caractère fictif et illusoire. Seul le stage et non des études à l'Université est capable de faire acquérir au candidat les connaissances pratiques indispensables.

Quels résultats a donné en Belgique l'application de la loi de 1890 ? A cette question on peut répondre qu'elle n'a pas réalisé le vœu de ses créateurs. Si nous avons reproché à la loi française de 1902 de ne pas s'être suffisamment occupée de l'instruction théorique des futurs notaires encore qu'elle ait voulu les encourager à acquérir les diplômes des facultés de droit, nous pouvons faire le reproche inverse à la loi belge de ne pas avoir fait une assez grande place à l'instruction pratique. M. Adolphe Maton reconnaissant combien il était préjudiciable au notaire de manquer d'une connaissance suffisamment pratique des affaires déplorait le relâchement dans la manière d'accomplir le stage depuis la création du grade de candidat-notaire : « Avant l'établissement des grades académiques, l'aspirant au notariat était forcé de travailler. Alors on ne formait pas les notaires à l'Université : c'était dans une étude de notaire que l'aspirant se rendait pour acquérir, au contact des affaires, les connaissances théoriques et pratiques qui sont indispensables pour exercer la profession avec sécurité. On étudiait la théorie et la pratique en même temps ; c'était la pratique, donc le travail réel, qui se chargeait de la partie théorique et qui initiait l'élève à la combinaison si difficile des divers éléments que le notaire met journellement en œuvre¹. »

Mais quelle comparaison pourrait-on faire au point de vue de leurs aptitudes respectives entre le notaire belge et le notaire français ? C'est encore à M. Maton qu'il faut

1. A. Maton, *Dictionnaire de la pratique notariale belge*, t. II, p. 6.

demander de répondre à cette question : « Entre le notaire français qui a fait de bonnes études théoriques et pratiques, écrivait-il, et le notaire belge qui se trouve dans le même cas, il est clair qu'il n'existe aucune différence de savoir ni de considération, ni de position sociale, cela va de soi. Si le notaire belge n'a fait que des études théoriques, le notaire français lui sera supérieur en aptitude, si, à de solides études théoriques, il a ajouté de bonnes études pratiques; mais, par contre, le notaire belge sans pratique sera supérieur au notaire français qui n'aura que des connaissances pratiques. Un excellent jurisconsulte français a dit que le théoricien sans pratique ne fait que juger de l'exécution sans pouvoir exécuter lui-même, et que le praticien sans théorie ne fait qu'exécuter au hasard, sans se rendre compte des motifs de l'exécution qu'il ne peut pas juger avec assurance. Je ne me pardonnerai pas la prétention de vouloir dire mieux ni plus exactement, mais j'ajouterai un léger tempérament à cette définition comparative : c'est que le notaire théoricien sans pratique offre plus de sécurité au public que le notaire praticien sans théorie¹. »

Et dans un autre passage, M. Maton poursuivait : « En somme le notaire belge n'a rien à envier au notaire français; au contraire, le notaire français peut nous envier beaucoup. » A l'époque où M. Maton écrivait ces lignes, époque antérieure à la réforme de 1902, on aurait pu déjà soutenir que ces propos étaient exagérés, aujourd'hui après les heureuses innovations de la loi de 1902 on ne peut que les désapprouver entièrement. Cette dernière loi bien que contenant une réforme insuffisante n'en a pas moins diminué l'infériorité que présente le système français rela-

1. A Maton, *De l'enseignement du notariat en Belgique*.

tivement aux études théoriques, et cela en exigeant un « examen de premier clerc » et un « examen de notaire » clôturant le stage. Au reste nous pourrions affirmer que contrairement à ce que prétendait M. Maton, les inconvénients résultant de l'absence de stage réel et de là de l'insuffisance pratique qui se manifeste chez les notaires belges sont encore plus grands que les inconvénients résultant de l'insuffisance des études théoriques qui se manifeste chez les notaires français. La raison en est que l'insuffisance pratique est en Belgique plus généralisée que ne l'est en France l'insuffisance théorique. Les auteurs belges eux-mêmes et M. Maton en particulier reconnaissent pour le déplorer qu'un très qu'un très grand nombre de candidats-notaires se dispensent d'accomplir un stage sérieux et effectif, tandis qu'en France la plupart des notaires possèdent en fait les diplômes que la loi n'exige pas.

Pour nous résumer, nous dirons avec M. Thomassin¹ que la meilleure conclusion à tirer de cette étude « c'est que la Belgique aurait intérêt à remettre le stage en honneur comme il l'est en France et que nous devrions en revanche suivre l'exemple de nos voisins en exigeant des futurs notaires une instruction générale plus étendue ».

Nous avons ainsi terminé l'étude des principales législations notariales. Cette incursion en pays étranger nous a permis de constater une tendance générale à élever le niveau intellectuel du notariat, tendance qui s'est manifestée dans la seconde moitié du XIX^e siècle par des lois édictant toutes la même dualité de préparation, *le stage joint à des études juridiques*. Nous avons vu que dans tous les Etats où la corporation est bien organisée, la législation,

1. Thomassin, *op. cit.*

bien que la position du notaire étranger qui bien souvent ne joue dans le monde des affaires qu'un rôle subalterne soit par ce fait même inférieure à celle qu'occupe le notaire de chez nous, la législation en a soumis l'accès à un ensemble de connaissances, dont les moindres laissent loin derrière elles les exigences de la loi française. De nombreuses législations notamment demandent pour les fonctions notariales la même préparation que pour les fonctions de juge.

De ces contestations ne déduisons pas que nos lois présentent une infériorité manifeste par rapport à la législation des autres pays, nous ferons remarquer plus justement que si l'on trouve dans ces pays des dispositions excellentes quant aux garanties de capacité à exiger des futurs notaires et particulièrement quant à l'enseignement notarial, aucun pays ne présente cependant la législation type, le dernier degré de la perfection.

Les législateurs de ventôse désiraient voir réunies chez le notaire les deux qualités maîtresses de l'expérience et du savoir. L'*expérience* s'acquiert par le stage et le notariat français a toujours su donner à ce mode d'instruction la place qui lui convenait. Sous ce rapport il n'a pas de conseil à recevoir de l'étranger. Quant au *savoir*, il ne peut s'acquérir que par l'Ecole et sous ce rapport de l'enseignement théorique il reste encore beaucoup à faire. Pour cela il ne faut pas craindre de copier les autres nations. La France a été assez souvent imitée dans le domaine législatif comme dans l'ordre matériel pour qu'elle puisse imiter à son tour les autres pays ou ce qu'ils font de bon et d'utile.

CHAPITRE IV

LES REFORMES A APPORTER DANS L'INSTRUCTION DU FUTUR NOTAIRE

Les deux systèmes d'enseignement.

Le savoir ne peut s'acquérir que par l'Ecole, disions-nous en terminant le précédent chapitre. Mais quelle école ? C'est à cette interrogation que nous devons répondre maintenant.

Nous avons fait jusqu'alors la critique des conditions de capacité exigées par la loi du 12 août 1902 pour l'admission au notariat. Nous avons constaté d'abord un effort louable du législateur pour remédier aux défauts de l'organisation du stage de la loi de ventôse en établissant des règles sévères concernant l'examen de premier clerc et l'examen professionnel. Et nous avons conclu après avoir fait quelques observations de détail que ces garanties d'instruction pratique ou technique étaient suffisantes. Mais passant au côté théorique de l'instruction du futur notaire nous n'avons pu faire les mêmes éloges au législateur, lequel n'a pas cru devoir organiser ces études et a laissé au clerc le soin de pourvoir lui-même et en toute liberté à son éducation théorique. Il a pris le contre-pied de ce qui a été fait dans presque tous les Etats étrangers où, nous l'avons vu, en assimilant l'accès des fonctions de notaire et des fonctions de juge on a fait des études théoriques une rigoureuse condition d'aptitude.

Il y aurait donc à ce sujet une réforme souhaitable, dont nous avons montré suffisamment l'utilité pour nous dispenser d'y revenir ici. Mais si nous avons montré la nécessité d'un enseignement théorique pour former le futur notaire, nous n'avons pas précisé quel serait cet enseignement et nous nous sommes réservé le soin de le faire dans le présent chapitre. C'est qu'en effet en France il y a deux façons différentes de concevoir cet enseignement théorique. Le premier système consisterait à obliger le candidat à suivre les *cours d'une Faculté de droit* et exiger de lui un des *grades* conférés par cette Faculté. Le deuxième système imposerait au futur notaire l'obligation de suivre les *cours d'une des Ecoles de Notariat* reconnues par l'Etat et réglementées par le décret du 1^{er} mai 1905. C'est en ce sens que le septième Congrès de l'Enseignement Notarial tenu à Paris le 5 décembre 1926 sous la présidence de M. Bitouzé, notaire honoraire, directeur honoraire de l'Ecole de Notariat de Rennes a émis le vœu que le diplôme de sortie des Ecoles de Notariat soit obligatoire pour les aspirants aux fonctions de notaire, à l'exception toutefois des docteurs et licenciés en droit.

Nous laissons de côté l'opinion de quelques auteurs moins exigeants qui se contentent de demander à l'aspirant notaire la justification d'études classiques constatées par le baccalauréat de l'enseignement secondaire. Cette solution ne peut nous satisfaire car le baccalauréat malgré l'appoint de culture générale qu'il donne n'est qu'un minimum, ne peut former qu'un premier degré dans l'instruction du futur notaire, il doit être complété par des études juridiques. « Si l'étude des lettres développe et orne l'intelligence, écrivait le regretté professeur Planiol dans la préface du tome II de son *Traité de Droit civil*, l'étude du

droit mûrit l'esprit et seule peut-être de tous les travaux intellectuels, l'étude du droit a ce privilège, parce que c'est dans la législation et plus encore dans la doctrine et dans la jurisprudence qu'est venue s'accumuler depuis l'époque romaine toute l'expérience de la pratique administrative et judiciaire. Ce tableau condensé de la vie humaine est le fruit des siècles ».

Notre choix ne s'exercera qu'entre les deux systèmes que nous avons énoncés plus haut. Mais avant d'affirmer et de motiver notre préférence nous ferons une remarque préliminaire. C'est que l'enseignement juridique quel qu'il soit doit être préalable ou plus exactement *préparatoire au stage et non concomitant*, et à ce sujet nous critiquons la disposition de l'article 8 du décret du 1^{er} mai 1905 sur les Ecoles de notariat qui permet l'inscription dans ces Ecoles pendant l'accomplissement du stage, ce qui ne paraît pas être l'esprit de la loi de 1902 en présence des paroles suivantes prononcées par M. Deschanel : « Ce que je demande, c'est le non cumul entre le stage et l'école professionnelle; quatre ans de stage, deux ans d'école, je dis que c'est là le véritable esprit de la loi de 1902 (je la connais, puisque je l'ai votée), oui, c'est là l'esprit du législateur¹ ». Il est en effet fort difficile pour un sujet qui dispose d'une capacité de travail normale de mener de front les occupations de l'étude et les travaux de l'école sans sacrifier les uns aux autres ou réciproquement. L'élève dont la présence à l'étude absorbera une grande partie de la journée aura-t-il le temps matériel suffisant pour se donner au travail de l'Ecole ? Celui-ci est très lourd, le programme étant très chargé et les matières difficiles et com-

1. Discours prononcé à l'Ecole de Notariat de Paris, le 10 décembre 1904.

plexes : pour son enseignement l'école demandera de nombreuses heures de cours. Que restera-t-il au malheureux élève pour ses préparations, ses résumés et ses devoirs ? Il vaut mieux ne faire qu'une chose et la bien faire. Lorsque ses études terminées le clerc prendra son inscription au stage, il aura vite fait de regagner, avec le bagage scientifique qu'il aura acquis et qui lui servira de guide éclairé, le temps passé à la théorie. Le stage doit être pour l'aspirant au notariat l'application raisonnée des principes et il ne saurait être fructueux sans la pleine possession de ces principes. L'Ecole de notariat doit éviter à ses élèves les décourageants débuts dont nous avons parlé, et pour cela elle ne doit leur permettre de s'inscrire sur les registres du stage que lorsqu'ils auront reçu une éducation juridique complète.

Au reste si l'instruction théorique était obligatoire il y aurait une deuxième raison pour la faire précéder le stage. C'est que si l'on permettait qu'elle fût concomitante à ce dernier il en résulterait un envahissement des études de grandes villes, sièges de Facultés et d'Ecoles de notariat par la foule des clercs étudiants qui viendraient y accomplir leur stage alors que les autres études seraient abandonnées à des clercs professionnels. Cet état de choses qui existe en Belgique ne doit pas venir s'implanter en France.

Cette observation préliminaire étant faite, nous allons rechercher quel est entre les deux modes d'enseignement théorique dont nous avons parlé celui qui semble le mieux adapté aux besoins du futur notaire et qu'on pourrait sans arrière-pensée rendre légalement obligatoire pour le plus grand bien de la corporation et de la société.

Section I. — L'enseignement donné dans les Ecoles de notariat.

Avant d'exposer les avantages de cet enseignement et les critiques qui lui ont été adressées, il convient de donner les caractéristiques générales des Ecoles de notariat, mais il est bien entendu qu'on ne trouvera ici que des généralités et non une étude détaillée de l'organisation de ces écoles qui serait en dehors de notre sujet.

Qu'il nous soit permis de faire une remarque préalable : c'est qu'on ne saurait faire état en matière d'enseignement notarial des cours par correspondance organisés par l'Association Polytechnique. Certes on ne peut nier les services que ces cours ont rendu et qu'ils sont appelés à rendre puisqu'ils pénètrent dans les localités les plus éloignées et apportent au clerc avide de s'instruire mais qui ne veut pas quitter l'étude, un enseignement profitable. Mais nous pensons que cet enseignement doit s'adresser non à des débutants, mais bien aux clercs qui, après avoir conquis leurs grades de droit ou avoir suivi les cours d'une Ecole de notariat accomplissent leurs années du stage : avec les cours par correspondance, ces clercs entretiendront les connaissances acquises à l'école et resteront au courant des modifications apportées par les lois nouvelles. C'est à ce double rôle d'entretien et de mise au courant que devrait se borner l'enseignement par correspondance. On peut deviner en effet quels résultats il doit donner quand il s'adresse à des jeunes gens n'ayant aucune notion juridique. Ceux qui savent quelle aridité existe dans les textes législatifs, qui savent combien il est difficile de suivre leur subtilité, même quand on est préparé par les explications orales d'un professeur, se rendront facilement compte de la

tâche surhumaine imposée aux élèves. En second lieu, en admettant que ces derniers soient capables de suivre facilement les leçons données, ne se trompe-t-on pas en estimant les maintenir dans une assiduité complète : livrés à eux-mêmes, privés du stimulant de la surveillance et des interrogations du professeur, échappant à tout contrôle effectif, les étudiants sauront-ils éviter de se laisser aller à un mol abandon ? Il ne faut pas oublier que c'est un travail supplémentaire qu'on leur demande et que l'effort à fournir pour apprendre le programme de chaque leçon est d'autant plus grand que l'élève doit travailler seul et presque sans conseils. Enfin pour la correction des devoirs que cet enseignement comporte, les professeurs mettront toute la bonne volonté voulue pour rendre leurs corrections aussi claires que possible, elles ne pourront jamais suppléer les explications orales d'un correcteur, et l'élève ne pouvant jamais questionner son professeur gardera souvent des notions vagues sur certains sujets que quelques explications précises auraient rendu lucides. Ainsi l'enseignement par correspondance ne peut être un enseignement sérieux et tous ceux qui ont expérimenté ce genre de travail sont fixés sur la valeur de cette méthode.

Après cette digression, revenons à l'Ecole de notariat proprement dite.

§ 1. *Généralités sur les Ecoles de notariat.*

Ces Ecoles, dues à l'initiative privée, se sont fondées au cours de la seconde moitié du xix^e siècle et du début du xx^e siècle dans un certain nombre de villes de France sièges de cour d'appel ou de Faculté. A l'heure actuelle il existe quinze écoles de ce genre : deux à Paris : l'Ecole de notariat de Paris fondée et dirigée par M. Henry Moreau et

l'Ecole Polytechnique de notariat créée par l'Association Polytechnique, et une dans chacune des villes suivantes : Angers, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Limoges, Marseille, Montpellier, Nantes, Poitiers, Rennes, Rouen et Toulouse.

Elles ont pour but de donner au futur notaire la formation à la fois théorique et pratique dont il a besoin. C'est dans la loi du 12 août 1902 que pour la première fois le nom d'« Ecole de notariat » est employé officiellement. En effet nous savons que l'article 36 de la loi du 25 ventôse an XI, modifié par la loi de 1902 dispense de deux ans de stage le candidat qui justifie du certificat d'élève diplômé d'une école de notariat; c'était comme l'a dit M. Bitouzé « la consécration officielle de l'enseignement notarial ». Trois ans plus tard les Ecoles de notariat étaient définitivement réglementées par le décret du 1^{er} mai 1905 qui forme encore actuellement la charte fondamentale des Ecoles de notariat en France.

Analysons rapidement les principales dispositions de ce décret : l'Ecole est rattachée au Ministère de la Justice et non à l'Université, malgré que dans son organisation une part soit faite à l'élément universitaire. La reconnaissance est prononcée par décret rendu sur le rapport du Ministre de la Justice, le Conseil d'Etat entendu (art. 1^{er}).

La nomination du directeur est soumise à l'agrément du ministre de la Justice par un conseil de surveillance composé du président du tribunal civil, président, du procureur de la République, d'un professeur à la Faculté de droit, ou, à défaut, d'un avocat, du directeur, ou, à défaut, d'un inspecteur de l'enregistrement et du président de la Chambre des notaires (art. 3). Le conseil donne son avis sur la nomination des professeurs et répétiteurs (art. 5) et

sur toutes les questions relatives à l'organisation de l'école ainsi qu'à l'enseignement (art. 4). Le directeur a l'administration de l'Ecole et nomme les professeurs et répétiteurs avec l'agrément du ministre de la Justice.

Le ministre a le droit de faire procéder à l'inspection de l'Ecole par les délégués désignés par lui (art. 17). L'inspection porte sur les études et sur l'application du décret du 1^{er} mai 1905. Elle ne peut porter sur la gestion financière de l'Ecole qu'au cas où cette Ecole recevrait une subvention de l'Etat ou du département. Enfin, aux termes de l'article 18, un décret rendu en Conseil d'Etat peut, après que l'administration de l'Ecole aura été mise en demeure de fournir des explications par écrit, retirer à une Ecole de notariat le bénéfice de la reconnaissance, soit pour inexécution des conditions qui lui sont imposées, soit au cas où les conditions de recrutement ou de l'enseignement auraient cessé d'offrir des garanties suffisantes.

Au point de vue de l'enseignement et du programme, le décret fixe la durée des études à deux ans (art. 7). D'après l'article 9 « l'assistance aux cours est obligatoire et tout élève qui a compté, durant une année d'études, plus de quarante jours d'absence consécutifs ou non, est astreint à redoubler cette année, s'il prétend obtenir le certificat ». Cette disposition empêche d'appliquer le bénéfice de la réduction du stage aux cours par correspondance, soit isolés, soit juxtaposés à une école reconnue. L'article 10 décide que l'enseignement portera sur le droit civil, la procédure civile, le droit commercial, le droit administratif, le droit international privé, la législation fiscale dans leurs rapports avec le notariat, et sur les lois, ordonnances et décrets organiques du notariat. D'après l'article 11, un arrêté ministériel, pris après avis du directeur de l'Ecole

et du conseil de surveillance, détermine le programme détaillé des cours et conférences de chaque année d'études, le temps consacré à chaque cours, la répartition entre les divers examens, de la quotité des points qui doivent être obtenus par l'élève pendant les deux années d'études.

L'examen de sortie est subi à la fin de la deuxième année d'études. Le programme et la quotité de points attribuée à chacune de ses parties sont déterminés par un arrêté ministériel pris après avis du directeur de l'Ecole et du conseil de surveillance (art. 13). L'examen comporte deux épreuves : une épreuve écrite et une épreuve orale. La première porte sur une question de droit choisie dans le programme du cours et sur la rédaction d'un projet d'acte. Les sujets sont tirés au sort, en présence des candidats, par le président du jury ou par celui de ses membres que le président désigne pour surveiller la composition. L'épreuve orale porte sur l'ensemble des matières enseignées dans le cours des deux années (art. 14). La composition du jury d'examen est déterminée par l'article 12. Il se compose de cinq membres : un conseiller à la Cour d'appel, président; un professeur de la Faculté de droit; le directeur de l'Ecole ou en cas d'empêchement un professeur; un employé supérieur de l'Enregistrement; le président de la Chambre des Notaires ou, à son défaut, un membre de la Chambre (art. 12). Actuellement, les jurys d'examen sont composés différemment suivant que l'Ecole est sous la direction de la Chambre des Notaires ou qu'elle a des attaches plus ou moins étroites avec l'Université. Dans le premier cas le jury est formé pour tout ou partie, de professeurs de l'école et de membres désignés par la Chambre. Dans le second, sa composition est à peu de choses près celle qui est réglée

par l'article 12 du décret. Le président du jury soumet au ministre le procès-verbal des opérations de l'examen signé par tous les membres du jury et la liste de classement par ordre de mérite, des candidats déclarés admis (art. 15). Les candidats inscrits sur cette liste reçoivent seuls le certificat d'élèves diplômés de l'Ecole de notariat (art. 16). Malgré que les écoles soient restées après la reconnaissance des écoles privées, l'intervention de l'Etat dans les examens s'imposait du fait que le diplôme par elles délivré, devant faciliter l'accès de la carrière, avait une valeur reconnue par l'Etat.

Si le décret de 1905 a fixé ou réglementé soigneusement l'organisation des Ecoles, la durée et le programme des études, le régime des examens et la délivrance des diplômes, par contre il a laissé toute latitude aux écoles pour déterminer elles-mêmes le procédé d'instruction qu'elles devront suivre. Il existe en effet deux systèmes qui ont présidé à la création des Ecoles de notariat : le décret du 1^{er} mai 1905 les a reconnu tous les deux implicitement aux termes de l'article 8 que nous avons déjà critiqué au début de ce chapitre. Ces deux systèmes peuvent se définir ainsi : *école annexe du stage* et *école professionnelle*. D'après la première conception qui a été appliquée par les premières Ecoles de notariat, l'école s'adresse aux clercs en exercice, l'élève reçoit l'instruction théorique à l'école et la formation pratique à l'étude. Le stage se renforce simplement de leçons de principes. Ce double enseignement manque de cohésion et de méthode, le courant des affaires ne pouvant permettre à l'étude de suivre la marche raisonnée, mais abstraite de l'école. Le deuxième système au contraire, celui de l'école professionnelle, adopté aujourd'hui par

presque tous les établissements, unit la théorie et la pratique : la théorie, c'est-à-dire une série de principes exposés et développés; la pratique, c'est-à-dire l'application raisonnée de ces mêmes principes. « C'est ainsi que l'Ecole de Paris, disait Fernand Faure, se considérant comme une école préparatoire du stage, absorbe l'élève et le soustrait momentanément au travail de l'étude auquel elle supplée par une série d'exercices, dont la gradation calculée sur la marche des cours théoriques embrasse la totalité des actes de la profession. Après quoi, elle rend aux études les jeunes gens préparés à profiter pleinement et intelligemment des enseignements pratiques du stage ».

Ce défaut de concordance entre les différents établissements est fort regrettable. Il n'existe d'ailleurs pas qu'au sujet du caractère de l'enseignement : la méthode de travail varie aussi avec les écoles. Il y a en effet deux méthodes de travail possibles : celle du cours et celle du manuel commenté. Cette dernière qui est la méthode d'enseignement en usage dans les lycées et collèges de France et en Belgique à l'Université de Gand, est adoptée par la quasi-unanimité des Ecoles. Le professeur au lieu de se contenter de faire un cours comme dans les Facultés, donne à ses élèves des explications sur le manuel qu'ils ont entre les mains; puis il les interroge sur les cours précédents et leur donne des devoirs écrits (compositions, rédactions d'actes, solutions d'espèces) où ils font l'application des principes qu'on leur a enseignés. Il convient de mettre à part l'Ecole de notariat de Paris qui utilise un système mixte nous semblant de beaucoup préférable : le professeur fait un cours et les élèves d'après les notes qu'ils prennent à ce cours, rédigent des cahiers qui sont périodiquement inspectés par le professeur; ils font périodiquement, sur

des données ou des thèmes indiqués par celui-ci, des compositions, rédactions d'actes, solutions d'espèces qui sont corrigées publiquement et notées; ils sont enfin réunis de temps en temps en des conférences où ils sont exercés à prendre la parole pour discuter publiquement des espèces ou des points de droit qui leur ont été indiqués à l'avance.

De tous ces développements retenons simplement qu'en règle générale, mais non absolue, car ces données peuvent varier avec les écoles, les caractères distinctifs de l'enseignement donné dans les Ecoles de notariat sont la juxtaposition de la théorie et de la pratique et l'usage d'une méthode d'enseignement analogue à celle employée dans les établissements d'enseignement secondaire.

§ 2. *Avantages prétendus de l'enseignement donné dans les Ecoles de notariat.*

I. Le premier avantage de cet enseignement, dit-on, est de ne donner à l'aspirant que les *connaissances qui lui sont strictement utiles pour l'exercice de sa profession* sans encombrer son esprit de notions complètement étrangères au notariat ou inutiles. En deux mots on pourrait dire que c'est un *enseignement approprié et spécialisé*. C'est ce qui a fait dire qu'à l'inverse l'enseignement donné dans les Facultés de droit et particulièrement l'enseignement de licence était *trop général* et ne pouvait suffire à former un notaire. Ce dernier est un spécialiste et la science du droit qui lui est nécessaire n'embrasse pas toutes les matières que comprennent les études de licence. Cette opinion a été soutenue par des maîtres éminents, nous n'en voulons pour preuve que ces paroles prononcées par M. Boistel, professeur de droit civil à la Faculté de Paris le 8 décembre 1900 à la distribution des prix de l'Ecole de notariat

de Paris : « Nous avons parfaitement conscience, disait-il, que notre enseignement de licence, dirigé en vue de la formation générale du juriconsulte, obligé d'embrasser tout ce qui est fondamental dans toutes les branches essentielles de la science du droit ne peut prétendre à armer de toutes pièces un praticien. » Et un an plus tard dans les mêmes circonstances le doyen Glasson reprenait la même idée : « Ces jeunes gens (les clercs) trouvent-ils à la Faculté de droit de Paris ce qui leur est nécessaire et la Faculté leur donne-t-elle ce qu'ils demandent ? Je n'hésite pas à répondre que non. On chercherait en vain parmi ces cours si nombreux et si variés une chaire destinée à ceux qui demandent des connaissances approfondies. » C'est qu'en effet le droit civil est le domaine propre du notaire, qui doit le posséder à fond depuis les règles principales jusqu'aux plus infimes détails, en vue des applications qu'il est appelé à en faire chaque jour. Cet enseignement du droit civil dans une Faculté sera nécessairement général et abstrait, étant donné qu'il devra s'adresser à tous les étudiants indistinctement il ne pourra se présenter sous un jour pratique. Le futur notaire a le devoir de concentrer son attention constamment sur l'objectif presque exclusif que doit constituer pour lui le droit civil dont il doit connaître les replis les plus cachés, il ne le peut faire dans une Faculté de droit où cette matière capitale se trouve noyée dans une quantité de spécialités juridiques secondaires qui, pour la plupart sont totalement étrangères au notariat. L'économie politique, l'histoire du droit, le droit constitutionnel, la science financière sont pour le futur notaire d'une utilité fort contestable, jusqu'au droit romain lui-même qui est ordinairement et avec juste raison considéré comme la base la plus solide de toute éduca-

tion juridique ne devra pas si l'on en croit un auteur de grande autorité en la matière, M. Gaston May, être d'un grand profit pour celui qui se destine au notariat. M. May reconnaît en effet que « sans vouloir rabaisser la valeur esthétique du droit romain comme modèle de construction juridique, d'analyse pénétrante et de logique, on peut affirmer que l'esprit acquerra tout aussi certainement, dans l'étude d'une législation moderne, les qualités scientifiques nécessaires au juriconsulte. La vérité, dit-il encore, est que le contenu du droit et non sa forme, les résultats plus que les procédés de mise en œuvre, sont les objets qui donnent au droit romain toute sa valeur comme objet d'étude¹. » D'un autre côté certaines matières de première utilité pour le notariat ne se trouvent pas dans le programme des Facultés : par exemple le droit notarial, la pratique notariale, la comptabilité et bien souvent la législation fiscale.

En somme cet enseignement n'est pas approprié aux besoins du notariat, on pourrait le considérer comme étant à la fois trop complet et incomplet : trop complet puisqu'il comporte des matières n'ayant que des rapports lointains avec le notariat et incomplet parce qu'il est assez pauvre sur les questions qui intéressent le plus le notaire. « L'enseignement le mieux adapté à ses besoins, conclut M. Savornin, serait celui qui tout en élaguant les parties inutiles pour lui du programme officiel, n'aurait d'autre objectif que d'approfondir celles qui sont nécessaires à l'exercice de cette profession. Il différerait donc de celui des Facultés non par sa valeur qui ne saurait être surpassée mais par sa méthode et son programme². » C'est dans le but de dis-

1. G. May, *Eléments de droit romain*, 10^e édition, p. 8 en note.

2. Savornin, *Des garanties de capacité requises pour l'admission au notariat et des conséquences d'une réforme opérée en ce sens*, thèse, Aix, 1903

penser au notaire cette instruction spéciale qu'ont été créées les Ecoles de notariat.

II. Un autre avantage des Ecoles de notariat par rapport aux Facultés de droit pour la formation des futurs notaires, résulte, a-t-on prétendu, de ce que l'enseignement donné par la majorité des premières *juxtapose la théorie et la pratique* tandis que celui donné dans les secondes reste dans la sphère élevée de la science théorique. Le but de l'école professionnelle est en effet de concrétiser dans l'application l'abstrait de ses leçons théoriques. Les leçons doivent naturellement aboutir à l'application, il y a là un tout qui est la justification de l'enseignement notarial. « L'exercice de toute profession, écrit M. Moreau dans un article déjà mentionné de la *Revue politique et parlementaire*, comporte deux éléments aussi essentiels l'un que l'autre : la théorie, c'est-à-dire une série de principes exposés et développés; la pratique, c'est-à-dire l'application raisonnée de ces mêmes principes. L'école vraiment professionnelle ne saurait donc, si elle veut répondre au but de son institution négliger ni l'un ni l'autre de ces deux éléments, qui, d'ailleurs se compénètrent de telle sorte que l'intelligence de l'un ne peut être complète et sûre sans la pleine possession de l'autre. N'enseigner à un professionnel que la théorie de sa profession, c'est prétendre former un pianiste en l'exerçant sur un clavier muet; et s'en remettre au hasard du courant des affaires quotidiennes pour féconder la théorie par l'application pratique, c'est nier toute méthode et faire reculer de cent ans les progrès de la science pédagogique. Il faut, au contraire, que la pratique suive la théorie pas à pas, se moule sur elle comme le problème sur le théorème, et, faisant succéder le concret à l'abstrait dans une marche méthodique qui éclaire l'un par l'autre,

devienne une sorte de gymnastique intellectuelle au lieu de demeurer un assouplissement mécanique. »

Mais pour arriver à un bon résultat il est indispensable de suivre une méthode rigoureuse que seule l'école peut appliquer. Qu'arrive-t-il dans les rares Ecoles de notariat où l'enseignement pratique confié au hasard du stage n'est pas juxtaposé à l'enseignement théorique? Le plus souvent, le clerc qui n'aura en mains que les dossiers à lui confiés, en général fort simples, puisque les affaires compliquées sont retenues par le patron ou réservées au principal clerc, n'aura pas l'occasion d'appliquer d'une façon pratique les notions théoriques qui lui auront été données par l'Ecole. D'un autre côté on prétend que l'unité d'enseignement si nécessaire ne peut être réalisée si le clerc va puiser son instruction pratique à une autre source que l'Ecole et demander une formation à d'autres maîtres dont l'Ecole ne pourra contrôler la valeur. Ainsi tel notaire se trouvera dans sa pratique en contradiction avec l'enseignement de l'Ecole, tel autre, respectueux de ses formules sacrosaintes, refusera de les modifier au fur et à mesure des améliorations apportées par des lois nouvelles.

III. En troisième lieu on a vu dans la *méthode d'enseignement* en usage dans la plupart des Ecoles de notariat une supériorité sur la méthode employée dans les Facultés de droit (nous ne nous occupons ici que de l'instruction théorique). On reconnaît que le système des « cours » pratiqué dans les Facultés de droit constituerait une excellente base d'instruction si ces cours pouvaient être étudiés et approfondis dans toutes leurs parties. Malheureusement il n'en est pas ainsi et pour une bonne raison, c'est que les notes prises par les élèves qui les suivent à moins d'être des tachygraphes d'une habileté égale

à celle que déployaient les *notarii* dont parlent Varron et Martial, sont loin d'être complètes : elles contiennent d'inévitables lacunes, il y manque des phrases entières et celles qui sont rapportées sont incompréhensibles du fait qu'une distraction momentanée a rompu le lien qui, les unissant logiquement en éclairait le sens. Le tout sans préjudice des erreurs qui peuvent s'y glisser. C'est pour ces raisons que la majorité des Ecoles de Notariat ont adopté la méthode en usage dans les établissements d'enseignement secondaire. Un manuel choisi avec discernement comme convenant le mieux aux nécessités de l'enseignement notarial est mis entre les mains des élèves pour leur servir de guide. Le cours du professeur ne consiste plus alors qu'à donner des explications sur les points délicats du programme après en avoir tracé les grandes lignes et avoir attiré l'attention des élèves sur les questions importantes. Il reste ainsi du temps pour les interrogations sur les cours précédents et la correction des devoirs écrits. Dans ces rapports constants avec le professeur, les étudiants trouvent un emploi plus fructueux de leur temps que dans la transcription pure et simple et plus ou moins fidèle d'un cours. De plus des examens trimestriels les obligent à faire constamment la révision des matières déjà enseignées et gravent ainsi profondément dans leurs mémoires les connaissances acquises.

Tels sont les principaux avantages que les partisans de l'enseignement professionnel notarial ont mis en avant pour faire prévaloir leur système sur celui préconisé par les partisans de l'enseignement des Facultés de droit. Il nous sera donné de voir au cours de cette étude que ces avantages sont plus apparents que réels.

§ 3. *Les vices de l'enseignement des Ecoles de notariat.*

Après avoir examiné les avantages, il nous faut maintenant faire ressortir les vices de cet enseignement notarial :

I. Tout d'abord l'enseignement donné dans les Ecoles de notariat *ne suppose pas à sa base une instruction générale suffisamment développée* puisque le baccalauréat n'est pas exigé pour entrer dans ces établissements. C'est là un vice des plus graves; comment peut-on prétendre en effet, inculquer avec fruit la science du droit à un esprit qui n'y est pas préparé au moyen d'une solide instruction générale, laquelle eut fait de lui dans une certaine mesure, suivant l'expression du célèbre jurisculte du xvii^e siècle Claude de Ferrière un « savant en l'art d'écrire et de penser ».

Or, l'instruction générale ne comporte qu'un mode de constatation sérieux : le grade de bachelier de l'enseignement secondaire. Le législateur français a si bien compris cette nécessité qu'il exige le diplôme de bachelier à l'entrée de presque toutes les carrières qui demandent des connaissances spéciales. « Le baccalauréat, a dit Emile de Girardin, c'est le communisme de l'intelligence », et ce ne saurait être une prétention exagérée que de mettre le futur notaire sur le même rang que nombre de ses concitoyens dans un siècle où l'instruction a fait tant de progrès. Certes il ne faudrait pas exagérer l'importance d'un tel diplôme, et la possession d'un parchemin ne saurait conférer l'omniscience et l'infailibilité qui ne sont pas des attributs de notre nature mais elle est l'indice d'une culture générale complète. C'est ce que de nombreux auteurs ont compris. Désirant éviter le retour au notaire ignare dont Rouxel nous relate les exploits, ils exigent du

futur notaire le diplôme de bachelier : les uns expressément comme Amiaud, Bauby, Leproust, Tesnières; les autres implicitement en réclamant l'exigence de grades supérieurs.

II. Le deuxième reproche que nous adresserons à l'enseignement donné par les Ecoles de notariat, c'est que *cet enseignement ne peut fournir à l'élève la formation juridique* qu'il lui est indispensable de posséder. Comment peut-on former l'esprit d'un jeune homme à la science juridique, en lui inculquant des lambeaux des différentes branches de cette science. On sait, en effet, qu'à part le programme de droit civil qui est complet, celui des autres matières : procédure, droit commercial, droit administratif, droit international privé ne comprend que les parties de ces matières qu'il est strictement nécessaire au notaire de connaître. La critique de cette manière de faire a été faite de façon magistrale par M. Galopin, recteur de l'Université de Liège : « La question, a-t-il dit, se présente tout d'abord comme une question de programme d'*éducation juridique*, et non pas comme une simple affaire de programme de connaissances professionnelles. Il ne s'agit pas de rechercher si chacune des matières de l'enseignement du Doctorat¹ présente une utilité directe pour l'exercice de l'état de notaire. Ce qui est à examiner, c'est s'il convient, pour former l'esprit de l'aspirant et le mûrir, pour le préparer convenablement à l'intelligence et à la pratique du Droit, de l'astreindre à faire l'ensemble harmonique des études du Doctorat, ou s'il suffit de lui tracer un programme bizarre, fait de toutes sortes de pièces et de morceaux détachés de différents cours dans des vues d'exercice

1. Nous savons que le doctorat des Facultés belges correspond à peu près à la licence des Facultés françaises. En conséquence ce qui se dit de l'un est applicable à l'autre.

immédiat de la profession. Ce qui est à savoir, c'est si l'aspirant doit recevoir une éducation juridique sérieuse qui lui permette de s'affranchir plus tard de la tutelle des avocats, ou s'il est destiné à rester toujours un juriste imparfait, un vulgaire praticien, incapable d'étudier et de résoudre lui-même les difficultés de droit que soulèvent, à chaque instant, les affaires dont il est chargé. Le droit romain surtout fait horreur aux partisans des études strictement professionnelles. Ils semblent ignorer qu'aujourd'hui encore, les vrais jurisconsultes considèrent le droit romain comme la base nécessaire indispensable de l'enseignement du droit civil¹. »

D'autre part, loin de posséder les avantages qu'on a prétendu lui trouver, la coexistence de l'instruction théorique et de l'instruction pratique ne peut être que fâcheuse. Ces deux enseignements ne peuvent être mêlés, « ce sont, disait M. Esmein², deux choses également nécessaires au notaire, mais l'école ne peut lui fournir que la première; il devra demander au stage la seconde. Vouloir rendre pratique dans ce sens l'enseignement du droit c'est lui faire perdre en grande partie son utilité; c'est imposer à l'arbre une greffe qu'il ne peut porter. Pour ce qui est du droit civil en particulier, si on peut l'appliquer à des situations diverses, il n'y a qu'une manière de le savoir et par suite de l'enseigner. Le cours de droit civil spécial au notariat nous paraît devoir être rejeté. Ou bien il ne présenterait qu'un défilé de questions isolées, et alors on laisserait forcément dans l'ombre les principes généraux, dont la possession constitue, à vrai dire, l'instruction juridique; ou ce serait simplement un cours semblable

1. Galopin, Discours sur la réforme du notariat du 17 octobre 1892.

2. A. Esmein, *Nouvelle revue historique*, 1879, p. 310.

à ceux de la licence qui ne différerait de ces derniers qu'en ce qu'il durerait deux années seulement au lieu de trois; c'est une différence qui ne serait point à son avantage ». D'autre part, comment peut-on faire concourir la théorie et la pratique? Ne faut-il pas avant de passer aux applications pratiques avoir étudié préalablement l'ensemble du droit, car il ne faut pas oublier que l'acte le plus simple met souvent en jeu des principes multiples, des règles innombrables contenues dans les parties du Code souvent fort éloignées les unes des autres. Or, pour dégager ces théories juridiques contenues dans le plus petit acte notarié, il faut les connaître à moins que le professeur, à l'occasion de l'étude de chaque acte ne développe les principes qui le régissent, méthode bonne peut-être dans un formulaire, mais détestable dans un cours, car elle aboutirait à la négation même de toute méthode.

Ainsi donc à cause de la co existence fâcheuse des enseignements théorique et pratique, les Ecoles de notariat ne peuvent donner une formation juridique rationnelle.

III. On a encore reproché aux Ecoles de notariat d'être *inutiles*. En effet l'enseignement pratique qu'elles donnent fait double emploi avec l'instruction qui résulte du stage et l'enseignement théorique qu'elles fournissent fait double emploi avec celui des Facultés de droit.

L'enseignement professionnel donné par les Ecoles de notariat au moyen de cours d'application ou de pratique notariale fait double emploi, disons-nous d'abord, avec cet autre moyen d'instruction professionnelle que constitue le stage. On se trouve donc en présence de deux moyens différents pour arriver au même résultat. Quel avantage peut-on trouver à les employer concuremment? Il semblerait plus normal de s'en tenir à un moyen unique et de

lui faire rendre son maximum. Or, sur lequel de ces moyens devons-nous porter notre choix? Sur le stage sans hésitation car il présente une supériorité très nette sur l'enseignement pratique donné dans les Ecoles de notariat. Ce dernier peut-il être qualifié de vraiment pratique alors qu'il repose tout entier sur des suppositions : « On suppose des espèces, dit M. le notaire Estrangin, on crée de toutes pièces des dossiers complets, en évitant toute invraisemblance, en se rapprochant *le plus possible* de la réalité, on prend une affaire *ab ovo* pour la conduire jusqu'à ses dernières formalités », tel est le procédé employé par le professeur de pratique notariale. Rien n'est plus suggestif que de comparer cet enseignement d'application aux travaux pratiques de la Faculté de médecine : alors que l'étudiant en médecine opère sur la réalité même, l'étudiant en notariat s'exerce sur de vaines fictions. C'est ce qui faisait dire à M. Campana : « La clinique notariale ne peut être enseignée qu'en face d'une réalité vivante, c'est-à-dire pendant le stage et avec le contact avec les clients¹. » Le stage est en effet la véritable école pratique du notariat, lui seul et non l'enseignement pratique de l'école peut être comparé sous le rapport des résultats obtenus aux travaux pratiques de la Faculté de médecine. On objectera bien que dans les études la pratique s'apprend sans méthode, au hasard des affaires, mais il ne faut pas voir là un mal; pour celui qui a reçu au préalable une forte éducation juridique, méthodique celle-là, il en résultera une grande souplesse d'esprit en l'obligeant à passer d'une affaire à une autre toute différente. Du reste nous savons qu'on ne peut imposer de méthode en pratique notariale, étant donné

1. Campana, *op. cit.*

que le plus petit acte met en jeu les principes les plus divers. Mais surtout, ce qu'on n'apprend pas à l'Ecole, c'est à recevoir les clients et pourtant c'est le contact journalier avec ceux-ci qui forme l'esprit du jeune clerc et lui donne la notion juste de la pratique des affaires; par ses relations continues avec ceux-ci, et par la discussion des intérêts les plus divers il acquiert ce qu'il n'a pu apprendre à la Faculté et ce qu'il n'obtiendrait qu'imparfaitement dans une Ecole de notariat : une compréhension rapide des situations les plus compliquées.

« L'application, disait M. Wœste, lors des travaux préparatoires de la loi belge de 1890, l'application qu'on enseignera aux Universités, qu'on me pardonne cette expression en apparence contradictoire, sera une application... théorique. La vraie application continuera à s'apprendre pendant le stage; c'est celle qui met le candidat aux prises avec les dossiers et en rapport avec les clients; c'est dans l'étude des dossiers, c'est dans les relations avec la clientèle que le candidat-notaire achève de se former. » — « Toute la supériorité du stage sur l'enseignement des écoles spéciales, écrit M. le notaire Coste dans sa thèse de doctorat, provient de ce que dans l'un on ne s'exerce que sur des fictions toujours plus ou moins éloignées de la réalité, tandis que, dans l'autre, on ne se préoccupe que de faits pour ainsi dire tangibles, et dont on peut par là même prévoir toutes les conséquences¹. » C'était aussi l'opinion de Pradines : « L'étude, disait cet auteur, sera toujours la véritable et la meilleure école de l'aspirant. C'est là qu'il respire l'atmosphère notariale, qu'il s'initie

1. Coste, *Des conditions de capacité exigées par la loi du 12 août 1902 pour l'admission au notariat*, thèse, Paris, 1905.

au maniement des affaires réelles, tandis que dans les cours de l'école, il ne peut s'exercer que sur des hypothèses et des fictions¹. » Il n'y a pas d'autre école pratique que le stage pour l'avocat, il doit en être de même pour le notaire.

On pourra bien nous objecter qu'en Belgique, ainsi que nous l'avons vu dans notre chapitre de législation comparée, cet enseignement pratique existe et donne de bons résultats.

Nous répondrons que si dans ce pays un enseignement pratique a été organisé, c'est pour suppléer à l'organisation défectueuse du stage. Celui-ci, nous le savons, est purement fictif et ne peut rendre les mêmes services qu'en France où il est sérieusement accompli. Les auteurs belges eux-mêmes reconnaissent la supériorité du stage effectif. Qu'il nous suffise à cet égard, de citer les paroles suivantes de M. Galopin : « Les cours théoriques et les leçons d'applications scientifiques des Universités ne suffiront jamais pour former un bon notaire. Le stage est le complément nécessaire, indispensable des études universitaires. Il est impossible alors même qu'on aurait subi les examens de candidat-notaire et de docteur en droit avec la plus grande distinction, de remplir d'une manière convenable les fonctions de notaire, si l'on n'a fait au préalable un stage sérieux. Il faut au notaire l'expérience et la pratique des affaires, et celles-ci ne s'acquièrent que pendant la cléricature² ». Les études dans les Ecoles de notariat durent deux ans, ce qui est bien court, ne serait-il pas préférable de les consacrer entièrement à l'enseignement théorique ?

Voilà pour l'enseignement pratique donné dans les Ecoles

1. Pradines, *De l'admission au notariat*, 1869.

2. Galopin, *op. cit.*

de notariat : il n'a pas de raison d'être car il fait double emploi avec le stage, moyen d'instruction bien supérieur. Quant à l'enseignement théorique donné par ces mêmes écoles, nous ne pensons pas non plus qu'il soit au-dessus de toute critique. Ne faudrait-il pas laisser le monopole des études juridiques aux Facultés de droit qui sont merveilleusement outillées pour dispenser un tel enseignement. C'est si vrai que nombre d'élèves des Ecoles de notariat reconnaissant les bienfaits de la vraie science juridique telle qu'on l'enseigne dans les Facultés n'hésitent pas à suivre les cours de ces dernières en même temps que ceux de leurs écoles. A l'Ecole de Paris même, l'organisation des cours permet aux élèves de suivre simultanément l'enseignement de l'Ecole et celui de la Faculté de droit. Dans ce cas on comprend mal la dualité d'enseignements, et on la comprend moins encore lorsqu'on songe que dans de nombreuses Ecoles de notariat l'instruction purement juridique est confiée à des professeurs de Faculté. Quelle est alors l'utilité de ces cours d'ailleurs moins complets que ceux professés dans les Facultés ? Il semble qu'il serait plus simple et bien préférable de suivre ces derniers. Et si les cours de droit pur sont confiés non plus à des professeurs mais à des anciens notaires ou à des avocats, il est hors de doute que ces professionnels malgré leur connaissance approfondie de toutes les difficultés juridiques n'auront pas le talent, ni l'habilité des professeurs. Il faut, répétons-le, exiger du candidat aux fonctions notariales une formation juridique, cette formation il ne pourra la trouver qu'au contact des maîtres de la science pure et non au contact des praticiens. Nous concluons donc à la supériorité de l'enseignement de la Faculté de droit sur celui de l'Ecole de notariat au point de vue théorique.

IV. Enfin un dernier grief qu'on a pu faire, le moindre peut-être, aux Ecoles de notariat, consiste à dire ceci : dans la majorité de ces établissements il n'est enseigné chaque année qu'une partie du programme de telle sorte qu'un aspirant peut indifféremment commencer ses études à toute époque et que *les élèves de première et de deuxième année suivent les mêmes cours*. Cette combinaison imposée par des motifs d'ordre financier offre divers inconvénients : c'est ainsi que certaines notions générales nécessaires à tout débutant sont enseignées chaque année, de là double emploi et perte de temps; de plus il arrive que les uns aient à traiter du contrat de mariage sans avoir étudié le livre III, titre III du Code civil (des contrats et obligations conventionnelles en général), les autres voient la vente, les privilèges et hypothèques, sans connaître la distinction des biens, les servitudes, etc. Il leur arrive parfois de rédiger des liquidations de communauté avant d'avoir étudié les donations, les testaments, le contrat de mariage. Nous n'insisterons pas davantage sur ces inconvénients qui ne touchent qu'à une question d'organisation intérieure. A ce sujet il y aurait bien d'autres reproches à faire aux Ecoles de notariat, mais la diversité qui règne dans l'organisation des différents établissements ne nous permet pas d'entrer dans les détails. Ce manque d'uniformité est par lui-même un défaut capital.

Section II. — L'enseignement donné dans les Facultés de Droit.

Dans cette recherche du meilleur enseignement à donner au futur notaire, nous avons fait preuve jusqu'alors d'une assez grande hostilité vis-à-vis des Ecoles de nota-

riat. Au contraire nous avons semblé accorder toutes nos faveurs aux Facultés de Droit. Le moment est venu de justifier pleinement cette préférence. Et pour cela nous mettrons en relief trois avantages de l'enseignement de la Faculté, ils constituent des arguments de si grand poids que selon nous ils doivent faire pencher la balance en faveur de notre système.

§ 1. *Avantages de l'enseignement des Facultés.*

I. L'enseignement donné dans les Facultés de droit, tout au moins celui de la licence ou du doctorat *suppose le baccalauréat à sa base*. Et nous avons vu que ce diplôme s'il n'a par lui-même qu'une importance relative est le seul qui permette à une personne de justifier qu'elle a fait des études classiques indispensables pour lui donner une culture générale complète. En admettant même, comme certains l'ont prétendu, que le bachelier sache « moins de choses » que bien d'autres qui ne possèdent aucun diplôme il a cependant quelque chose de plus : une souplesse d'esprit plus grande, d'où découle une rapide compréhension et un merveilleux pouvoir d'adaptation et des méthodes de travail lui donnant une plus grande facilité de travail car le bachelier a appris à apprendre ». Mais c'est là sa moindre utilité et sans craindre de répéter ce que nous disions dans la partie historique de cet ouvrage, l'instruction dans la plus grande généralité des cas, c'est un fait constaté, développe le sens moral et la délicatesse, et fait acquérir le sentiment de la responsabilité. « L'instruction publique, disait Duruy, doit viser beaucoup moins à faire des bacheliers que des hommes. » Voilà pourquoi nous de-

mandons que le notaire soit bachelier, grade que la licence ou le doctorat implique.

II. Un autre avantage que nous attribuons à l'enseignement donné par les Facultés de droit c'est que *seul il peut donner la formation juridique* que nous avons reconnue d'une nécessité primordiale pour le futur notaire. Nous avons vu que cette formation juridique provenait de ce que la Faculté développait des programmes complets constituant un « ensemble harmonique » et non, suivant les paroles déjà citées de M. Galopin « un programme bizarre fait de toutes sortes de pièces et de morceaux détachés de différents cours dans des vues d'exercice immédiat de la profession », et aussi de ce que les professeurs possédaient suivant l'expression de M. Savornin, « une sûreté de science incomparable jointe à une grande habileté de démonstration. »

Ce que s'efforcent de faire les professeurs de droit, ce n'est pas de dresser de parfaits avocats, magistrats, avoués ou notaires, étant donné le caractère général et abstrait de l'enseignement, ils ne le peuvent pas, mais bien de former l'esprit de leurs élèves, en leur inculquant des notions de l'histoire et de la philosophie du droit; ils tendent uniquement à la formation de ce que l'on appelle l'esprit juridique. Ce ne serait qu'en le détournant de son véritable sens et par suite en l'affaiblissant qu'on pourrait rendre cet enseignement pratique. La Faculté ne prétend pas devenir une école pratique pour la préparation directe à toutes les professions auxquelles donnent accès les diplômes qu'elle délivre.

III. Enfin l'enseignement donné par les Facultés de Droit présente l'avantage d'être *uniforme*. Il ne se différencie pas suivant la Faculté. Etant fixés par décret les

programmes d'examens sont les mêmes dans toute la France. Il en est de même pour la méthode suivie : il n'est pas fait d'application à la suite des cours des principes exposés pendant la durée de ceux-ci; les étudiants sont libres de travailler comme bon leur semble, chez eux ou à la Bibliothèque de la Faculté, mais par contre ils sont invités à suivre les conférences destinées à renforcer l'instruction acquise aux cours en en faisant une application raisonnée. Cette méthode du cours fait par le professeur nous semble devoir être préférée à celle suivie dans les lycées et que la plupart des Ecoles de notariat ont adoptée, méthode consistant à commenter un manuel et à interroger ensuite. En effet les élèves retiennent mieux le droit après un exposé oral et certaines matières particulièrement arides et qui resteraient insipides à la lecture d'un manuel peuvent être rendues plus attrayantes par le professeur. C'est d'ailleurs le système suivi dans les Universités belges de Bruxelles, Liège et Louvain (seule l'Université de Gand reste fidèle à la méthode du manuel commenté) et nous devons féliciter l'Ecole de notariat de Paris de l'avoir adopté.

§ 2. *Critiques adressées à l'enseignement des Facultés de Droit.*

Les partisans de l'enseignement spécial au notariat n'ont pas été sans adresser de vigoureuses critiques à l'enseignement donné par les Facultés de Droit en ce qui concerne la préparation du futur notaire. Ces critiques, nous les connaissons déjà en partie, nous nous proposons ici de les grouper et de les réfuter.

I. On a adressé d'abord une critique d'ordre général à cet enseignement des Facultés en disant qu'il *n'était pas*

suffisamment contrôlé. Les Ecoles de notariat suivent leurs élèves pour ainsi dire pas à pas au moyen des interrogations quotidiennes, des devoirs écrits, des examens trimestriels; l'assiduité aux cours est contrôlée et tout élève qui a compté durant une année d'études plus de quarante jours d'absence est astreint à redoubler cette année. A l'inverse l'étudiant de la Faculté est livré à lui-même sans autre guide que sa propre intelligence, sans autre stimulant que son propre zèle. Il est à craindre alors que l'étudiant peu laborieux ne travaille point avec tout le soin désirable les cours des professeurs.

Malgré la grande part de vérité contenue dans cette critique, il n'y a pas lieu de s'y arrêter longuement. Certes l'étudiant de l'Université jouit d'une grande liberté : il est libre de travailler ou de s'amuser, de suivre les cours ou de n'y point assister et cette paresse est d'autant moins rare que le jeune homme qui jusque-là était soumis à la discipline sévère du lycée se trouve lancé dans une indépendance dont il a tendance à abuser, séduit et attiré qu'il est par la multiplicité des plaisirs qui l'entourent. Mais il ne faudrait pas généraliser cet état de choses, seul il peut s'appliquer au vrai paresseux, et il n'est pas sûr alors que les résultats obtenus par celui-ci soient meilleurs dans une Ecole de notariat, où le travail est contrôlé, que dans une Faculté. Les étudiants en droit sérieux sont préoccupés par l'examen de fin d'année qui, moyen de contrôle suffisant et efficace et non simple formalité, montrera bien quel a été vraiment le travail fourni par eux, abstraction faite, bien entendu, du hasard dont il faut toujours faire la part dans tout examen. D'un autre côté il est fort téméraire de prétendre que l'étudiant en droit est condamné à travailler sans guide. N'y a-t-il pas dans les

Facultés des conférences et des travaux pratiques dont tous ceux qui y ont pris part reconnaissent les bienfaits.

Enfin et à l'inverse ne pourrait-on pas affirmer que la méthode en usage dans les Ecoles de notariat qui consiste à contrôler sans cesse le travail des élèves tend à annihiler chez eux l'esprit d'initiative, à entraver la formation de leur jugement. Certes cette méthode est excellente pour préparer à des examens, mais lorsqu'on fait des études, on ne doit pas viser que leur utilité en vue de la prochaine épreuve en se promettant de tout oublier dès que celle-ci sera passée, l'étudiant digne de ce nom doit voir plus loin et songer à préparer sa carrière et sa vie par une formation intellectuelle dont la nécessité au siècle où nous vivons n'est plus à démontrer. Pour réaliser ce but il n'y a point de doute que l'enseignement dont nous sommes partisan soit bien préférable à celui des écoles professionnelles.

II. La deuxième objection, celle-là plus spéciale et dirigée contre le diplôme de licence en droit consiste à dire que cette dernière comporte *trop de matières inutiles au notariat* : le droit civil est la seule matière que le notaire doit connaître en entier, les autres matières ne lui sont utiles qu'en partie comme le droit administratif et le droit international privé et d'autres lui sont totalement étrangères comme l'économie politique, le droit romain, l'histoire du droit, la science financière.

Il est aisé de répondre à cette objection. Parmi les matières qui composent le programme de licence, le droit civil est loin d'être le seul qu'il soit utile de connaître pour être à même d'exercer la profession notariale. Le droit commercial et la procédure civile devront être aussi classées parmi les matières qu'il est également indispensable de bien posséder dans toutes leurs parties : le notaire a souvent à se préoc-

cuper des questions relatives aux sociétés, aux faillites, à la liquidation judiciaire, aux opérations de banque : la procédure doit lui être familière au même titre qu'à l'avocat, car il doit être en mesure d'y donner un conseil subsidiaire ou même principal, il lui arrivera dans de multiples occasions de concerter une procédure d'accord avec l'avoué. Ne faut-il pas admettre aussi que le droit international privé et la législation civile comparée ne sont pas indignes de figurer dans le nombre des connaissances juridiques indispensables au notaire. N'arrive-t-il pas fréquemment que grâce à la rapidité et à la facilité des moyens de communication, à la pénétration de plus en plus grande des peuples, un notaire ait à résoudre une question importante de droit international privé ? Comment pourra-t-il savoir si un étranger est capable de contracter, s'il ignore complètement la loi étrangère ? Ne s'expose-t-il pas à une lourde responsabilité ? Le programme de deuxième année de droit administratif ne doit pas être pour lui non plus du superflu car ses clients peuvent avoir des rapports d'intérêts avec les établissements publics et la dette publique, il doit connaître l'organisation administrative, la théorie des personnes morales, la distinction des établissements publics et des établissements d'utilité publique, les contrats administratifs, les règles et la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le contentieux administratif, etc...

Quant aux autres matières comme le droit romain, l'histoire du droit, le droit constitutionnel, le droit criminel, l'économie politique, la science et la législation financière, elles font partie, pour employer une fois de plus l'expression de M. le recteur Galopin, de « l'ensemble harmonique » sans lequel il n'est pas de formation juridique possible.

« Ce qui est à savoir, disait le même auteur, c'est si l'aspirant doit recevoir une éducation juridique sérieuse qui lui permette de s'affranchir plus tard de la tutelle des avocats, ou s'il est destiné à rester toujours un vulgaire praticien¹. » Or, cette formation juridique, il ne pourra l'acquérir que par la mise en œuvre de tous les principes juridiques, de là nécessité pour lui d'étudier sérieusement et complètement toutes les branches du droit. Voici par exemple, comment se plaçant à un point de vue particulier, celui de l'étude du droit romain, M. May démontre l'utilité de cette étude : « Est-ce à dire que les praticiens eux-mêmes n'aient aucun profit à attendre d'une connaissance approfondie des procédés et des méthodes des jurisconsultes romains ? Loin de là. Il est certain que ces jurisconsultes ont déployé dans l'interprétation des lois un art réellement supérieur. Ils ont laissé des modèles de discussion juridique. L'esprit ne peut que gagner dans la fréquentation de pareils maîtres. Soumis à leur discipline, il en retirera des qualités de précision, de clarté et de force qui lui rendront facile l'étude de toutes les législations modernes¹. »

Et puis d'ailleurs si l'on prétend que ces choses sont inutiles pour le notaire, ne pourrait-on en dire de même pour l'avocat. Et pourtant on n'a jamais contesté qu'exiger la *licence* d'un avocat soit trop lui demander. Or le droit romain, le droit constitutionnel, l'économie politique lui sont-ils plus utiles qu'au notaire ? Rien ne s'oppose à ce qu'on exige autant du notaire que de l'avocat, le premier, nous l'avons montré, devant être aussi bon jurisconsulte que le second. Si maintenant laissant de côté la profes-

1. Galopin, *op. cit.*

2. G. May, *Éléments de droit romain*, 10^e édition, p. 8 en note.

sion d'avocat, nous passons aux emplois salariés par l'Etat, dans les branches même que l'on croirait totalement étrangères à des études juridiques un peu générales, on trouve en tête des conditions d'admission l'obtention du diplôme de licencié en droit. On ne saurait donc faire grief à la licence de sacrifier un temps précieux à l'étude de sciences étrangères à la pratique et à la vie des affaires.

III. Une troisième objection qui n'est en quelque sorte que le corollaire de la précédente a été formulée contre l'enseignement des Facultés de Droit et en particulier celui de la licence. Si, a-t-on dit, l'élève trouve dans l'enseignement de la licence toutes les connaissances utiles pour l'exercice de sa profession et même plus qu'il ne lui en faut, il est indiscutable que *certaines matières spéciales qu'il lui est indispensable de connaître, ne lui sont pas enseignées à la Faculté* : le droit notarial, la comptabilité et surtout le droit fiscal. Cette objection est des plus sérieuses, nous devons reconnaître en effet que, laissant de côté la comptabilité que l'aspirant-notaire pourra apprendre au cours du stage, l'étude des lois organiques du notariat et celle des lois fiscales sont pour lui d'une utilité très appréciable. Le droit fiscal en particulier présente pour le notaire une importance considérable, c'est certainement la matière qu'il lui est après le droit civil le plus utile de connaître. Le notaire, en effet, a le devoir de défendre les intérêts de ses clients contre les prétentions exagérées du fisc sans qu'il s'agisse bien entendu de priver le Trésor public de ses perceptions les plus légitimes. De plus, bien des transactions se lieront ou non suivant que les droits seront plus ou moins élevées; il importe donc au notaire d'en connaître parfaitement l'étendue afin de pouvoir renseigner exactement ses clients et leur éviter des surprises. Or ces

enseignements spéciaux de droit notarial et de droit fiscal ne lui sont pas donnés par les Facultés de Droit sauf exception comme à Paris où la Chambre des notaires d'accord avec l'Université a fondé un cours d'Enregistrement. Cet oubli qui s'est produit, malgré la promesse formelle du législateur de l'an XI, lors de la réorganisation des Ecoles de Droit a rendu le programme de la licence incomplet au point de vue notarial. Mais ce n'est là qu'un oubli et il serait facile de le réparer sans pour cela toucher aux grandes lignes de ce programme. Il suffirait en effet d'ajouter à la liste des matières à option de la troisième année le droit notarial et le droit fiscal et exiger que tout candidat à la licence se destinant au notariat suive ces cours.

Les cours de droit notarial dont l'enseignement durerait un semestre comprendrait l'historique du notariat et la législation comparée sur le notariat contemporain, l'étude des lois, ordonnances et décrets concernant le ressort, les fonctions, les devoirs professionnels des notaires, l'organisation intérieure et la discipline du notariat, la forme des actes notariés, la capacité du notaire, des témoins et des parties, la comptabilité notariale et on terminerait par une étude de la responsabilité des notaires d'après la jurisprudence et du secret professionnel.

Quant au cours de droit fiscal qui serait également semestriel, il consisterait en une étude aussi complète et méthodique que possible des lois sur l'enregistrement, le timbre, avec leur application aux successions, donations, sociétés, partage, contrats et obligations, les droits d'hypothèques, etc...

Ce système qui consisterait à créer des *chaires de notariat et de droit fiscal* dans les Facultés où elles n'existent

pas nous semble d'une grande simplicité et d'une extrême facilité d'application car il ne touche en rien au programme général de la licence. Il aurait le mérite de combler en partie la lacune du programme officiel que constatait le professeur Planiol au tome II de son *Traité élémentaire de Droit civil*, nous disons en partie parce que les cours que nous voudrions voir fonctionner ne feraient pas partie des matières obligatoires. « Par une singulière lacune du programme officiel, écrivait l'éminent auteur en tête du chapitre qu'il consacre aux notaires, les étudiants en droit font toutes leurs études sans avoir à s'occuper des notaires ni des actes qu'ils dressent. En revanche, on leur apprend longuement comment sont tenus les registres de l'état civil, avec lesquels ils n'auront que rarement l'occasion de faire connaissance. Le notariat est mêlé d'une manière si intime à la vie civile des particuliers, le notaire préside si souvent à la rédaction de leurs actes et de leurs contrats et à la direction de leurs affaires pécuniaires, qu'il m'a paru indispensable d'indiquer ici tout au moins les points essentiels ».

Quant à la preuve que le candidat notaire aurait suivi ces cours de droit notarial et fiscal, il ne peut y avoir de difficulté : elle résulterait des énonciations mêmes du diplôme. On sait en effet que les diplômes de licence comportent la mention des matières à option sur lesquelles le candidat a été interrogé.

Conclusion du chapitre IV. — Dans la première section de ce chapitre, nous avons repoussé l'enseignement des Ecoles de notariat. Le but que visent ces Ecoles, avons-nous dit, est de dispenser au futur notaire toutes les connaissances théoriques et pratiques qui lui seront nécessai-

res pour l'exercice de sa profession et celles-là seulement; elles tendent à lui faire retenir le plus grand nombre possible de solutions d'espèces. Celui visé par les Facultés de droit est tout différent, ce ne sont pas des écoles professionnelles et elles ne peuvent être telles, les jeunes gens qui les fréquentent exerçant des professions trop diverses, mais l'enseignement théorique qu'elles donnent est de nature, par l'étude des principes et l'habitude de la discussion de ces principes, à mettre le candidat notaire à même de mieux comprendre les difficultés sans nombre de sa profession, de s'habituer à résoudre par lui-même les questions les plus délicates, et de ne se trouver jamais dans l'embarras en présence des questions les plus imprévues. Pour nous résumer d'un mot les Ecoles de notariat tendent à former des *praticiens* et les Facultés de Droit des *jurisconsultes*. Et nous savons que la première qualité à exiger du notaire est qu'il soit jurisconsulte; voilà pourquoi nous accordons franchement la préférence aux diplômes de licence ou de doctorat en droit sur les diplômes de sortie des Ecoles de notariat qui nous paraissent impuissantes à donner au futur notaire une véritable formation juridique.

Certes les critiques que nous avons formulées contre ces écoles ne s'adressent pas aux dévoués professeurs qui se dépensent sans compter pour remplir avec conscience leur tâche ingrate et trop peu rémunérée. Que leur désintéressement et leur modestie reçoivent ici l'hommage qu'ils méritent ! Au reste les Ecoles de notariat sont loin d'être inutiles à l'heure actuelle, elles ont mission de recevoir les jeunes gens qui n'ayant point fait d'études secondaires se voient fermer les portes de l'Université, leur enseignement permet d'en faire d'habiles praticiens. Mais leur utilité disparaîtra le jour où, pour le plus grand bien de la corpo-

ration, l'on exigera des diplômes universitaires de ceux qui briguent les honneurs du notariat. Ce n'est donc que dans le système que nous préconisons que les Ecoles de notariat n'ont pas de raison d'être; tant que ce système de recrutement ne sera pas consacré législativement ces Ecoles devront être maintenues et on ne peut que déplorer le petit nombre d'élèves qui les fréquentent actuellement, trop nombreux hélas sont ceux qui entrent encore dans la carrière notariale sans autre garantie d'instruction qu'un stage plus ou moins sérieux.

Dans la seconde section de notre chapitre nous avons montré les avantages de l'enseignement que donnent les Facultés de Droit et réfuté les objections à lui faites. Dans nos raisonnements nous avons fait en quelque sorte comme si la licence était le seul grade conféré par les Facultés de Droit alors qu'en réalité il y en a plusieurs autres. C'est que nous avons jugé qu'elle constituait le seul diplôme convenable en l'espèce. Il nous faut maintenant justifier notre choix.

De tous les diplômes que délivrent les Facultés de Droit, celui de *licence* nous semble le mieux approprié au but que nous poursuivons. On peut s'en rendre compte aisément en passant en revue les différents grades. Nous commencerons par éliminer le *certificat de capacité*. Si l'on a accusé la licence d'être trop complète et de comporter des matières inutiles au notariat, le reproche inverse doit être adressé à la capacité dont le programme est incomplet et insuffisant pour donner une formation juridique sérieuse : l'étude du droit civil d'une importance capitale pour un notaire est faite d'une façon trop sommaire, le droit international privé est absent, toutes les matières d'ordre historique ont été bannies. D'ailleurs ce certificat ne suppo-

se pas le baccalauréat à sa base. S'il est exigé de tout avoué, ce n'est qu'un minimum dont bien peu se contentent : « En fait, écrit avec raison M. Savornin, ce diplôme n'étant brigué que par les étudiants non bacheliers ne donne pas plus de prestige que n'en donnait naguère celui d'officier de santé¹. »

Quant au *baccalauréat en droit* il suppose une culture générale plus complète que le certificat de capacité, puisque les jeunes gens qui le postulent doivent déjà être bacheliers de l'enseignement secondaire, mais du point de vue éducation juridique, les études qu'il comporte laissent en dehors de leur orbite de nombreuses questions que le notaire doit posséder à fond : dans le droit civil les régimes matrimoniaux, les successions, les donations et testaments, le droit international privé, le droit commercial, la procédure civile. Par suite il ne convient pas d'imposer ce diplôme comme condition d'admittatur aux aspirants au notariat. Du reste il faut ajouter qu'il n'est exigé à l'entrée d'aucune carrière.

Nous ne dirons qu'un mot des grades supérieurs à la licence, les diplômes d'études supérieures et le doctorat. Il est évident que l'obtention du *diplôme d'études supérieures de droit privé* dont le programme comprend une synthèse approfondie de notre législation civile, synthèse faite par le licencié dont l'esprit est déjà formé à la science du droit, serait de la plus grande utilité pour l'aspirant au notariat, mais ce diplôme n'étant demandé pour l'entrée d'aucune carrière judiciaire, il n'y a pas lieu d'être plus exigeant pour le notariat. Nous pouvons faire une réflexion analogue et avec plus de raison encore au sujet du *doctorat* qui

1. Savornin, *op. cit.*, p. 153.

suppose l'obtention de deux diplômes d'études supérieures et la soutenance d'une thèse. Demander aux futurs notaires le diplôme de docteur serait trop exiger d'eux, sans compter la durée excessive de cette préparation spéciale qu'on leur imposerait et qui ne serait pas moindre de dix ans. Loin de favoriser le recrutement notarial, cette mesure ne ferait que l'entraver et empêcherait le clerc de traiter à un âge raisonnable. M. Pennellier¹ est, à notre connaissance, le seul auteur français qui ait exigé du futur notaire le diplôme de docteur en droit (sciences juridiques), encore ne demande-t-il ce grade que pour les titulaires d'offices de première classe. Pour la deuxième classe il se contente de la licence et il trouve un bachelier ou un capacitaire en droit suffisamment instruit pour exercer dans la troisième classe. Ce système qui se base sur la division des classes qu'on devrait faire disparaître ne peut nous convenir : tous les notaires ayant les mêmes devoirs à remplir et devant assumer les mêmes responsabilités doivent recevoir la même instruction. Les lois notariales de Parme et des provinces lombardo-vénitiennes, antérieures à 1869, exigeaient le grade de docteur en droit des candidats notaires². La loi italienne actuelle a, nous l'avons vu, consacré cette exigence. En Hongrie le doctorat en droit est demandé également. Le législateur hollandais semblait assez disposé, en 1878, à réclamer des clercs le même diplôme³.

C'est avec raison que l'on juge nécessaires et suffisantes les études de licence pour former l'aspirant au notariat. Elles sont la base essentielle de l'enseignement des Facultés de droit et sur toutes les matières qui intéressent spéciale-

1. Pennellier, *L'organisation du notariat en droit comparé*, thèse, Paris, 1910.

2. *Revue de droit international*, II, 1870, p. 13.

3. *Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 512.

ment le notariat (droit civil, procédure civile, droit commercial, etc.) il n'existe pas, en général dans ces Facultés d'autres cours que ceux de licence. Ce diplôme à lui seul est la preuve que l'individu qui en est muni a fait des études secondaires et supérieures complètes. Il a maintenant d'autant plus de valeur qu'il est plus difficile à obtenir que par le passé étant donné l'introduction d'épreuves écrites dans les examens. Qu'il nous soit permis à ce propos de citer en terminant un extrait du discours prononcé à la Faculté de droit par M. le doyen Berthélemy, lors de la distribution des prix aux lauréats de l'année scolaire 1929-1930 (séance du 18 décembre 1930). Ce discours nous permet de juger de l'importance des examens actuels.

M. Berthélemy s'adresse à son auditoire d'étudiants :

« Les parents qui ont fait leur droit et mieux encore les grands-parents qui ont été mes contemporains... savent que vos études sont beaucoup plus difficiles que celles que nous faisons à votre âge, que les matières à apprendre sont beaucoup plus nombreuses, que les maîtres se montrent plus exigeants. On peut encore être assuré du succès, à condition de ne pas faire de nos études l'accessoire d'autres occupations, censément plus pratiques et plus alléchantes. Quand on est reçu, pas plus qu'autrefois l'on ne doit s'imaginer qu'on a l'estampille d'un savant. Mais il importe que tout le monde sache, et tout le monde commence à savoir et à répéter qu'un *licencié en droit* est pourvu d'un bagage qui accroît très sensiblement sa culture générale.

C'est au surplus ce que recherchent et ce que trouvent chez nous la plupart de nos élèves.

La statistique de la dernière année nous montre qu'il ne suffit plus de réclamer nos grades pour les obtenir : 50 %

ajournés à l'écrit — 25 % refusés à l'oral : cela donne à réfléchir. Les familles — non ! — des familles mal informées — crient au scandale : celles qui ne veulent pas comprendre que les études de droit sont devenues sérieuses. Il en est qui ont recours aux grands moyens. « Nous avons des amis politiques, m'écrivit le père d'une de nos victimes. Nous ferons interpellier le ministre qui obligera bien les maîtres à ne pas mettre des notes systématiquement désobligeantes sur les compositions de nos enfants ! » J'attends l'interpellation avec curiosité, et l'ordre ministériel avec sérénité.

Ne nous plaignons pas — ne vous plaignez pas, jeunes amis, de la sévérité des juges. C'est cela même qui rehausse votre métier et fait la valeur de vos titres. Quelques mauvais plaisants disaient jadis : l'étudiant en droit est un amateur qui passe des examens sans valeur pour avoir un titre sans portée. L'étudiant de 1930 est un jeune homme qui tente au moins de s'initier par des leçons multiples ou des lectures variées, à la connaissance de la mécanique sociale. Il y trouvera l'avantage de comprendre une foule de choses sur lesquelles les étourdis se croient suffisamment renseignés par les journalistes, pour la plupart ignorants ou inconscients. Cet avantage est consacré par un titre modeste, à la vérité, mais très enviable et aujourd'hui très envié. »

CONCLUSION GENERALE

Dans un discours devenu célèbre et dont nous avons déjà fait ici plusieurs fois mention, M. Tappie¹ s'exprimait ainsi : « Toute œuvre humaine est essentiellement relative, contingente, variable et par conséquent perfectible : la civilisation marche incessamment et transforme toute chose. Des faits nouveaux surgissent, des mœurs nouvelles s'emparent peu à peu de la société et ne se trouvent plus en rapport avec la législation antérieure. Or il est essentiel de créer entre les lois et les mœurs, une harmonie aussi exacte que possible, harmonie sans laquelle l'équilibre social ne saurait longtemps subsister. » L'institution notariale n'a pas échappé à cette loi d'évolution. Au cours de notre étude, nous avons vu l'importance du rôle du notaire dans la société actuelle et la différence qu'il y a entre le notaire d'aujourd'hui et son prédécesseur de la loi de ventôse. Son rôle ayant changé il faut aussi changer les lois.

Certains esprits diront que ce changement, la loi de 1902 l'a opéré. Nous répondrons qu'elle ne l'a fait que d'une manière insuffisante et qu'il reste encore bien des réformes à accomplir. La première de ces réformes doit tendre à améliorer le recrutement notarial en exigeant des conditions d'admission plus sérieuses. Cette réforme ne doit pas toucher aux conditions d'idonéité, nous n'avons

1. Discours de rentrée à la Cour de Chambéry, 3 novembre 1877.

pas en effet trouvé de critiques à adresser à ces conditions et quant à l'importante question de l'accession des femmes aux fonctions notariales nous avons réservé nos conclusions pensant qu'il était un peu prématuré de donner une solution affirmative à ce problème, à notre époque où la femme n'a pu encore obtenir la jouissance et l'exercice de ses droits civiques et politiques.

C'est relativement aux conditions de capacité que nous voudrions voir s'opérer une réforme complète et le système que nous avons proposé est très simple, il consiste à rendre à la disposition de l'article 36, paragraphe 2 de la loi de ventôse modifiée par la loi de 1902 un caractère obligatoire. Il faudrait donc exiger du futur notaire, indépendamment de l'accomplissement d'un *stage de quatre ans* sanctionné par le *double examen* dont nous avons étudié la réglementation, l'obtention du *diplôme de licence* ou de *doctorat en droit*. En somme nous voudrions voir étendre à l'ensemble du territoire français les conditions exigées en Alsace-Lorraine. Bien des auteurs et des plus importants ont formulé ce vœu, citons au hasard : Dalloz, Rouxel, Esmein, Soucaze, Le Berge, Mazière, Douarche, Bauby, Hurson, Lespinasse, Galopin (qui exigeait pour la Belgique le titre de docteur, ce qui correspond à notre licence), Bayet.

Il semble qu'à l'heure actuelle on se désintéresse de la question des garanties d'instruction théorique à demander à l'aspirant au notariat, on parle de moins en moins de l'utilité d'une réforme en cette matière. Cette insouciance se justifie aisément lorsqu'on songe que si cette réforme n'est pas faite législativement, du moins elle est presque réalisée en fait. On constate en pratique un relèvement sensible du niveau intellectuel du notariat. La grosse majorité des

notaires d'aujourd'hui et plus particulièrement des notaires des villes ont fait des études de droit, sans parler des notaires de Paris qui obligatoirement d'après le règlement intérieur de leur compagnie doivent être licenciés en droit pour pouvoir prendre une charge dans le département de la Seine. La pratique a ainsi devancé la loi. Voilà encore une raison de plus pour qu'on ne nous accuse pas d'être trop exigeants. Mais on a tout à gagner en faisant passer cette pratique dans la loi. Cette réforme législative ne pourra donner que les meilleurs résultats : non seulement elle améliorera le recrutement notarial en empêchant les incapables et les paresseux d'entrer dans cette honorable carrière, mais encore en rendant l'accès de cette dernière plus difficile elle aura pour effet de diminuer le nombre des candidats et d'arrêter l'élévation excessive du prix des charges. C'est que les abus en cette matière sont indéniables, les contre-lettres existent qui devraient complètement disparaître. De plus l'accroissement des garanties résultant de cette réforme aurait pour conséquence l'acheminement progressif vers cette idée du *notaire unique* opérant seul et sans l'intervention d'un de ses collègues ou de témoins instrumentaires, autrement dit cette réforme préparerait une autre réforme consistant en la suppression du notaire en second et des témoins instrumentaires, formalité qui subsiste encore pour les actes solennels.

Enfin, autre avantage, cet accroissement de garanties aiderait le notaire à lutter contre la concurrence toujours de plus en plus redoutable que lui font les *agents d'affaires*. Seul, en effet, le notaire instruit peut lutter contre les agents d'affaires, comptant parmi eux beaucoup de déclassés et de gens exclus des corporations honnêtes qui, grâce à un rabais provenant de la dissimulation des prix au préju-

dice du Trésor, sont parvenus à se faire des clientèles. Et ces agents sont la plupart sans garanties spéciales, sans responsabilité professionnelle et peuvent abuser impunément du secret des parties, sans assurer à leurs actes ni la foi, ni la force exécutoire résultant de l'authenticité. Tout le monde sait que si l'on prétend que le notariat manque de capacité en général, c'est bien pire pour les agents d'affaires. Aussi que de familles ruinées par la mauvaise rédaction d'un acte sous seings privés, et que de procès ont leur source dans ces actes boiteux et souvent non enregistrés !

On a fait au système que nous préconisons bien des objections. En plus de celles que nous avons déjà réfutées au chapitre précédent, on a prétendu qu'il n'était pas indispensable au futur notaire d'avoir fait des études théoriques, étant donné que beaucoup de notaires possèdent admirablement leur métier *sans avoir passé par l'école*. Cela est incontestable, et reconnaissant le mérite de ceux qui sont arrivés ainsi à se faire une situation honorable sans diplôme, nous ne pouvons que les féliciter. Mais n'est-il pas évident que faire une loi nouvelle basée sur cette opinion et n'exigeant aucune instruction serait faire machine en arrière et renier les tendances qui depuis plus d'un demi-siècle, ont présidé chez nous à la formation et à l'expansion des trois ordres d'enseignement. Combien nous trouvons plus équitable et plus sage cette réflexion d'un notaire de Dreux M^e Fernand Dubas : « Si bientôt une loi nouvelle exigeait des notaires le grade de licencié en droit, j'y applaudirais parce qu'à fréquenter les notaires d'un même arrondissement, il est facile de discerner ceux qui ont leur grade d'avec ceux qui ont acquis leurs connaissances à l'usage. Combien plus motivées sont les opinions et com-

bien plus souple la pratique de ceux qui ont pâli quelque temps sur les livres de droit et qui ont développé en eux l'esprit juridique avant de s'appliquer à retenir des formules et des formalités ! L'adage de Roger Bacon reste toujours vrai : *Vere scire scire est per causas*. La véritable science est celle des causes, et dans le notariat il paraît bon de connaître le raison d'être des lois à appliquer¹. » Et nous pourrions ajouter que le notaire savant a des ressources dont le notaire empirique ne pourra jamais profiter : *Doctus semper in se divitias habet*.

Qu'on nous objecte maintenant que la réforme que nous demandons aura le malencontreux effet d'obliger l'aspirant à ne traiter qu'à un *âge avancé*, nous répondrons que pour le bien de la corporation et de la société toute entière il ne faut pas chercher à faire des notaires trop jeunes. L'exercice d'une telle profession demande une maturité d'esprit qu'ont bien peu de jeunes gens, même à vingt-sept ans et sans souhaiter de voir rehausser la limite minima d'âge pour l'admission au notariat, car elle peut être utile dans certains cas exceptionnels, nous voudrions que la moyenne des nominations de notaires s'adresse à des jeunes gens approchant de la trentaine : la réalité actuelle donne d'ailleurs raison à cette façon de voir.

En tous cas les sept années de préparation que nous demandons (trois pour l'obtention du diplôme de licence, quatre pour l'accomplissement du stage) sont loin de constituer un délai d'une longueur exagérée. D'une part il n'est pas plus long que le temps nécessaire pour se préparer à beaucoup d'autres carrières, la médecine en particulier ; d'autre part il est inférieur à la durée du stage qui sous

1. F. Dubas, *Du rôle actuel économique et social du notariat français*, thèse, Caen, 1918.

la loi de ventôse, nous l'avons vu, pouvait atteindre huit années.

Enfin on pourra nous accuser d'*attenter à la liberté de la profession* en imposant des conditions d'accès plus rigoureuses. A une telle accusation nous répondrons que réglementer plus strictement une profession ce n'est pas l'interdire à quelques-uns, c'est exiger qu'on apporte dans son exercice une honorabilité qui y est nécessaire. Quelqu'un pouvait-il s'élever contre la réglementation de la médecine? Tout le monde en sentait la nécessité et a compris les bienfaits de cette législation. N'en est-il pas de même dans notre espèce? Et le barreau n'a-t-il pas conservé son grand renom de science et d'intégrité grâce aux règlements sévères qui le régissent? Aucun droit acquis ne sera lésé parce qu'il n'existe pas, l'Etat ayant toujours la mission de réglementer une profession lorsqu'il s'y est produit des abus qui peuvent compromettre les citoyens.

De toute façon nous n'osons pas espérer que le système que nous avons préconisé sera prochainement consacré par nos lois, nous n'ignorons pas, en effet, que dans le notariat, vieille institution qui vit surtout par ses traditions, les réformes se font toujours longuement attendre. Certes, ce serait déjà chose faite si les notaires étaient, ainsi que le demandait le projet Clémenceau des fonctionnaires salariés par l'Etat, ce dernier exige toujours de ses serviteurs de multiples références, de nombreuses garanties ne voulant pas rémunérer des oisifs, des malhonnêtes ou des incapables. Notre vieux principe de la *vénalité des offices* constitue, dans une certaine mesure, une véritable garantie qui compense les lacunes de la loi de 1902. La présentation du candidat par le titulaire et le contrôle des

Chambres de discipline sont d'excellentes garanties de bon recrutement. Le Gouvernement étant toujours libre de nommer le candidat ou de le refuser, peut demander à son sujet tous les renseignements qui lui semblent utiles, tout comme il pourrait le faire pour tout autre fonctionnaire. La seule différence qu'on puisse trouver entre le recrutement des officiers ministériels et celui des autres fonctionnaires réside dans ce fait que, pour ces derniers, les recommandations, les influences politiques peuvent trop souvent remplacer les qualités qu'on pourrait être en droit d'exiger d'eux. L'officier ministériel et la Chambre de discipline sont bien plus à même que les agents du Gouvernement de reconnaître la valeur du candidat et il est de l'intérêt commun que leur choix porte sur un successeur possédant les plus grandes qualités morales et professionnelles. Le démissionnaire a à cœur de choisir un successeur qui continue dans son étude les traditions de loyauté et de bonne administration qu'il y a implantées, et les membres de la Chambre de discipline n'ignorent pas, du moins les plus consciencieux, qu'un mauvais choix aurait pour conséquence de faire retomber sur eux-mêmes les fautes commises par leur confrère.

Restons donc fidèles à la vénalité des offices, mais ne négligeons pas non plus la garantie que nous offre un diplôme acquis à l'Université, car il faut partir de cette vérité qu'on ne fera jamais trop pour rehausser le prestige d'une noble institution comme le notariat. La stupéfaction de bien des gens est grande lorsqu'on leur apprend qu'à notre époque, où l'instruction est si facilitée et si répandue, où pour le poste le plus modeste il faut déployer tout un luxe de parchemins, on peut remplir l'office délicat de notaire, sans même avoir un certificat d'études primaires. Hâtons-nous donc de relever aux yeux du public la cor-

poration notariale en donnant à ses membres le *prestige* que leur communique un parchemin officiel délivré par l'Etat.

Certes nous ne prétendons pas qu'une telle réglementation suffirait à éviter toute catastrophe notariale; du moins les notaires seraient-ils efficacement préservés des funestes entraînements. Le corps tout entier ne doit d'ailleurs pas supporter la responsabilité des fautes commises par quelques-uns. Le notariat actuel, nous ne craignons pas de l'affirmer, est resté digne à tous égards de ses devanciers. Si des défaillances plus nombreuses se sont produites, elles tiennent presque exclusivement aux difficultés croissantes de sa position; l'accusation de malhonnêteté doit donc être écartée. Remarquons que la plupart du temps il convient de ne pas ajouter foi aux dires des journaux qui ont la détestable tendance de grossir le moindre événement et de l'élever à la hauteur d'une calamité publique : un notaire coupable d'abus de confiance est pour la presse un thème sensationnel ! Espérons que bientôt grâce au progrès du recrutement, le scandale notarial deviendra une rareté.

En résumé avec un diplôme de licencié en droit et un diplôme d'aptitude aux fonctions notariales délivré après un stage de quatre années sanctionné par un double examen, le notaire pourra se juger suffisamment armé pour remplir dignement son noble ministère que nombre de nos auteurs ont comparé à un sacerdoce et qu'Amédée de Bast en particulier a dépeint dans les termes les plus flatteurs : « La mission du notaire est grande, étendue, digne en tous points de satisfaire les nobles instincts de l'honnête homme et du bon citoyen. Il est le plus intime et le plus familier du château et de la chaumière; il est virtuellement mêlé à toutes les péripéties de la vie commune. Avec

le curé, il compose le pouvoir législatif du foyer le plus humble : le premier pour le spirituel, le second pour le temporel; ils sont l'un et l'autre les pères et les docteurs de ces conciles domestiques, où se nouent et se dénouent toutes les affaires importantes de la vie du manoir et de la vie du hameau. Arbitre de tous les intérêts, modérateur de toutes les ambitions, il peut et il doit leur faire éviter beaucoup de mal et leur faire beaucoup de bien, en prévenant les procès, en étouffant les contestations irritantes, en neutralisant les inimitiés de famille par le calme de sa parole, la lucidité de ses conseils, le désintéressement de ses actions. Confesseur civil des vieillards et des chefs de famille qui lui confient leurs dernières volontés, il apporte dans cette espèce de sacerdoce toute la mansuétude du prêtre et toute l'équité du juge. Soutien de la veuve, appui de l'orphelin, il est encore l'oracle des jeunes ménages dont il a présidé les fiançailles. Le notaire, en un mot, soit au lit funèbre du moribond soit à la chaste couche de la jeune épouse, est un conseiller salubre, un confident discret, un ami à toute épreuve. »

Tel doit être et tel est en effet le notaire digne de ce nom. C'est affirmer que la considération générale, que l'estime publique entourent ce fonctionnaire, et qu'il est appelé un jour à jouir de cette apothéose civique, la seule mais splendide et magnifique récompense qu'un véritable honnête homme puisse attendre de la gratitude de ses concitoyens.

Vu,
le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
André ROUAST

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX, RECUEILS, MANUELS.

- ACCARIAS. — *Précis de droit romain*, 4^e éd. 1891, 2 vol.
- AMIAUD (Albert). — *Traité formulaire général du notariat*, 7^e éd. 1930-31, 5 vol.
- BRISSAUD. — *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, 1903, 2 vol.
- CLERC. — *Formulaire général du notariat suivi du Code des notaires expliqué et d'un traité de la responsabilité des notaires*, 9^e éd. 1913, 4 vol.
- DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence.*
- DALLOZ, GRIOLET et VERGÉ. — *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence.*
- DEFRÉNOIS. — *Traité pratique et formulaire du notariat*, Paris, 1921, 4 vol.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil*, Paris 1845-1882, 31 vol.
- DÉZOBRY et BACHELET. — *Dictionnaire général de biographie et d'histoire*, Paris, 1869, 2 vol.
- Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines.*
- Dictionnaire du notariat*, 4^e éd. 1887, 18 vol.
- FAVARD de LANGLADE. — *Répertoire de la législation du notariat*, Paris, 1807.
- FONTANON. — *Edits et ordonnances des rois de France depuis Louis VI dit le Gros, jusques à présent*, Paris, 1611, 4 tomes en 3 vol.
- GLASSON et TISSIER. — *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile*, 3^e éd. Paris, 1925.
- *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1887-1903, 8 vol.

ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*, Paris 1833, 29 vol.

Jurisclesseur du notariat.

LANSEL et DIDIO. — *Encyclopédie du notariat*, 1879-1901, 24 vol.

MAY (Gaston). — *Eléments de droit romain*, 10^e éd.

MAYNZ (Ch.). — *Cours de droit romain*, 1891.

Pandectes françaises. Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.

PLANIOI et RIPERT. — *Traité élémentaire de droit civil*, 1932, 3 vol.

— *Traité pratique de droit civil français*, 1925-1932, 13 vol.

ROLLAND de VILLARGUES. — *Répertoire de la jurisprudence du notariat*, 1840-45, 9 vol.

TOULLIER. — *Le droit civil français suivant l'ordre du Code*, tome VIII, 5^e éd., 1830.

VIOLLET. — *Précis de l'histoire du droit civil français*, 1905, 3^e éd.

II. TRAVAUX HISTORIQUES ET OUVRAGES ANCIENS.

ACHERY (Dom d'). — *Spicilegium*, t. 3.

ARISTOTE. — *La politique*.

AVIGNON. — *Des origines du notariat*, thèse Grenoble, 1882.

BARABÉ (A.). — *Recherches historiques sur le tabellionage royal principalement en Normandie*, Rouen, 1863.

BAST (Amédée de). — *Origines judiciaires. Essai historique, anecdotique et moral sur les notaires, les avoués, les agréés, etc...*, Paris, 1855.

BAUFINE (Georges). — *Etude sur le notariat dans l'arrondissement de Parthenay*, 1911.

BEAUMANOIR (Ph. de). — *Coutumes de Beauvaisis*.

BERGE. — *Histoire du notariat*, 1815.

Bible (La).

BOUARD (A. de). — *L'acquisition de l'hôtel de Nesles par Philippe le Bel et la valeur des actes notariés au début du XIV^e siècle*.

— *Etudes de diplomatique sur les actes des notaires du Châtelet de Paris*, 1910.

BOUNAIX. — *Des tabellions à Rome et de la force probante de leurs actes*, thèse Toulouse, 1884.

BOUTILLIER (Jean). — *La Somme rural revue par Charondas le Caron*, Lyon, 1621.

- CÉSAR. — *De bello gallico*.
- CICÉRON. — *De officiis*.
- COFFINET (Georges). — *Le notariat en 1610 comparé avec le notariat actuel*, Paris, 1910.
- COPPIN. — *Des origines du notariat*, thèse Douai, 1884.
- CORNELIUS NEPOS. — *Vie des grands capitaines*.
- COYECQUE (E.). — *Recueil d'actes notariés relatifs à l'Histoire de Paris et de ses environs au XVI^e siècle*, Paris, 1905, 2 vol.
- CUJAS. — *Commentaire sur les lois 7 et 15 au Code et sur les Sentences de Paul*.
- DENISART. — *Actes de notoriété donnés au Châtelet de Paris sur la jurisprudence et les usages qui s'y observent*, 3^e éd., Paris, 1769.
- DESMAZE (Ch.). — *Le Châtelet de Paris, son organisation, ses privilèges*, Paris, 1863.
- DOMAT. — *Les lois civiles dans leur ordre naturel et le droit public*, Paris, 1777, 2 vol.
- DUMOULIN. — *Caroli Molinaei... omnia quae extant opera... Editio novissima*, Paris, 1681, 5 vol.
- ESMEIN. — *Etudes sur les contrats dans le très ancien droit français*, 1883.
- FOIRET. — *Une corporation parisienne pendant la Révolution (Les Notaires)*, Paris, 1912.
- FOURNIER (Paul). — *Les officialités au moyen âge*, 1880.
- GARSONNIN (D^r M.). — *Histoire de la Communauté des notaires au Châtelet d'Orléans (1303-1791)*, Orléans, 1922.
- GAVET. — *Les sources de l'histoire des institutions et du droit français*, 1899.
- GENTY (Lucien). — *La Basoche notariale*, Paris, 1888.
- GIRARD. — *Textes de droit romain*, 5^e éd., 1923.
- GIRAUD (Ch.). — *Essai sur le droit français au moyen âge*, tome II, 1846.
- GIRY. — *Manuel de Diplomatie*, 1894.
- GLASSON. — *Le Châtelet de Paris et les abus de sa procédure aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, 1893.
- GRÉGOIRE de TOURS. — *Histoire des Francs. Guidon des praticiens (Le)*, 1539.
- HÉRICOURT (Louis d'). — *Les lois ecclésiastiques de France*, Paris, 1771.
- HOUDARD. — *Etat du notariat français au XVIII^e siècle*, thèse Paris, 1912.

- JOINVILLE. — *Mémoires*.
- JUSTINIEN. — *Institutes, Digeste, Code et Nouvelles*.
- KROELL. — *Du rôle de l'écrit dans la preuve des contrats en droit romain*, thèse Nancy, 1906.
- LANGLOIS (Simon-Français). — *Traité des droits, privilèges et fonctions des Conseillers du roi, notaires, garde-notes et garde-scel de Sa Majesté au Châtelet de Paris*, Paris, 1738.
- LA ROCHE-FLAVIN. — *Treize livres des Parlements*, 1617.
- LECOMTE (Edmond). — *Les Notaires. Etude historique et littéraire*, Amiens, 1897.
- LECOMTE (Médéric). — *Notice sur les études de notaires et les notaires de La Ferté-Milon. Recherches sur l'origine du notariat*, 1859.
- LE GENTIL. — *Essai historique sur les preuves sous les législations juive, égyptienne, indienne, grecque et romaine*, 1863.
- LÉVY-BRUHL. — *Le témoignage instrumentaire en droit romain*, thèse Paris, 1910.
- LOYSEAU (Charles). — *Les œuvres de Maistre...*, Paris 1666 et 1678.
- MABILLON. — *De re diplomatica*, 2 vol., Paris, 1681-1704.
- MAILLIARD. — *Le notariat sous la Révolution*, thèse Lille, 1909.
- MASUER (Jehan). — *Practica forensis*, 1571.
- MICHEL. — *Histoire de la forme des conventions et actes privés depuis les temps les plus reculés ou origines du notariat*, tome I.
- MICHOT (J.). — *Origines du notariat*, 2 vol. 1878.
- MONTESQUIEU. — *Grandeur et décadence des Romains*.
- NOUËL de KÉRANGUÉ. — *Essai sur la communauté des notaires royaux et apostoliques de Rennes au XVIII^e siècle*, thèse, Rennes, 1904.
- OLIVIER-MARTIN. — *Histoire de la coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, 1922.
- PASQUIER (Etienne). — *Les œuvres d'Etienne Pasquier contenant les Recherches de la France*, Amsterdam, 1723, 2 vol.
- PLINE le JEUNE. — *Lettres*.
- PLUTARQUE. — *La vie des hommes illustres. Vie de Lycurgue. Protocole des notaires, tabellions et autres praticiens de Cour Laie*, 1610.
- REGNAULT (Henri). — *Les ordonnances civiles du chancelier d'Aguesseau*, Paris, 1929.

- RÉVILLOUT (Eugène). — *Les obligations en droit égyptien*, Paris, 1886.
- ROGIER. — *Etude sur les tabellions et la force probante de leurs actes*, thèse Toulouse, 1883.
- SAVIGNY (de). — *Histoire du droit romain au moyen âge*, traduction Guénoux, vol. I^{er}, Paris, 1839.
- TAJAN. — *Essai d'histoire et de jurisprudence sur le notariat*, Paris, 1840.
- TARDY (Louis). — *Les tabellions romains jusqu'au X^e siècle*, thèse Bordeaux, 1901.
- TITE-LIVE. — *Histoire romaine*.

III. OUVRAGES DIVERS ET MONOGRAPHIES

- AMIAUD (Albert). — *Recherches bibliographiques sur le notariat français*, 1881.
- *Etudes sur le notariat français*, 1879.
- BAUBY. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile des notaires*, Paris, 1894.
- BÉRENGER. — *De la répression pénale, de ses formes et de ses effets*, 1855, 2 vol.
- BONNIER (E.). — *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel*, 5^e éd. revue par Larnaude, Paris 1888.
- BONNIN (Ch.). — *Du monopole des notaires*, thèse Paris, 1902.
- BRIAND (Ch.). — *Etude historique et critique de l'institution du notaire en second et des témoins instrumentaires*, thèse. Paris, 1904.
- CAMPANA. — *Des garanties de capacité exigées en Belgique pour l'admission aux fonctions notariales et du mode de nomination*, 1894.
- CHARRIER. — *Le notariat français*, thèse Paris, 1905.
- CHARRIER (Edmée). — *L'évolution intellectuelle féminine*, thèse Paris, 1931.
- CHAUVIN (Jeanne). — *Des professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français. Evolution historique de la position de la femme dans la société*, thèse, Paris, 1892.
- CHOSSEGROS. — *Du rôle de conseil des notaires*, thèse Lyon, 1928.
- COMPIN. — *Contribution à l'étude de la condition juridique du clerc de notaire*, thèse, Paris, 1930.

- DEFRÉNOIS. — *Résumé de législation étrangère*, 1901.
- DELACOURTIE et ROBERT. — *Traité pratique de la discipline des notaires*, 1892.
- DENEUX. — *La responsabilité civile des notaires comme conseils de leurs clients*, thèse, Paris, 1932.
- DREUX. — *La question du rachat des offices*, thèse Paris, 1913.
- DUBARLE. — *Code d'organisation judiciaire allemand* (27 février, 1877), traduction, Paris, 1885, 2 vol.
- DUBAS. — *Du rôle actuel, économique et social du notaire français*, thèse Caen, 1918.
- DUPIN aîné. — *La profession d'avocat*, tome II.
- DUPOND. — *Notice sur l'Ecole de notariat de Bordeaux. Plan d'organisation d'un enseignement spécial au notariat*, Bordeaux, 1880.
- DUVERGEY. — *Ecole de notariat de Bordeaux. L'enseignement spécial au notariat doit-il être donné par les Facultés de droit?* 1897.
- FAVARD de LANGLADE. — *Opinion : 1° Sur l'origine et l'établissement des notaires; 2° Sur le caractère, les fonctions et les attributions des notaires*, Paris, 1803.
- GALOPIN. — *Discours sur la réforme du notariat*, du 17 octobre 1892.
- GAMICHON. — *Le notariat en Alsace et en Lorraine*, thèse Paris, 1931.
- GASTINNE. — *Etude critique de quelques réformes proposées sur l'organisation actuelle du notariat*, thèse Caen, 1903.
- GAYFFIER (A. de). — *Le rôle économique du notaire*, thèse Paris, 1911.
- GOURGEOIS. — *Mémoire sur l'institution du notariat et sur les améliorations dont son organisation actuelle est susceptible*, 1863.
- GRANDIN. — *Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales de 1880 à 1926 avec suppléments annuels*.
- GRASSERIE (de la). — *Etat actuel et réforme du notariat*, 1898.
- GUÉRY. — *Des fonctions officieuses des notaires*, thèse Lille, 1909.
- GUÉTAT (A.). — *Aperçu critique sur la responsabilité civile des notaires et la crise du notariat*, thèse Grenoble, 1910.
- GUIHAIRE. — *De l'organisation du notariat et des principales réformes qu'elle comporte*, thèse Rennes, 1901.

- HUG. — *Projet de réforme du notariat*, Bar-le-Duc, 1890.
- HURSON. — *Etude sur une réorganisation du notariat en France*, 1894.
- JEANNEST SAINT-HILAIRE. — *Du notariat et des offices*, 1858.
- JULLIEN. — *Transmission des offices et réforme du notariat*, thèse Rennes, 1909.
- LACOMBE. — *De quelques réformes à apporter au notariat*, thèse Paris, 1907.
- LE CORRE. — *De la situation juridique du notaire comme fonctionnaire public*, thèse Rennes, 1920.
- LEPROUST. — *Modifications à apporter dans les conditions de capacité pour parvenir aux fonctions notariales*, 1892.
- MAITREL. — *Le notariat au service du pays*, 1929.
- MATON (Adolphe). — *Dictionnaire de la pratique notariale belge*, Bruxelles, 1884-1885.
- *De l'enseignement du notariat en Belgique*, Bruxelles, 1886.
- MORCILLO (don F.). — *Discours prononcé à l'ouverture des conférences de l'Académie notariale*, 1872.
- PAPPAFAVA (Dr Wladimir), avocat à Zara (Dalmatie) :
- *Le notariat en Hollande*, Bordeaux, 1900.
- *Le notariat en Turquie*.
- *Estudo historico ed critico sobre o Notariado Austriaco*, Lisbonne, 1904.
- PENNELLIER. — *L'organisation du notariat en droit comparé*, thèse Paris, 1910.
- PIGELET. — *Le notariat en Espagne*, 1889.
- POTTER (F. de). — *Le notariat belge et l'intérêt public*, Bruxelles, 1890.
- PRADINES. — *Législation des offices. Admission au notariat et aux divers autres offices*, 1869.
- PROUVOST. — *De l'extension du monopole des notaires dans la rédaction des actes privés*, thèse Lille, 1928.
- ROUXEL. — *La crise notariale*, Paris, 1894.
- RUTGEERS et AMIAUD. — *Commentaire de la loi de ventôse an XI*, 3 vol. 1884.
- SAVORNIN. — *Des garanties de capacité requises pour l'admission au notariat et des conséquences d'une réforme opérée en ce sens*, thèse Aix, 1903.
- SAINT-POL (de). — *Réforme du notariat*, Nice, 1889.
- SCHOLL (Aurélien). — *L'agent d'affaires*.

- TAPPIE. — Discours de rentrée à la Cour de Chambéry, 1877.
THOMASSIN. — *Le notariat belge*, thèse Paris, 1909.
VERMERSCH. — *La réforme du notariat*.

IV. REVUES ET JOURNAUX

- Annuaire de législation étrangère.*
Annuaire de législation française.
Bulletin de l'Association nationale des notaires de France.
Bulletin de la société de législation comparée.
Le Cabinet Historique.
La Chronique Notariale.
La Française.
La France judiciaire.
Journal officiel.
Journal des Notaires et des Avocats.
Les lois nouvelles.
Nouvelle revue historique de droit français et étranger.
Recueil de l'Académie de législation de Toulouse.
Répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement.
Revue catholique des Institutions et du Droit.
Revue critique de législation et de jurisprudence.
Revue des Deux-Mondes.
Revue de droit international et de législation comparée.
Revue du notariat et de l'enregistrement.
Revue politique et parlementaire.
Revue pratique du notariat belge.
Revue trimestrielle de droit civil.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
PREMIERE PARTIE	
<i>ETUDE HISTORIQUE</i>	
<i>HISTOIRE DU NOTARIAT ENVISAGEE PARTICULIEREMENT</i>	
<i>QUANT AUX CONDITIONS D'ACCESSION</i>	
CHAPITRE PREMIER. — LE NOTARIAT DANS L'ANTIQUITÉ EN DEHORS DE ROME	8
§ 1. Le notariat chez les Babyloniens et chez les Juifs	10
§ 2. Chez les Egyptiens	12
§ 3. Chez les Grecs	15
§ 4. Chez les Gaulois	17
CHAPITRE II. — LE NOTARIAT A ROME	18
<i>Section I. Le notariat sous la Royauté et la République. L'ancien Droit et le Droit classique</i>	18
<i>Section II. Sous l'Empire</i>	23
CHAPITRE III. — LE NOTARIAT DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS.....	33
<i>Section I. Les antécédents du notariat français</i>	33
§ 1. Chez les Gallo-Romains	33
§ 2. Chez les Francs	34
§ 3. L'œuvre de Charlemagne	37
<i>Section II. La naissance du notariat français. Le XIII^e siècle et l'œuvre de Saint Louis</i>	39
§ 1. Le notariat dans les pays de droit écrit au XIII ^e siècle.....	39
§ 2. Le notariat dans les pays de coutumes.....	43
<i>Section III. Le notariat du XIV^e siècle à la fin de l'Ancien Régime. Progrès et organisation définitive</i>	49
§ 1. Les différentes classes de notaires	50
A. Les notaires royaux	50
B. Les tabellions.....	55
C. Les notaires seigneuriaux.....	57
D. Les notaires apostoliques	58

§ 2. Etude sommaire de quelques ordonnances et édits intéressant le notariat	60
§ 3. Les conditions de recrutement des notaires sous l'Ancien Régime	67
A. Notaires royaux	67
B. Notaires seigneuriaux	78
C. Notaires apostoliques	82
CHAPITRE IV. — LE NOTARIAT PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE	85
CHAPITRE V. — LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI ET L'ORGANISATION ACTUELLE DU NOTARIAT	94
Section I. <i>Vue d'ensemble sur les dispositions de la loi de ventôse</i> ..	95
Section II. <i>Les conditions exigées par la loi de ventôse pour l'admission au notariat</i>	100
§ 1. Le stage de la loi de ventôse	102
I. Sa durée (art. 36)	103
II. Exceptions à la règle (art. 37 à 42)	107
III. Admission et constatation du stage	113
§ 2. Le certificat de capacité et de moralité	115
Section III. <i>Critique des dispositions de la loi de ventôse relatives aux conditions d'admission au notariat</i>	118
§ 1. Critique des dispositions relatives au stage	119
§ 2. Critique des dispositions relatives au certificat de capacité et de moralité	129
CHAPITRE VI. — LES RÉSULTATS DE LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI ..	135
CHAPITRE VII. — LES RÉFORMES RÉCLAMÉES EN CE QUI CONCERNE LES CONDITIONS D'ACCESSION AUX FONCTIONS NOTARIALES	142
Section I. <i>Les réformes proposées par les publicistes du notariat</i> ..	143
Section II. <i>Les réformes proposées par l'initiative parlementaire</i> ..	154
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	165

DEUXIÈME PARTIE

ETUDE CRITIQUE DES CONDITIONS EXIGÉES PAR LA LOI DU 12 AOÛT 1902 POUR L'ACCESSION AU NOTARIAT

PRÉLIMINAIRES. — LES ATTRIBUTIONS DU NOTAIRE MODERNE	173
TITRE I ^{er} . — LES CONDITIONS D'IDONEITÉ	185
CHAPITRE PREMIER. — COMMENTAIRE DE LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI MODIFIÉE PAR LA LOI DE 1902 (art. 35, 1 ^o , 2 ^o 3 ^o)	185
§ 1. La jouissance et l'exercice des droits de citoyen	185
§ 2. La satisfaction aux obligations de la loi militaire	187
§ 3. L'âge	188

CHAPITRE II. — LE PROBLÈME DE LA FEMME NOTAIRE	191
<i>Section I. Les propositions de loi relatives à cette matière</i>	191
<i>Section II. Etude du problème aux points de vue physique, intellectuel, social, professionnel et juridique</i>	194
TITRE II. — LES CONDITIONS DE CAPACITÉ	218
CHAPITRE PREMIER. — COMMENTAIRE DE LA LOI DU 25 VENTOSE AN XI, MODIFIÉE PAR LA LOI DU 12 AOÛT 1902 (art. 35, 4 ^o à 44)...	218
<i>Section I. Le stage de la loi de 1902</i>	222
<i>Section II. L'examen professionnel</i>	230
CHAPITRE II. — CRITIQUE DES DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1902 RELATIVES AUX CONDITIONS DE CAPACITÉ.....	236
<i>Section I. Critiques de détail relatives au stage et à l'examen professionnel</i>	237
<i>Section II. Les lacunes de la loi de 1902</i>	249
CHAPITRE III. — LÉGISLATION COMPARÉE	272
<i>Section I. Législations spéciales à l'Alsace-Lorraine, à l'Algérie et aux colonies françaises</i>	273
§ 1. Alsace-Lorraine.....	273
§ 2. Algérie	282
§ 3. Les colonies françaises. L'Indochine.....	286
<i>Section II. Législations étrangères diverses</i>	289
<i>Section III. Législation belge</i>	306
§ 1. Le stage	309
§ 2. Le grade de candidat-notaire et la loi du 10 avril 1890.....	313
§ 3. L'organisation de l'enseignement notarial dans les Universités belges	319
CHAPITRE IV. — LES RÉFORMES À APPORTER DANS L'INSTRUCTION DU FUTUR NOTAIRE.— LES DEUX SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT...	327
<i>Section I. L'enseignement donné dans les Ecoles de notariat</i>	331
§ 1. Généralités sur les Ecoles de notariat.....	332
§ 2. Avantages prétendus de l'enseignement donné dans les Ecoles de notariat	338
§ 3. Les vices de l'enseignement donné dans les Ecoles de notariat	344
<i>Section II. L'enseignement donné dans les Facultés de Droit</i>	352
§ 1. Avantages de cet enseignement	353
§ 2. Critiques adressées à cet enseignement	355
CONCLUSION DU CHAPITRE IV. — Importance du diplôme de licence en droit pour l'amélioration du recrutement notarial.....	362
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	369
BIBLIOGRAPHIE.....	379
TABLE DES MATIÈRES	387

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933



